

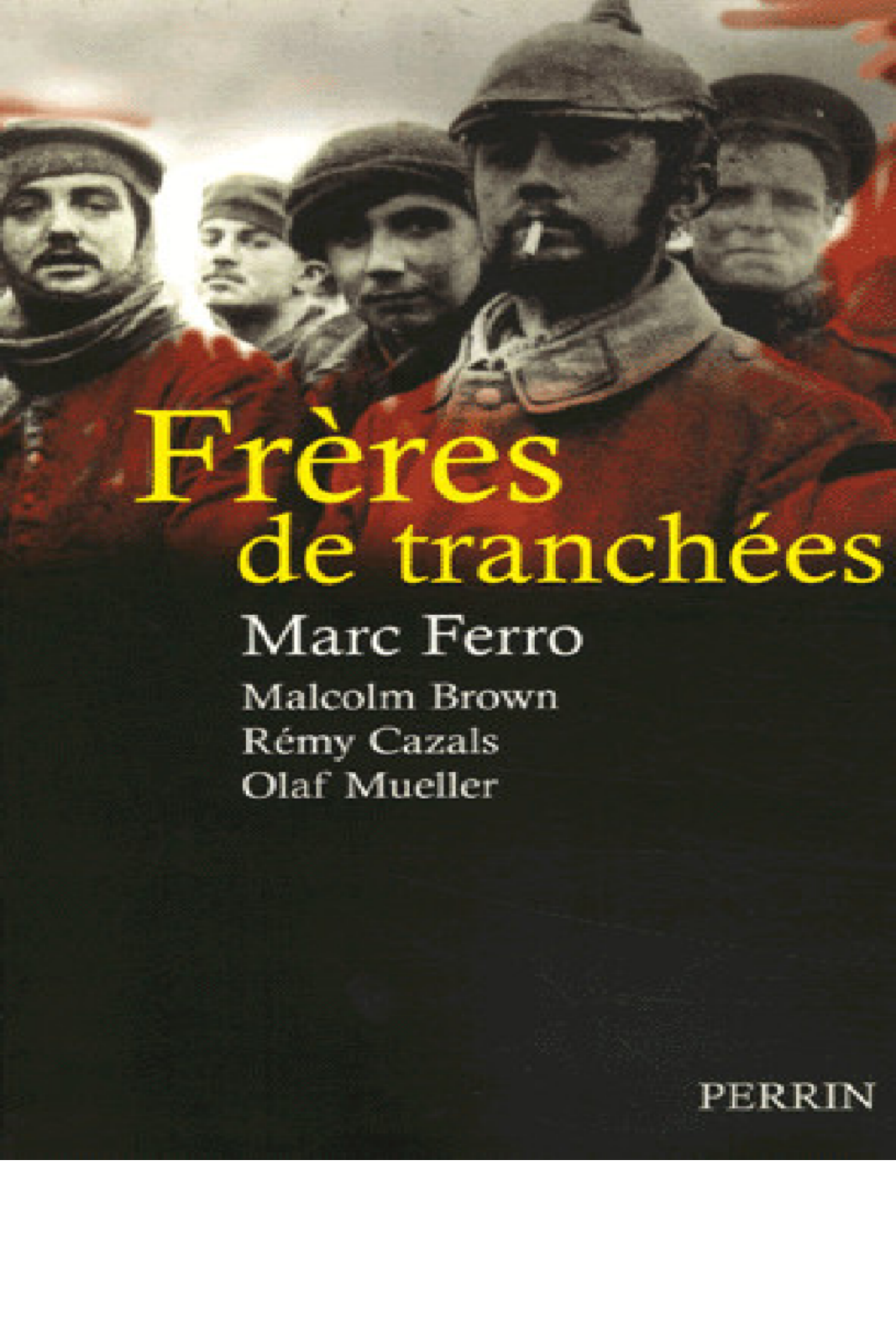
A decorative border with intricate floral and scrollwork patterns in a dark brown color, framing the central text.

Frères de tranchées

Marc Ferro

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



Frères de tranchées

Marc Ferro

Malcolm Brown

Rémy Cazals

Olaf Mueller

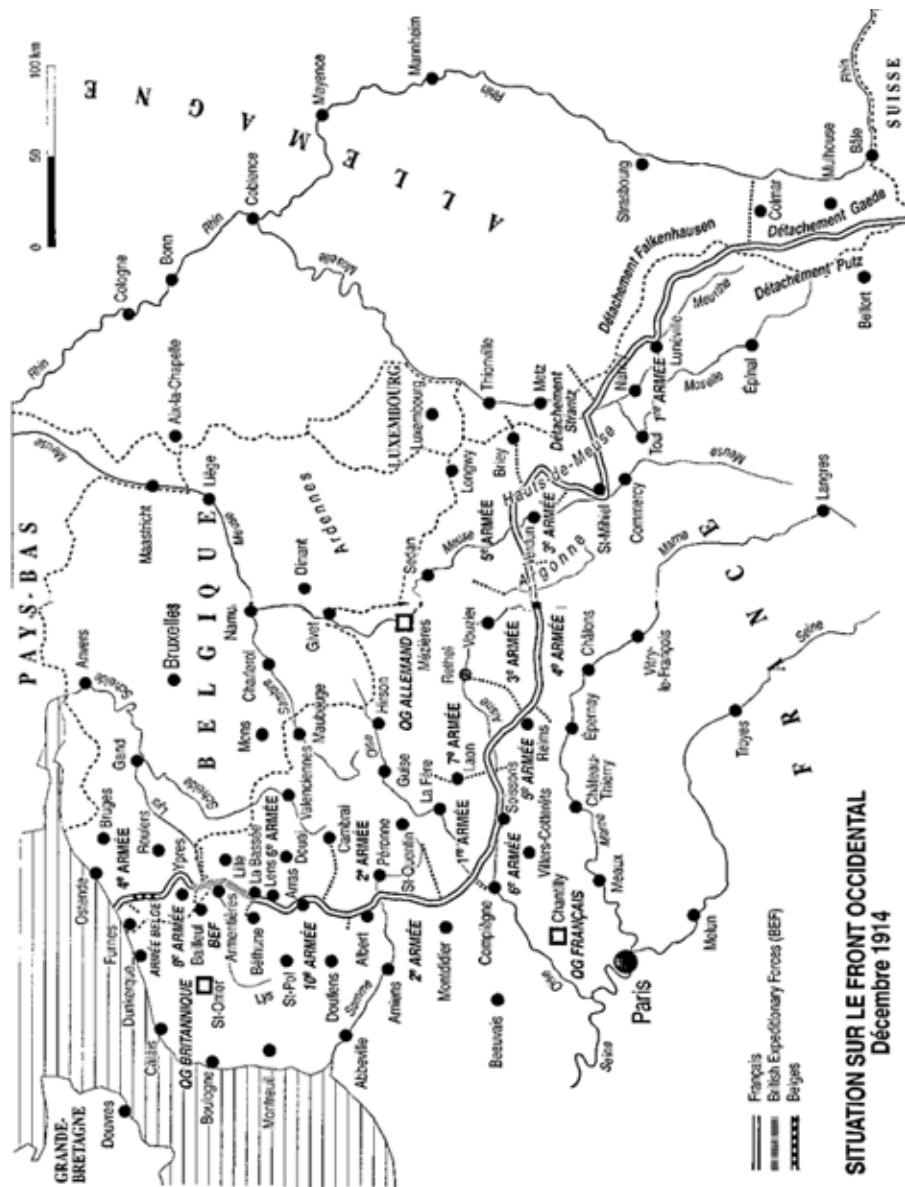
PERRIN

Marc Ferro
Malcolm Brown
Rémy Cazals
Olaf Mueller

Frères de tranchées



Perrin
www.editions-perrin.fr



INTRODUCTION

OUI, DES FRATERNISATIONS ONT BIEN EU LIEU EN 1914-1918

On s'est battu pendant quatre ans de 1914 à 1918.

De cette guerre, on a débattu pendant plus de quatre-vingts ans. Plus, dirais-je, que de la Seconde Guerre mondiale, qui, certes, n'a pas livré le secret de toutes ses horreurs, mais sur laquelle notre religion est faite, même si quelques « révisionnistes » les contestent encore.

C'est qu'à la veille de cette dernière guerre, dans nos démocraties, tous n'étaient pas d'accord sur l'identité de l'ennemi principal : était-ce l'Allemand ou bien les communistes ? Il fallut attendre de longs mois avant que le doute fût levé sur la légitimité du combat mené contre le nazisme.

Rien de semblable durant la Première Guerre : à ses débuts, on croit savoir pourquoi on se bat ; à la fin, on juge que cette guerre n'avait pas de sens, qu'elle était « absurde ». Ainsi, cinquante ans après, en 1966, à Verdun, des anciens combattants français et allemands, venus chacun de leur côté commémorer leur sacrifice, se sont tendu la main après un moment d'hésitation, puis se sont étreints en sanglotant, frères ennemis d'une tragédie comme l'Histoire en avait peu connu... A-t-on vu, cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des nazis et des Juifs, des Polonais aussi bien ou des Russes et des Allemands s'étreindre en souvenir de bien d'autres cauchemars ? Non, bien sûr.

En 1966, les hommes de Verdun ressuscitaient des sentiments éprouvés puis refoulés, le geste des fraternisations.

Mais que signifiait cette guerre et quel était son sens ? Chacun a d'abord affirmé que seul l'ennemi en était responsable, puis les vainqueurs ont décidé que les vaincus porteraient le fardeau, et plutôt l'Allemagne seule, puisque l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman n'existaient plus. Consensus éphémère. L'opprobre est retombé ensuite sur les dirigeants, à moins que l'horreur de la tuerie ait été due aux chefs militaires, incompetents ou avides de gloire.

Plus tard, on a considéré la tragédie vécue par les combattants, ces « victimes de l'Histoire », sans décider si ceux-ci avaient été des victimes. Après tout, la veille encore ils avaient déclaré la guerre à la guerre et juste après ils avaient tué, eux aussi. À cela s'ajoutait le trouble de leur solidarité si particulière, tandis que mûrissait leur ressentiment contre l'arrière « qui se la coulait douce pendant que

nous on crevait ». Abcès si purulent qu'il devait sécréter cette violence jaillissant durant l'entre-deux guerres et pendant le second conflit mondial encore plus. L'observation des progrès de cette colère et de cet ensauvagement entre 1914 et 1945 a confirmé le lien qui s'est noué entre les deux guerres mondiales : « J'y ai vu pointer le totalitarisme », écrivais-je dans la préface de ma *Grande Guerre* en 1969. La chute du communisme a permis à beaucoup, depuis, de redécouvrir cette filiation.

Il reste à saisir le sens d'un tel événement, les fraternisations, lorsqu'il est vécu dans un boyau large de deux mètres où l'on entend agoniser et respirer les vivants d'en face et les camarades d'à côté. En 1914, après plusieurs mois de marches et de contremarches, des soldats se sont trouvés subitement immobilisés dans des tranchées improvisées. D'une tranchée à l'autre, l'ennemi a pris un visage. Cet ennemi était un homme comme vous ; comme vous et moi, à la moindre pause, il boit, il rigole. Et bientôt, d'une ligne à l'autre, après une attaque vaine, à travers les lignes on s'envoie chocolat et cigarettes. Les Français comme les Anglais, les Allemands ou les Russes : les chapitres de Malcolm Brown, Rémy Cazals, Olaf Mueller le montrent excellemment. Et le film *Joyeux Noël* de Christian Canon aussi bien.

Dès lors on se demande pourquoi ces fraternisations de Noël 1914 et d'après ont été si peu commentées, en France notamment. L'existence d'une censure ? Celle-ci n'a pas empêché que les mutineries de 1917 soient sans cesse évoquées, au moins par la tradition antimilitariste. L'autocensure ? Elle a pu jouer, les lettres à l'arrière n'évoquant pas nécessairement ces courts instants, sauf pour ceux qui étaient animés d'une conscience militante. Quant aux raisons du silence des historiens, faut-il les chercher ailleurs ?

Seules les fraternisations de Russie ont connu un large écho. C'est que, sauf en 1914, le mouvement s'est croisé ensuite avec des mutineries qui ont abouti à une révolution. Le commandement militaire a durement réprimé ces fraternisations au nom des impératifs de la discipline ; les soldats ont bien compris alors que cette discipline avait une fonction contre-révolutionnaire et qu'elle n'était une nécessité qu'à l'heure des combats. Les soldats russes ont su mettre fin aux fraternisations lorsque s'est déclenchée la grande offensive de juin 1917, mais l'écho de leur répression a joué le rôle de détonateur après l'échec de l'offensive ; le regain des mutineries a précipité la décomposition de l'armée, freinée toutefois par un sursaut patriotique chaque fois que l'ennemi attaquait. Lors des pourparlers de Brest-Litovsk, après Octobre, les Russes ont voulu fraterniser à nouveau avec l'ennemi, mais par crainte de la contagion révolutionnaire le haut

commandement allemand y a mis fin.

La conjoncture a été différente sur le front de l'ouest où il n'y a pas eu de lien mécanique entre les fraternisations et les mutineries, en avril-mai 1917. Celles-ci, d'ailleurs, n'ont pas eu, sauf cas limités, de contenu révolutionnaire. C'était un cri de désespoir poussé contre les offensives inutiles par des soldats qui n'en pouvaient plus, un balbutiement en faveur de la fin des combats, voire de la paix. Mais elles n'ont pas été un pas vers une remise en cause de la guerre.

Quant aux premières fraternisations, celles de Noël 1914, elles ont pu ressembler, elles aussi, à un balbutiement. Mais leur étendard portait d'autres couleurs. Pour l'essentiel, elles constituaient une manière de ne plus penser à la guerre, de l'humaniser pendant ces moments où des ennemis se retrouvaient frères.

Si ces soldats et officiers ont cru pouvoir, un temps, oublier la guerre, la guerre, elle, ne les a pas oubliés et les a sanctionnés pour cela.

Et comme ces fraternisations-là n'ont pas changé le cours de la guerre, bien des historiens ont pu, à tort, les ignorer. Au mieux, ils les ont considérées comme une sorte de fait divers, symptôme certes des malheurs de la guerre, de son absurdité, mais rien de plus, et ils n'ont pas cru devoir en garder le souvenir.

Les textes qui suivent permettent de combler cette lacune.

UN JOYEUX ENTRACTE

Les faits défient presque l'imagination. À l'occasion du premier Noël d'une guerre qui allait durer plus de quatre ans et laisser une rancœur et une consternation presque indélébiles non seulement en Europe mais dans le monde entier, des soldats allemands et britanniques ont entonné des chants de Noël les uns pour les autres, ont fumé ensemble des cigarettes dans l'espace qui séparait les tranchées, échangé des souvenirs, posé pour des photos de groupe, joué au football. Une sorte d'arrangement amical entre ennemis, depuis les signes enthousiastes et les cris de salutation jusqu'à la fraternisation complète, s'est instaurée sur les deux tiers des cinquante kilomètres du front occidental tenu par le corps expéditionnaire britannique. Pourtant, au cours des premiers mois de la guerre, la vieille armée régulière avait été pratiquement anéantie. Les combats avaient été d'une telle brutalité, les ravages d'une telle violence que bien des soldats, partis à la guerre avec un véritable appétit d'aventure, avaient complètement changé d'avis.

Le premier affrontement des Britanniques avec l'ennemi avait eu lieu à Mons, en Belgique, le 23 août 1914. Un deuxième engagement, plus intense, se déroula au Cateau, le 26 août. Ensuite, en même temps que leurs alliés français, les Britanniques se replièrent pendant plusieurs jours en direction de Paris, au cours de ce qui devint la célèbre Retraite de Mons. Le 3 septembre, un officier de l'infanterie, le major Herbert Trevor, écrivit à sa sœur : « La guerre est une pourriture et aucun de nous ne serait désolé si elle prenait fin... Je ne sais vraiment à quel moment cette affaire devient amusante. » De la même manière, si les premières lettres du lieutenant Ralph Blewitt à sa future fiancée avaient témoigné d'une ardeur toute juvénile, le ton était tout autre lorsqu'il lui écrivit le 5 septembre – soit un mois et un jour après le début de la guerre : « Sur cette histoire de "dimension romantique de la guerre", on en entend tellement. En sais-tu quelque chose ? Impossible de la voir ici. Mais j'imagine que cela doit exister quelque part... »

La Retraite prit fin avec la bataille cruciale qui devait entrer dans l'histoire sous le nom de « Miracle de la Marne ». Les Britanniques jouèrent un rôle mineur dans cette grande victoire, dont l'architecte fut le général Joffre, commandant en chef français qui serait bientôt admiré dans le monde entier pour avoir réussi à bloquer les Allemands

dans leur progression et même à les contraindre à reculer. Mais leur retraite fut brève. Dans la magnifique région de la vallée de l'Aisne, les armées du Kaiser firent volte-face pour résister à l'ennemi. Il s'ensuivit une longue bataille acharnée d'un mois qui allait conduire à un type d'affrontement qui deviendrait la norme de ce conflit en Europe occidentale : la guerre de siège dont les protagonistes repliés dans des tranchées étaient protégés par des écheveaux de barbelés, et séparés par un espace dangereux et redouté bientôt baptisé *no man's land*.

Connu comme écrivain et théoricien des questions militaires, le colonel Ernest Swinton se trouvait alors sur les lieux, non pas pour se battre mais comme correspondant du British War Office. Ce soldat expérimenté qui signait ses dépêches dans les publications internationales sous le pseudonyme de « Témoin oculaire au quartier général » comprit très tôt la véritable nature des combats dans l'Aisne. Dans son rapport du 21 septembre, il écrivait : « La bataille en cours pourrait encore bien se poursuivre pendant des jours avant que la décision soit faite, puisque, en vérité, elle ressemble quelque peu à une guerre de siège. Les Allemands utilisent des projecteurs et cela, combiné à leur puissance en matière d'artillerie lourde, permet de supposer qu'ils emploient du matériel conçu pour le siège de Paris. » Dans l'impossibilité de faire bon usage du matériel prévu pour un assaut urbain, les Allemands s'en servaient à ce moment-là de manière défensive sur le champ de bataille.

En octobre, toutefois, les armées ennemies mirent fin à cet engagement, et s'ouvrit alors une période de mouvements et de contre-mouvements connue sous le nom de « Course à la mer ». Les Allemands essayèrent de déborder les forces alliées qui firent immédiatement mouvement pour les contourner, de sorte que les deux armées basculèrent vers le nord, comme deux lutteurs aux prises, jusqu'à ce qu'une nouvelle bataille, pratiquement en vue des côtes de la Manche, puisse être livrée : la longue et sanglante bataille d'Ypres. Ce formidable effort des Français, des Britanniques et des Belges eut pour résultat de ruiner les espoirs allemands d'une victoire en 1914. La conséquence immédiate fut la construction des tranchées là même où les combats avaient cessé.

Bien avant que l'année fût terminée, deux lignes parallèles de tranchées s'étendaient de la ville balnéaire belge de Nieuport à la ville-frontière française de Belfort. Un soldat et écrivain anglais a qualifié ces tranchées de « grande blessure livide à travers l'Europe ». Une blessure qui allait saigner jusqu'en 1918. Tel était le contexte préluant à la trêve de Noël.

La « dimension romantique de la guerre » a été l'une des premières victimes des combats effroyables qui s'engagèrent à l'automne 1914. Lorsque les affrontements s'espacèrent, que les fusils firent feu moins souvent et que les ennemis descendirent dans leurs tranchées fraîchement creusées, une atmosphère nouvelle se fit sentir de part et d'autre de la ligne de front. À cette date, les tranchées, simples égratignures à la surface de la terre, étaient, de ce fait, très vulnérables aux intempéries. Ainsi le premier hiver de la guerre fut épouvantable pour les soldats. De la pluie et de la neige, un froid mordant rendirent la vie dans les tranchées très difficile, et ce des deux côtés. Un officier britannique écrivit à sa famille ; « J'en suis venu à la conclusion que ce maudit coin est une seconde Venise. Lorsqu'on trouve un endroit sec, on se dit qu'il doit s'agir d'une erreur. J'avais de l'eau jusqu'à la taille, il y a deux ou trois jours – j'ai même enlevé mes chaussures et mes chaussettes, mais j'ai marché sur des boîtes en fer-blanc vides et j'ai renoncé. »

Le récit du sous-officier d'un bataillon territorial, le sergent d'intendance Robert Scott Macfie, du Liverpool Scottish, témoigne à cet égard de la difficulté à survivre dans de telles conditions : « J'aimerais que nous puissions être photographiés au retour des tranchées. J'imagine que nous ressemblons plus à des déportés de la Sibérie qu'à des soldats. Nous pouvons porter les vêtements qui nous chantent. Nous ne sommes en rien un régiment anglais, d'une propreté immaculée, tous habillés de la même façon, chaque homme bien droit et chaque bouton en place. Nous portons des cagoules de laine, des cache-nez qui flottent au vent, des gants de toutes les couleurs. Nous portons des seaux et nous attachons à nos ceintures des tasses en fer-blanc. Nous ne marchons pas comme des soldats au pas cadencé. Nous traînons la savate, la tête penchée en avant, séparés par des intervalles irréguliers, en groupes de deux, trois ou quatre, et régulièrement un homme est distancé, incapable de suivre. Il y a de nombreux estropiés et nous ferions un spectacle terriblement déprimant. Heureusement, nous nous déplaçons la nuit et personne ne nous voit. »

Dans de pareilles circonstances, il est presque naturel que les ennemis cessent d'être ennemis. Trempés par la même pluie, gelés par le même froid, blanchis par la même neige, les soldats n'étaient plus que de simples êtres humains, frêles silhouettes qui inspiraient la sympathie, mais aussi, puisqu'on était des soldats, dont on pouvait rire et se moquer. Observant les tranchées allemandes, un jeune soldat anglais a parfaitement résumé l'état d'esprit du moment : « Nous les haïssions quand ils avaient tué un de nos amis. Mais, le reste du temps, nous plaisantions à leur sujet et je pense qu'ils devaient en faire autant. Et nous pensions : "Pauvres clochards, ils sont dans la même mouise que nous." »

Au début du mois de décembre, un officier allemand, Rudolph Binding, notait dans son journal les premières manifestations d'entraide entre soldats : « Amis et ennemis vont chercher du foin à la même meule pour se protéger de la pluie et du froid – et jamais un coup de feu n'est tiré. » Lorsque des soldats commencent à voir ceux qu'ils ont l'ordre de tuer non plus comme des ombres lointaines, simples « cibles » à détruire, mais comme des êtres humains, si proches qu'ils peuvent les entendre parler, crier, chanter, rire, jurer ou hurler de douleur, un étrange sentiment gagne leur esprit : les soldats se rapprochent et deviennent compagnons dans l'adversité, alliés dans le combat pour la survie et, par conséquent, amis ou presque.

Le général sir Horace Smith-Dorrien était l'un des chefs militaires les plus importants de l'armée britannique. Il avait la responsabilité d'un des deux corps d'armée qui formaient dès le commencement de la campagne le corps expéditionnaire britannique, l'autre étant aux ordres de sir Douglas Haig. Smith-Dorrien avait combattu contre les Zoulous à la fin des années 1870 et, dans les années qui avaient précédé la guerre, il avait eu la charge de l'entraînement des soldats à Aldershot, une « base » de l'armée britannique dans le sud de l'Angleterre. Smith-Dorrien connaissait bien le soldat britannique, sa bravoure, mais aussi ses faiblesses. Il avait en outre une connaissance étendue de l'histoire militaire. Il savait qu'un des grands penchants du « Tommy », si les circonstances le permettaient, était de relâcher son attention sur l'ennemi jusqu'à en oublier l'enjeu du conflit dans lequel il était engagé. Le 2 décembre, il écrit dans son journal : « De curieuses histoires me parviennent des tranchées, concernant des gestes de fraternisation avec les Allemands. Ils s'appellent d'une tranchée à l'autre et proposent d'échanger certains produits et des informations. Devant une tranchée quelque part, ils étaient convenus de placer une bouteille entre les lignes pour voir qui la tirerait en premier. Il y a un danger à ce que des troupes ennemies sympathisent, mais cela n'est susceptible de se produire et ne s'est produit en fait que dans la Péninsule. Par conséquent, j'ai l'intention de donner des instructions à mon corps d'armée de ne pas fraterniser avec l'ennemi, de peur qu'un jour il se laisse aller à un sentiment de confiance tel qu'il puisse être attaqué par surprise et pris d'assaut. »

En évoquant la « Péninsule », le général faisait référence à la longue campagne d'Espagne qui avait opposé les troupes du duc de Wellington aux troupes franco-espagnoles sous le règne de Napoléon. On racontait que, pendant cette guerre, des soldats français et britanniques tiraient de l'eau des mêmes puits, nettoyaient leurs fusils ensemble, jouaient tous aux cartes le soir autour de feux de camp. Un célèbre chroniqueur britannique du XIX^e siècle, le révérend Francis Kilvert, avait rapporté ses conversations avec un vieux soldat du nom

de Morgan, qui s'était souvenu de ces moments où sentinelles françaises et britanniques avaient déposé leurs armes pour boire ensemble. D'autres histoires semblables couraient sur la guerre de Crimée, la guerre de Sécession, mais aussi la guerre des Boers en Afrique du Sud, la guerre russo-japonaise, voire le siège de Paris, Cette vieille camaraderie de la soldatesque en temps de guerre pourrait-elle se reproduire, en particulier à un moment où les combats avaient pratiquement cessé et alors que le plus simple des soldats savait qu'il n'y aurait plus d'affrontements sérieux avant le printemps suivant ? Après tout, en cas de trêve naturelle des hostilités jusqu'à la saison prochaine, pourquoi ne pas cesser de se tuer et passer un bon moment ? La guerre pouvait bien attendre. Il y aurait encore, personne n'en doutait, de nouveaux et sérieux combats, alors pourquoi ne pas profiter de ces répit ?

Smith-Dorrien était bien informé. *The Illustrated London News* (équivalent britannique de *L'Illustration*) commanda à un de ses artistes un dessin pour témoigner d'un événement qui se produisait désormais régulièrement sur le front. La légende précisait : « Un Allemand installant une boîte en fer-blanc sur une branche dans la neige pour que nos hommes fassent preuve de leur talent de tireurs d'élite durant une accalmie des combats ». Curieuse ironie, le dessin parut dans l'édition du magazine datée du 26 décembre 1914. On peut imaginer la surprise des lecteurs de ce magazine de qualité en découvrant les pitreries de leurs représentants sur le front !

Cette camaraderie avec l'ennemi dans les tranchées fut favorisée par la présence dans les troupes allemandes de nombreux réservistes qui avaient travaillé en Grande-Bretagne jusqu'à ce qu'ils fussent rappelés dans leurs régiments au début des hostilités. Nombre d'entre eux parlaient un anglais excellent et ils avaient à cœur de montrer leurs connaissances et de les entretenir. Certains avaient été serveurs dans des restaurants ou des hôtels, à tel point que lorsqu'un Tommy criait « Garçon », de nombreuses têtes allemandes sortaient de la tranchée et répondaient : « Oui, monsieur. » Pour un peu, et s'ils avaient été autorisés à le faire, ils auraient traversé le *no man's land* pour apporter l'apéritif sur un plateau ! Ces Allemands étaient d'ailleurs heureux de faire valoir leurs relations britanniques. Le capitaine Stockwell en témoigne dans son journal. Il commandait une compagnie du Royal Welch Fusiliers près de Houplines à la frontière franco-belge qui faisait face à un régiment saxon. Celui-ci avait quasiment ouvert une brasserie : « Un Saxon, qui parlait un anglais excellent, avait l'habitude de grimper dans une sorte de nid d'aigle et passait son temps à demander : "Comment vont les choses à Londres ?" ou : "Comment vont Gertie Miller et le *Gaiety* ?", etc. Nos hommes lui tiraient bien dessus dans l'obscurité, mais il en riait. Une

nuît, je me suis avancé et j'ai crié : "Mais qui diable êtes-vous ?" Et sa réponse a fusé immédiatement : "Ah, l'officier – J'imagine que je vous connais – j'étais chef de rang au Great Central Hôtel." » Un soldat écossais, homme de troupe d'un régiment de cavalerie, les Scots Greys, rapporte cet échange joyeux : « Un jour, deux Allemands dans la tranchée qui se trouvait près de la nôtre demandèrent si l'un de nous venait d'Édimbourg, j'ai crié que oui. Ils m'ont demandé si je connaissais un certain coiffeur dans Princes Street. Ils y avaient travaillé, disaient-ils. J'ai répondu que je travaillais juste à côté et que j'allais souvent chez ce coiffeur. »

Autre unité écossaise, le VI^e Gordon Highlanders avait pris l'habitude de chanter avec l'ennemi. Ces épisodes sont fidèlement consignés dans l'histoire officielle du bataillon : « Pendant l'hiver 1914-15, il n'était pas rare que des petits groupes fussent rassemblés dans la tranchée de la ligne de front pour se livrer à des récitals impromptus, chantant des chansons patriotiques et sentimentales. Les Allemands en faisaient autant et, certains soirs tranquilles, les chansons flottaient d'une tranchée à l'autre et étaient accueillies par des applaudissements et, parfois même, bissées. » Ces intermèdes musicaux devinrent célèbres et firent l'objet d'une curiosité insatiable. Arrivé sur le front juste avant Noël, un jeune lieutenant rapporte à ses parents ce récit qu'on venait de lui faire ; il a pris soin de dissimuler le nom du bataillon en question sous un nom de son invention : « On raconte l'histoire magnifique [...] du Wessex Regiment, disons [...] qui comptait parmi ses hommes un excellent chanteur que les deux camps se plaisaient à honorer : les Allemands criaient simplement : "Mi-temps, Wessex", quand ils désiraient l'entendre, et les coups de feu cessaient. Le chanteur montait sur le rebord de la tranchée et les deux camps l'accompagnaient en chœur. Si un officier supérieur apparaissait, d'un côté ou de l'autre, un signal était donné et tout le monde faisait le mort : une fusillade enragée suivait, qui ravageait l'atmosphère trois mètres au-dessus des têtes de l'ennemi. L'officier supérieur repartait, ravi de constater l'énergie et le zèle de ses hommes, pour ne rien dire de leur courage sous le feu ennemi. Puis le récital reprenait. »

Le 8 décembre 1914, une jeune recrue du Royal Warwickshire Regiment, le soldat Tapp, écrit dans son journal : « Bon, il y a un bon côté de la vie dans les tranchées, par exemple, les Allemands viennent de chanter notre hymne national, avant de crier "Hourra !". Nous avons donc chanté une chanson pour eux et exprimé nos encouragements ; parfois, l'un de nous crie "Garçon" ou "Saucisse", avant de tirer une rafale. » Le terme de « saucisse » était particulièrement humiliant, les Allemands étant connus pour être de grands amateurs d'une saucisse très épicée, au goût beaucoup plus fort

que celle consommée en Angleterre, et par conséquent non comestible pour un Anglais. Il n'était pas rare pour les Allemands de s'entendre traiter par les Tommies de « Cochons de mangeurs de saucisses ». Mais ce jour-là, les Allemands ne furent ni furieux ni sidérés par les insultes britanniques. Le soldat Tapp poursuit : « Les Allemands semblent savoir qui nous sommes car ils crient "*Good Old Warwicks*", et notre officier nous demande de répondre en chantant. » Tapp termine en ajoutant prophétiquement : « Je pense qu'à Noël nous serons tous potes. »

La veille, le pape nouvellement élu, Benoît XV, avait publiquement exprimé son espoir de voir « au nom de la Divinité » les nations belligérantes « faire cesser le fracas des armes lorsque la chrétienté célébrerait la fête de la Rédemption du monde ». Les attentes du soldat Tapp seraient donc satisfaites au-delà de toute espérance. Mais l'appel du souverain pontife était resté largement ignoré. Le fait est que de nombreuses difficultés rendirent cette proposition irréalisable. À commencer par la date : pour l'Église orthodoxe, Noël tombait le 7 janvier et non le 25 décembre, ce qui constituait un handicap pour un cessez-le-feu sur le front oriental. De même au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, l'idée d'un Noël pacifique ne signifiait rien, ni pour la Turquie islamique (engagée du côté de l'Allemagne) ni pour le Japon (combattant avec les Alliés). Le gouvernement allemand accepta de fait la proposition du pape, à la condition d'être suivi des autres nations engagées. Mais pour les Alliés, cette proposition revêtait peu de sens. Après tout, c'était l'Allemagne qui avait déclenché les hostilités, envahi les territoires et menacé leurs peuples. Un cessez-le-feu, ne serait-ce que d'une journée, prolongerait l'épreuve des populations française et belge occupées, que les forces alliées devaient libérer le plus vite possible. Le 13 décembre, lord Loch, un officier supérieur de l'état-major britannique, exprimait à son épouse toute son incrédulité sur ce sujet ; « Quelle vérité dans la proposition d'un armistice pour Noël faite par le pape ? S'il est accepté, en toute sincérité, je ne pense pas que les hostilités reprennent. Je ne pense pas qu'il devrait être accepté. Nous sommes en guerre et cela ne doit pas être confondu avec "*la Paix sur Terre*" et "*la bonne volonté envers les hommes*". La guerre est une affaire brutale et répugnante, et la manière la plus rapide d'en finir est de la faire avec des armes, de tout son cœur et de toute son âme, en dépit du coût et des civilités échangées en temps de paix. » Le même jour, le pape reconnut l'échec de ce qu'il appela « notre initiative de Noël », admettant qu'elle n'avait « pas été couronnée de succès ».

Pourtant, d'autres facteurs allaient être déterminants, notamment le souvenir des trêves entre ennemis célébrées autrefois pour Noël. Shakespeare avait en son temps fixé la nature et les limites de cette

trêve de Noël dans la première scène de *Hamlet, prince de Danemark*, dans la tirade de Marcellus sur les remparts d'Elseneur :

*D'aucuns disent que lorsque approche la saison
Où l'on célèbre la naissance de notre Sauveur,
Cet oiseau de l'aurore chante toute la nuit ;
Et alors, à ce qu'on en dit, point de revenants,
Les nuits sont saines, nulle planète alors n'est fatale,
Nulle fée ne jette de sort ni sorcière n'a de maléfice,
Tant l'heure est sanctifiée et pénétrée de grâce.*

Le mythe chrétien restait ancré dans les esprits. On est dès lors à peine surpris qu'une ou deux voix aient évoqué la possibilité qu'« au moment de Noël, il y ait probablement quelque chose comme une "trêve de Dieu" sur le front occidental – sinon d'un commun accord, du moins par consentement mutuel ». Cette hypothèse émise par un journaliste du *Manchester Guardian*, un des journaux de province les plus importants en Grande-Bretagne, fut reprise par l'*Illustrated London News* le 24 décembre :

« Il serait étrange en effet qu'une de ces trêves, dont les soldats conviennent tacitement et que les commandants approuvent par un clin d'œil, n'ait pas lieu cette nuit afin que les Allemands puissent trouver quelque chose pour remplacer dans les tranchées, si c'est possible, les sapins de Noël et les Anglais, le houx, » En réalité, les sapins de Noël ne manquèrent pas sur le front cette année-là, et, si le houx fut plus rare, le gui, lui, fut abondant et, selon la tradition, offert aux dames en échange de leurs baisers. Les photos de ces liesses furent publiées dans les journaux et provoquèrent la jalousie des fiancées et des épouses à l'encontre des demoiselles belges et françaises. Côté allemand, les autorités avaient fait un effort particulier pour que chaque unité reçût un sapin de Noël, y compris dans les sous-marins. Lorsque cela ne suffit pas, on trouva dans les forêts toutes proches du front de simples branches qui firent office d'arbres de Noël.

Cet esprit de Noël fut encore plus exalté lorsque l'Allemagne et la Grande-Bretagne envoyèrent par brassées des cadeaux à leurs combattants, afin qu'ils puissent profiter de l'événement en dépit des circonstances. Alors que la saison des fêtes approchait, un grand nombre de journaux et de magazines britanniques publièrent des encarts publicitaires pour rappeler à leurs lecteurs la situation des soldats sur le front et leur devoir de les aider à passer le meilleur Noël possible. En Grande-Bretagne, la date ultime du 12 décembre fut arrêtée pour l'envoi des paquets. Au cours des six jours précédents, deux cent cinquante mille paquets furent expédiés en France et en Belgique et deux cent mille autres suivirent, la semaine d'après. À

quoi il faut ajouter les deux millions et demi de lettres adressées aux combattants pendant cette période – les lettres aux prisonniers de guerre avoisinaient les deux mille cinq cents par jour !

Il y eut des initiatives semblables du côté allemand, au cours d'une campagne nationale incitant à envoyer des *Uebesgaben* – des cadeaux d'amour – aux hommes qui se trouvaient sur les champs de bataille. Les familles royales des deux pays participèrent à ce vaste mouvement de générosité : le Kaiser envoya des cigares, tandis que les soldats anglais recevaient une carte de Noël du roi George et de la reine Mary, ainsi qu'un cadeau de leur fille, la princesse Mary : une jolie boîte en fer-blanc contenant du tabac et des cigarettes et une pipe ou, pour les non-fumeurs, des bonbons acidulés. Dans la mesure où les deux nations exprimaient clairement leur souhait de voir leurs soldats se réjouir à cette date, il n'est pas surprenant que bon nombre d'hommes, quel que soit leur camp, aient poussé ce désir plus loin que prévu jusqu'à mettre en œuvre un Noël de paix et de bonne volonté plutôt que de violence et d'animosité.

Enfin, et c'est un facteur non négligeable, il se passa un étrange phénomène climatique. Soudain, la veille de Noël, il se mit à geler, les nuages se dispersèrent, puis le soleil se mit à briller dans un ciel parfaitement bleu. Comme le dit un Tommy, « c'était un temps de carte postale de Noël » propice à la célébration et aux réjouissances, un temps qui évoquait plus la vie de famille et les Noëls passés à la maison en temps de paix que les rigueurs et les horreurs de la guerre. La zone des tranchées avait changé d'aspect. Le gel, en fixant la boue, couvrit d'une dentelle de givre les barbelés et les arêtes déchiquetées des bâtiments en ruine, et il transforma les branches des arbres en de magnifiques bouquets blancs. Mais il eut un autre effet positif en diminuant l'intensité des odeurs, qu'elles provinssent des latrines qui fonctionnaient mal ou, pis encore, de la chaux vive qui recouvrait les cadavres des soldats (après une ultime reprise des combats) entre les tranchées – odeurs qui étaient désormais acceptées comme faisant partie de la vie sur le front. Que ce fût à la faveur du gel ou de la période de l'année, ou bien les deux, il reste que l'atmosphère changea brusquement en bien des points du front. Le 24 décembre, le journal du capitaine H. G. Hyslop, commandant du 2nd Argyll and Sutherland Highlanders, enregistre cette volte-face : « J'ai passé la journée au quartier général et je suis allé jusqu'au Bizet en compagnie du padre Stewart. Quelques-uns de nos avions survolaient les lieux, nous en avons même vu sept à un moment donné, et les Allemands les canardaient activement. Alors que nous revenions par Houplines, les Allemands ont encore bombardé une ou deux fois, mais jamais on n'avait entendu un tel tollé de la part des civils dans la rue. Des femmes et des enfants couraient en tous sens et chaque mère poussait

des cris pour faire rentrer ses enfants, les enfants criaient à leur tour, c'était un véritable pandémonium. Cette partie du bourg avait déjà souffert, et j'imagine donc que, à la première bombe, tous les habitants se ruaient dans les caves.

« La veille de Noël, les Allemands se sont mis à chanter dans les tranchées, on avait même l'impression qu'ils avaient des orchestres ici et là. Un de leurs hommes avait une belle voix de ténor et comme mes hommes pouvaient l'entendre, ils l'ont applaudi à la fin de sa chanson, et il en a chanté une de plus. »

Au même moment, dans une tranchée voisine, les Gallois chantaient eux aussi. Inspirés par l'esprit de Noël, certains d'entre eux avaient peint les mots « Joyeux Noël » sur une grande toile, accompagnés d'un dessin peu flatteur du Kaiser ; ils l'avaient suspendue face aux lignes allemandes sans que personne ait cherché à l'abattre. « Vers six heures du soir, tout s'arrêta et il n'y eut plus un bruit, écrit un officier d'artillerie. Même notre tireur d'élite préféré mit fin à son service. » On pratiquait déjà à l'époque le « baiser du soir », qui n'était autre que la dernière balle tirée sur l'ennemi avant l'obscurité complète. De manière significative, il n'y eut pas de « baiser du soir » ce jour-là. En effet, les échanges entre tranchées ennemies seraient d'une tout autre nature...

Curieusement, il semble que le haut commandement britannique n'ait envisagé qu'assez tardivement dans la journée du 24 décembre la possibilité d'une attaque-surprise allemande, l'ennemi profitant du relâchement lié aux festivités et à l'espoir d'un intermède pacifique. Le quartier général britannique depuis Saint-Omer qui était à bonne distance de la ligne de front communiqua à toutes les unités ce message : « Il est fort possible que l'ennemi envisage d'attaquer pendant Noël ou le nouvel an. Une vigilance toute particulière doit être maintenue pendant toute cette période. » Les bataillons de première ligne ne reçurent la consigne que bien après le coucher du soleil. La trêve de Noël avait alors déjà commencé dans de nombreuses sections du front britannique.

LA LÉGITIMITÉ

On dit souvent que la trêve de Noël ne fut pas reconnue par les autorités militaires britanniques. Elle n'aurait pas dû avoir lieu et donc elle n'avait pas eu lieu. En fait, dès son origine, tout fut consigné dans les documents militaires officiels. Les unités britanniques avaient le devoir de tenir au jour le jour un « journal de guerre ou bulletin de renseignements » (selon la nature de l'information). Le passage suivant est extrait du « journal de guerre » du 1st Battalion of Royal Irish Rifles, daté du 24 décembre (« bulletin de renseignements » a été ici

raturé) : « Rien d'important ne s'est produit jusqu'à huit heures du soir, jusqu'à ce que les Allemands, dont la jovialité était perceptible dans les tranchées, eussent placé des lanternes sur leurs parapets et commencé à chanter. On pouvait entendre des interpellations telles que : "Si vous sortez pour nous parler, messieurs les Anglais, nous ne tirerons pas sur vous." Là-dessus, nos hommes sont sortis et Britanniques et Allemands se sont retrouvés à mi-chemin de leurs tranchées respectives et ont commencé à converser. De nombreux Allemands parlaient bien l'anglais. Ils étaient bien habillés et rasés de près. Belle allure, chez les jeunes comme chez les vieux. »

D'autres rapports témoignèrent de cette soirée insolite, comme ce rapport provenant de l'OC 1/RIR (officier commandant le 1st Royal Irish Rifles) qui parle d'une « trêve des soldats » : à 8 h 30 du soir « Les Allemands ont illuminé leurs tranchées, chantent des chansons et nous souhaitent un joyeux Noël. Des compliments sont échangés, mais je prends néanmoins toutes les précautions militaires. » La « trêve des soldats » était une tradition ancienne encore bien ancrée dans la culture des combattants de cette guerre. Les journaux, en suggérant que de tels arrangements seraient conclus au moment de Noël, ne s'étaient donc pas trompés. Le 2nd Battalion of Scots Guards rapporta *stricto sensu* ce qui se passait dans son secteur : « La veille de Noël, les tranchées allemandes en face de celles du bataillon à Fromelles furent illuminées avec des lanternes et on entendit des chants. Nous avons conversé avec les Allemands qui étaient impatients de convenir d'un armistice à Noël. Un éclaireur, F. Murker, est sorti et a retrouvé une patrouille allemande qui lui a offert un verre de whisky et des cigares et on nous a envoyé un message stipulant que nous ne devons pas leur tirer dessus, s'ils ne nous tiraient pas dessus. Il n'y a pas eu un coup de feu pendant toute la nuit. » Ce ne fut qu'un prélude. Le journal de guerre des Scots Guards contenait en effet bien d'autres informations concernant les événements du lendemain.

LES SOLDATS RACONTENT

La plus riche source concernant la trêve de Noël provient sans nul doute des lettres envoyées en masse à leur famille par les soldats qui y avaient participé ou du moins en avaient été témoins. C'est le cas pour le soldat Oswald Tilley, d'une unité territoriale du nom de la London Rifle Brigade, qui communique très vite ses impressions. Comme les autres Tommies, il ne se soucie pas d'orthographe ou de prononcer à la flamande. Il se trouve sur le front, près de Ploegsteert, au nord de la frontière franco-belge. Son unité se trouve dans les tranchées à la lisière de ce qu'ils appelaient le « bois de Plugstreet », à l'est du bourg, en réalité le bois du Gheer, Tilley prend la plume le 27 décembre pour

faire part à ses « chers père et mère » des expériences extraordinaires qu'il a vécues au cours des journées précédentes : « Nous revenons à l'instant après quatre journées passées dans les tranchées – il se trouve que ce sont les journées les plus extraordinaires que nous ayons vécues ici – sinon dans toute ma vie. Pendant la nuit de Noël, les Allemands ont commencé à chanter et à allumer des lanternes, à illuminer des croix pour leurs cérémonies religieuses. Leurs chants étaient très beaux et c'était très bizarre... » Lui aussi aurait beaucoup à dire sur la journée suivante.

Dans une lettre à sa sœur datée du soir de Noël, le commandant en second Arthur Bâtes, du même bataillon, décrit l'événement qui se déroule sous ses yeux : « Très chère Dorothy, juste une ligne depuis les tranchées le soir de Noël – une nuit vraiment chouette, sans coup de feu ou presque, et des chants des deux côtés. Il sera intéressant de voir ce qui se passe demain. J'ai donné l'ordre à ma compagnie de ne pas commencer à tirer avant que les Allemands ne le fassent. Avec tout l'amour de ton frère très affectueux, Arthur. »

Le meilleur récit de ce qui s'est passé à « Plugstreet » ce soir-là figure dans les souvenirs d'un autre soldat du bataillon, Graham Williams, un peu plus âgé que ses compagnons d'armes et, comme on le verra, capable de parler l'allemand. À l'heure du crépuscule, la veille de Noël, il était sur le front, mais ses pensées remportaient au loin, vers sa famille en Angleterre : « J'étais debout sur la première marche, écrit-il, les yeux tournés vers les lignes allemandes, me disant que c'était une nuit de Noël bien différente de toutes celles que j'avais connues dans le passé. D'ordinaire, mon père préparait un punch selon une vieille recette de famille, qui avait été recopiée par son grand-père et conservée dans la bible familiale ! Un peu plus tôt, après le repas du soir, nous aurions décoré la salle de séjour et le hall d'entrée avec les branches de sapin, impatients de nous souhaiter un joyeux Noël et de célébrer l'événement avec ce que mon père avait concocté. Mais me voilà dans une tranchée inondée, au milieu d'un champ boueux du pays flamand, les yeux rivés sur une campagne plate, vide, désolée, sans le moindre signe de vie. Il n'y a pas eu un coup de feu depuis celui du tireur d'élite, ce matin, qui a tué un jeune soldat très populaire dans notre compagnie, Bassingham. Mais cela n'avait rien d'inhabituel.

« Puis, soudain, des lumières ont commencé à s'allumer le long du parapet allemand, qui formaient des arbres de Noël improvisés, décorés de bougies qui brûlaient lentement dans l'air glacé ! D'autres sentinelles avaient, bien sûr, vu la même chose que moi et rapidement réveillé ceux qui étaient de garde dans les abris pour qu'ils puissent voir ce qui était en train de se passer. Puis ceux qui étaient en face de nous se sont mis à chanter *Stille Nacht, Heilige Nacht*. C'était la

première fois que j'entendais ce chant de Noël, qui n'était pas aussi populaire qu'il l'est devenu en Allemagne. Quand ils ont terminé, nous avons pensé qu'il fallait répliquer et nous avons donc chanté *The First Nowett*. À la fin, ils ont tous applaudi et enchaîné avec une de leurs chansons favorites, *O Tannenbaum*. Et cela a continué. Les Allemands chantaient une de leurs chansons, nous une des nôtres, jusqu'à ce que nous entamions *O Corne All Ye Faithful*, et que les Allemands reprennent avec nous l'hymne en latin *Adeste Fideles*. Et alors je me suis dit : "Eh bien, c'est vraiment une chose extraordinaire – deux nations chantant le même chant de Noël en pleine guerre," »

Le lieutenant Michael Holroyd du 1st Hampshire's Battalion, qui venait d'arriver sur le front, avait été très ému par cette histoire des récitals impromptus lancés par le fameux « Wessex Regiment ». À le lire, on devine qu'il avait entendu parler des chants que décrit le soldat Williams : « C'est le soir de Noël et je viens de faire une petite promenade avec le médecin, après dîner, en direction des lignes ennemies. La lune est légèrement voilée, le paysage bleuté, et, en tendant l'oreille, je peux entendre le vague murmure d'une chanson allemande flottant dans la brise, depuis leurs tranchées qui se trouvent à près d'un kilomètre. Je serais grandement surpris qu'un coup de feu soit tiré demain par eux ou par nous. »

Ernest Morley du Queen's Westminster Rifles, qui se trouvait sur le front au sud de Plugstreet, à la limite d'Armentières, fit un compte rendu quelque peu exalté des joutes musicales entre lignes ennemies. Son récit de ce qu'il décrit comme « vraiment marrant » commence par une tentative des Britanniques (et non des Allemands comme à l'accoutumée) de célébrer Noël dans un esprit qui n'était pas vraiment en harmonie avec celui de la paix chrétienne : « Nous avons décidé de faire un cadeau de Noël aux Allemands sous la forme de trois chants et trois salves rapides. Aussi, dès la tombée de la nuit, les accents de *While Shepherds Watched* (magnifiquement rendus par le chœur) s'élevèrent dans l'atmosphère. À la fin de ce premier chant, nous fîmes une pause pour préparer le suivant. Mais voilà qu'un air nous parvenait depuis leurs lignes. Et ils se mirent aussi à crier dans notre direction. Aussitôt, nous avons interrompu tous nos préparatifs d'hostilités et avons crié à notre tour. L'un d'eux criait : "Joyeux Noël, les Anglais. Nous ne tirerons pas ce soir." Nous avons hurlé un message similaire et depuis ce moment-là jusqu'à la relève le surlendemain à quatre heures du matin, pas un coup de feu ne fut échangé. Après avoir crié pendant un bon moment, ils ont allumé une lumière. Pour ne pas être en reste, nous en avons fait autant. Ils en ont allumé une autre. Nous une de plus. Bientôt, les deux tranchées étaient entièrement illuminées. Juste en face de moi, ils avaient une lanterne et neuf bougies alignées. Et nous avions toutes les lanternes

et les bougies que nous pouvions trouver plantées sur nos baïonnettes au sommet du parapet. À minuit, nous avons chanté *God Save the King*, et, à l'exception des sentinelles, nous nous sommes tous couchés. »

Parmi les nombreuses lettres qui ont été conservées de cette période, la plus célèbre est celle du capitaine R. J. Armes du 1st Staffordshire Regiment, écrite la veille de Noël. Elle a été publiée dans une anthologie de textes de Noël qui fut un best-seller en Angleterre et qui a souvent été lue ces dernières années au cours d'offices chrétiens (y compris dans la cathédrale Saint-Paul à Londres) : « Je viens de vivre une des scènes les plus inimaginables qui soient. Ce soir, c'est la veille de Noël et je suis allé dans les tranchées pour faire mon inspection. Le feu de l'ennemi était incessant et les mitrailleuses crépitaient dans notre direction. Puis, vers sept heures, tout s'est arrêté.

« J'étais dans mon abri en train de lire un journal et on distribuait le courrier. Le bruit courait que les Allemands avaient illuminé leurs tranchées sur toute la ligne de front. Nous étions en train de nous souhaiter nos vœux de Noël depuis un moment. Je suis sorti et les Allemands criaient "Pas de coup de feu" et l'atmosphère est soudain devenue paisible. Tous nos hommes sont sortis des tranchées et se sont assis sur le parapet, les Allemands en ont fait autant, et tout le monde s'est parlé, dans un anglais approximatif pour les Allemands. J'ai escaladé la tranchée et j'ai parlé en allemand, je leur ai demandé de chanter un *Volkslied*, ce qu'ils ont fait, puis nos hommes ont très bien chanté, chaque camp applaudissant et encourageant l'autre.

« J'ai ensuite demandé à un Allemand qui chantait seul d'interpréter un air de Schumann et il a chanté de façon splendide *Les Deux Grenadiers*. Nos hommes étaient enchantés par sa voix et le spectacle.

« Puis Pope et moi avons traversé pour parler avec le commandant allemand. Un de ses hommes m'a demandé mon nom et m'a présenté à son officier. J'ai donné la permission à ce dernier d'enterrer quelques Allemands qui étaient tombés entre nos lignes, et nous nous sommes mis d'accord pour qu'aucun coup de feu ne soit tiré avant demain minuit. Nous avons parlé en anglais, un mauvais anglais, et une dizaine d'Allemands se sont rassemblés autour de nous. J'étais presque à l'intérieur de leurs lignes » à un mètre près. Nous nous sommes salués, il m'a remercié de lui avoir permis d'enterrer ses morts ; nous avons déterminé combien d'hommes s'en occuperaient et décidé que le reste des hommes devraient retourner dans leurs tranchées respectives.

« Ensuite nous nous sommes souhaité une bonne nuit, un joyeux Noël et nous nous sommes salués avant de nous séparer. Je suis revenu à la tranchée. Les Allemands chantaient *Die Wacht am Rhein*,

c'était beau. Puis nos hommes ont très bien chanté *Christians Awake*, fort beau ; en nous souhaitant bonne nuit, nous sommes tous redescendus dans nos tranchées. C'était une scène étrange, sous un joli clair de lune, avec les tranchées allemandes décorées de petites lumières. De chaque côté, les hommes ont formé des petits groupes sur le parapet.

« De temps en temps, nous entendions au loin des coups de canon ou de fusil. Je les entends encore à l'instant, mais autour de nous c'est le calme absolu. J'ai autorisé un ou deux hommes à sortir et à retrouver un Allemand à mi-chemin. Ils ont échangé des cigares, fumé et bavardé. L'officier à qui j'ai parlé espère que nous pourrions faire la même chose pour le nouvel an. J'ai répondu : "Oui, si je suis ici". J'ai eu le sentiment de devoir écrire cette histoire du soir de Noël avant d'aller m'allonger. Bien entendu, aucune prudence n'est levée, mais je crois qu'ils ont l'intention de jouer le jeu. Quoi qu'il en soit, je crois que je vais rester réveillé toute la nuit pour être plus sûr. C'est bizarre de penser que demain soir nous allons recommencer à nous battre féroceement. Si on survit à toute cette affaire, ce sera un souvenir de Noël mémorable. L'Allemand qui a chanté avait vraiment une très belle voix.

« Je repars faire un tour dans les tranchées pour m'assurer que tout va bien. Bonne nuit. »

DES CENTAINES D'HOMMES FRATERNISANT

Et vint le jour de Noël. On apprend beaucoup de choses sur les heures qui ont suivi la veillée de Noël dans la lettre du soldat Tilley, adressée à ses parents le 27 décembre : « Le matin de Noël, comme nous avons pratiquement cessé de tirer sur eux, un Allemand a commencé à nous faire signe, et un de nos Tommies est sorti devant notre tranchée et l'a rejoint à mi-chemin où ils se sont salués. Au bout d'un moment, des types de chez nous sont sortis pour retrouver ceux d'en face jusqu'à ce que des centaines d'hommes, littéralement, en provenance des deux côtés, se retrouvent sur le *no man's land* à se serrer la main, à échanger des cigarettes, du tabac et du chocolat, etc. »

En quelques mots, Tilley exprime alors ce que des hommes par milliers vont ressentir au cours de cette matinée d'hiver givrée : « Pensez simplement que pendant que vous mangiez votre dinde..., j'étais là dehors à serrer la main d'hommes que j'avais essayé de tuer quelques heures auparavant. C'était incroyable ! » Le soldat Morley, déjà cité, partage les mêmes sentiments, après avoir accepté l'invitation des Allemands à les rejoindre entre les tranchées : « Nous sommes sortis, nous les avons retrouvés et avons eu le plaisir étrange

de bavarder avec des hommes qui avaient fait tout ce qu'ils pouvaient pour nous tuer, et nous de même. »

Dans sa lettre, Tilley mentionne aussi une autre raison d'imposer un cessez-le-feu durant ce Noël 1914 (raison déjà évoquée dans la lettre du capitaine Armes et considérée comme capitale par la majorité des soldats) : le désir de donner une sépulture décente aux camarades tombés au combat. Selon lui, l'initiative en revient aux Allemands : « Ils ont organisé une rencontre entre un de nos officiers et un des leurs pour décider d'un armistice provisoire afin que chaque camp puisse enterrer ses morts qui gisaient encore entre les tranchées. Nos hommes leur ont apporté cinq Allemands tués et nous avons eu un service religieux commun entre les tranchées. L'officier allemand a remercié "les amis anglais" qui avaient transporté leurs morts. »

Le journal de guerre du 2nd Scots Guards invoque des motifs similaires pour expliquer le cessez-le-feu dans son secteur : le besoin d'apaisement à ce moment de l'année et le désir de faire honneur aux hommes qui étaient morts : « Tôt dans la matinée, le jour de Noël, un groupe d'Allemands du 158^e régiment est venu jusqu'à nos barbelés et un groupe de nos hommes les y a rejoints. Ils avaient l'air aimables et ils ont échangé des souvenirs, des casquettes, des étoiles, des médailles, etc. Nos hommes leur ont donné du plum-pudding qu'ils ont beaucoup apprécié. [...] Un peu plus tard, nous avons trouvé un accord pour donner une sépulture à ceux qui avaient été tués les 18 et 19 décembre et gisaient encore entre les tranchées. Les Allemands ont transporté les corps à mi-chemin et nous les avons enterrés. Des détachements de Britanniques et d'Allemands se sont mis en place, puis un aumônier allemand et un aumônier anglais ont lu des prières l'un après l'autre. Tout cela s'est passé dans la plus grande solennité et le plus profond recueillement. »

Les journaux de guerre ne traitaient habituellement que des questions militaires, de faits, de détails significatifs, se limitaient à de prudentes annotations, mais l'auteur de ce journal n'a eu aucun scrupule à enfreindre les règles, sans doute choqué par la disparition de camarades proches lors d'une attaque manquée contre les lignes allemandes, une semaine plus tôt : « C'était déchirant de voir ces types que nous connaissions si bien et qui s'étaient lancés à l'assaut avec un si bon esprit le 18 décembre, de les voir là morts, avec leurs horribles blessures provoquées par l'explosion des balles rapides tirées à bout portant. On a trouvé le corps du capitaine Taylor parmi eux. Il a été emporté rue Petillon où nous l'avons enterré dans notre petit cimetière. J'ai parlé avec plusieurs officiers et soldats. Un officier, d'une cinquantaine d'années, grand, bien bâti et bel homme, m'a raconté que le lieutenant Hon F. Hanbury Tracey avait été transporté derrière leurs lignes, sévèrement blessé. Il était mort deux jours plus

tard dans l'hôpital du coin et avait été enterré dans le cimetière allemand de Fromelles. Il disait aussi qu'un autre officier y avait été enterré. Il pensait que c'était le lieutenant R. Nugent qui avait été porté disparu. Le capitaine Paynter (commandant du bataillon) donna à cet officier une écharpe, et en échange un planton lui offrit une paire de gants et le remercia de sa bonté. Un autre officier, qui ne parlait ni l'anglais ni le français, sembla vouloir exprimer ses sentiments et pointa le doigt vers les morts en disant, sur un ton recueilli, "les Braves". »

Un jeune officier des Gordon Highlanders, Arthur Pelham-Burn, prit part à la cérémonie funèbre décrite dans le journal de guerre des Scots Guards ; lui-même sera tué au combat en mars 1915. Dans une lettre aux siens, il décrivait ainsi l'événement : « C'était une vision à la fois extraordinaire et merveilleuse. Les Allemands se sont alignés d'un côté, les Anglais de l'autre, les officiers devant, toutes les têtes découvertes. Je crois que c'est quelque chose que je ne reverrai jamais. »

Un autre enterrement emblématique eut lieu dans le secteur où se trouvait le 2nd Battalion of the Bedfordshire Regiment. Le récit des événements consignés dans le journal de guerre à la date du 25 décembre est particulièrement long et détaillé ; il ne laisse aucun doute sur l'objectif premier du cessez-le-feu, ou sur une quelconque intention, d'un côté comme de l'autre, de fraterniser : « Jour de Noël. "La trêve". Ce qui suit est en substance le rapport envoyé par le commandant au quartier général de la brigade.

« Le soir du 24 décembre 1914 vers huit heures, les Allemands chantaient dans les tranchées. Il y avait beaucoup de lanternes sur le parapet, apparemment sur des arbres de Noël. Une voix a crié depuis leurs tranchées et on a entendu distinctement : "Je veux organiser l'enterrement des morts. Quelqu'un peut-il sortir et me rejoindre ?" Le sous-lieutenant De Buriatti est sorti avec trois hommes et ils ont rencontré cinq Allemands commandés par un homme qui parlait parfaitement l'anglais, mais n'était pas officier. Il a dit qu'il avait vécu à Brighton et au Canada. Il a ajouté que les Allemands souhaitaient enterrer vingt-quatre de leurs morts, mais qu'ils ne le feraient pas de nuit parce qu'ils redoutaient de voir leur artillerie ouvrir le feu et de ne pouvoir l'en empêcher. Et ce ne serait pas juste vis-à-vis de nous. Aucun accord ne fut trouvé à ce moment-là.

« Ce matin, 25 décembre. Un officier allemand et deux hommes sans armes sont sortis avec un drapeau blanc. Ils ont été accueillis par le capitaine H. C. Jackson à qui ils ont demandé l'autorisation d'enterrer leurs morts ; nous leur avons dit que nous ne tirerions pas jusqu'à 11 h 30 pour leur laisser le temps nécessaire et c'est ce qui a été fait. Mes hommes avaient déjà enterré certains de nos morts dans

la nuit du 24 au 25.

« On a remarqué que les tranchées allemandes étaient fortement défendues, de très nombreux soldats s'étant assis sur le parapet pendant que les corps étaient enterrés. Les hommes avaient l'air jeunes, entre 19 et 25 ans, en forme et propres. J'ai donné des ordres stricts pour qu'aucun de mes hommes ne s'avance vers les lignes ennemies sans un ordre précis et que seuls les hommes de garde soient autorisés à monter sur le parapet. Aucun Allemand n'était autorisé à s'approcher de nos tranchées. Les barbelés allemands ont été soigneusement inspectés et sont dans l'état décrit précédemment. »

Le jour de Noël a inspiré de nombreux récits aux soldats dans toutes sortes d'unités, témoignant des événements étonnants qui se produisirent entre les lignes britanniques et allemandes. Très loquace sur le sujet, Leslie Walkinton, incorporé dans le Queen's Westminster Rifles, est l'un des plus jeunes soldats témoins de la trêve. Peu d'hommes en effet parmi ceux qui s'étaient portés volontaires au cours des premières semaines enivrantes de la guerre furent envoyés en France en 1914. La plupart d'entre eux furent incorporés dans les bataillons de ladite « Nouvelle Armée » pour y faire leurs classes avant d'être jugés aptes au service actif. La majorité ne prendront part aux combats sérieux qu'en 1916, pendant la campagne de la Somme. Cependant, dès le mois de novembre, le jeune Walkinton avait été affecté en France en raison des pertes massives subies par les troupes britanniques au cours des premières batailles. Un nombre infini d'hommes s'étaient engagés dans l'espoir de rejoindre le front avant Noël. Walkinton était donc particulièrement fier, disait-il, de s'y trouver « à l'âge précoce de dix-sept ans ». Il ne prit pas la plume le jour de Noël, mais le lendemain, pour une longue lettre sachant que ses parents et ses sœurs seraient impatients de connaître les circonstances dans lesquelles il avait passé le 24 décembre :

« Mes chers père, mère et sœurs,

« Quelques lignes simplement pour vous faire savoir que j'ai vraiment passé un joyeux Noël et original avec ça. J'ai bien reçu vos deux paquets et une profusion de lettres. J'espère que vous avez passé un très joyeux Noël, sinon essayez encore pour le Nouvel An et écrivez-moi pour me raconter le bon moment que vous avez passé. Quant à moi, j'ai eu un Noël très original, intéressant, excitant et en outre jovial. Pourrez-vous le croire mais, par consentement mutuel, notre bataillon et les Allemands en face de nous avons conclu un petit armistice ! Nous n'avons pas tiré un coup de feu de la journée. Nous nous sommes rencontrés et avons bavardé à mi-chemin entre nos lignes de tranchées, et aussi échangé des boutons, des cigares et des cigarettes. C'était vraiment drôle de voir des "ennemis jurés" attroupés

en petits groupes, riant bavardant et se serrant la main. J'ai eu un bouton d'uniforme allemand, deux cigares et une cigarette. Un ou deux d'entre eux venaient d'ailleurs de Londres et disaient avoir l'espoir d'y retourner après la guerre. Bien entendu, nous n'avons pas parlé de qui allait la gagner ou de tout autre sujet délicat. C'étaient des Saxons et des types bien, apparemment. Plusieurs arboraient la Croix de Fer. Nous avons demandé à un type ce qu'il avait fait pour l'obtenir et il ne semblait pas le savoir. Ils avaient entendu dire que les Allemands s'étaient emparés de Buckingham Palace ! Leurs uniformes n'étaient pas très bons et ils avaient l'air jaloux de nos manteaux en peau de chèvre. Ils portaient des demi-bottes en caoutchouc et des uniformes gris et des petits chapeaux ronds sans pointe. Évidemment, aucun de nous ne portait de fusil. C'était une journée magnifique, le sol entièrement recouvert de givre. Certains d'entre eux ont essayé d'organiser un match de football, mais ça n'a pas marché. Tu parles de paix et de bonne volonté – je n'ai jamais rien vu d'aussi sympathique ! Nous nous sommes efforcés, les uns et les autres, de faire comprendre que nous n'avions aucune intention malicieuse. Un de leurs officiers a pris une photo de groupe qui réunissait soldats allemands et britanniques. Les Allemands n'avaient pas l'air aussi forts que les Anglais, et certains d'entre eux étaient même plus petits que moi. Je suis plus rassuré à présent pour une charge à la baïonnette, même si je crois qu'ils prennent la fuite dès que nos gars sont à moins de cinquante mètres d'eux.

« Nous nous reposons un peu maintenant et je me suis fait laver et couper les cheveux, et raser par le barbier du coin, cet après-midi.

« Toute mon affection.

« Bonne Année.

« Leslie. »

Ce bataillon regorge de chroniques sur la trêve. Nous avons déjà cité le soldat Morley. La description qui suit provient du Journal d'un soldat du même bataillon, mais dont le nom ne nous est, hélas, pas parvenu : « Vendredi 25, jour de Noël : Glacial et un peu brumeux. Nous avons commencé à marcher derrière la tranchée et puis, au bout d'un moment, nous sommes allés vers le front et avons vu des Allemands qui en faisaient autant ; nous leur avons fait signe et ils ont répondu jusqu'au moment où nous étions si près d'eux que cinq d'entre nous se sont approchés et ont commencé à échanger des souvenirs, des boutons, etc. Suis rentré dîner et j'ai eu droit à du *Maconochie*^[1], du *Christmas pudding* et de la terrine de canard. Après ça, suis allé me promener sur notre flanc gauche en direction de la Rifle Brigade et sur la route de Lille. Là, je suis tombé sur deux cents Anglais environ et, vingt mètres plus loin, trois cents Allemands qui se

regardaient en chiens de faïence. Ils ont fini par se rapprocher et échanger des clopes et des boutons. J'ai hérité de quelques clopes, d'un insigne de béret, d'un bouton et de quelques cigares. C'était la situation la plus bizarre au monde, le fait de parler à des hommes qu'on avait essayé de tuer la veille et, pour couronner le tout, un officier allemand a pris des photos de tout le groupe. Pendant toute la soirée, pas un coup de feu n'a été tiré. »

Le 2nd Gordon Highlanders a lui aussi participé à ce mouvement de fraternisation. Leur aumônier – qui l'était aussi pour le 6th Gordon Highlanders – joua en particulier un rôle déterminant dans la cérémonie funèbre décrite dans le journal de guerre du 2nd Scots Guards. La lettre la plus instructive de cette unité est rédigée par le sous-lieutenant Dougan Chater. Il fit à sa « Très chère mère » le récit suivant de la trêve de Noël : « J'écris ceci dans mon "abri" des tranchées – avec un bon feu de bois et toute la paille qu'il faut, c'est assez confortable même s'il fait un froid de canard, un vrai temps de Noël.

« Je crois que j'ai vu un des spectacles les plus extraordinaires qu'il ait été donné de voir. Vers dix heures ce matin, j'ai jeté un coup d'œil par-dessus le parapet et j'ai aperçu un Allemand qui agitait les bras, et peu de temps après deux autres sont sortis de leur tranchée et ont avancé vers la nôtre – nous allions leur tirer dessus quand nous avons vu qu'ils n'étaient pas armés. Un de nos hommes est donc sorti pour aller à leur rencontre et en moins de deux minutes l'espace séparant nos lignes était envahi par des soldats et des officiers des deux camps, se serrant la main et se souhaitant un joyeux Noël. Cela s'est prolongé pendant une demi-heure, jusqu'à ce que la plupart des hommes reçoivent l'ordre de regagner leur tranchée. Pendant toute la journée, pas un coup de feu n'a été tiré et les hommes ont pu se promener librement sur le parapet et transporter de la paille et du bois de chauffe à découvert. Cette trêve extraordinaire a été complètement improvisée – aucun accord n'avait été conclu et, bien sûr, il avait même été décidé qu'il n'y aurait pas de cessez-le-feu.

« Moi-même je suis sorti et j'ai serré la main à plusieurs officiers et soldats. D'après ce que j'ai compris, la plupart seraient tout aussi contents que nous de rentrer chez eux. Nos cornemuses ont joué toute la journée et chacun a pu se promener à découvert sans être inquiété, mais pas au-delà des lignes ennemies, bien sûr. La trêve se prolongera jusqu'à ce que quelqu'un soit assez idiot pour tirer un coup de fusil – nous avons failli tout gâcher cet après-midi lorsqu'un des nôtres a tiré en l'air par erreur, mais ils n'ont rien remarqué et il ne s'est donc rien passé.

« J'ai profité de la trêve pour améliorer mon "abri" que je partage avec D. McCain, l'international de rugby écossais, un type

formidable – ce matin, nous avons installé un véritable toit et nous avons maintenant une cheminée carrelée et du bois de chauffe et de la paille sur le sol. Nous quittons les tranchées demain et je n'en serai pas désolé parce qu'il fait beaucoup trop froid pour que les nuits y soient plaisantes. »

Dans son journal écrit au soir du 30 décembre, l'officier supérieur du 2nd Argyll and Sutherland Highlanders, le capitaine H. G. Hyslop, cité plus haut, apporte des précisions sur les événements : « Au cours de l'après-midi, il s'est produit une chose curieuse, car les tireurs d'élite ont brusquement cessé de tirer, puis un, deux, trois Saxons du camp ennemi sont sortis de leur tranchée, et nos hommes ont commencé à en faire autant, bientôt toute la tranchée était bordée par des soldats qui agitaient les bras et s'interpellaient à grands cris ; peu de temps après, un homme plus courageux s'est avancé et bientôt les Allemands et nos hommes se sont retrouvés à mi-chemin entre les tranchées à bavarder sans se comprendre le moins du monde. Toutefois, quelques Allemands parlaient très bien l'anglais, l'un d'eux ayant même vécu pendant des années à Glasgow et dans d'autres endroits. Nos hommes leur ont donné des casquettes tricotées et du tabac, tandis qu'ils recevaient en échange de petits chapeaux militaires ronds et d'excellents cigares.

« Plusieurs officiers sont aussi sortis des lignes allemandes. Les régiments qui se trouvaient en face de nous étaient le 133^e et le 134^e du 19^e corps saxon. Ils avaient l'air très joyeux, la plupart d'entre eux étaient très jeunes et les officiers rares. Nous leur avons demandé s'ils haïssaient vraiment les Anglais autant qu'on le disait et ils ont répondu que c'était complètement faux et qu'ils n'étaient pas prussiens. Ils avaient l'air de croire que la Russie était fichue et qu'elle ne leur poserait plus de problèmes, et des journaux qu'ils nous ont donnés faisaient état de leurs grandes victoires contre les Russes. Ils étaient impatients de faire un match de football, mais cela n'a pas pu se faire. Les hommes sont restés hors des tranchées pendant deux heures en tout et pour tout. Nous nous sommes quittés avant la nuit et les derniers mots d'un officier allemand ont été : "Eh bien, demain, ce sera de nouveau la guerre." »

L'un des meilleurs chroniqueurs de la trêve a été le lieutenant Frederick Chandler, médecin du même bataillon. Sa lettre, écrite aux premières heures du nouvel an, confirme et amplifie les impressions de son commandant : « Dans l'après-midi, les Allemands et nos hommes se sont interpellés et ont organisé un armistice officieux – ils sont sortis des tranchées et se sont retrouvés à mi-chemin, ils ont commencé à bavarder, à échanger des souvenirs et à boire : ils ont fait rouler deux tonneaux de bière jusqu'aux lignes galloises ; et dans un

autre coin, deux officiers allemands sont sortis avec un planton portant des verres et deux grandes bouteilles de bière blonde ; ils ont rejoint un de nos officiers, lui ont serré la main et ont bu un verre avec lui, avant de décider qu'il était temps de rappeler leurs hommes. Un autre officier – Stewart – a reçu une boîte de bons cigares. Vers quatre heures de l'après-midi, les sifflets ont retenti et les hommes ont été rappelés, mais ni depuis nos lignes, ni depuis celles des Allemands, un seul coup de feu n'a été tiré pendant toute la soirée – tout était complètement silencieux et c'était une nuit de givre, parfaitement claire – vous ne pouvez pas imaginer combien ce silence et ce calme étaient délicieux : pendant deux mois, je n'ai pas eu une demi-heure de tranquillité et, oh, on finit par être malade d'entendre les armes crépiter. Dans d'autres secteurs du front, ils n'ont pas eu de paix. Ce sont des Saxons qui sont en face de nous et ce sont des types bien, je crois, ils n'ont aucun désir de se battre contre les Anglais. Ce sont les féroces Prussiens qui ont fait tant de mal. »

C'était son rapport, écrit à chaud et relativement bref. Un an plus tard, il publia un récit beaucoup plus long sur cette journée de Noël, dans la *London Hospital Gazette* de décembre 1915. Sa journée, expliquait-il, avait commencé lorsqu'il était sorti prendre des photos, profitant de ce qu'il pensait être un moment propice – les appareils photo n'étaient pas encore interdits. La brume était présente à cette heure du jour, et, s'avançant à découvert, il emprunta un chemin parallèle à la tranchée : « Plusieurs balles ont sifflé déplaisamment à mes oreilles, et j'ai commencé à regretter de ne pas avoir bravé la neige fondue dans la tranchée de communication. Mais, comme avait l'habitude de le dire notre commandant, traduisant l'opinion des hommes à ce sujet : “Si vous empruntez la tranchée de communication, vous êtes condamné à vous mouiller les pieds, alors que le pire qui puisse vous arriver si vous marchez à découvert, c'est de vous faire descendre !” Cependant, j'ai attendu un moment et comme les balles ne passaient pas aussi près, j'ai eu le sentiment réconfortant d'être vraiment caché par la brume et j'ai continué. »

Au retour, sur le point d'emprunter la route plus boueuse mais plus tranquille, Chandler fit une découverte qui serait de plus en plus fréquente au cours de la guerre :

« Avant de descendre dans la tranchée, je suis tombé sur une paire de brodequins allemands au bord de la chaussée ; attachée aux brodequins, il y avait une paire de jambes aile-mandes. Des jambes, mon regard s'est porté sur le reste du corps, celui d'un gentleman partiellement recouvert de terre, la seule tombe correcte pour un ennemi aux yeux de tout véritable soldat britannique. Quelques boutons avaient été arrachés à sa veste en guise de souvenir et la terre qui le recouvrait avait été bien tassée. “Repose en paix, pauvre Fritz,

ai-je pensé, ce n'est pas toi ou un de tes congénères qui a provoqué tout ceci ; il n'y a pas un combattant dans aucune armée au front qui ne veuille faire la paix demain ; tu es mort en brave et à la place d'un Noël dans la chaleur d'un foyer que tu aimes, avec betteraves à la bière, pipe, une plantureuse *Haas frau* et peut-être tes jeunes enfants, tu es là, raide et froid, les pieds sur le bas-côté de cette route sous la cible des balles et les obus." Je n'avais pas le moindre sentiment de haine. Et même maintenant, j'ai un peu de tendresse dans un coin de mon cœur pour les Saxons, ceux-là mêmes qui étaient en face de nous alors. » Ce fut pour Chandler le premier épisode émouvant de cette journée. Le second serait partagé par le bataillon tout entier, mais le récit du médecin, au regard de celui de son commandant, nous apporte des détails de qualité : « De nombreux coups de feu ont été échangés dans la matinée, mais au début de l'après-midi une chose sidérante s'est produite. Les coups de feu ont cessé et des appels se sont fait entendre de part et d'autre. Puis quelques-uns de nos hommes ont escaladé, de manière un peu hésitante, le parapet et quelques Allemands en ont fait autant de leur côté. Puis ce furent des douzaines, des vingtaines d'hommes de chaque côté. Tous se sont retrouvés à mi-chemin, ils se sont mis à parler, à se regarder, à échanger leur cagoule contre le béret de tranchée gris des Allemands, du corned-beef contre des cigares. Un officier allemand est venu, accompagné d'un planton portant des verres et de la bière, le petit S., notre jeune officier subalterne, s'est vu offrir une boîte de cigares. Deux tonneaux de bière ont été roulés jusqu'au régiment qui se trouve sur notre flanc gauche, tout cela dans un esprit de bonne camaraderie, joyeuse et pathétique à la fois. Au crépuscule, qui est arrivé vite, les hommes ont été rappelés. Des coups de sifflet stridents retentissaient partout et le territoire de la mort entre les tranchées fut de nouveau désert. En dehors des sinistres enchevêtrements de barbelés, il n'y avait plus rien que de la boue gelée et de la glace. Mais les hommes avaient conclu un accord. Pas un coup de feu ne fut tiré, et ce soir-là fut un des plus beaux, clairs, étoilés, givrés que j'aie jamais vus. Il régnait un silence enchanteur, délectable, le premier que j'entendais depuis des mois. On entendit des instruments de musique jouer, des chants de Noël entonnés des deux côtés, pendant qu'on mangeait le repas de Noël. Le nôtre fut mémorable : une soupe, un haggis envoyé du pays, du whisky, une sorte de poule, du vin blanc, un *Christmas pudding* rempli de surprises avec un coulis au rhum, des sardines délicieuses, du porto, un excellent cigare, du café au rhum. C'était le luxe. Plus tard, nous apprendrions à nous débrouiller en toutes circonstances, mais à ce moment-là nous commençons seulement à connaître la guerre. »

Si le respect des morts fut une cause déterminante de cette trêve, respecter l'esprit de Noël en était une autre. « S'entre-tuer à Noël ne me paraît pas bien », note ainsi dans son journal le soldat Tapp. Officiers et simples soldats vont tous succomber à cet esprit de fêtes de fin d'année. C'est ainsi que le capitaine Paynter du 21^e bataillon des Scots Guards, ayant assisté à la cérémonie funèbre des camarades morts au combat, décida de se joindre aux festivités. Il partit retrouver un groupe de Britanniques et d'Allemands et, tout en les apostrophant d'un « Eh bien, mes garçons, joyeux Noël à vous tous ! Tout cela est sacrement comique, n'est-ce pas ? », il fit passer une bouteille de rhum qui, se souvint un témoin de la scène, fut « sifflée en un rien de temps ». Il n'est guère surprenant qu'un soldat ait pu écrire aux siens que cette journée « aurait pu faire un bon chapitre du *Chant de Noël* de Dickens ».

Des détails qui semblent presque grotesques enrichissent souvent l'histoire. Un Tommy tomba sur un Allemand jadis son coiffeur à High Holborn, dans Londres, et se fit couper les cheveux entre deux tranchées. Un Allemand, qui avait maraude dans une maison abandonnée, ressortit en se pavanant en chemisier, jupe, chapeau haut-de-forme et parapluie ouvert. Un autre Tommy qui avait trouvé une vieille bicyclette aux roues complètement voilées zigzaguait entre les trous de bombe. Pour le soldat Graham Williams de la London Rifle Brigade, qui fait bon usage de son allemand comme interprète officieux dans les tranchées, cette journée lui permit une rencontre mémorable, en dépit de son caractère comique : « Je me baladais quand un Allemand s'est approché de moi et m'a salué en vrai cockney : « Salut, vieux, comment ça se passe à Londres ? » Je lui ai dit : « Tu parles comme un Londonien. » Et il a répondu : « Mais je suis londonien. » J'ai dit : « Que diable fais-tu dans l'armée allemande ? » Il a dit : « Je suis allemand, je suis un Londonien allemand. » Apparemment, il était né en Allemagne et ses parents étaient immédiatement partis s'installer en Angleterre, ils avaient une petite affaire dans l'East End, et lui avait été élevé et éduqué en Angleterre. »

Partout où ont lieu les fraternisations, on bavarde, on rit joyeusement, mais de l'avis de tous, le plus frappant ce jour-là ce fut le silence absolu. « Il n'y avait pas un avion au-dessus de nos têtes, écrit le sergent Self du "West Yorkshires, pas un ballon d'observation, pas une bombe, pas un coup de feu, plus de tireurs d'élite par conséquent, juste une alouette de temps à autre. »

L'absence des bruits de la guerre a de quoi déconcerter, curieusement. Le soldat Tapp le confesse : « Le bruit des balles qui sifflent me manque, c'est comme une pendule dont le tic-tac s'est arrêté. » Ce silence inhabituel fut parfois rompu par des parties de football. Le « foot » était déjà immensément populaire, en Allemagne

autant qu'en Grande-Bretagne. La proposition d'un match était quasi systématique lorsque les hommes pouvaient faire autre chose que de s'entretuer. Derrière les lignes, c'était une pratique courante. On racontait même que des matchs avaient lieu « dans les cantonnements à faible distance de l'ennemi et pendant que les bombes sifflaient ». Un rapport de l'époque fait état « des ballons de football que tant de soldats transportent dans leurs sacs à dos ». Mais le football ne faisait pas seulement la joie du simple Tommy. Le 22 décembre, le commandant John Charteris, officier de renseignements du général britannique sir Douglas Haig, n'ayant rien à faire, « décida d'aller représenter l'état-major dans un match de football contre une équipe de la cavalerie. Le prince de Galles y jouait... ».

Il était parfaitement naturel que l'atmosphère pacifique qui régnait à Noël se prêtât à l'organisation d'un match de football. Cependant, contrairement à la croyance commune – lorsque les Britanniques évoquent la trêve de Noël 1914, c'est pour l'identifier à un « match de football » –, il n'y a pas eu de grande rencontre internationale « Angleterre-Allemagne », ni même de Coupe d'Europe impromptue avec onze joueurs de chaque côté, un arbitre, des buts ou leur équivalent surgis comme par magie du sol. Il s'agissait plutôt de matchs organisés à la dernière minute, parfois avec des képis en guise de poteaux de but, et des scores enregistrés (le *Times* fit état d'un match gagné par les Allemands sur le score de 3 à 2, sans mentionner toutefois le nom des unités qui y avaient participé). Le plus souvent, ces matchs ressemblaient à de vastes mêlées auxquelles prenait part quiconque voulait taper dans le ballon. Ici et là, on sortait les ballons en cuir, mais on a recensé le cas d'un match joué avec une boîte en fer-blanc, que les Britanniques prétendent avoir gagné. Le rapport d'un lieutenant allemand explique comment ces matchs se déroulèrent ce jour-là : « Nous avons marqué les buts avec nos képis. Les équipes ont été rapidement formées pour un match sur la boue gelée, et les Fritz ont battu les Tommies 3 à 2. » Bref, c'est grâce au gel inopiné de Noël que l'on a pu jouer sur un terrain qui, sans quoi, aurait été trop meuble. Il y eut cependant plus de matchs proposés que de matchs joués. Tout le monde n'y était pas favorable. Un officier qui avait reçu l'ordre de faire boucher les trous de bombe afin de préparer un terrain pour un éventuel match refusa avec véhémence d'obéir. C'est sans doute un des tout premiers cas d'échec. Le terrain proposé ne fut jamais utilisé ; en dehors de toute autre cause, le retour des pluies torrentielles le rendit impraticable.

LA NÉCESSAIRE DISTANCE

Dans la majorité des cas, on prit cependant grand soin de ne pas

laisser l'ennemi approcher de trop près les tranchées britanniques. Des officiers allemands ont été brusquement invités à retourner derrière leurs lignes pour avoir manifesté un intérêt exagéré. Dans d'autres cas, les réactions furent plus détendues. Parmi les bataillons qui fraternisèrent se trouvaient des unités de la Meerut division de l'armée indienne (les troupes indiennes furent les premières troupes de l'Empire britannique à combattre sur le front occidental). Le capitaine P. Mortimer, rattaché à la division en tant qu'officier de réquisition, observa ces manœuvres et les décrivit dans son journal le lendemain : « L'ennemi est sorti des tranchées hier (jour de Noël) en même temps que nos hommes – qui ont retrouvé les Allemands en terrain neutre, entre les deux tranchées, et ils ont échangé les vœux d'usage pour la période des fêtes, des cadeaux, des cigarettes et bu quelques verres –, quelques-uns de nos hommes allant derrière les lignes allemandes et quelques Allemands se baladant derrière les nôtres. Toute cette affaire était singulièrement sympathique et pas un coup de feu n'a été tiré par notre Brigade pendant toute la journée. L'ennemi a eu, apparemment, l'initiative d'interpeller nos hommes en hissant la tête hors de ses tranchées avant d'en sortir. » Approcher de trop près les tranchées ennemies pouvait avoir des conséquences malheureuses. Le soldat George Ashurst du 2nd Lancashire Fusiliers raconte le cas d'un Allemand qui était sorti avec un drapeau blanc au-dessus de la tête : « Ayant parcouru la moitié de la distance qui le séparait de nous, il s'arrêta brusquement et attendit. On a vu alors un de nos hommes sortir et s'approcher de lui pour l'escorter jusqu'à nos lignes. Malheureusement, on ne lui avait pas bandé les yeux et, par conséquent, il fallut en faire un prisonnier de guerre. Il protesta et fut terriblement contrarié, mais il avait vu nos positions derrière les lignes et elles doivent à tout prix rester ignorées de l'ennemi. » La disparité des comportements et des réactions invite à considérer un des aspects les plus significatifs de la trêve. Jamais elle ne fut organisée ni, contrairement à ce qu'on pourrait croire, contagieuse telle l'étincelle propageant le feu d'une unité à l'autre. Il s'agit toujours d'initiatives localisées. Par conséquent, certains secteurs pacifiques pouvaient côtoyer des secteurs où « les affaires courantes », c'est-à-dire les hostilités, se poursuivaient. Cela a parfois été tragique. Un sergent qui traversait le *no man's land* pour offrir des cigarettes à un régiment allemand sympathique fut abattu par le tireur d'élite d'un régiment voisin qui ne respectait pas le cessez-le-feu. Il fut officiellement enregistré comme « mort au combat », son combat ayant consisté à apporter des cigarettes à l'ennemi... Et les Allemands envoyèrent leurs excuses.

Ce dernier point soulève une question importante. Quelle a été l'importance de la trêve de Noël dans le secteur britannique ? Il

semblerait que les cas d'entente avec l'ennemi aient été sporadiques – depuis les vœux échangés entre les tranchées à la fraternisation totale –, mais étendus aux deux tiers du secteur occupé par les Britanniques. Ailleurs, et comme on l'a dit, les hostilités ont continué comme à l'accoutumée. Face aux récits enjoués, il y a ceux dont l'expérience fut tout autre. Ainsi le canonnier B. C. Myatt, de la Royal Field Artillery, n'a de toute évidence pas eu connaissance des célébrations de Noël de ses compagnons d'armes avec leurs ennemis, à quelques kilomètres de là :

« 22 déc.

« Pluie et neige fondue toute la nuit et toute la journée et un froid terrible. Je commence à en avoir sérieusement marre, me sens mal à cause d'un rhume de cerveau. Je prie pour que tout cela prenne fin, quantité de shrapnels au-dessus et autour de nous aujourd'hui.

« 23 déc.

« De la neige toute la nuit, gelé jusqu'aux os, et de violents bombardements toute la journée. À l'assaut, pas la moindre avance d'un côté comme de l'autre, seulement un terrible duel d'artillerie dont nous sommes sortis vainqueurs. Vers le soir, les salves se sont multipliées, les Français sont vraiment fous. Le feu de leurs fusils est parfaitement visible, ils ne sont pas assez à couvert et ils attirent le feu ennemi.

« 24 déc.

« C'est la veille de Noël. Pas très joyeux, un bombardement sévère toute la nuit. Nous avons tiré à plusieurs moments pendant la nuit, très froide, un peu de gel tournant à la neige, espère bien que ça va bientôt finir, en ai vraiment marre.

« Jour de Noël. Pas beaucoup de coups de feu pendant la nuit, mais une heure de bombardement ce matin, en guise de salut, j'imagine. Il a gelé cette nuit, ce qui a durci le sol et facilité les déplacements. La brume s'est installée et nous avons donc fait un match de football contre les artilleurs français, et nous les avons battus facilement. Un match sympathique. Nous avons reçu une carte postale du Roi et de la Reine, leur bon souvenir, et aussi du tabac, des cigarettes et du plum-pudding, mais aussi des biscuits et du singe pour le dîner, j'aurais préféré de la viande fraîche, peu importe, en avant. Espérons que la prochaine attaque n'aura pas lieu ici. Me demande ce que deviennent les miens à la maison, nous avons eu droit à quelques chansons dans la soirée. Rien à boire. »

Le jour de Noël constitua une expérience extraordinaire pour ceux qui avaient été assez chanceux pour partager ce moment avec l'ennemi. Mais lorsque le ciel bleu tourna au gris – en cette période de l'année il fait sombre et les journées sont courtes –, chacun comprit que le rideau allait retomber sur cet épisode inoubliable en dépit de sa

brèveté. Il était temps de se dire adieu. Le soldat Eade de la 3^e Rifle Brigade avait ainsi conversé agréablement avec un Allemand qui avait vécu à Londres et parlait un bon anglais. Au moment de se séparer, l'Allemand lui dit : « Aujourd'hui, nous sommes en paix. Demain, tu combattras pour ton pays, je combattrai pour le mien – bonne chance. » Un jeune officier d'infanterie, le sous-lieutenant A. P. Sinkinson, dans une lettre qui serait publiée par la suite dans un quotidien national, fit cette remarque : « En revenant lentement vers les tranchées, j'ai pensé à la formule de M. Asquith appelant à ne pas rengainer l'épée tant que l'ennemi n'aurait pas été écrasé. C'est fort bien que les Anglais à l'arrière peaufinent leurs formules, mais lorsqu'on est ici, on commence à comprendre qu'il est impossible de haïr sans relâche. »

On ne sera pas surpris d'apprendre que la majorité des soldats qui fraternisèrent appartenaient à des unités d'infanterie ; la vie dans les tranchées en avait fait des voisins. Les ennemis « cohabitaient » à quelques dizaines de mètres les uns des autres... Une telle situation facilitait les choses. Le 26 décembre fournit cependant une occasion aux hommes des autres armes de se joindre aux festivités.

Dans la soirée du 25, le sous-lieutenant d'artillerie John Wedderburn-Maxwell se rendit des lignes d'artillerie aux tranchées. Il avait été étonné d'entendre le récit de ce qui s'était passé à deux ou trois kilomètres à peine de sa batterie. Dans une lettre à son père, il lui avoua même que les récits des autres officiers l'avaient rendu « terriblement jaloux d'avoir manqué une telle expérience », et qu'il était décidé à se rattraper à la première opportunité qui s'offrirait à lui. Ce fut chose faite au cours de l'après-midi suivant. Accompagné d'un caporal de sa batterie, Wedderburn-Maxwell s'était armé d'une boîte de cigarettes : « J'ai progressé à travers les barbelés devant les tranchées et, à mi-chemin environ, j'ai fait signe à des Allemands d'approcher, ce que deux d'entre eux ont fait immédiatement, suivis de quatre autres un peu après. L'un d'eux était un Allemand d'Amérique qui parlait assez bien l'anglais. Je leur ai donné des cigarettes et on m'a offert une boîte de tabac que j'enverrai à la maison en souvenir de ce qui est probablement l'événement le plus extraordinaire de toute la guerre – une trêve des soldats, sans l'intervention d'officiers et de généraux, avec des coups de feu échangés sur le flanc droit et assez loin sur le flanc gauche. Nous nous sommes promenés pendant une demi-heure, serré la main, dit adieu, avant de nous saluer et de retourner vers nos lignes. »

Le lieutenant Cyril Drummond, un autre officier d'artillerie, avait lui aussi entendu parler de la trêve. Il voulut voir de ses propres yeux ce qu'il en était. Avec son téléphoniste, il se rendit sur le front le 26 décembre, dans un secteur situé au nord du bois de Plugstreet. La

scène qui les attendait était tellement improbable qu'il pensa immédiatement aux spectacles qu'on pouvait voir à Earl's Court à Londres : « Il y avait deux tranchées parallèles, séparées par quelques mètres, et pourtant les soldats, britanniques et allemands, étaient tous sur le bord, occupés à creuser ou plutôt à réparer leur tranchée, et pas un coup de feu n'était tiré. C'était une situation extraordinaire. Mon téléphoniste et moi avons emprunté la route en contrebas, complètement à découvert de toute l'armée allemande, sans que personne ne se souciât de nous. » Drummond entama alors une conversation avec quelques soldats allemands : « C'étaient des types qui avaient belle allure et l'un d'eux a dit : "Nous ne voulons pas vous tuer et vous ne voulez pas nous tuer. Alors pourquoi tirer ?" Je leur ai fait prendre la pose et j'ai pris une photo. »

Informés rapidement, Wedderburn-Maxwell et Drummond avaient pu satisfaire leur curiosité presque aussitôt. Mais un bon nombre d'unités, notamment l'artillerie qui se trouvait derrière les lignes de front, n'entendront jamais parler des fraternisations, ou seulement bien plus tard. Ce fut le cas de la batterie de la Royal Field Artillery où se trouvait affecté le lieutenant Ralph Blewitt. Son récit de seconde main, généreux et profond, date du premier de l'an, et s'adresse à sa future épouse. Il parle souvent des Allemands en les appelant les « Deutsch » : « Il y a un type dans le régiment qui a été affecté dans un autre secteur du front. Ils ont passé une fantastique journée de Noël avec les Allemands. Dès l'aube, les Boches étaient sur le parapet de leur tranchée et nous demandaient de sortir ; après qu'un officier Deutsch est sorti pour parler à un officier britannique, tous les hommes sont sortis pour retrouver les Allemands à mi-chemin, et tout le monde s'est serré la main et souhaité un joyeux Noël. Les Deutsch ont donné à nos gars des gâteaux et des cigares, et ils ont fait un match de football avec un sac rempli de paille en guise de ballon. Cette nuit-là, ils ont chanté ensemble des chants de Noël et le lendemain (Boxing Day), c'était la même chose jusqu'à ce qu'un officier vînt leur dire que cela suffisait, et les hommes sont repartis chacun de leur côté, et les coups de feu ont repris avec une intensité croissante. Le type que j'avais rencontré était devenu copain avec un soldat allemand qui avait été étudiant à Oxford et était maintenant professeur à Munich. Ils ont envoyé des cartes de Nouvel An à leurs épouses respectives et le Deutsch a donné une boîte de cigares à notre gars !! Ils en avaient tous marre de la guerre et voulaient savoir quand nous allions céder !! Le Deutsch avait de grandes histoires sur leurs victoires en mer et en Russie, dont on doit les abreuver. Notre gars nous a dit qu'il ne l'avait pas démenté parce qu'il ne voulait pas le blesser.

« C'est assez représentatif des sentiments des combattants de

chaque camp, bien loin de la haine et des saletés qu'on lit dans les journaux. Bien entendu, on peut imaginer que si l'on n'y mettait pas fin rapidement, cela s'étendrait à tout le front et les armées cesseraient de combattre définitivement. Peut-être qu'alors le commandant en chef de la Brigade et les propagandistes de la haine auraient à venir se battre. C'est un drôle de spectacle que tout ça ! »

RAPPELS À L'ORDRE

Le soir du 26 décembre, en inspection dans les tranchées, le général sir Horace Smith-Dorrien fit immédiatement transmettre un rapport sévère où il se montrait « frappé par l'apathie qu'il avait pu constater partout », à l'exception de la compagnie du génie des Royal Engineers « pour laquelle il n'avait que des louanges ». Heureusement, Smith-Dorrien n'assista pas aux scènes de fraternisation tout le temps qu'il fut sur le front. Toutefois, lorsqu'il revint au quartier général, des informations nouvelles confirmèrent ses pires craintes : « J'ai vu un rapport d'une section faisant état d'un rassemblement amical, le jour de Noël, qui s'est déroulé en terrain neutre entre les tranchées, précisant qu'un grand nombre d'officiers y avaient participé. C'est une illustration de l'état d'apathie dans lequel nous sombrons progressivement et de l'inutilité des ordres que je donne à ce sujet, car j'ai donné des ordres stricts afin qu'en aucune circonstance ne soit autorisé le moindre contact avec les troupes ennemies. Pour terminer cette guerre rapidement, nous devons maintenir le goût du combat et faire tout ce que nous pouvons pour décourager les contacts amicaux.

« J'attends de plus amples détails concernant les noms des officiers et des unités qui ont participé à ce rassemblement de Noël afin de prendre les sanctions qui s'imposent. »

Pourtant, et l'on pourrait s'en étonner, la trêve de Noël ne donna lieu à aucun procès en cour martiale. Profondément indigné, Smith-Dorrien fulmina, mais bon nombre d'officiers supérieurs jugèrent les événements avec plus de détachement. Le « repos des balles », comme disait l'un d'entre eux, avait permis aux soldats de travailler à découvert pour améliorer leurs tranchées souvent mal installées. Cette opportunité fut fort appréciée de part et d'autre du front. Le général de division Thompson Capper était lui-même convaincu que ce répit relatif permettrait aux soldats, indispensables à la guerre, de respirer – cette faveur, il faut le noter, était accordée dans les deux camps. Dans un rapport soigneusement argumenté sur les opérations de son secteur au cours de la période du 22 au 29 décembre, Capper écrivit : « J'ai récemment et à dessein mis les choses au ralenti, dans la mesure où tant de tâches doivent être accomplies à découvert et qu'il me faut les ordonner avec une certaine dose d'indulgence. »

Ainsi des Tommies qui admiraient la progression rapide des aménagements faits par l'ennemi leur demandèrent s'ils pouvaient leur emprunter des outils ; les Allemands acceptèrent volontiers.

Une fois la trêve commencée et établie – c'est un des aspects curieux et souvent négligés de la fraternisation de Noël – se posait le problème de son issue : on voyait difficilement comment y mettre fin. Pour des officiers comme le général de division Capper, il y avait justification militaire à prolonger le cessez-le-feu. Cependant, il y en avait une plus forte encore, elle était politique. Il n'était pas facile de rompre les relations qui s'étaient nouées. Les ennemis jurés d'hier s'étaient pratiquement transformés en amis fiables. Le sous-lieutenant Dougan Chater fit un long récit à sa mère des événements de Noël. Il n'avait pas posté sa lettre, sagement, et pendant deux jours il continua à écrire, lui faisant part de détails encore plus surprenants : « 27 déc. : j'écris ceci de retour au cantonnement – la même situation s'est prolongée hier et nous avons eu d'autres pourparlers avec les Allemands entre les tranchées. Nous avons échangé des cigarettes et des autographes et d'autres types ont pris des photos. Je ne sais pas combien de temps cela va durer – je croyais que c'était censé prendre fin hier, mais nous n'entendons pas de coup de feu sur le front aujourd'hui, seulement quelques bombardements au loin. En tout cas, nous allons avoir une nouvelle trêve pour le Jour de l'An parce que les Allemands veulent voir les photos que nous avons prises ! »

Les derniers jours de l'année 1914 ont inspiré nombre de commentaires et de récits qui prouvent clairement qu'il n'y avait pas le moindre désir, ni d'un côté ni de l'autre, de reprendre les hostilités. Le commandant d'un bataillon des Guards, le lieutenant-colonel Fisher-Rowe, nota dans son journal à la date du 28 décembre : « Je ne pense pas qu'ils veuillent recommencer plus que nous le voulons, puisque cela ne conduirait qu'à tuer quelques hommes de chaque côté, sans affecter l'issue de la guerre. »

Le 29 décembre, le capitaine Maurice Mascall, officier d'artillerie et artiste amateur, se déplaça jusqu'aux tranchées avec l'intention de faire quelques dessins, convaincu d'agir en toute sécurité. Il avait parfaitement raison, comme il devait l'écrire aux siens : « J'étais en train de dessiner devant nos lignes, lorsqu'un Allemand est soudain apparu à la fenêtre d'une maison en ruine, agitant une boîte de cigares. Il fut suivi de plusieurs autres et c'est alors que nos hommes sont sortis de leur tranchée. Les deux groupes se sont retrouvés à mi-chemin. On se saluait, on s'inclinait, on échangeait des cigarettes, et puis on s'est séparés en se témoignant toutes les marques d'admiration réciproque.

« N'est-ce pas un état de fait extraordinaire ? Ils ont l'air de devenir plus amicaux chaque jour et Dieu seul sait s'ils vont se

remettre à combattre un jour. »

Mais le sous-lieutenant J. D. Wyatt devait rapporter un épisode encore plus étonnant, le 30 décembre : « À l'heure du déjeuner, un message est passé le long du front disant que les Allemands avaient fait savoir que leur général allait venir dans l'après-midi, que nous ferions mieux de rester cachés, car ils allaient sans doute devoir tirer un peu pour que tout ait l'air normal !!! Et c'est la guerre !!! »

En général, tous les soldats se réjouirent de cet intermède impromptu. Comme l'écrit le sous-lieutenant Chater dans sa lettre du 27 décembre : « Il faisait très beau hier matin et j'ai fait plusieurs promenades le long de la ligne de front. Il est difficile de rendre compte de ce que cela représente, mais d'habitude il n'y a pas le moindre signe de vie à l'horizon et quiconque sort la tête se fait tirer dessus. » Le plus remarquable est que cette trêve se produisit alors même que les gouvernements et la presse des nations belligérantes avaient, dès le début, placé le conflit sous les funestes auspices de la diffamation et de la haine, sentiments vivement relayés par les civils de l'arrière. Chater s'en étonnait lui-même. Les Allemands, dans ce secteur, sont indéniablement des *gentlemen*.

Quand il fut clair que les Alliés venus défendre leur pays contre l'envahisseur avaient passé avec lui un « joyeux Noël », les populations locales se montrèrent scandalisées. Un soldat d'un bataillon gallois qui avait pris part à la trêve, Frank Richards, a raconté son retour du front : « Au moment où nous avons traversé Armentières, les Françaises sont sorties sur le seuil de leurs maisons et ont commencé à nous invectiver pour avoir fraternisé avec les Allemands – elles ne mâchaient pas leurs mots. » Les Tommies, s'ils comprenaient les raisons de cette colère, n'étaient pas du genre à se faire insulter sans répondre – et, à la manière des soldats, ils le firent de façon très directe et même grossière : « La section ne mâcha pas ses mots non plus – employant six langues différentes. Si elles avaient pu comprendre, elles seraient rentrées chez elles pour cacher leur honte. »

Mais beaucoup de Britanniques jugeaient eux aussi d'un mauvais œil la trêve et en appréhendaient les conséquences : pour eux, tout contact amical avec l'ennemi était une abomination. Le capitaine Tom Ingram, médecin d'un bataillon d'infanterie, exprima sa colère dans une lettre à sa famille, datée du 6 janvier : « Toute cette histoire de paix et de camaraderie de Noël est une pourriture ; nous ne sommes pas ici pour faire copain avec l'ennemi et entonner des chants de Noël avec lui. Un régiment s'est particulièrement distingué par sa fraternisation avec l'ennemi, le jour de Noël, et le commandant en second est même allé chanter dans les tranchées allemandes. Ce régiment fait partie de notre brigade et ne s'est pas particulièrement distingué lorsqu'il s'agissait de combattre. Au contraire. Nos hommes

sont écœurés par leur comportement pendant toute cette affaire et, la nuit dernière, il y a eu de la bagarre en ville entre les nôtres et les chanteurs de Noël. Deux ou trois autres régiments qui ont un peu trop fait copain-copain à Noël se sont aussi bagarrés avec des types de leur camp. Une bonne chose. »

Le capitaine de la division de cavalerie du 2nd Life Guards, sir Morgan Crofton, réagit lui aussi de manière véhémence dans son Journal, après avoir appris que la presse londonienne s'était emparée de cet événement et l'exploitait. Il écrit à la date du 4 janvier : « Les journaux de Londres sont remplis de récits, depuis une semaine ou presque, sur la fraternisation des régiments d'infanterie allemands avec nos troupes, le jour de Noël. C'est apparemment le cas du Queen's Westminster » mais des rapports concordants viennent de toutes parts et font état des rencontres entre soldats allemands et anglais, des échanges de cigarettes et de cigares, des photos prises ensemble. C'est fort bien, *mais ce n'est pas la guerre*[2].

« Des feuilles de chou à deux pennies bavent d'attendrissement devant ces bêtises, mais tout le monde ici les condamne. C'est la GUERRE, la foutue guerre, et pas une réunion de braves dames. Je suis content que le général French ait fait un discours carabiné qui devrait mettre fin à ces bouffonneries indignes de soldats ! »

Crofton a conservé le « discours carabiné » de son commandant en chef dans ses papiers. Daté du 1^{er} janvier 1915, marqué du sceau « Confidentiel » et signé du général de corps d'armée C.F.N. Macready, général adjoint de l'armée de terre britannique, le texte disait : « Le commandant en chef a lu avec un grand déplaisir les rapports qu'il a reçus concernant les incidences de contacts récents et non autorisés avec l'ennemi et ordonne aux officiers concernés de s'en tenir informés.

« Il semble que nos troupes, faisant un usage inadéquat d'un drapeau blanc et parfois même sans cette formalité, soient entrées en contact avec l'ennemi ; il doit être parfaitement clair qu'en aucune circonstance un officier ou un simple soldat n'est autorisé à prendre une telle initiative, en dehors des conditions d'usage d'un drapeau blanc définies à la section 120 du code militaire.

« Tout officier qui, sous sa propre responsabilité, admettrait l'établissement d'une communication avec l'ennemi, soit du fait de son initiative, soit de celle de l'ennemi, devra en aviser immédiatement son supérieur hiérarchique et sera tenu pour personnellement responsable de ses actes. »

Dans son livre 1914, publié après la guerre, sir John French offrait rétrospectivement une vision plus modérée des événements : « Quand j'en ai reçu la nouvelle, j'ai donné immédiatement des ordres afin qu'une telle conduite ne se reproduise pas et j'ai demandé aux

commandements sur place de rendre compte, ce qui a provoqué pas mal d'incidents. Depuis, j'ai profondément réfléchi à ce qui avait inspiré de tels sentiments entre des armées ennemies sur le champ de bataille. Je ne suis pas sûr que je me serais opposé à une demande formelle d'armistice pour ce jour-là, si elle m'avait été soumise. J'ai toujours attaché la plus haute importance au maintien d'un esprit chevaleresque dans la guerre, ce qui a été presque invariablement le cas dans toutes les campagnes des temps modernes dans lesquelles ce pays s'est trouvé engagé [...].

« Au cours des transformations rapides et kaléidoscopiques qui se produisent dans la politique mondiale, l'ami d'aujourd'hui peut être l'ennemi de demain. Les soldats ne devraient pas faire de politique, mais plutôt cultiver une sorte de franc-maçonnerie bien à eux et, à l'instar des chevaliers d'autrefois, rendre hommage à la bravoure d'un ennemi juste après celle d'un camarade, et se réjouir autant du combat singulier d'aujourd'hui que de la charge côte à côte demain. »

Il est certain qu'un tel sentiment – surtout de la part d'un général souvent dénigré pour son incompétence, mais qui croyait encore en 1919 aux valeurs de bravoure et de chevalerie que la guerre qui venait de se finir avait rendues risibles ! – mérite une mention honorable. Il semble que sir Morgan Crofton ait, même s'il ne l'avoue pas, lui aussi adopté une attitude plus charitable vis-à-vis de la trêve, et ce non pas cinq ans plus tard, mais dès 1916. Pendant la semaine de Noël 1915, il avait embarqué à bord du RMS *Saxon*, paquebot de l'Union Castle, en route pour le Kenya où il allait rejoindre la British East African Expeditionary Force pour sa longue campagne contre les Allemands de l'Afrique de l'Est. Il y serait pendant deux ans le prévôt de l'éminent soldat et homme d'Etat sud-africain, le général Jan Christian Smuts. À la date du 28 décembre, il écrivit : « Il y a à bord un homme de la Rifle Brigade nommé Swan. Il est, je crois, en service commandé. Il m'a raconté un tas de choses intéressantes sur la Trêve de Noël dans les tranchées, l'année dernière.

« À certains endroits, particulièrement devant le Yorks and Lanes Regiment, elle a duré six semaines. Elle a commencé la veille de Noël chez les Allemands (Saxons) qui ont installé des petits arbres de Noël illuminés sur le parapet de leurs tranchées, tout du long, a-t-il dit, cela faisait penser à une régates. Dans quelques coins, on a tiré dessus pour les faire tomber, mais cela n'a pas été le cas en général. De son côté, poursuivait-il, comme il se souvenait du comportement des Allemands envers certains blessés de son bataillon après la bataille de l'Aisne, il préférerait ne rien avoir à faire avec eux, mais certains officiers supérieurs, qui venaient d'arriver de l'arrière, semblaient assez favorables à la trêve.

« Les Saxons en ont profité et commencé à envahir le *no man's*

land entre les tranchées. Plus bas, sur le front, quelques officiers britanniques sont sortis, après avoir crié qu'ils allaient le faire. Les projecteurs allemands ont été braqués sur eux et ils ont reçu l'ordre de s'arrêter lorsqu'ils ont atteint les barbelés allemands. Là, ils ont été rapidement rejoints par des officiers allemands et, en un rien de temps, la fraternisation a été générale. Le lendemain (jour de Noël), tous se promenaient dans l'espace qui séparait les tranchées. Les officiers allemands claquaient des talons en saluant nos officiers.

« Tous les cadavres allemands qui étaient tombés au cours des récentes attaques devant nos tranchées furent emportés et enterrés, et puis des cigares et d'autres choses furent échangés. Les Saxons confessaient qu'ils étaient déjà las de la guerre, je me demande ce qu'ils éprouvent à présent.

« Cette trêve non autorisée a duré pendant quelque temps, les deux camps ont fait amis, et il y a eu des cas où l'un empruntait les maillets et le fil barbelé de l'autre pour améliorer ses défenses. Certains officiers allemands, disait Swan, avaient l'air d'horribles voyous – l'un d'eux, en particulier, une énorme brute aux cheveux roux que nos hommes avaient surnommé "Poil de carotte". Les officiers et les soldats semblaient avoir peur de lui, il avait dû tirer sur ses hommes de temps à autre.

« Poil de carotte a été abattu par un de nos tireurs d'élite, peu de temps après la fin de la trêve. À la fin, les officiers allemands ont estimé que la trêve devait prendre fin, mais ils ne pouvaient faire revenir leurs hommes dans les tranchées. Ils sont donc venus vers nous et ont demandé à notre infanterie de leur tirer dessus pour les chasser. Naturellement, ils ont refusé et se sont contentés de tirer des salves en l'air, lesquelles étaient accueillies par des "Bien visé !" criés par les Allemands qui restaient assis sur leur parapet.

« Après avoir échoué avec notre infanterie, les Allemands se tournèrent vers notre artillerie qui, se trouvant à distance, n'était pas en aussi bons termes avec eux. L'idée les fit glousser, mais ils ont accepté et cette trêve extraordinaire s'est achevée sous un orage de shrapnels. Les commandements des deux camps, particulièrement le nôtre, furent extrêmement contrariés par ce manquement à la discipline et des sanctions ont été infligées aux officiers supérieurs responsables, le général de brigade étant même renvoyé dans ses foyers.

« Les Saxons, disait Swan, continuaient à répéter à qui voulait l'entendre à quel point ils détestaient les Prussiens. »

On ne trouve pas dans le récit de Crofton d'approbation explicite, non plus de condamnation. Peut-être qu'après avoir vu toute la cruauté de la guerre – il avait pris part à la première et à la seconde bataille d'Ypres, où furent utilisés pour la première fois ce que nous

appellerions aujourd'hui des « armes de destruction massive », les gaz toxiques –, Crofton, tout comme French, avait trouvé quelque vertu aux rares moments d'humanité et de respect partagés entre ennemis au cours d'une guerre totale.

Pourtant le « discours carabiné » de sir John French n'est pas le seul message envoyé du commandement en chef pour exiger la cessation immédiate des contacts amicaux avec l'ennemi. Le jour de Noël, la British Expeditionary Force a été réorganisée. Haig et Smith-Dorrien ont été tous deux promus généraux cinq étoiles au commandement des deux armées : Haig est nommé à la tête de la 1^{re} armée, Smith-Dorrien à la 2^e armée. Dans le secteur sous les ordres de Haig, la fraternisation est très limitée alors qu'elle est intense dans le secteur de Smith-Dorrien. Rédigé le 1^{er} janvier, l'ordre qui suit témoigne, par son laconisme et l'absence de toute ambiguïté, de l'évidente impatience de ce dernier : « Le commandant en chef de la 2^e armée ordonne la cessation immédiate de tout contact informel avec l'ennemi. Les officiers et sous-officiers qui les autoriseront passeront en cour martiale. »

À cette date, il existe déjà un troisième corps d'armée sur le front, aux ordres du général William Pulteney, et rattaché à la 2^e armée de Smith-Dorrien. Là aussi, les fraternisations sont très importantes. Le 2 janvier, se faisant l'écho de son maître, Pulteney envoie à son tour le message suivant : « Les contacts informels avec l'ennemi sont strictement interdits.

Tout officier ou sous-officier responsable d'avoir engagé de tels contacts ou de les avoir favorisés passera en cour martiale. Les officiers supérieurs sont tenus pour responsables de la bonne transmission de cet ordre à tous leurs officiers et sous-officiers. »

Tous les généraux ne seront pas aussi clairs et stricts. Dans le 4^e corps d'armée, rattaché à la 1^{re} armée de Haig, le général Henry Rawlinson note dans son journal à la date du 27 décembre son opinion sur la trêve : « Une certaine camaraderie s'est manifestée entre nos hommes et les Allemands dans les tranchées. Le jour de Noël a été considéré, de part et d'autre, comme un jour de paix et des deux camps les hommes sont sortis librement devant leurs tranchées pour enterrer leurs morts qui gisaient dans la zone de tir – les Allemands étaient propres et avaient belle allure – Avaient mis leurs plus beaux uniformes pour l'occasion, j'imagine – Les hommes ont bavardé librement et échangé des cigarettes – Je suis assez suspicieux à leur égard – Mais ils ont été nombreux à dire avec sincérité qu'ils étaient las de la guerre et impatients de rentrer chez eux retrouver leurs femmes et leurs familles. »

Le général de brigade Frédéric Heyworth, dont la brigade englobait des unités comme le 2nd Scots Guards et le Gordon

Highlanders, est tout aussi indulgent. Il écrit dans son journal à la date du 29 décembre : « Les Allemands étaient dehors pour réparer leur parapet, nous en avons fait autant et pas un coup de feu n'a été tiré. » Idem le 30 décembre : « Pas de coup de feu aujourd'hui encore, les Allemands et nos hommes réparent les parapets, ignorant les tirs très intenses du côté de la 8^e division sur notre flanc droit. » Le 31 décembre, il évoque les festivités de part et d'autre des lignes : « Dîné avec le Gordon Highlanders et dansé ensuite le quadrille écossais. Les Allemands ont tiré à l'arrivée du Nouvel An, mais en l'air, et nous en avons fait autant. » Cependant, dès le 1^{er} janvier, la trêve est rompue : « Notre artillerie a bombardé les tranchées allemandes et leur a causé des dommages importants » et, à partir du 3 janvier, l'ennemi repasse à l'offensive : « Après le déjeuner, nous sommes descendus vers les tranchées et avons failli nous faire avoir par cinq bombes allemandes qui sont tombées à moins de dix mètres de nous. De toute évidence, ils bombardaient un groupe qui venait de finir de travailler. » Le 6 janvier : « De nombreux Allemands visibles qui travaillent sur leur parapet. J'ai donné l'ordre de tirer à partir de 3 h de l'après-midi, ce qui devrait mettre un terme à tout cela. » Le 7 janvier : « Nous avons recommencé à tirer, obligeant ainsi les Allemands à rester à couvert. »

Le « retour aux affaires », comme on disait, ne fut pourtant pas aussi simple qu'il y paraît. Dans certains secteurs, l'état effroyable des tranchées qui avait encore empiré à cause des pluies continuelles avait retardé la reprise des hostilités. Le capitaine Tom Ingram, pourtant opposé à la trêve comme nous l'avons vu, fait état dans sa lettre du 6 janvier de conditions climatiques si difficiles qu'elles rendent tout combat impossible : conditions d'autant plus exaspérantes à ses yeux qu'il a, pendant ses quelques jours de relève, apprécié, entre autres choses, le confort d'une « belle salle de bain carrelée, avec baignoire et douche » : « Nous pouvons profiter encore trois jours de ce luxe et ensuite il nous faudra retourner à ces tranchées parfaitement atroces. Je suis allé les voir aujourd'hui. Elles sont en partie les mêmes que celles que nous avons quand j'ai rejoint le régiment. Depuis que nous sommes arrivés en novembre, les pluies d'hiver les ont inondées complètement et ce ne sont plus à présent que des fossés remplis de boue et d'eau jusqu'aux épaules. Dans chaque camp, les hommes doivent se déplacer en montant sur le parapet, et une sorte d'armistice a été instaurée, à la manière de "Si tu ne me tires pas dessus, je ne te tire pas dessus". C'est réconfortant, mais ce n'est pas la guerre. »

Dans de telles circonstances, la seule option était encore d'autoriser un certain relâchement de la discipline pour permettre aux soldats britanniques et allemands d'améliorer leurs conditions de vie. S'ils ne pouvaient pas creuser, du moins pouvaient-ils surélever : « En

ce moment même, les deux camps sont occupés à construire des parapets – des sortes de talus derrière leurs tranchées inondées – ils auront leurs appentis derrière ces parapets et tireront par-dessus ou à travers des meurtrières. Personne ne tire pour le moment et chacun s'active à la construction des parapets. Malheureusement, les Allemands ont construit les trois quarts du leur, les nôtres n'ont terminé que le premier quart de l'endroit où nous allons les remplacer. C'est un drôle de spectacle que de voir les deux camps au travail, séparés par deux cents mètres à peine et s'ignorant l'un l'autre. Dès que les Allemands auront terminé, je parie qu'ils ouvriront le feu sur nous. Surtout après la relève des Saxons par des Prussiens. Je suis convaincu que nous allons passer un sale moment à notre retour sur le front. »

Le médecin du 2nd Argyll and Sutherland Highlanders, le lieutenant Frederick Chandler, ne dit pas autre chose dans son rapport : « Le sol était un véritable marécage par endroits et un lac turbide à d'autres. Ces parapets n'auraient jamais pu être construits sans un accord tacite entre nos hommes et les Allemands. Pas un coup de feu n'a été tiré et le travail s'est poursuivi à toute allure, jour et nuit. Nos hommes et les Allemands s'étaient délibérément mis à découvert ; ils travaillaient entre les lignes, installant les barbelés, approfondissant le fossé et renforçant le parapet. À certains endroits, les camps ennemis travaillaient à moins de vingt mètres l'un de l'autre et certains soldats ont même échangé des souvenirs. Nous pouvions marcher jusqu'aux lignes allemandes et dire bonjour aux officiers allemands assis sur leur parapet. »

À L'ARRIÈRE

Alors que se déroulent ces différents épisodes, la trêve fait l'événement dans la presse britannique. Loin de la dénoncer, les journaux anglais au contraire l'approuvent et en font leurs manchettes : EXTRAORDINAIRE ARMISTICE OFFICIEUX, peut-on lire ou encore : fantastiques incidents du JOUR DE NOËL, BRITANNIQUES, INDIENS ET ALLEMANDS SE SERRENT LA MAIN. Le *New York Times* lui-même en rend compte, à la veille du nouvel an, avec un titre en une très imaginaire : LES ENNEMIS DANS LES TRANCHÉES ECHANGENT DES GÂTEAUX CONTRE DU VIN. Éditorialistes et chroniqueurs vont commenter longuement l'événement. Dans l'édition londonienne du *Daily Telegraph* datée du premier de l'an, son correspondant E. Ashmead Bartlett (qui gagnera par la suite le cœur des Français après son éloge de la défense française de Verdun en 1916) écrit avec effusion sur la trêve : « Pas une nouvelle, depuis que la guerre a commencé, n'a fait autant sensation et rien n'a été plus agréable à lire que ces récits qui

nous parviennent des tranchées sur l'armistice officiel conclu pour Noël entre les secteurs des lignes allemandes et les nôtres. Tout cela paraît incroyable après la férocité des combats de ces derniers mois et tous les témoignages authentifiés sur les atrocités et les duperies commises par les Allemands. Mais cela confirme l'idée selon laquelle le soldat allemand est un individu au bon cœur et pacifique, lorsqu'il n'est pas sous l'emprise de la machine militaire prussienne. »

Le *Manchester Guardian*, le 2 janvier, est dithyrambique : « Cet événement pourrait, bien entendu, être considéré comme une trêve de Dieu, mais pas au sens où elle aurait été autorisée et recommandée par l'Église. Ce fut un événement plus prometteur encore que n'aurait pu l'être ce genre de trêve, une impulsion simple et spontanée d'êtres humains qui sont réunis par une détresse commune et absolue... Nous qui sommes tranquillement chez nous ferions bien de considérer cette trêve de Noël avec émerveillement et gratitude. Car les hommes qui l'ont respectée ont prouvé [...] que l'âme humaine a des ressorts très simples et qu'elle est d'une bonne volonté infinie. »

Le 4 janvier, le *Times* de Londres donne à son tour sa bénédiction à l'événement, sans cacher toutefois son mépris pour le gouvernement d'un pays qui a déclenché la guerre et convaincu ses soldats qu'ils défendaient une juste cause : « Nous ne nourrissons aucune colère contre les soldats de nos ennemis. Nous les prenons en pitié pour avoir été si facilement aveuglés et trompés ; mais comme le prouvent les scènes merveilleuses qui se sont déroulées dans les tranchées, il n'y a aucune méchanceté ni chez nous, ni chez ceux qu'on a jetés contre nous. »

Aux quatre coins du pays, les journaux publient les lettres de simples soldats qui racontent leurs extraordinaires expériences. Des magazines comme *The Illustrated London News*, *The Graphic* ou *The Sphere* montrent les photos et font réaliser des illustrations. La trêve est particulièrement encensée dans les revues d'histoires à destination d'un public populaire, qui prolifèrent depuis le début de la guerre. Dans un genre plus sérieux, on peut lire dans le livre d'un certain G. H. Perris sur la campagne de 1914 : « La vision de ces heures de réconciliation restera vive quand plus personne n'aura même le souvenir de cette victoire nécessaire et chèrement acquise. » Cependant, la meilleure et la plus retentissante approbation de la trêve paraît en 1915 dans le premier volume des histoires de la guerre par sir Arthur Conan Doyle, le créateur de Sherlock Holmes : selon lui, la trêve fut « un spectacle sidérant » méritant d'être salué « comme un exemple d'humanité parmi les horreurs qui avaient entaché le souvenir de la guerre ». On ne pouvait dire mieux.

Pour tous, il devint très vite évident que cet interlude serait bientôt terminé. La zone entre les tranchées fut désertée par les

fraternisants en kaki ou en gris. Ce que Rawlinson avait appelé « la zone balayée par le feu » le fut de nouveau, et c'est seulement alors qu'elle prit le nom définitif de *no man's land*, ou *Niemansland* pour les Allemands. La guerre devait se poursuivre. À cet égard, le *Manchester Guardian* trouva les mots justes dans un article du 7 janvier : « “Mais ils sont rentrés dans leurs tranchées”, pourrait dire un observateur parfaitement avisé et totalement inhumain, venu d'une autre planète, “et ils se sont brutalement remis à tuer et à se faire tuer. À l'évidence, cette attitude qui partait d'un bon sentiment est restée sans lendemain.” Ce à quoi, naturellement, nous aurions raison de lui rétorquer qu'il y avait encore beaucoup à faire – qu'il nous fallait encore délivrer îa Belgique de l'horrible joug qui pesait sur elle, comme il nous fallait aussi apprendre à l'Allemagne que la culture ne pouvait être imposée par Pépée. »

Entre d'autres termes, le plus dur était à venir. Le célèbre dessinateur humoristique Bruce Baimsfather, créateur de l'archétype du Tommy « Ole Bill », avait lui-même participé à la trêve. Officier subalterne dans le Royal Warwickshire Regiment, il avait fraternisé joyeusement le jour de Noël sans jamais oublier que la « paix » avec l'ennemi ne pouvait être que provisoire. Il écrivait par la suite : « Il n'y avait pas un atome de haine ce jour-là, d'un côté ou de l'autre et cependant, la volonté de faire la guerre et de les battre ne faiblit jamais en nous. C'était comme une pause entre deux reprises d'un match de boxe. »

À l'exemple du célèbre écrivain anglais Jerome K. Jerome – auteur, entre autres, de *Trois hommes dans un bateau* et simple ambulancier durant la guerre à Verdun –, d'aucuns ont longtemps rêvé que le cours de la guerre ait été changé à la suite de tels épisodes : « Il est dommage qu'on n'ait pas laissé les simples soldats conclure la paix. Il n'aurait pas été nécessaire alors de créer une Société des Nations. Je me souviens d'être, un jour, tombé sur deux soldats assis sur une souche. L'un d'eux était un poilu français et l'autre, son prisonnier allemand. Ils partageaient le déjeuner du Français, Le fusil du vainqueur était posé sur le sol entre eux deux. »

L'argument de Jerome n'était pas dépourvu de pertinence. En janvier 1915, un officier d'infanterie britannique, le capitaine J. L. Jack, dont le bataillon n'avait pas participé à la trêve – il n'en fut pas même averti – alors qu'elle se déroulait à l'est et à l'ouest de son secteur, posait le problème dans des termes similaires : « Ces incidents semblent suggérer que, si l'on excepte les ardeurs guerrières ou l'occurrence de sérieux griefs, les hommes éduqués n'ont aucun désir de s'entretuer, et sans l'agressivité des politiques nationales ou la peur que s'inspirent les nations, la guerre entre des peuples civilisés aurait rarement lieu. »

Même sentiment pour le lieutenant Frederick Chandler lorsqu'il fit (ré-) enterrer le soldat allemand trouvé sur la chaussée au matin de Noël. Il prononça alors les mots suivants : « Repose en paix, pauvre Fritz, ce n'est pas toi ou un de tes congénères qui [êtes] responsables de tout ceci ; il n'y a pas un combattant, dans aucune armée au front, qui ne veuille pas la paix demain, » Un ancien officier du Gordon Highlanders, le commandant Murdoch Mackenzie Wood, s'exprime lui aussi en ce sens lors de son intervention à un débat du Parlement en 1930 qui porte sur les objecteurs de conscience et le fait de tuer pendant les guerres. Il avait pris part à la trêve de Noël en 1914 et il en tirait de la fierté : « Un grand nombre de gens pensent que nous avons fait quelque chose de dégradant. Le fait est que nous l'avons décidé ; et d'ailleurs je suis parvenu à la conviction, qui ne m'a plus quitté depuis, que si les choses n'avaient dépendu que de nous, nous n'aurions jamais tiré un coup de feu de plus. Nous étions en très bons termes et ce fut uniquement parce que nous étions sous les ordres d'autres hommes qu'il nous a fallu recommencer à nous tirer dessus. »

Finir la guerre sans régler les injustices nées de celle-ci n'était tout simplement pas possible. Les Britanniques comme les Allemands auraient pu, en théorie du moins, s'accorder sur un cessez-le-feu le long des tranchées du front occidental, déposer les armes, vider les chargeurs des fusils et déclarer l'armistice. Mais les Français avaient, eux, perdu dix de leurs quatre-vingt-dix départements, une grande partie de leur industrie lourde, ainsi qu'une grande métropole (Lille). Derrière les lignes allemandes se trouvaient des milliers de leurs compatriotes qui vivaient dans des conditions humiliantes et réclamaient désespérément d'être libérés. Leurs cris ne pouvaient rester ignorés. C'était une évidence au moins pour les Britanniques qui servaient sur le front, comme en convient cet officier de cavalerie, le capitaine E.W.S. Balfour du 5^e Dragoon Guards, dans sa lettre adressée à sa famille aux premiers jours de décembre 1914. Il comprenait la colère des Français contre un ennemi qui, deux générations plus tôt, à la suite de la guerre franco-prussienne de 1870-71, s'était déjà emparé de l'Alsace et d'une grande partie de la Lorraine : « Pour les Français, il s'agit de leur patrie et cela les rend furieux. Nous, nous combattons sans que change notre animosité. Si nous recevions l'ordre de nous retirer demain, je ne pense pas que cela affecterait notre moral. En revanche, les Français se donnent au maximum et on peut se demander si le peuple anglais comprend, lui, ce que signifie l'invasion d'un pays par un étranger. »

Il en était de même pour les Belges, qui n'avaient conservé qu'une enclave de leur patrie. Rien ne pouvait convaincre ces deux pays de mettre un terme aux combats tant que les Allemands n'auraient pas été repoussés dans leurs frontières. En s'alliant aux Français et aux

Belges, les Britanniques s'étaient engagés à faire tout ce qu'ils pourraient non seulement pour obtenir la défaite des Allemands, mais aussi pour les chasser hors des territoires alliés.

Néanmoins, cette ambiance amicale liée à Noël fut longue à se dissiper, se prolongeant dans certains secteurs jusqu'aux mois de janvier et février, et parfois même au-delà. « Plugstreet » fut l'un d'entre eux. Le capitaine F. E. Packe du 1st Battalion Welch Regiment, de retour sur le front après sa convalescence pour une blessure de novembre, écrit le 19 mars à ses parents : « [c'est] un endroit d'une tranquillité absurde, un de ces secteurs où l'on avait fraternisé avec les Allemands à Noël et où la trêve n'avait pris fin qu'en partie, les combats restant limités dans la journée et plus encore la nuit – je n'ai eu qu'un homme touché en deux nuits, et pas très gravement ; c'était le seul blessé du régiment ! Nous n'avons pas été bombardés une seule fois depuis que je suis ici. »

Dix jours plus tôt pourtant, le 10 mars, les Britanniques avaient lancé la première d'une série d'offensives contre les lignes allemandes qui étaient restées infructueuses, avec des pertes importantes. En dépit de cela, les Allemands firent encore une tentative à Pâques 1915 pour renouer les contacts pacifiques de la trêve de Noël. Packe écrit dans une lettre datée du 8 avril : « Le jour de Pâques, les Allemands ont essayé de fraterniser en agitant des drapeaux blancs, etc. Ils ont envoyé des pommes de terre dans une tranchée ; mais les ordres étaient stricts et nous avons donc ignoré leurs appels. »

Rétrospectivement, le commentaire le plus émouvant sur ce premier hiver étrange, marqué par cette tentative de paix boiteuse, avait été fait bien des semaines auparavant par un officier sensible et intelligent de l'armée indienne, le capitaine J. W. Barnett, médecin du 34^e Sikh Pioneers. Quatre jours avant Noël 14, il avait écrit dans son Journal : « Je pense que nous finirons par l'emporter, mais nos pertes seront effroyables. » Il ne pouvait pas savoir qu'il aurait raison sur les deux tableaux mais qu'il faudrait quatre années pour y parvenir.

D'un point de vue militaire, la trêve de Noël 1914 n'a eu aucun impact. Ce fut une pause, un entracte avant l'acte suivant du drame effroyable. Il fallait gagner la guerre, cela a été dit et répété. Des populations et des territoires occupés devaient être libérés. Il n'était pas imaginable que les gouvernements et les populations des pays belligérants puissent accepter un cessez-le-feu général et que leurs hommes remettent le fusil sur l'épaule et rentrent chez eux.

Et pourtant la trêve aura laissé un souvenir durable.

Lors du Noël 1915, en dépit des ordres stricts passés dans les deux camps de ne pas fraterniser, une seconde tentative est faite. Des soldats de trois bataillons britanniques participent brièvement à une

célébration. Comme un an plus tôt, au réveillon de Noël, les festivités et les chants viennent d'abord des tranchées allemandes ; aux « Joyeux Noël, Tommy » répondent des « Joyeux Noël, Fritz » depuis les tranchées britanniques. Les Allemands savent parfaitement que c'est un bataillon gallois qui leur fait face – le 15^e Royal Welsh Fusiliers – car ils entonnent un célèbre folksong gallois *All Through the Night*, auquel les Gallois répondent par un chant de Noël anglais, *Good King Wenceslas*, et bien d'autres chansons. Un jeune officier du bataillon gallois, Wyn Griffith, futur écrivain de talent, a raconté ce qui se déroula ensuite : « Dès qu'il fit jour, nous vîmes des mains qui nous faisaient signe en brandissant des bouteilles, avec des cris d'encouragement que nous ne pouvions pas toujours comprendre ni ignorer. Un Allemand ivre tituba sur son parapet et avança au milieu des barbelés, suivi de plusieurs de ses camarades, et en un rien de temps des hommes ont surgi des deux camps, avec des boîtes de corned-beef, des biscuits et d'autres choses à échanger. C'était la première fois que je voyais le *no man's land* transformé en *Every Man's Land*, ou presque. Certains de nos hommes ne bougèrent pas et, amers et laconiques, donnèrent les raisons de leur refus. Les officiers ont rappelé les hommes derrière les lignes et, en quelques minutes, le *no man's land* fut de nouveau vide et désolé. Il y avait eu un échange fébrile de “souvenirs”, la proposition d'un armistice pour toute la journée et celle d'un match de football l'après-midi, ainsi que la promesse qu'aucun coup de feu ne serait tiré pendant la nuit. Mais tout cela ne mena à rien. Un brigadier irascible, furieux, vint entre les lignes bafouiller des ordres, tempêtant et menaçant de la “cour martiale”. D'après lui, nous avions mis en danger la sécurité de la cause alliée. Je suppose qu'une scène du même genre se déroula de l'autre côté du *no man's land*, car les canons se firent entendre en fin de journée. L'artillerie poussait l'infanterie à reprendre le combat. Mais en dépit des généraux qui fulminaient, l'infanterie n'était pas disposée à attaquer et des deux côtés, les fusils et les mitrailleuses furent de toute évidence pointés vers le ciel[3]. »

En fait, après cette journée, deux officiers passèrent en effet en cour martiale ; ils appartenaient tous les deux non au bataillon gallois, mais au 1st Scots Guards. L'un d'eux fut innocenté, tandis que l'autre, le capitaine Iain Colquhoun, qui était considéré comme un excellent officier et bénéficiait de hautes protections (il était lié par mariage au Premier ministre, H. H. Asquith), vit sa peine, qui n'était qu'une simple réprimande, aussitôt annulée par le commandant en chef de la British Expeditionary Force.

Rien de tel ne se produisit au cours du Noël 1916. Alors que les canons ne cessaient de tirer, un jeune officier d'artillerie, le sous-lieutenant Edward Beddington-Behrens, éprouva de la nostalgie au

souvenir de ce Noël 14 et forma le vœu que cela puisse se reproduire. Le 26 décembre, il écrivit à sa famille : « Tout a été fait pour empêcher une fraternisation entre les deux camps parce que les Boches en profiteraient pour soutirer des informations utiles. De plus, les choses en sont à un point qui rend improbable une fraternisation avec l'ennemi, il y a trop de haine dans l'air et cela aurait des effets néfastes sur la discipline de nos troupes. Pourtant, je dois avouer que le fait d'aller parler aux boches dans le *no man's land* comme nous l'avons fait lors du premier Noël est naturel pour tout *gentleman*, ne croyez-vous pas ? Mais l'artillerie a préféré pilonner à toutes les heures de la nuit et du jour de Noël. »

Ce jeune officier était très certainement une exception. Bien avant ce troisième Noël de guerre, les gaz toxiques mais surtout l'allongement des listes de victimes transformèrent le conflit en guerre d'usure, à l'instar de la bataille de la Somme et la campagne de Passchendaele, effaçant ainsi la trêve dans la mémoire collective.

Après la guerre, les esprits se focalisèrent sur le souvenir des morts, sur la construction de centaines de cimetières militaires et sur la commémoration des disparus. Le culte le plus important fut rendu au Soldat inconnu, un culte si puissant qu'il est encore célébré aujourd'hui, de nouveaux pays s'ajoutant même à la liste de ceux qui honorent ainsi les sacrifices nationaux. Qui se souvient alors de ces silhouettes fugitives se serrant la main, allumant une cigarette, entonnant des chants de Noël, alors que la guerre avait à peine quelques mois, et qu'on ignorait encore le sacrifice et les souffrances colossales à venir ? Se rappelant cet extraordinaire premier Noël, un ancien soldat de l'infanterie, qui avait connu cet épisode de camaraderie entre les camps ennemis, écrira à la fin des années 20 : « Les hommes qui sont arrivés sur le front par la suite n'y croyaient pas quand nous parlions de cet épisode, et il n'y a rien d'étonnant à cela : les mois passant, nous qui en avons été témoins comprenions à peine ce qui s'était passé, même si chaque petit détail restait fixé dans nos mémoires. »

Mon expérience confirme ce propos. Lorsque j'ai commencé à faire des recherches sur ce sujet, il y a plus de vingt ans, les vétérans de la Première Guerre mondiale soutenaient que cette trêve de Noël *n'avait jamais eu lieu*. Un ancien soldat de la cavalerie n'hésita pas à me dire, en me regardant droit dans les yeux, que c'était une absurdité ; un ancien de l'infanterie m'écrivit, lui, que toute cette histoire était un « bruit de chiottes », le genre de « salades » que les combattants racontent pendant les virées matinales obligatoires aux latrines, du style : « Tu as entendu dire que notre division allait être mutée à Samoa ? » ou : « Tu sais que la semaine prochaine nous allons

être affectés au balayage des feuilles mortes sur les pelouses du quartier général ? »

La trêve de Noël a pourtant bien eu lieu et les preuves ne cessent de s'accumuler, confirmant qu'il ne s'agit pas d'une fable, d'une fiction, mais d'un fait historique d'une durée bien plus longue, impliquant un plus grand nombre d'hommes qu'on ne l'avait jusqu'à présent admis. À l'orée de ce nouveau siècle, on peut juger cet événement d'un autre œil, affranchi qu'on est des horreurs de cette guerre désormais passée. Conscient aussi du fait que, depuis cette époque, bien d'autres guerres ont eu et ont encore lieu, bien d'autres gens sont morts et meurent encore, et qu'un geste de protestation, la manifestation de quelque humanité, si peu efficace qu'il ait paru à l'époque, est un événement qui ne doit pas être oublié, mais au contraire célébré et même vénéré. Car la grande fraternisation de 1914 a délivré, certes brièvement, les combattants du poids écrasant de la guerre, et leur a donné une idée des réalités complexes des conflits qu'ils n'oublieraient jamais en les forçant à réfléchir à l'impact de la propagande à laquelle ils étaient censés souscrire.

De fait, un siècle après ou presque, l'épisode suscite plus que jamais l'intérêt, laissant même penser qu'avec le temps la trêve de Noël apparaîtra peut-être aussi importante à sa manière que certaines grandes batailles. Elle n'a pas mis un terme à la guerre, mais elle a du moins réaffirmé cette vérité trop souvent négligée selon laquelle l'humanité ne peut survivre, au bout du compte, que dans la réconciliation et non dans le conflit. Nous devons trouver le moyen de vivre ensemble sur cette planète, si nous ne voulons pas la perdre. Au cœur des ténèbres, la trêve de Noël 1914 a allumé un cierge d'espoir.

« ICI, LES FRANÇAIS ET LES BOCHES PARLENT ENSEMBLE COMME EN TEMPS DE PAIX »

L'extrême violence déchaînée dans la Grande Guerre est bien connue. Depuis longtemps, les historiens réfléchissent sur les immenses moyens de destruction, l'acharnement des combats, leur durée, la déshumanisation, les traumatismes. Les combattants avaient décrit, sous les bombardements, l'attente impuissante du coup au but, les corps déchiquetés. Avant l'attaque, ils avaient montré l'angoisse de ceux qui allaient devoir sortir de l'abri relatif de la tranchée, puis les vagues d'assaut fauchées par les mitrailleuses. On n'a oublié ni les horribles blessures, ni les corps pourrissant dans le *no man's land* ou séchant sur les barbelés. La mort omniprésente, celle des camarades, celle qui plane comme une menace permanente ; l'angoisse des familles, les longues listes de tués sur les monuments aux morts, le fol espoir de retrouver un proche mentionné comme « disparu ». L'éloignement, le désespoir, l'exaspération, la haine, l'angoisse, toujours, toutes les formes de la peur. L'homme européen se croyait « un civilisé », il était retourné à la vie sauvage.

Les scènes tragiques, parfois insoutenables, surgissent des récits de combattants publiés par centaines. Les anthologies établies par Jean Norton Cru et André Ducasse autour de 1930 en donnent un aperçu[4]. Parmi les éditions plus récentes, les *Carnets* du tonnelier caporal Louis Barthas décrivent l'horreur d'une guerre « déshonorante pour notre siècle, flétrissante pour notre civilisation dont nous étions si orgueilleux[5] ». Dans les titres de ses chapitres figurent des mots parfaitement explicites : tuerie, massacres, charnier, hécatombe, offensive sanglante, enfer, boue sanglante, assommoir, martyr, cauchemar. Présent sur le front de novembre 1914 à mars 1918, Barthas a connu directement la violence et il en a rendu compte. Or, l'œuvre du tonnelier de Peyriac-Minervois présente également une typologie quasi complète des cas de camaraderie entre ennemis, ententes formelles ou tacites, tolérance mutuelle et fraternisation.

DANS LES CARNETS D'UN CAPORAL

Né en 1879, Louis Barthas a trente-cinq ans en 1914. Il appartient à la Territoriale. Mobilisé dès le 4 août, il reste au dépôt de Narbonne.

Son âge lui permet d'échapper aux batailles de Lorraine, de la Marne, à la « course à la mer », à la guerre de mouvement particulièrement meurtrière. Le 2 octobre, il fait partie d'un détachement chargé de conduire des prisonniers ennemis à la forteresse de Mont-Louis, dans les Pyrénées. Le départ a lieu très tôt le matin, il fait encore nuit. Dans le wagon de marchandises, les Allemands ont l'air bon enfant, mais la tension n'est dissipée que par le lever du soleil sur la Méditerranée : « Un spectacle magique, une apothéose de couleurs, de rayons, de reflets succédant soudain aux teintes grises de l'aube. » Les captifs admirent ; les gardiens en éprouvent de la fierté car c'est leur mer et leur soleil. Plus loin, la voie longe un terrain « si giboyeux que le bruit du train faisait fuir des compagnies de perdreaux, des escouades de lapins, des files de pintades, de faisans, etc. Émerveillés, Français et Allemands, massés tous à la porte du wagon grande ouverte, nous nous montrions du doigt les fuyards volatiles et rongeurs. » Bientôt l'escorte partage ses vivres et son vin avec les prisonniers. Ce « geste de camaraderie », comme Barthas le désigne, est rendu par les Allemands lorsque, le 30 octobre, son groupe doit quitter Mont-Louis pour aller renforcer les régiments décimés : les prisonniers saluent gravement « les victimes qui allaient souffrir et mourir ».

Cette forme de camaraderie entre soldats en armes et ennemis prisonniers ne sera pas reprise dans les pages qui suivent[6]. Le passage était cependant utile ici dans la progression du récit du tonnelier, car il s'agissait de son premier contact avec les Allemands, avant son arrivée sur le front, début novembre 1914, au 280^e RI, du côté de Vermelles (Pas-de-Calais), immédiatement au sud du secteur tenu par les Anglais. Fin décembre, se produisit l'extraordinaire épisode, bien documenté, des trêves de Noël, particulièrement remarquable entre Britanniques et Allemands. Côté français, à proximité, mais seulement en deuxième ligne, Barthas ne pouvait en donner qu'une évocation indirecte : « La nuit suivante était la nuit sacrée de Noël. Dès la nuit tombée, nous nous étions blottis dans nos trous pensant bien y sommeiller jusqu'à l'aube, lorsque vers les 9 heures du soir une voix bourrue nous intima l'ordre de sortir de nos trous et de monter nos sacs en toute hâte. De fait, il se passait en première ligne quelque chose d'anormal, on entendait des chants, des clameurs, de nombreuses fusées furent lancées de part et d'autre, mais pas de fusillade. »

Honnête, n'ayant rien vu de plus par lui-même, le caporal laissait la plume à son capitaine, Léon Hudelle, dans le civil rédacteur en chef du quotidien *Le Midi socialiste*. Barthas avait découpé le récit écrit par Hudelle et l'avait glissé dans son cahier n° 4. Malheureusement ce papier a été perdu et son origine exacte reste inconnue. Je trouve cependant, en examinant la correspondance inédite du soldat François

Guilhem du 296^e RI, même secteur, une lettre à sa femme datée du 25 décembre : « Je me rappellerai longtemps de cette nuit de Noël : par un clair de lune comme en plein jour, une gelée à pierre fendre, nous sommes allés vers les 10 heures du soir porter des poutres dans les tranchées. Quel n'a pas été notre étonnement d'entendre les Boches chanter des cantiques dans leurs tranchées, les Français dans les leurs ; puis les Boches ont chanté leur hymne national et ont poussé des hurrah [sic] ; les Français ont répondu par le *Chant du départ*. Tous ces chants poussés par des milliers d'hommes en pleine campagne avaient quelque chose de féerique. »

Décembre 1915. Un an s'est écoulé, l'année terrible des attaques d'Artois et de Champagne, du trop fameux « grignotage » et des bombardements de plus en plus massifs. Le caporal Barthas se trouve toujours sur le front. Il n'a pas encore pu bénéficier de sa première permission, d'un retour au pays auprès de sa femme et de ses deux enfants. Sur le secteur de Neuville-Saint-Vaast, il pleut. Il pleut tellement que boyaux et tranchées disparaissent sous l'eau. Les abris s'effondrent. Les efforts pour contenir l'inondation se révèlent inefficaces. Le 10 décembre, « en maints endroits de la première ligne, les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle, deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil ». La progression, dans le récit du caporal, est la suivante : on ne tire pas ; on se regarde ; on prend conscience de la communauté de souffrances. Après, ce sont des sourires, des échanges de tabac, de vin ou de café, de paroles aussi, dans la mesure du possible. On se serre la main. La fraternisation est en elle-même une condamnation implicite de la guerre. Plus tard, les choses deviennent encore plus claires lorsqu'un Allemand, après un discours compris seulement de ses compatriotes, brise son fusil dans un geste de colère. Alors, écrit Barthas, « des applaudissements éclatèrent de part et d'autre et l'*Internationale* retentit ».

Les « grands chefs » interviennent pour faire « cesser toute familiarité avec les Allemands », mais l'interdiction est contournée aux petits postes en avant des lignes. Le soldat Gontran continue à rendre visite à la tranchée allemande où le capitaine, « bon père de famille », lui donne quelques cigarettes. Un jour, Gontran est surpris par un officier français qui le menace : « Je vous y prends, vous serez fusillé demain. » Affolé, le soldat escalade le parapet et court se réfugier chez l'ennemi.

Tel est le résumé de quelques pages dans lesquelles éclate le talent de Louis Barthas, pourtant titulaire du seul certificat d'études primaires. En aurait-il rajouté ? Nous avons la chance de disposer du

récit d'un autre fantassin du 280^e, Léopold Noé, recopié après la guerre d'après ses carnets originaux :

« 7 déc. [1915]. Partons de Mareuil à 15 h 40 avec la pluie ; impossible de passer dans les boyaux ; suivons les routes et allons jusqu'aux tranchées de première ligne à découvert ; tout est éboulé ; les Allemands étant dans le même cas que nous, on ne tire pas beaucoup pour ne pas avoir la réciproque.

« 8 déc. Le bombardement recommence ; ce sont les nôtres qui ont commencé, ces salauds ! Il faut nous terrer dans l'eau et la boue ; nous avons un tué. [...]

« 10 déc. Tout le jour, puisons l'eau et la boue de la tranchée. [...]

« 12, 13, 14. Étant effacé, je ne peux en déchiffrer que quelques mots. Pluie et glace ; sommes relevés le 14, moi n'en pouvant plus. [...]

« 21 et 22. Pluie et repos. Ce n'était pas trop tôt de quitter ce coin de Neuville-Saint-Vaast. Les Allemands et nous, la dernière semaine, tous les matins, sortions de la tranchée pour nous réchauffer quand il faisait un peu de soleil ; l'artillerie avait reçu, de part et d'autre, l'ordre de ne pas tirer sur les tranchées. Les hommes commençaient à fraterniser de part et d'autre ; cinq hommes de notre division allaient rendre visite à l'ennemi et eux venaient chez nous ou échangeaient certaines choses ; mais ils n'étaient pas bien ravitaillés comme nous ; un de notre compagnie y étant allé, quand il est revenu le capitaine l'a fait appeler pour savoir ce qu'il leur avait dit et ce qu'on lui avait dit ; enfin il lui a dit qu'il le ferait passer en conseil de guerre ; le type, ayant eu la frousse, est reparti, à moitié soirée, est passé avec l'ennemi et n'est plus revenu. »

En Champagne, en août 1916, Barthas, qui a survécu à une semaine dans Tenter de la cote 304 à Verdun, se trouve alors au 296^e :

« Notre 6^e escouade alla occuper le petit poste n° 10. C'était tout simplement un barrage dans un ancien boyau. [...] À six mètres de notre barrage, les Allemands avaient établi leur barrage, et quelques fils de fer épineux jetés entre et qu'on aurait pu franchir en quatre enjambées séparaient seuls deux peuples, deux races qui s'exterminaient. Il y avait même une sape recouverte qui aboutissait à un mètre des sacs de terre allemands, on aurait pu en allongeant le bras se serrer les mains.

« Apprenant qu'il était condamné à passer vingt-quatre heures dans un tel petit poste, un embusqué ou un bon bourgeois, si patriote qu'il fût, eût senti ses cheveux se hérissier sur sa tête et n'eût pas manqué de faire son testament avant d'entrer dans ce coupe-gorge. Quel n'aurait pas été leur étonnement, même leur stupéfaction de voir le calme et la tranquillité qui régnaient dans ce coin. L'un fumait,

l'autre lisait, celui-ci écrivait, certains se chamaillaient sans baisser d'une note le son de leur voix. Et si ces patriotes, ces embusqués, avaient prêté quelque peu l'oreille ils eussent entendu les Allemands tousser, cracher, parler, chantonner, etc., avec le même sans-gêne.

« Leur stupéfaction se fût changée en ahurissement s'ils eussent vu sentinelles françaises et allemandes assises tranquillement sur le parapet en train de fumer la pipe et échanger de temps en temps un bout de conversation comme de bons voisins prenant le frais sur le pas de leur porte.

« De relève en relève on se transmettait les usages et coutumes de ces petits postes, les Allemands de même, et toute la Champagne pouvait s'embraser, il ne tombait jamais une grenade en ce point privilégié. »

À remarquer, après le « bon père de famille » de décembre 1915, les expressions « bons voisins » et « usages et coutumes », que nous retrouverons. Et, pour ne pas conclure à une invention du caporal Barthas ou à une spécificité méridionale, voici la 5^e division d'infanterie, de Rouen, étudiée par Léonard Smith. Celui-ci reprend à son compte ces propos du capitaine Rimbault :

« Certains petits postes se trouvent à huit mètres des postes ennemis. Les gens qui, de part et d'autre, les occupent ne veulent rien savoir pour se lancer des grenades. Il y a une trêve tacite entre les deux partis, le Boche fumant sa pipe assis sur son parapet, et le Français écrivant sa correspondance dans la même posture. Quand un chef vient, l'Allemand fait signe à son adversaire, et les deux hommes rentrent dans leur trou. Parfois, quand l'artillerie ennemie donne, le Boche, sachant qu'il y aura représailles, crie au Français :

— *Nos artilleurs... assassins !*

« La nuit, devant les postes, la pose des fils de fer se fait d'accord avec les deux adversaires, l'un passant parfois ce qui manque de matériel à l'autre. Quand il y a des coups de main projetés, les hommes s'avertissent et, se montrant leurs grenades respectives, font des signes qui veulent dire qu'ils n'entendent pas prendre part à la fête sanglante. »

Cette complicité entre ceux qui occupent les postes les plus avancés des deux camps, l'hostilité envers l'artillerie, les avertissements donnés aux ennemis se retrouvent dans bien d'autres récits. Quant à Barthas, il décrit l'arrivée d'un sergent de la compagnie voisine, qui veut lancer une grenade sur la sentinelle allemande et qui en est empêché par les Français. Alors, un officier vient enquêter, sans hargne : « On chahute avec les Boches, est-ce vrai ? » Mieux vaut se méfier. La nuit, le caporal Barthas demande à ses hommes de ne pas répondre aux appels des Allemands ; en même temps, il poste une sentinelle chargée de « surveiller en arrière si nous n'étions pas nous-

mêmes surveillés ». De fait, un autre officier approche en rampant. Il est pris pour un Allemand et, comme il ne répond pas aux sommations, un poilu lui lance une grenade, qui rebondit sur son dos sans éclater. Furieux, l'officier bondit dans la tranchée : « Quel est celui qui m'a jeté une grenade sur la gueule ? » Barthas répond que la sentinelle a fait son devoir, preuve que l'on fait bonne garde au petit poste. L'officier prétend alors tirer sur les Allemands pour en tuer un. On lui indique une fausse direction, il ne voit rien et repart en proférant des propos incohérents que Barthas attribue à la colère et à une forte dose de gnole. Toutefois, la surveillance des chefs ne se relâche pas. Un caporal est cassé de son grade. Un lieutenant, par ailleurs détesté de ses hommes, abat de sang-froid un Allemand trop confiant, ce qui entraîne des représailles : « Il se mit à tousser fortement, parler fort, ricaner pour inciter les sentinelles allemandes à se montrer. En effet, l'une d'elles intriguée laissa voir sa tête, alors l'officier français, visant lentement, sûrement et lâchement, lui traversa la tête d'une balle avec le fusil d'une sentinelle. Résultat, les Allemands tirèrent à tout instant toute la journée des coups de fusil qui déchiquetaient, traversaient les sacs à terre, rendant toute surveillance impossible et ce fut un grand hasard qu'aucune de nos sentinelles n'eût la tête traversée. »

Et Barthas d'opposer la « mentalité inconsciente ou perverse » de l'officier à l'humanité des soldats. De ceux qui n'ont pas connu les tranchées, « beaucoup ne pourront comprendre cette entente tacite, cette fraternité d'adversaires qu'ils croyaient toujours en train de se guetter, le doigt sur la gâchette. Mais qu'ils réfléchissent sérieusement au sort d'hommes qu'une longue communauté de souffrances, de dangers, a rapprochés par la force d'un irrésistible instinct de la nature humaine ».

LE BON VOISINAGE

Dans le témoignage du caporal Barthas, la série des contacts de bon voisinage est complétée par des récits plus brefs. Au printemps de 1915, par exemple, en Artois, à proximité des premières lignes, les Français du 280^e occupent une dépression baptisée « la Cuvette », où on est à l'abri des balles, mais pas des obus. Les Allemands ne tirent pas lors des besognes pacifiques, travail, messe, sport. Au cours d'un match de rugby, activité sportive prisée des Languedociens, le ballon serait même allé rebondir dans les fils de fer de la première ligne, les Allemands ne tirant pas sur le joueur audacieux venu à découvert le récupérer. Sur ce dernier point, on ne peut s'appuyer que sur le témoignage du caporal, mais des photos prises sur place et légendées par le capitaine Hudelle représentent un match dans la Cuvette,

« immédiatement en arrière de la tranchée de première ligne, à 120 m de l'ennemi[7] ».

Si l'on veut se réchauffer après les heures de garde ou de corvées, il faut allumer du feu. Il n'y a pas de feu sans fumée, et la fumée révèle des objectifs... « Étincelles, flammes et fumée s'échappaient jour et nuit de centaines de petites cheminées et cela aux yeux des Allemands qui toléraient ce sans-gêne parce que eux en faisaient autant de leur côté. » Ailleurs, c'est le bruit des travailleurs qui, de nuit, posent des réseaux de barbelés « dans un petit ravin de l'autre côté duquel étaient les Allemands qui devaient certainement entendre ce tapage ; cependant ils ne tiraient pas un coup de fusil ; mais cela était réciproque, on tirait très rarement sur les travailleurs de part et d'autre. Que de milliers de plus de victimes n'y aurait-il pas eu sans cet accord tacite dicté non par nos chefs mais par la raison et le bon sens ! ». Ailleurs encore, « les Allemands ayant installé eux aussi leurs cuisines à proximité de leurs tranchées, c'était par tolérance réciproque que de part et d'autre, dans l'intérêt commun, on laissait les pacifiques cuistots en paix à leurs marmites ».

Louis Barthas a également connu des cas de « ritualisation » du combat, dans la guerre des mines ; « Pour ceux qui travaillaient jour et nuit au fond des mines, ces camouflets étaient donc un danger terrible, mais par suite d'un accord tacite entre le Génie français et le Génie allemand, il y avait rarement des victimes. Depuis longtemps, mines et camouflets n'explosaient invariablement qu'entre deux heures et six heures du matin. Dès lors, à deux heures moins dix minutes, chaque nuit, des deux côtés, on évacuait les petits postes et les premières lignes qu'on réoccupait tranquillement à six heures du matin. » Nous trouverons plus loin de nombreux exemples de ces pratiques.

De ces extraits des carnets de guerre de Louis Barthas, il ne faut pas conclure qu'il n'a retenu de la guerre que les épisodes de paix. Il en a aussi montré les phases les plus violentes. On trouve dans les carnets des combattants la description des obstacles qui auraient dû empêcher accords tacites et fraternisations. Les nations ennemies étaient séparées par une nouvelle frontière particulièrement infranchissable, matérialisée par les lignes de tranchées, de part et d'autre d'un *no man's land* plus ou moins étroit, frontière renforcée par des barrages de fil de fer barbelé et d'autres barrages, ceux de l'artillerie. Cette frontière était surveillée jour et nuit, mètre par mètre, par des centaines de milliers d'hommes surarmés qui avaient l'ordre de faire le plus de mal possible à ceux d'en face selon les règles de la guerre. Ces hommes étaient conditionnés par un discours débordant de haine.

Sans doute, passé les premiers mois, la haine s'affaiblit-elle parmi

les véritables combattants, comme l'ont montré tant de Français, d'Anglais et d'Allemands. Restent les réactions de peur individuelle qui renforcent la directive générale du « tuer ou être tué », la méfiance envers un ennemi présenté comme rusé, capable de trahison. Ainsi, un soldat du 80^e RI écrit-il, dans une lettre du 28 avril 1917 : « Je viens de rendre une visite aux postes avancés de première ligne d'où c'est à 20 mètres des Allemands, [d'où] ils nous causent même. Ils se font voir jusqu'à la ceinture. Ils ont du culot, il y en a un qui m'a salué et m'a lancé un paquet de cigarettes. Mais je suis pas allé le ramasser car ils sont tellement faux qu'il aurait pu me tirer un coup de fusil. Pour ça, si on les embête pas, ils nous tirent pas car ils en ont assez comme nous. Il y en avait un qui causait très bien le français. »

C'est parce qu'il y avait tant d'obstacles à l'établissement de « relations de bon voisinage » que celles-ci, sous leurs multiples formes, sont intéressantes à étudier. Il faut, pour cela, préciser la notion même de voisinage, montrer les proximités (distance, conditions identiques, ennemis communs aux deux infanteries), examiner l'extension d'une sociabilité des tranchées aux camarades de l'autre côté des barbelés. Un obstacle supplémentaire est celui de la langue. « Ah ! si l'on avait parlé la même langue ! », dit Barthas à propos de la fraternisation de décembre 1915 près de Neuville-Saint-Vaast. Mais on arrive à le franchir, de multiples façons. Notre sujet nourrit ainsi une réflexion sur les normes du temps de guerre, sur celles du temps de paix qui subsistent ou réapparaissent. Celles des soldats sont-elles identiques à celles des chefs ? Celles des fantassins à celles des artilleurs ? Comment s'est effectuée la construction sociale d'attitudes déviantes par rapport aux règles de la guerre ? Comment est punie la déviance ? Que se passe-t-il lorsque les règles établies par transgression sont elles-mêmes transgressées ? Des sources variées, si elles sont scrutées avec esprit critique, fournissent des éléments de réponse.

SOURCES ET MÉTHODES

Puisque l'on parle de normes, un classement fonctionnel des sources doit placer en premier celles qui émanent des personnes et des institutions qui édictent les règles de la violence et de la contrainte, qui les acceptent et les répercutent. Une deuxième catégorie rassemble les écrits des combattants, carnets et lettres. Entre les deux se trouvent les « journaux de tranchées ». Quant au contrôle postal, par son organisation, ses commissions, ses rapports, il appartient au cadre officiel ; mais les extraits de lettres contenus dans ses archives émanent des combattants.

Si l'on se penche sur les sources officielles, il faut les lire en

tenant compte de la langue de bois[8]. Le brancardier Retailleau du 77^e RI de Cholet avait commencé, en décembre 1914, à recopier sur son propre carnet les « principaux faits de guerre » rapportés par les communiqués officiels. Fin décembre, à l'est de Reims, par exemple, au milieu d'une série de succès, gains de terrain, destructions effectuées par l'artillerie, le communiqué signalait une tentative allemande : « Le jour de Noël, les Allemands sont sortis de leurs tranchées en criant : *Trêve de deux jours !* Leur ruse n'a pas réussi, presque tous ont été abattus par une décharge immédiate. » On peut remarquer les mots « ruse » (des Allemands) et « décharge immédiate » (des Français, vigilants et hostiles à toute forme de trêve, car la guerre doit être totale). Nous savons que les trêves de Noël ont existé, acceptées ou souhaitées dans les deux camps, mais, même si, en cet endroit précis du front, il n'y eut pas de trêve, il est peu vraisemblable que les Allemands soient sortis naïvement et se soient laissé abattre. Léopold Retailleau lui-même a mentionné, le 25 décembre 1914, que Français et Allemands se parlaient dans les tranchées du côté d'Ypres, et auraient même pris le jus ensemble. Il est possible que la comparaison entre la réalité vécue et la langue de bois du texte officiel ait conduit le brancardier à cesser sa corvée de copie : il l'abandonna début février 1915.

D'autres sources officielles mentionnent trêves et fraternisations pour les condamner et les combattre. Quelques autorités paraissent avoir du mal à croire ces déviances possibles ou cherchent à en minimiser l'importance. Certains JMO (Journal de Marches et Opérations), rédigés par des officiers, en font état, brièvement. Ainsi celui du 30^e RI, 27 décembre 1914 : « Situation stationnaire. La trêve de Noël continue et le calme est complet sur tout le front. Sur les deux lignes opposées, les hommes n'hésitent pas à sortir des tranchées. Les Allemands viennent à la rencontre des nôtres, il y a des échanges de journaux, tabac, cigarettes. Aucune autre manifestation de la journée. » Dans le JMO de la 56^e brigade, à la même date : « La trêve tacite de Noël se continue et le calme est complet sur tout le front. Sur les deux lignes opposées, les hommes n'hésitent pas à sortir des tranchées. Des isolés viennent à la rencontre les uns des autres, il y a des échanges de journaux et de cigarettes[9]. » Dans l'affaire de la trêve de Noël du 99^e, des rapports complémentaires insistent sur le fait que l'initiative est venue des Allemands, que la trêve a permis d'inhumer les morts et de consolider les tranchées, d'obtenir des renseignements militaires utiles et de faire constater à l'ennemi, lui-même las de la guerre, la détermination des soldats français[10]. En fait, les soldats des deux côtés n'ont-ils pas constaté la similitude de leurs conditions et de leurs sentiments ?

Un autre exemple concerne la « ritualisation » de la guerre des

mines, déjà évoquée en citant Barthas. Le JMO de la 17^e brigade, vers la fin de 1915, signale l'explosion de mines françaises et allemandes à peu près à la même heure. Il n'est pas question d'entente tacite, mais il est dit que les tranchées détruites par les mines allemandes avaient été « précédemment abandonnées[11] ». En plus du témoignage de Louis Barthas, d'autres écrits sont explicites : soit on faisait sauter toujours à la même heure, et l'ennemi le remarquait ; soit on s'avertissait entre adversaires. Le JMO ne le dit pas.

Étroitement surveillés, conçus pour maintenir le moral des poilus et pour les dérider, les journaux de tranchées occupent une position intermédiaire entre les textes officiels et l'expression sincère des combattants. Eux aussi apportent des éléments qui doivent être décryptés. Un des extraits les plus intéressants est tiré de *Marmita* n° 1, du 16 janvier 1915 :

« Depuis quelque temps, de petites conversations s'engagent entre les loustics des tranchées de première ligne boche et française ; entre deux apostrophes aigres-douces, on échangeait, allant jusqu'à la sympathie, quelques phrases pleines de saveur. Pour tenter de faire plus ample connaissance, on lança, un matin, dans le retranchement teuton, une petite circulaire à peu près semblable à celle-ci : *Vous qui êtes las de lutter pour une cause perdue d'avance, qui rêvez de revoir vos brasseries et vos gretchen, venez à nous ! Il ne vous sera fait aucun mal et vous n'aurez plus rien à craindre de nos 75, ni de nos baïonnettes. Tout a été prévu par la France pour le bien-être des prisonniers. Ceux qui souffrent des bronches, nous les envoyons sur la Côte d'Azur. Les nerveux vont se reposer à l'air pur de Biarritz et des Pyrénées. Ceux qui aiment les voyages vont faire un petit tour en Algérie ou au Maroc. Tous les établissements réservés aux prisonniers allemands sont installés avec le dernier confort moderne, chauffage central, électricité, salles d'hydrothérapie complète. Les cigares, cigarettes, sucreries et douceurs peuvent être obtenus aux cantines aux prix les plus civils [sic].* Et la proclamation continuait sur ce ton pendant une centaine de lignes. Dès ce jour, on dit que les conversations cessèrent et qu'une relève immédiate eut lieu dans les tranchées ennemies[12]. »

Notons la date : au 16 janvier 1915, on pouvait déjà faire état de « petites conversations » entre ennemis existant « depuis quelque temps ». C'est reconnaître qu'elles furent précoces. L'emploi du mot « loustics » entend signifier que ce n'est ni sérieux, ni généralisé. Le mot n'était pas courant dans le langage du simple poilu. Je le retrouve par contre dans le témoignage du commandant Bernard de Ligonnès, édité par Yves Pourcher : « Un loustic est allé la nuit en rampant jusqu'à la tranchée boche, il a parlé à un Boche en lui disant de venir, qu'on était très bien en France : *Un litre de vin par jour, mon vieux Boche ! En veux-tu ?* – *Ja !* Il lui donne à boire de son bidon, le Boche

lui donne des cigarettes et ils se séparent. Chacun retourne à sa place, reprend son fusil et la guerre continue... » Dans les deux cas, journal de tranchée et récit du commandant, on cherche à minimiser : ce n'est pas une véritable fraternisation, on échange des « apostrophes aigres-douces ». Mais cela pourrait aller « jusqu'à la sympathie ». Et c'est ce que les autorités et le rédacteur de *Marmita* veulent éviter. On lance aux Allemands une feuille de propagande à la limite de la débilité, mais les ennemis seraient bien près de la gober. Alors, leurs chefs s'alarment et les changent de secteur. La petite anecdote inventée se termine dans l'esprit de beaucoup de journaux de tranchées. Il s'agit surtout de tourner le Boche en dérision. Les passages de cette presse concernant les échanges d'un camp à l'autre visent à faire rire aux dépens de l'adversaire : on se moque de sa voix ou de sa goinfrerie ; il est bête, il est menteur, il est lâche...

Deux documents extraits de ces journaux méritent cependant un commentaire. L'un est un dessin humoristique qui représente une tranchée française inconfortable, inondée[13]. Mais le poilu qui l'occupe, de l'eau jusqu'au dessus des genoux, est tout joyeux. Il tient à la main gauche une feuille et il lève la droite au-dessus du parapet, vers l'ennemi. Il crie : « Eh ! les Boches, on va encore rire, la *Gazette* reparait ! » Le dessin laisse l'impression que s'adresser aux Allemands par la voix et le geste est pour ce poilu chose banale. Quant aux paroles, elles sont ambiguës et peuvent signifier « Nous autres, Français, nous allons rire de vous, Boches, grâce au nouveau journal », ou bien « Nous allons rire ensemble, Français et Boches ».

L'autre document à prendre en considération adopte un ton sérieux, sans équivoque. C'est un extrait de *La Saucisse*, juin 1916 : « Cela se passait dans un secteur tranquille. Ce matin-là, un épais brouillard estompait uniformément toutes choses. Impossible de voir à deux pas devant soi. En avant de nos lignes, nous avions placé un petit poste. Il faisait froid et il bruinait ; brusquement, des patrouilleurs boches trouèrent le brouillard devant eux. Ils allaient paisiblement, les mains dans les poches, l'arme à la bretelle, et la bouffarde au bec. Stupéfaits, nos soldats eurent un instant d'indécision. C'est alors que le gradé boche proféra d'un ton lamentable : "Triste guerre, Messieurs ! Triste guerre !" Puis le brouillard l'enveloppa[14]. »

L'inspiration de ce bref passage est proche de celle des écrits de poilus.

CARNETS ET LETTRES DE COMBATTANTS

Devant toutes les sources, l'historien doit se montrer prudent et user de méthode critique. Ainsi en avons-nous procédé avec les carnets de Louis Barthas, caporal d'infanterie. Il n'était allé à l'école

que jusqu'au certificat d'études primaires, mais son talent d'écrivain était naturel, sans effets littéraires : le livre de 550 pages réalisé à partir de son témoignage ne manque pas de souffle. Les passages évoquant des contacts de camaraderie avec les ennemis, d'après sa profonde expérience du front, ont été confortés par d'autres documents. Mais on peut se poser des questions à propos des opinions qu'il exprime à ces occasions. Était-il vraisemblable qu'un soldat fût état, lors de l'inondation-fraternisation de décembre 1915, dès cette date, d'une condamnation de la guerre, de ses responsables et des jusqu'au-boutistes ? « Ah ! s'exclamait Barthas, que n'étiez-vous là, rois déments, généraux sanguinaires, ministres jusqu'au-boutistes, journalistes hurleurs de mort, patriotards de l'arrière, pour contempler ce sublime spectacle ! »

Je ne vois pas de raison de mettre en doute les sentiments du caporal. À moins d'avoir décidé a priori que tous les poilus *devaient* avoir manifesté un *consentement* à la guerre. Dans le monde réel, les hommes échappent à tout étiquetage péremptoire. Ce n'est pas parce que des socialistes ont rallié l'Union sacrée que Barthas, socialiste et pacifiste avant 1914, *doit* avoir renié ses positions. Il leur est resté fidèle. Lorsque le député de ? Allier Pierre Brizon justifie à la Chambre, le 24 juin 1916, son refus et celui de ses camarades Blanc et Raffin-Dugens de voter les crédits de guerre, le caporal Barthas est de ceux qui lui écrivent pour le féliciter, qui osent signer de leur nom. Sa première lettre a été vraisemblablement perdue, mais celle du 17 août évoque un échange antérieur[15] :

« Cher Citoyen Brizon,

« Je vous remercie des deux brochures que vous m'avez fait parvenir, elles circulent de mains en mains et l'impression produite est énorme. Parfois au carrefour d'un boyau un camarade en donne lecture pendant que deux sentinelles guettent le passage d'un "bouledogue" de nos dirigeants.

« Comme ces lignes vont droit au cœur de ces hommes qui depuis deux ans entendent enfin pour la première fois des paroles de paix, d'espérance, de foi et de protestation contre le plus grand crime de tous les temps contre l'humanité. [...]

« Recevez, cher citoyen Brizon, ainsi que de tous mes camarades nos plus fraternels sentiments de sympathie. « Louis Barthas, Caporal, 296^e RI, 15^e compagnie. »

Barthas défendait ces positions en 1915 et même en 1914. Il n'était pas le seul à avoir émis très tôt des sentiments de profonde hostilité à la guerre. Pour s'en convaincre, il suffit de lire des lettres ou des carnets de soldats tués au cours du conflit, n'ayant évidemment

rien corrigé en fonction d'éventuelles évolutions d'après 1918. Joseph Bousquet, par exemple, maudissait la guerre en avril 1915 ; le 8 janvier de la même année, il avait même déjà écrit : « Tout le monde demande la paix à grands cris, moi le premier. »

Ces remarques font prendre conscience qu'il ne suffit pas d'extraire un récit de fraternisation d'un carnet ou d'une lettre. Il faut essayer d'en savoir davantage sur l'auteur qui est aussi le témoin : à quelle arme appartient-il ? quel est son grade ? où est-il placé par rapport aux premières lignes ? La façon de rendre compte d'un épisode peut être influencée par le milieu social, la formation, l'éventuel engagement politique de l'auteur. Il faut se demander si le texte était destiné à la publication ou non, si le livre est sorti pendant la guerre, peu après, ou si on a découvert le manuscrit des dizaines d'années plus tard. Il faut admettre que certains hommes aient pu rester fidèles à leurs opinions et que d'autres aient évolué au contact des réalités.

Le gigantesque travail de Jean Norton Cru nous renseigne sur trois cents ouvrages publiés avant 1929 et sur leurs auteurs, parmi lesquels seront particulièrement cités dans les pages qui suivent, pour la question qui nous occupe, Philippe Barrés, Binet-Valmer, Pierre Chaîne, Pierre Champion, Marcel Etévé, Galtier-Boissière, Maurice Genevoix, Jacques Meyer, Léon Werth [16]... Quelques textes ont paru juste après le gros livre de Jean Norton Cru (*Le Chemin des croix*, du colonel Campagne, par exemple, et *La Peur*, de Gabriel Chevallier) ; d'autres, à la fin du xx^e siècle et au début du xxi^e, confirmant la prévision faite par Jean Norton Cru lui-même. On peut dire que le succès rencontré par les *Carnets de guerre de Louis Barthas tonnelier*, à partir de 1978, inaugure un important retour des lecteurs à ce type de livres [17]. Il peut s'agir de textes retrouvés d'intellectuels prestigieux, comme Jules Isaac, ou moins connus, Louis Birot, Etienne Tanty... Ou bien de carnets et de lettres de paysans, d'artisans, d'ouvriers à l'instar de Jean Bec, Xavier Chaïla, Henri Despeyrières, Fernand Tailhades, Léon Vuillermoz... Plus d'une centaine dont quelques inédits seront cités en empruntant à chacun telle ou telle précision destinée à construire l'argumentation, tout en situant les récits de camaraderie, entente et fraternisation dans l'expérience de guerre des auteurs. Quoi de plus dissemblable en effet que « l'être-en-guerre » du sergent Bec, de l'engagé volontaire Binet-Valmer, de l'aumônier Birot, du colonel Campagne, du poilu franc-comtois Léon Vuillermoz, du libertaire antimilitariste Léon Werth ? Comment des hommes si divers ont-ils décrit les rapports amicaux avec l'ennemi ?

Cultivateur catholique et patriote fervent, Jean Bec part de Béziers en janvier 1915 avec l'intention de « remplir tout [son] devoir envers la patrie qui a besoin de tant de bras pour la défendre contre

l'envahisseur qui occupe une partie du territoire ». Le 18 août encore, il souhaite que le sang versé régénère la patrie et lave les fautes des gouvernements antireligieux. Le 25 septembre, il est décidé à « donner un bon coup de collier pour en finir [...], pour chasser l'ennemi hors de France ». Mais il faut reconnaître que « les Boches se défendent d'une manière qui leur fait honneur ». Puis les horreurs du carnage, les décisions absurdes des chefs et leurs brimades, le bourrage de crâne des journaux le font évoluer. La critique apparaît dans les notes quotidiennes et tient de plus en plus de place : « Tout le monde en a marre », écrit-il le 14 décembre 1915, au moment où le caporal Barthas participe à une fraternisation près de Neuville-Saint-Vaast. Le 3 mars 1916, le sergent Bec apprécie un secteur tranquille sur l'Aisne : « C'est le calme le plus complet, pas un coup de fusil. » Il confirme en septembre 1916 l'existence d'accords tacites dans la guerre des mines, en mars 1917 la rencontre sans heurt des corvées de bois allemande et française entre les lignes. Le 8 avril, il décrit une sorte de trêve de Pâques : « On dirait que de part et d'autre il a été conclu un armistice pour passer cette grande fête sans tirer un coup de fusil, un coup de canon. » Entre-temps, même s'il est resté fidèle à ses positions religieuses, le sergent a noté des cris de colère : « Ah ! Quel supplice ! Quand ces souffrances finiront-elles ? Il faudrait que nos diplomates, que ceux qui veulent la guerre à outrance viennent partager avec nous cette vie de misères de toutes sortes que le vrai poilu des tranchées endure depuis plus de trente mois » (25 février 1917). Et, deux jours après : « Là encore, il y aura sûrement de nos camarades d'infortune qui auront payé de leur vie pour le plaisir de quelque légume installé 20 ou 30 km à l'arrière à téléphoner. [...] On fait ainsi zigouiller quelques-uns de plus de la classe ouvrière. » Pour un mal d'oreilles, il réussit à se faire évacuer le 18 juillet 1917 et note : « Adieu le front, mon rêve se réalise. Je ferai tant et plus pour ne plus remonter. »

Tout aussi « bien-pensant » à la veille de la guerre, Léon Vuillermoz, tout jeune cultivateur du Haut-Jura, n'hésite cependant pas à noter soigneusement les transgressions de l'unanimité patriotique. Dès septembre 1914, il signale un suicide : « Un coup de fusil retentit soudain ; on apprend que c'est un type du détachement du 35^e qui s'est fait sauter la cervelle. » En novembre : des embusqués, des profiteurs, des vaguemestres qui pillent le courrier des camarades. En janvier 15 : deux cas de folie (l'un des deux hommes, considéré comme effectuant une tentative de désertion, est abattu par son sergent). En juillet : un refus d'obéissance, une distribution absurde de décorations. Près de Bar-le-Duc en février 16, avant l'attaque allemande sur Verdun, Vuillermoz apporte cette information laconique : « Quelques types de la V^e compagnie ayant chanté l'*Internationale*, la compagnie est punie pendant trois jours d'exercices

supplémentaires. » C'est aussi de manière brève qu'il mentionne cette autre transgression, une trêve près de Confrécourt dans l'Aisne en mars 1915 : « Seules des patrouilles assurent le service de chaque côté, mais d'un accord tacite personne ne se tire dessus, ce qui fait que le secteur est tout à fait tranquille. » En août 15, il est un peu plus loquace à propos d'un message envoyé par les Allemands : la méthode utilisée a retenu son attention (une fausse torpille contenant le texte), de même que la traduction effectuée par un homme de la section qui connaît l'allemand. Le capitaine fait répondre par l'envoi de vraies décharges de crapouillot, et les Allemands ripostent. À la mi-février 1916, à droite du fort de Vaux, secteur de Verdun, son unité recueille un déserteur allemand, puis quatre autres : « Ils nous confirment une grande attaque des leurs ; c'est pour ne pas y assister, eux et de nombreux camarades, qu'ils viennent se rendre, disent-ils. » Le 26 février, au bois d'Hardaumont, la compagnie de Léon Vuillermoz est cernée et capturée : « Ils [les Allemands] nous tendent la main pour nous aider à sortir des tranchées en nous appelant camarades. [...] Ils ne nous maltraitent pas du tout, ne nous fouillent pas, quelques-uns nous offrent du tabac et des cigarettes, nous traitant de camarades, ils nous disent que nous avons de la chance et que la guerre est finie pour nous[18]. »

Louis Birot, vicaire général de l'archevêque d'Albi, est un « prêtre républicain » parti à la guerre à l'âge de cinquante et un ans comme aumônier de la 31^e DI « pour assumer sa place de membre de la cité[19] ». Le 26 août 1914, il rencontre les premiers Allemands, trois blessés bavarois : « Je leur serre la main ; ils me la serrent avec effusion. Ils sont protestants, » Le 30 août, il intervient en faveur d'une vingtaine de mutilés volontaires et obtient qu'ils ne soient pas fusillés. Rapidement, puisqu'il le note dans son carnet dès le 13 décembre 1914, il prend conscience des souffrances particulières des fantassins : « Mais la pauvre infanterie ! Cette infanterie méridionale, hachée, lasse, traînant la guêtre ; le pauvre fantassin sale, boueux, crotté, courbé sur son sac, abrité sous sa toile de tente, mouillé, les pieds endoloris, gelés, les épaules ballantes pliant sous le faix de l'équipement, le fusil rouillé ; le fantassin qui vit dans des trous pleins d'eau, qui y mange, qui y dort, qui mène l'existence d'une bête traquée, pauvre fantassin sans ressort, sans lumière, qui bat les routes sans savoir où il va, qui se fait tuer sans savoir pourquoi : quelle incarnation de la lassitude et de la souffrance ! » Sans l'approuver, l'aumônier constate la conséquence de cette situation : « Des compagnies entières se sont rendues ainsi, sans raison militaire, par lassitude, lâcheté ou entraînement. Cette façon d'échapper au danger est plus sûre et plus simple que la mutilation volontaire, » L'établissement progressif d'une relation de camaraderie avec

l'adversaire est finement observé : « On s'injurie d'abord : *Sales boches*, etc. ; puis on plaisante, on s'amuse, on se joue des tours ; bientôt on s'envoie des cigarettes, des douceurs ; on finit par causer : *Kamarades, Kamarades !* disent les Allemands. » Les chefs décident un changement de secteur : « Les raisons de notre déplacement sont complexes. J'en ai dit une plus haut : les contacts trop prolongés ne sont pas bons pour les nôtres. La haine, l'hostilité disparaissent. L'ennemi devient le *voisin*, souvent le *tentateur* » (9 décembre 1914). On peut souligner, avec l'auteur lui-même, les deux mots, *voisin* et *tentateur*. Le dernier laisse entendre que l'initiative serait exclusivement allemande. Un « patriote » ne pouvait penser autrement [20]. De ce prêtre-soldat, nous avons la description suivante [21] : « Quand on le voit à cheval devant la formation en marche, avec sa barbe grise, son calot de capitaine, sa soutane retroussée et ses bottes, on dirait Jules II. » Mais lui aussi se montre capable d'évoluer : « On aspire à la paix, on est las » (1^{er} janvier 1917) ; « Tristesse profonde » (4 janvier) ; « Toute l'armée y restera, par larges tranches, si la folie du monde ne s'arrête pas » (18 mai) ; « Pas un d'entre eux [des hommes d'État] n'a le courage d'aller au fond des choses, de faire ou de proposer les sacrifices qui rendraient la paix possible. Et on continue de s'entre-tuer ! » (1^{er} août).

Le colonel Campagne a publié son témoignage en 1930. S'il n'a jamais éprouvé de doutes pendant la guerre, son livre dresse le portrait d'un officier déterminé, fonçant droit devant lui, aux convictions inébranlables. Il est persuadé que la Ligue des droits de l'homme, depuis sa création « à l'occasion d'un vulgaire procès de trahison », n'a jamais failli à sa mission de saboter l'armée française, et convaincu que mercantis et profiteurs ont sali la guerre avec la complicité des parlementaires démagogues. Son livre n'est pas en manque de fermeté guerrière. En même temps, sur le terrain, son franc-parler, connu de ses supérieurs, permettait au commandant puis colonel Campagne d'attirer l'attention sur les souffrances de la troupe, voire de ne pas obéir à un ordre stupide dont l'exécution n'aurait eu d'autre résultat qu'un carnage [22]. Son récit comporte trois épisodes intéressants pour notre propos. Dans la nuit du 26 septembre 1914, les brancardiers français relèvent les blessés. Ils n'ont pas terminé lorsque le jour se lève : « L'ennemi envoie un coup de canon de "semonce" pour nous arrêter, puis il se décide à laisser faire. » À Noël, on chante dans les tranchées des deux armées ; toutefois le brave officier estime nécessaire de préciser que, du côté français, on entonne *Minuit chrétiens*, alors que, « en face, ils en appelaient par des cantiques au vieux Dieu allemand, le dieu barbare fait à l'image sanglante du Seigneur de la guerre, Guillaume II ». En décembre 1915, apparemment dans un secteur proche de celui décrit par Louis

Barthas, la lutte contre la boue interrompt la guerre : « L'état des tranchées était lamentable [Barthas emploie le même mot] et force avait été d'en sortir. Le régiment, à la faveur de cet armistice forcé, avait engagé des conversations avec ceux d'en face. De poste à poste on avait causé, lancé du pain en échange du tabac. » L'énergique Campagne, mis au courant, réagit : « Deux officiers ennemis parurent sur la tranchée, dont les collets dénonçaient des artilleurs. Pour agir loyalement, je fis tirer ostensiblement devant eux, en l'air, un coup de fusil. Ils comprirent et disparurent. Dès le lendemain, la pluie ayant cessé, je fis redescendre tout le monde dans la fange et l'ennemi fit de même. Les conversations n'avaient pas encore repris lorsqu'un matin, à une barricade, les Allemands demandèrent pourquoi on avait changé d'attitude et s'il y avait eu une relève. Un grenadier et son sergent répondirent. » Surpris par un officier, les deux « délinquants » sont envoyés au général de division qui les fait passer en conseil de guerre, ainsi que leur commandant de compagnie, un « excellent lieutenant ». Campagne plaide pour ce dernier et obtient son acquittement ; il ne dit rien du sort du soldat et du sergent.

« Pour nous tenir, et tenir l'ennemi en haleine, on multiplia, sur le front de notre armée, les petites opérations dites coups de main », écrivait le colonel Campagne. Léon Werth a également évoqué des patrouilles envoyées vers les tranchées ennemies, « quitte à perdre quelques hommes », qui n'avaient d'autre but que de ranimer l'animosité : « Une patrouille inutile... Une patrouille pédagogique... Une patrouille pour avoir plus de cadavres à la haine... » Le colonel et le soldat pouvaient décrire des situations identiques, leur système de pensée était fort différent. C'est en les approuvant pleinement que Werth signale les gestes de camaraderie envers des blessés ennemis ou des prisonniers, les échanges de tabac entre « les terrassiers des deux lignes [qui] sentent obscurément parfois qu'ils sont d'une même corporation », la sortie de tranchées inondées (tandis que l'artillerie intervient pour rétablir la discipline), une trêve entre petits postes (rompue par le coup de feu d'un lieutenant), une entente pour ramasser les blessés : « Il y eut une sorte d'armistice pour ramasser les blessés entre les lignes... Les Français et les Allemands sortirent des tranchées et se serrèrent la main. Les officiers firent alors tirer des coups de fusil en l'air... les hommes rentrèrent, mais pendant plusieurs jours on ne tira pas un coup de fusil par les créneaux. Deux soldats de la coloniale racontent qu'il y eut chez eux le même accord de tranchée à tranchée. On se promenait devant le parapet, et un matin les Allemands leur firent signe de ne pas tant se montrer à cause de leurs batteries et de l'observatoire sur la colline [23]. »

Sur la couverture de son livre, *Mémoires d'un engagé volontaire*, Gustave Binet-Valmer a fait suivre son nom de la mention « citoyen

genevois ». Il était surtout un littéraire parisien. Dans la guerre, il occupe une position curieuse. Il s'engage à trente-neuf ans comme « écuyer » du général de Trentinian ; il devient sous-lieutenant dans un groupe d'automitrailleuses, puis dans les tanks. Sa dédicace « à Maurice Barres dont l'œuvre n'a jamais déçu les combattants » correspond à quelques formules qui parsèment le livre : « nos fiançailles avec le grand sacrifice » ; « le beau visage de la mort » ; « le stupide peuple d'Allemagne[24] »... Écrivain professionnel, Binet-Valmer n'a pas lésiné sur les effets littéraires, notamment dans un récit de fraternisation et de ritualisation du combat situé au printemps de 1916. Auparavant, il avait cependant observé avec plus de sobriété une entente tacite pour ne pas tirer, et les chants de Noël en 1915. Il avait également décrit une de ces scènes fréquentes de fraternisation après inondation en y intégrant une intéressante implication personnelle :

« Dès que j'ai franchi la crête, un étrange spectacle m'apparaît. Dans l'oculaire de mes jumelles, je distingue, chassés de leurs trous que la boue a comblés, se promenant entre les tranchées, Français et Allemands qui manient des seaux pour vaincre l'inondation. Une sorte de trêve nous est imposée par la nature. Pourvu qu'un état-major ne s'avise pas de provoquer un tir ! [...] Les munitions sont noyées, les fusils, les mitrailleuses, sont menacés par la rouille. Allemands et Français oublient leur haine et, dans la désolation, se regardent à quelques centaines de mètres. [...] Je viens de l'arrière, du village, je suis frais et dispos. Si je m'écoutais, je prendrais une arme et j'abattrais ces silhouettes.

« *Fritz travaille comme nous*, murmurent les matelots.

« Et ils le plaignent, avec cette pitié qu'ils ressentent pour eux-mêmes.

« Croyez-moi : la férocité de cette guerre est entretenue par ceux qui ne souffrent pas. »

On est loin désormais de Maurice Barrés. Une dizaine de passages du livre de Binet-Valmer contenaient sans doute des jugements assez critiques pour être censurés[25].

Dans l'exemple ci-dessus, les passages censurés paraissent sans rapport avec les fraternisations. Dans les récits publiés avant la fin de la guerre, il s'agissait cependant d'un thème sensible. Dans le livre de Julien Arène paru en 1917, la censure s'est exercée sur le récit de la trêve de Noël 14. Dans celui de Louis Hourticq, le passage « supprimé par la censure » correspond clairement, d'après ce qui précède et ce qui suit, à la description de bonnes relations aux avant-postes. Les carnets restés inédits jusqu'à l'armistice, parfois jusqu'à nos jours, y échappent évidemment. La correspondance et les journaux de tranchées, par contre, se trouvaient « dans l'œil du cyclone », selon

une expression récemment employée par des historiens, c'est-à-dire, en fait, sous contrôle : on avait intérêt à ne rien dire de non conformiste. Ainsi, par exemple, Jules Puech, du 258^e RI, écrivait à sa femme, le 7 mars 1916 : « Nous avons, comme tu le sais, de sévères instructions pour ne pas commettre d'indiscrétions dans nos lettres, et cela me paralyse un peu parce que je voudrais te parler de ce qu'on dit, de ce qu'on fait, etc. » Et un autre, Jean Tirefort, du 50^e RI : « Tu comprendras aisément que je vous donnerais beaucoup plus de détails intéressants mais la censure est excessivement sévère et je serais puni sans que vous ayez tout de même les détails, mais on se rattrapera lorsque tout ce fourbi sera terminé. »

C'est plus précisément un récit de fraternisation précoce (14 décembre 1914) que Gervais Morillon raconte à ses parents, avec prière de ne rien ébruiter : « Il se passe des faits à la guerre que vous ne croiriez pas [...] Avant-hier – et cela a duré deux jours dans les tranchées que le 90^e occupe en ce moment – Français et Allemands se sont serré la main ; incroyable, je vous dis ! Pas moi, j'en aurais eu regret. [...] Ils sortent alors de leurs tranchées, sans armes, rien du tout, officier en tête ; nous en faisons autant et cela a été une visite d'une tranchée à l'autre, échange de cigares, cigarettes, et à cent mètres d'autres se tiraient dessus ; je vous assure, si nous ne sommes pas propres, eux sont rudement sales, dégoûtants ils sont, et je crois qu'ils en ont marre eux aussi. Mais depuis, cela a changé ; on ne communique plus ; je vous relate ce petit fait, mais n'en dites rien à personne, nous ne devons même pas en parler à d'autres soldats. »

Jean Pottecher, le 17 décembre 1916, s'adresse ainsi à son père : « Si la censure ouvre cette lettre, j'aurai évidemment des ennuis : je viens de faire une chose innocente et pourtant énorme, et qui me laisse comme au sortir d'un rêve : j'ai parlé à Fritz. » Suit la transcription de la longue conversation tenue en allemand aux avant-postes. La commission de censure ne pouvait lire toutes les lettres, et celle-ci est passée sans trouble, de même que celle de l'Albigeois Paul Mascaras à ses parents, du 19 juin 1915, qui présente cependant un aspect particulier. Elle se compose de quatre pages, dont deux sont barbouillées de noir, si bien qu'on pourrait croire à un caviardage par les censeurs. Par transparence, on arrive à lire un récit de conversation et d'échange avec les Allemands. C'est le soldat lui-même qui, naïvement, a imaginé le subterfuge pour échapper au contrôle. À la fin de la partie rendue difficile à lire, il a écrit : « Avez-vous bien lu ? » Cette lettre est ainsi davantage un document sur la peur de la censure que sur l'action de la censure elle-même[26]. Quantité de lettres sont passées sans problème car le contrôle ne pouvait être qu'incomplet.

Pour qu'un récit d'entente ou de fraternisation figure dans les archives du contrôle postal, il ne suffit pas que l'épisode se soit produit. Il faut que des acteurs ou des témoins l'aient raconté, au risque de voir leur courrier intercepté ou de choquer le correspondant à l'arrière. Il faut aussi que la lettre ait été ouverte et lue. Le service de contrôle postal s'est organisé lentement. Son objectif prioritaire était d'empêcher les indiscretions sur les positions occupées par les unités. Accessoirement, on s'intéressait à l'état moral de l'armée. En cours de guerre, ce dernier aspect prit de plus en plus d'importance. La correspondance d'un régiment était contrôlée un jour par mois, et pas en totalité. L'historien Jean-Noël Jeanneney a établi que 180 000 lettres par semaine étaient lues dans la correspondance des neuf armées françaises, soit une proportion variant entre une sur quarante et une sur quatre-vingts[27]. On peut aussi s'interroger sur la rigueur du travail effectué, concernant le sujet qui nous occupe. La grille de lecture établie tardivement, en décembre 1916, ne prévoyait pas la rubrique « ententes, accords tacites, fraternisations ». Fallait-il intégrer l'évocation de ces déviances dans B-6 « Sentiments guerriers ou antimilitaristes, vengeance des morts, haine des Allemands », ou dans B-9 « Opinions subversives » ? On les glissa souvent dans B-10 « Divers »... De plus, si chaque censeur devait examiner en moyenne 280 lettres par jour, comme l'a calculé Jean-Noël Jeanneney, à raison de huit heures de travail effectif, sans tenir compte d'une possible fatigue vespérale, cela laisse moins de deux minutes pour lire une missive, en prenant quelques notes. Sans doute beaucoup de lettres « sans intérêt » pouvaient-elles être parcourues rapidement. Mais il fallait le temps de déchiffrer l'écriture phonétique de certains, tel Lucien Papillon, et, à l'opposé, de suivre la pensée de quelques intellectuels, tel Jules Puech usant de codages sophistiqués pour faire passer des informations à sa femme.

Plusieurs chefs de commissions de contrôle, dans leurs rapports de synthèse, ont souligné le « vide » des correspondances. Les chasseurs du 17^e BCP « se livrent peu dans leurs lettres » (9 septembre 1917). « La correspondance [des fantassins du 367^e RI] ne contient rien que d'assez insignifiant » (27 septembre). Le 28 mai précédent, un bilan concernant la VII^e armée remarquait : « Une fausse interprétation qu'il se fait sur la censure fait croire au troupier que sa correspondance est purement et simplement supprimée lorsqu'il s'écarte un tant soit peu de la ligne, surtout quand il croit exprimer ce qu'il appelle des vérités. [...] Cela explique fatalement le vide constaté dans la majeure partie des lettres et le peu de renseignements que la commission de contrôle est à même de fournir. » Dans son carnet, Léopold Noé notait que ses lettres critiques avaient échappé au contrôle. La plupart des soldats, cependant, réservaient leurs

commentaires pour le temps des permissions : « Je vais t'en raconter dans quelques jours », écrit un poilu du 143^e, le 3 mai 1917, précisément à propos d'une fraternisation. Et un autre, du 118^e, le 5 janvier 1918 : « J'ai été au petit poste avec le lieutenant cette après-midi. J'ai vu des Allemands mais je vous conterai cela plus tard. » Le même souci explique aussi les précautions prises dans certains récits : l'initiative vient des Allemands ; la participation directe de l'auteur de la lettre est cachée sous des formules imprécises, ou même niée alors que ses camarades participent à la fraternisation.

Les rapports des commissions sont accompagnés de statistiques peu satisfaisantes. Sont données les proportions des lettres « bonnes », « mauvaises » et « sans intérêt ». Or cette dernière catégorie atteint la plupart du temps 90 % de l'ensemble. Les combattants qui avaient « bon » esprit pouvaient le manifester sans aucune crainte. Ceux qui ont exprimé un « mauvais » esprit ont osé braver la censure et pris un risque. Le problème est celui des 85, 90 ou 95 % : parmi eux, combien n'ont pas osé écrire ce qu'ils pensaient ou décrire ce qu'ils avaient vu ? Il faut ajouter que, dans les extraits de « mauvaises » lettres reproduits, figure souvent l'expression : « Tout le monde en a assez », « Tous pensent comme moi ». Ce passage d'une lettre du secrétaire du colonel du 202^e RI, interceptée le 18 octobre 1916, est fort intéressant à ce sujet : « Nos poilus sont chargés d'aller cette nuit leur envoyer un manifeste imprimé en allemand qui les invite à se rendre prisonniers, les assurant qu'ils seront bien traités jusqu'à la fin de la guerre. Ils se rendent facilement, mais c'est un peu la réciproque. Chacun tient à sa peau et, à la première occasion, on se rend. J'ai vu cela. D'ailleurs, il n'y a qu'à entendre parler les poilus et les voir à l'œuvre pour être fixé. Tout le monde désire la paix et la réclame à grands cris, et je ne peux pas comprendre comment le soldat français peut continuer à marcher comme il le fait, lui qui est plutôt indépendant. Mais les chefs s'aperçoivent qu'on commence à se fatiguer, aussi on les voit prendre des précautions. Ainsi le général Joffre veut que chaque soldat aille en permission au moins tous les quatre mois. On distribue des effets chauds, on fait croire au poilu qu'on s'occupe de son bien-être, c'est du battage. Il est temps que cela finisse car tout le monde en a plein le dos. »

Voici encore un sous-officier du 131^e territorial, en mars 17, qui écrit à propos des agriculteurs sous ses ordres : « Ils sont las de la guerre. Il n'y a dans la tranchée que des cultivateurs, disent-ils, et si nos femmes produisent, la guerre durera plus longtemps. Ne produisons pas et la guerre finira plus tôt. Voilà leurs principes, je l'ai entendu dire cent fois autour de moi[28]. » Sans doute faut-il faire la part de l'exagération rhétorique. Mais employer l'expression « tout le monde » implique qu'on ait recueilli d'assez nombreux avis, les

opinions exprimées oralement par ceux qui n'osent écrire que des lettres « sans intérêt ». « Tout le monde en a plein le dos de cette guerre », écrit encore Henri Despeyrières à ses parents le 18 mai 1915. Et il insiste en précisant qu'il s'agit de « tout le monde ici, officiers et soldats ». Les combattants qui, en donnant leur nom ou en restant anonymes, ont écrit au député socialiste Brizon, l'ont souvent fait en mandataires d'un groupe[29]. Les camarades d'escouade du caporal Barthas insistaient pour qu'il n'oublie rien en prenant ses notes : « Toi qui écris la vie que nous menons, au moins ne cache rien, il faut dire tout. »

Ces remarques ne nous éloignent pas du sujet. Il fallait montrer le manque de précision des statistiques du contrôle postal et la sous-évaluation de l'esprit de contestation favorable aux transgressions de toutes sortes. Le cas suivant l'atteste. Il s'agit d'un soldat du 25^e RI, cultivateur dans le département de la Manche, qui écrit chez lui en août 17 : « On voit les Boches travailler aussi de leur côté et personne ne tire. [...] Je t'assure que je n'ai pas le moral bon ces jours et on est tous pareils car on en a par-dessus la tête. [...] Cela devient triste ce temps-là pour tout car je ne vois pas la récolte entrée si cela dure encore longtemps, on voudrait nous autres qu'il n'y aurait rien du tout, puisque il n'y a que comme cela que nous pourrions avoir la fin. » « On est tous pareils », « on voudrait nous autres » : il semble qu'on en ait discuté au sein de l'escouade, de la section, de la compagnie.

C'est au cours de l'année 1917 que le contrôle postal parvint à un bon degré d'élaboration. Les cas examinés ci-dessous proviennent des rapports rédigés en janvier (pour le 217^e KI et son voisin le 221^e), en juillet (25^e BCP), en septembre-octobre (105^e et 226^e RI) et en janvier 1918 (pour une situation établie d'assez longue date aux 2^e et 4^e génie).

Le contrôle réalisé le 24 janvier 1917 sur le courrier du 217^e fait apparaître quatorze extraits utiles pour notre propos. Tous sont d'accord : on a froid, mais le secteur est calme. L'extrait le plus long provient de la lettre d'un homme de la 19^e compagnie :

« Heureusement que les Boches nous ont laissés tranquilles, que veux-tu les malheureux sont comme nous, ils nous l'ont bien dit, ce sont les martyrs de leurs bandits de dirigeants. Il n'y a plus que l'artillerie qui fait la guerre, nous et les Boches, toute la journée et toute la nuit nous nous promenons par-dessus les tranchées. Si on voulait on pourrait se tirer à bout portant mais nous ne le faisons pas. Les Boches nous font signe avec leurs fusils qu'ils ne veulent plus tirer sur nous ; si on les obligeait ils lèveraient en l'air ["ils lèveraient la crosse en l'air", signe de mutinerie, ou "ils tireraient en l'air"]. Ma chère femme, tu vois à quel point nous avons assez de la guerre, [...] De tout cela je puis en conclure que la guerre ne veut pas durer

longtemps parce que nous, les fantassins, on se moque trop de nous. Nous sommes las de souffrir. Nous en avons assez. Que la bande à Briand, celle qui veut la guerre à outrance, vienne la faire, mais nous, depuis trente mois, nous ne voulons plus rien savoir. »

Dans cette lettre, la proximité n'est pas indiquée. D'autres la précisent : deux soldats se disent à trente mètres des Allemands, un à dix mètres. S'il n'y avait pas d'entente, la situation serait terrible, surtout pour le régiment français : « C'est un grand avantage pour nous car les Boches sont à trente mètres et en tirant de la crête, notre tranchée qui est dans la pente serait intenable. » Deux correspondants emploient la même formule : « Heureusement que les Boches n'étaient pas méchants » ; « Heureusement pour nous qu'ils ne sont pas bien méchants ». Tous racontent que Français et Allemands sortent des tranchées et se promènent à découvert, que personne ne tire, qu'on pose les barrages de fil de fer en plein jour, ensemble. On échange du pain français contre des cigarettes ou des cigares allemands. « Les Boches et nous sommes copains, le matin on se serre la main », écrit l'un. « Avec les Boches, nous sommes de vrais camarades », écrit un autre. Un troisième : « Des deux côtés pareil, l'on se disait bonjour et tous camarades. » Un caporal raconte qu'un Allemand est venu se rendre : « Mon homme lui a mis la baïonnette sur la poitrine. Lui, il l'a prise et détournée en sautant dans la tranchée et il a touché la main de mon homme en disant : *Bonjour ; Français.* » L'idée que l'artillerie n'est pas concernée par la trêve est confirmée dans une autre lettre : « Il n'y a que l'artillerie qui tape. » Quant aux chefs, ils ont interdit toute fraternisation, mais les poilus passent outre : « On a pris des mesures pour que cela ait une fin, mais cela n'y fait rien. »

Deux témoignages de soldats vont au-delà de la simple description de la bonne entente. « Vivement que cette guerre finisse parce que tout le monde en a assez », écrit un autre homme de la 19^e compagnie. Et un mitrailleur : « Me voilà de nouveau dans un escalier de sape infect et abominable. Je me demande, ces fumiers, ce qu'ils veulent faire de nous. Pourquoi ne veulent-ils pas la paix, ces assassins ? C'est parce qu'ils sont en train de faire leurs bourses, charognes, vaches, et nous en sommes réduits à l'impuissance, asservis comme au temps féodal... J'attends la paix à n'importe quel prix. J'en ai gros sur la patate. Tout le monde ici est démoralisé. » Les deux fantassins emploient l'expression « tout le monde » déjà rencontrée et analysée. Or, le rapport de synthèse, s'il établit un pourcentage très réduit de lettres « bonnes » (0,6 %) et une proportion assez forte de « mauvaises » (6,4 %), laisse subsister 93 % de missives « sans intérêt ». Il faut donc reposer la question qui ne peut avoir de réponse qu'implicite et imprécise : combien de ces 93 % figuraient-ils dans le « tout le monde » des deux soldats qui, eux, ont osé s'exprimer ?

Qu'en est-il des officiers du 217^e ? Aucune de leurs lettres n'a attiré l'attention des censeurs. On pourrait penser que les fraternisations se faisaient à leur insu. Mais les soldats décrivent un mouvement trop large pour que les officiers n'aient rien vu. Ils ont préféré ne pas en parler dans leur correspondance, mais ils se sont confiés à leurs camarades du régiment voisin, le 221^e. Le contrôle postal, à la même date du 24 janvier, a lu la lettre d'un sous-lieutenant du 221^e et a retenu l'extrait suivant :

« Ces messieurs du 217^e nous racontent des choses très intéressantes. Ils sont en première ligne à 30 mètres des Boches. Ils se voient toute la journée, les soldats boches saluent d'une façon impeccable les officiers français. Et d'un côté comme de l'autre on ne tire pas de coups de fusil. C'est l'intérêt des Français qui sont dans une position défavorable. Or les Boches crèvent de faim et demandent du pain sur tous les tons, nos poilus leur donnent des croûtes dédaignées des rats et le restant des pots de confiture pour avoir en échange des gros cigares. Les officiers boches rient, saluent les officiers français en disant "camarades" ; les soldats font même le signe de casser leurs fusils. » C'est bien clair : les officiers du 217^e, du moins les officiers subalternes, étaient parfaitement au courant des fraternisations. En en parlant avec leurs homologues du régiment voisin, ils ont eu tendance à se donner le beau rôle et à dénigrer les ennemis, quémandeurs de nourriture. Les soldats français n'auraient pas fraternisé avec des égaux ; ils auraient escroqué les affamés en donnant des « croûtes » contre de « gros cigares ». Or ceci est en complète contradiction avec le ton des lettres de soldats et même avec leur contenu explicite : ils échangent « du pain » ; l'un d'eux dit même « du blanc pain ».

D'autre part, aucune lettre d'officier du 221^e ne mentionne l'épisode suivant rapporté par un poilu de ce régiment : « Que nous sommes malheureux de vivre comme des cochons. [...] Hier, quelques camarades ont crié *À bas Briand*, on a chanté l'*Internationale*, le 17^e, etc., ça a duré une heure. Les officiers n'ont pas dit un mot. Eux aussi en ont assez[30]. » Les officiers n'ont pas dit un mot. Les officiers n'ont pas écrit un mot. Le rapport du contrôle postal résume ainsi la situation du 221^e : « État moral bon, bien qu'il y ait assez de plaintes pour pieds gelés et nourriture froide, » Il avait examiné 533 lettres, dont 21 « bonnes », seulement 4 « mauvaises » et 495 « sans intérêt ».

Le contrôle postal du 25^e BCP du 2 juillet 1917 concerne des lettres écrites entre le 24 et le 29 juin. Les bataillons de chasseurs à pied passent pour des troupes d'élite. Cette unité se trouve en Alsace, dans un secteur tranquille, ce qui est souligné en des termes parfois étonnants. « Le coin par ici est pour l'instant tout à fait calme. Il fait un temps superbe et c'est une véritable cure que nous faisons là », écrit l'un. « Je me paie de chics vacances que certainement je n'aurais

pas pu me payer dans le civil », écrit un autre. Un troisième : « Nous sommes dans un secteur pépère très tranquille, défense de tirer. On bouffe sur le parapet et les Fritz en font autant. Tu vois d'ici les types des compagnies [qui] se parlent toute la journée avec les Boches. C'est mieux un peu que le Chemin des Dames. » Ce soldat ne dit pas qui défend de tirer. Ce que l'on sait par ailleurs laisse penser qu'il s'agit d'une décision prise à la base. Un quatrième extrait le confirme : « C'est curieux de voir comme nous nous arrangeons bien avec les Boches. Cette nuit, les Boches sont venus poser des fils de fer à quelques mètres de nos sentinelles, nous en avons fait autant, pas un coup de fusil n'a été échangé. Notre droite a voulu tirer sur les travailleurs boches, elle s'est fait marmiter. » Ceux qui ne respectent pas la trêve sont punis de représailles.

Mais voilà du nouveau, dans une lettre adressée à Levallois-Perret :

« Je t'assure que je ne vois pas la possibilité d'une offensive dans ces parages. Les poilus que nous avons relevés étaient dans ce secteur depuis très longtemps et cela n'avait pas l'air de leur sourire que nous venions à cette place. C'est tout simplement de ces braves Méridionaux de Perpignan ou de la contrée, c'est écœurant de voir cela. Je veux bien que ce soit du pays à Joffre, mais ce n'est pas une raison pour privilégier certaines régions, la guerre c'est la guerre[31]. »

Une autre lettre adressée à Paris qualifie les soldats du régiment relevé par le 25^e BCP de « répugnants et ridicules types du Midi ». On nage en pleine Union sacrée ! D'autant qu'un dernier extrait ajoute : « La solitude de ces montagnes et le bon air me font du bien au physique et élèvent aussi le moral. Je fuis les autres et me tiens tout seul le plus possible. De cette façon j'évite ce hideux contact qui m'est si pénible et qui diminue si vite un homme. »

On retrouve l'animosité envers les Méridionaux dans une lettre écrite par un caporal fourrier du 105^e RI, originaire, semble-t-il, de Condat-les-Montboissier, Puy-de-Dôme : « Nous sommes toujours au même endroit dans notre petit bois et toujours aussi bien. Les Boches sont bien sages ici. Il est vrai que nous avons relevé des gens courageux qui s'appellent des Méridionaux. Ce sont de ceux qui nous ont fait prendre la pile l'année dernière. Les Boches ne doivent sans doute pas leur en vouloir mais nous on leur en fera peut-être bien avaler de plus dures, » Cependant plusieurs autres soldats du régiment paraissent en désaccord avec ce fier-à-bras. Ce secteur en Argonne, en septembre 17, est fort calme. « Ce n'est pas la guerre pour ainsi dire », écrit un autre Auvergnat. « Le secteur est tranquille, les Boches ne sont pas méchants », écrit un Parisien. La fraternisation est classique : on se voit, on ne tire pas, on se dit bonjour, on se parle, on échange. Et,

clairement, on aime ça : « J'y finirais la guerre et serais presque sûr d'en revenir en bonne santé », écrit un poilu du Doubs. Un caporal n'hésite pas à qualifier de « chic petite séance » cette scène de fraternisation prise sur le vif :

« Hier nous avons été témoins en première ligne d'une chic petite séance entre poilus boches et poilus français. Tout était calme vers les 6 h-6 h 1/2 du matin. Vers cette dernière heure, une voix forte s'élève tout à coup, voix boche, bien boche, qui disait : *Kamarades Franzouses* (bis). Un grand diable de Boche bien portant, imberbe, découvrait tout son buste hors de son petit poste. Comme il convient et selon tout son devoir, le guetteur l'ajuste et il allait presser sur la détente du fusil lorsqu'un poilu "génial" (du Génie) intervient et arrête notre bon défenseur dans son œuvre destructive, puis ce génial, imitant le Boche, passe la tête d'abord, puis le buste hors le petit poste : *Qu'est-ce qu'il y a, camarade boche ?* lui dit-il, et le Boche de répliquer : *Je vais te faire passer, si tu le désires, notre Gazette des Ardennes, le veux-tu ?* Sur l'affirmative, le Boche prend un caillou devant lui, l'enveloppe dans le journal, puis le balance sur le parapet, [...] Le génial, qui n'en était certainement pas à sa première, saute sur le parapet et, debout, lentement, s'en va la chercher. Pendant ce temps, six autres Boches s'étaient résolument découverts pendant qu'une vingtaine des nôtres avaient envahi le petit poste.

Le poilu boche se retourna alors vers ses compagnons et leur demanda quelque chose en boche. Il alla de l'un à l'autre, puis revenant à sa place première, il nous cria en très bon français : *Veux-tu d'autres journaux ?* Il nous en lança alors sept. Tous disparurent les uns après les autres. Nous en fîmes de même. Hier, un poilu boche, alors que j'étais de quart, s'est mis à chanter. Nous lui avons répondu par le cri du "bon cochon". Chaque jour c'est ainsi. Avec les poilus du 349^e que nous avons relevés, ils se passaient des cigarettes et même buvaient ensemble. Je dois vous dire que la distance qui sépare à ce petit poste les Boches des Français n'est à peine que de douze mètres, ils venaient trinquer là au fond du trou de mine. »

Le contrôle postal du 226^e RI du 13 octobre 1917 fait apparaître un nouvel exemple d'entente tacite après inondation. Les extraits retenus par la commission se répartissent en deux ensembles. Trois évoquent clairement l'accord pour ne pas tirer, celui-ci par exemple, dans une lettre vers le département des Deux-Sèvres : « Depuis quelque temps, la pluie ne cesse de tomber ; en ce moment, nous avons de l'eau jusqu'aux genoux ; on est obligé de monter au-dessus des tranchées ; on a de la chance que le secteur est tranquille, sans cela je ne sais comment nous ferions. Les Boches sont logés à la même enseigne que nous, si ce n'est pire, car on les voit défilier sur les tranchées, on ne tire pas dessus car ils pourraient en faire autant. »

Cinq extraits décrivent l'inondation et ses méfaits, sans faire allusion aux Allemands : « Il ne cesse de pleuvoir ; ça commence à devenir terrible » (lettre à destination de l'Aveyron) ; « Si tu me voyais, dans quelle position je t'écris, j'ai de l'eau jusqu'au genou » (pour la Meurthe-et-Moselle) ; « Les boyaux s'éboulent tous, les abris des lignes sont tous inondés » (pour le Gers) ; « Voilà trois jours qu'il pleut sans discontinuer. [...] On a de l'eau jusqu'aux mollets ; on est obligé de chasser l'eau avec des pelles. [...] Dans nos abris, l'eau commence à atteindre nos couchettes » (Saône-et-Loire) ; « Entre les tranchées et celles des Boches il y a un vrai lac » (Paris). Voilà bien une preuve de l'efficacité de la censure. Bien sûr, il pleut aussi sur les Allemands ; bien sûr, eux aussi sont sortis à découvert ; comment les auteurs des cinq dernières lettres ne les auraient-ils pas vus ? Mais ils n'en ont rien dit à leurs correspondants.

Les récits d'entente et de fraternisation apparaissent dans les lettres des fantassins. Mais les hommes du génie vivent aussi au ras de la tranchée et même en partie sous la terre. Ils sont les spécialistes de la guerre des mines. Le contrôle postal des 2^e et 4^e génie, début janvier 1918, a relevé six extraits qui décrivent une situation solidement établie. Au risque de quelques répétitions, il est intéressant de les retranscrire ici pour lire la véritable expression des poilus. « Le secteur est tranquille, écrit un sapeur, mais pour nous, le génie, l'on fait des mines, et il y a quelque chose comme mines, mais elles ne sont pas trop mauvaises quand même parce que les Boches et nous avons à peu près la même heure pour faire sauter, de 3 à 6 heures du matin, ça fait que dans cet intervalle-là on ne travaille pas. »

Un autre trouve une formule significative : « Malgré cela il n'y a presque jamais de poilus d'amochés car ça se passe en famille avec les Boches. À chaque fois que l'on fait sauter les uns ou les autres, on s'avertit, ce qui évite la mort à beaucoup d'entre nous. » Une confirmation n'est jamais inutile. Un troisième sapeur écrit : « Ce matin, on a fait sauter un camouflet et je crois que demain matin, on fera sauter aussi mais l'on fait comme les Boches, l'on s'avertit, les Boches nous avertissent et nous l'on avertit les Boches ce qui fait que l'on n'a pas de pertes. » Autre formule bien claire dans la lettre d'un quatrième : « Pour le moment le secteur est assez calme. Nous faisons des mines, c'est encore assez dur, seulement les Fritz ne font pas trop les cons, d'ailleurs il y a un peu d'entente, alors on est à peu près sûr. »

Un soldat du 38^e RI, détaché au 2^e génie, constate de même : « On est tranquille surtout qu'on craint pas encore bien car les Boches font sauter toujours aux mêmes heures et nous aussi, alors les sentinelles évacuent les petits postes. »

Le dernier pose le problème général : au-delà de l'entente

punctuelle, c'est la paix que désirent les poilus. À l'occasion du nouvel an, ce sapeur écrit à un ami, qui est peut-être, lui aussi, dans les tranchées : « Je te souhaite la fin de cette guerre qui, depuis 4 ans, nous fait subir les souffrances les plus horribles, et contrairement aux embusqués et civils intéressés jusqu'au-boutistes nous souhaitons la paix ! Blanche ou noire, ça nous est égal, ça nous rapportera pas plus d'une façon que de l'autre, nous serons les bonnes poires jusqu'au bout car les jusqu'au-boutistes font toujours bon marché de la vie des pauvres car il n'y a que ceux-là qui se battent et toujours les mêmes donc nous sommes pris dans une guerre politique et capitaliste qui ne pourra finir que par la misère et l'écrasement de la classe paysanne. »

Les expressions « voisins », « bons voisins » se trouvent souvent dans les cas présentés ci-dessus pour illustrer la variété des situations et des approches. Que l'on puisse qualifier les ennemis de « bons voisins », dans le contexte d'une guerre aussi impitoyable, suscite l'interrogation. Comme point de départ de la réflexion, il est utile de rappeler l'existence de cette aspiration à la dignité qu'est l'élaboration de formes de sociabilité dans les tranchées françaises. De ces lignes à celles des Allemands, la distance était souvent très faible, et la similitude des situations renforçait la proximité.

Les deux infanteries, vulnérables, avaient les mêmes ennemis si l'on parle des conditions climatiques et de leurs conséquences. De façon indirecte, l'ennemi des hommes des tranchées pouvait être l'artillerie des deux camps, et même « le commandement » jugé responsable d'une violence que la base ne souhaitait pas. Ces conditions suffisaient parfois pour que la sociabilité établie d'un côté du *no man's land* fût étendue de part et d'autre, sous différentes formes à identifier. On aura remarqué l'expression « de part et d'autre », elle aussi fréquemment employée dans les récits d'ententes et de fraternisations.

DANS LA TRANCHÉE FRANÇAISE : SOCIABILITÉ CONTRE ENSAUVAGEMENT

Hors des villes, des villages et des maisons, le combattant vit dans la terre et sous la terre, parfois au milieu des bois ou de ce qui en reste après bombardement, trop loin des cuisines et trop près des feuillées, en compagnie des poux, des mouches, des rats, des cadavres parfois. Pour ne prendre comme exemple qu'un texte récemment publié, voici une lettre de l'historien Jules Isaac datée du 28 juin 1915 (il est alors caporal au III^e RIT en Champagne) : « Trois heures et demie de marche, tout le barda sur le dos. Les hommes sont lourds, fatigués et souffrent. Une odeur indéfinissable monte de cette terre, qui est pleine de cadavres. Partout des cimetières improvisés, peuplés de petites croix de bois. [...] Au petit jour, entre 2 et 3 heures du matin, nous

gagnons par des chemins défilés notre nouvelle taupinière. Je ne sais comment te décrire ce lieu extraordinaire [...] : dans le fond, une pauvre petite rivière large de deux pas, naturellement trouble, souillée par les ordures des milliers d'hommes qui ont vécu là et qui y vivent encore. Tout le long de la rivière, des milliards de mouches se repaissant de charognerie. [...] Tout le revers du mamelon [...] est creusé, travaillé, peuplé, hérissé de taupinières, de terriers de toute forme. Plancher, pierres, rondins, tôle ondulée, sont combinés de façon plus ou moins sommaire. » Plus loin il ajoute qu'on « entend toute la nuit le tapage des bombes et des mitrailleuses ». Quelques jours plus tard, Jules Isaac trouve une phrase en forme de bilan : « C'est un grouillement chaotique d'humanité redevenue à demi sauvage. »

Dès qu'il le peut, et avec les moyens du bord, le poilu essaie de lutter contre l'inconfort total et d'aménager son lieu de vie. Taupinières et terriers évoquent des logis d'animaux. D'autres mots, cagnas et gourbis, vont désigner des habitats sommaires. Mais on les consolide, on les meuble en pillant les villages détruits. On ne laisse pas traîner sa musette, on l'accroche à une baïonnette plantée dans la paroi. Une autre de ces armes blanches piquée dans le sol sert de bougeoir. La « civilisation » pénètre avec la lumière. On arrive à faire du feu... Un lieutenant agrémenté son abri de quelques roses dont les vases sont des grenades vidées (Marcel Etévé, près de Maucourt, 11 juin 1916). Les douilles de 75 peuvent recevoir des bouquets.

Dans leur cagna cohabitent les soldats de l'escouade. Au début de la guerre, ces hommes se connaissaient parfois, étant donné le recrutement régional des régiments. Peu de temps après son arrivée au front, Louis Barthas est « affecté à la 21^e compagnie, réclamé par son capitaine peyriacois Léon Hudelle [...] à la 13^e escouade, composée uniquement de Peyriacois ou des alentours de Peyriac, c'était l'escouade minervoise ». On y parle occitan ; on se donne des nouvelles du « pays », le canton, le village ; on partage les colis de nourriture. Les gars de la Drôme, du Quercy, de Vézelay et de bien d'autres « pays » agissent de même. On se rend des services : remplacer un camarade pour une garde ; trouver une marraine de guerre pour un orphelin ou pour un soldat originaire des régions envahies. Un instituteur rédige la correspondance d'un illettré. Au nom de ses camarades, le caporal Barthas écrit à Marcel Sembat, socialiste et ministre, pour attirer son attention sur la mauvaise organisation de la distribution de pain aux soldats, et au député Brizon pour le féliciter de sa courageuse prise de position. Des intellectuels, Jules Isaac, Jules Puech, découvrent des amitiés fortes entre des hommes qui ont si longtemps « vécu et souffert ensemble ». Il peut, certes, y avoir des exceptions. Etienne Tanty, lui aussi un

intellectuel, a la malchance d'appartenir, au début de la guerre, à une escouade du 129^e formée de types insupportables. Son souci d'échapper à la promiscuité, de se constituer un petit chez-soi de vie civilisée, conforte cependant notre propos. Plus tard, au 24^e, il découvrira d'excellents camarades, « en pleine confiance réciproque ».

Au sein d'une escouade où l'on se trouve en confiance, s'échangent des nouvelles, des bobards, « d'incessants quolibets des jeunes aux vieux et des vieux aux jeunes », comme le remarque Jules Isaac qui note dans une lettre du 24 décembre 1914 : « Heureusement ce qui nous sauve, c'est le tempérament français, bon enfant, une gaieté de caractère qui tient lieu de ressort moral, le mot pour rire en tout bien et toutes circonstances, même tragiques, une drôlerie presque irrésistible : il m'est arrivé là-bas aux tranchées, par les nuits les plus noires et les plus atroces, d'avoir le fou rire, à en pleurer ! » Ce qui est important, aussi, c'est la transmission de l'expérience des anciens aux nouveaux. On fait connaître, par exemple, les « usages et coutumes » envers les « voisins » d'en face.

Cette volonté d'aménager un lieu de vie, malgré la guerre et la mort, témoigne d'une formidable capacité d'adaptation. Ce faisant, l'agressivité contre l'ennemi s'assoupit. D'un autre côté, retrouver par ce moyen un peu de dignité consolide le moral [32]. Les habitants des terriers et des taupinières se « réhumanisent ». Ceux d'en face sont-ils alors ces animaux décrits par la propagande ? La vérification peut être tentée : ils sont là, à proximité.

Les lettres retenues par le contrôle postal l'ont montré : les tranchées des deux camps étaient souvent proches les unes des autres, et les petits postes très proches. « On est à 20 mètres pas plus des Boches », écrit un soldat du 52^e RIC (octobre 1917). Un Parisien affecté au 143^e remarque (avril 1917) : « Je voudrais que tu voies la place où je suis pour le moment. C'est un boyau coupé par un barrage fait avec des sacs de terre épais de 50 centimètres, haut de 1 m 20, et Fritz à quelques mètres avec un barrage lui aussi. Ce sont des Bavarois, ils sont bons types, heureusement car il n'y aurait pas moyen de rester là. Ne tirez pas, qu'ils nous ont dit, nous ne tirerons pas non plus. Ils ont sûrement pas beaucoup à manger car ils nous demandent du pain. Ils nous donnent des cigarettes et hier soir ils m'ont envoyé une carte. Je la garde, je te la ferai voir quand j'aurai une permission. Ce sera un souvenir d'eux. Voilà quatre jours que nous sommes là et pas un coup de fusil n'a été échangé. » Et un pionnier du 154^e RI, en janvier 1917 : « J'ai passé le Nouvel An dans les tranchées, entré le 26 décembre, on en sort le 17 janvier. Vingt jours aux tranchées sans dormir, au petit poste à 4 mètres des Boches et les pieds dans la boue jusqu'aux genoux. On parle avec les Boches. »

Même quand on ne les voit pas, on sait que des Allemands

occupent les tranchées et les petits postes d'en face. On les entend : « ils toussent et nous toussons » (Pierre Champion) ; « les Boches ont dû nous entendre rire » (Louis Mairét) ; « la nuit, nous les voyons allumer leurs cigarettes et nous les entendons causer et chanter » (Germain Cuzacq). « Il y a un endroit, écrit un soldat parisien affecté au 29^e bataillon de tirailleurs sénégalais, que quand les nègres font du bruit, les Boches réclament le silence. Nous faisons la même chose, donc cela n'a pas l'air d'être la guerre » (30 juin 1917).

Le poilu héros du livre de Pierre Chainé, *Les Mémoires d'un rat*, observe un Allemand : « Cette silhouette minuscule, c'était un soldat comme lui qui accomplissait le même service sous un uniforme différent. Tous deux couraient les mêmes dangers, souffraient les mêmes intempéries, travaillaient aux mêmes corvées. Bien que ces gestes pareils fussent consacrés à des causes adverses, ils constituaient en fait une communauté de vie et de préoccupations qui suffisait à créer un point de contact, d'où naissait, malgré l'hostilité ambiante, une obscure sympathie. » Pierre Paraf emploie l'expression « déconcertante sympathie » : « Nous étions d'accord pour donner aux soldats allemands une certaine estime que la communauté de souffrances inexprimables suffit à expliquer. *Des pauvres bougres qui en bavent comme nous et qui doivent en avoir marre de faire ce fichu métier*, disaient certains poilus pris soudainement d'une déconcertante sympathie. » Marcel Papillon remarque, après la capture d'un prisonnier : « Ils sont comme nous, ils auraient grand besoin d'être rétamés à neuf. » Cette phrase a été écrite le 30 janvier 1915. Les fantassins des deux côtés n'en avaient pas fini avec leurs malheurs et avec leurs ennemis spécifiques.

DES ENNEMIS COMMUNS

« Ici on vit presque en bons voisins avec les Boches, écrit un soldat du 59^e en janvier 17. Ce n'est pas Fritz l'ennemi, c'est l'hiver. » Dès octobre 14, Jules Isaac avait noté à propos de la boue qu'elle était « notre pire ennemie ». Un véritable leitmotiv dans les écrits des poilus. « Quand on est descendu des lignes, on était dans un état pitoyable, des vraies loques de boue », écrit un soldat du 120^e en octobre 17, constatant que l'ennemi allemand est dans le même état : « Heureusement que les Boches sont comme nous, sans cela on ne pourrait pas durer parce que l'on est obligé de monter sur les parapets, les Boches en font autant et on tire pas d'un côté aussi bien que de l'autre. » « Les tranchées et les boyaux sont démolis et pleins de flotte. On nous reconnaît plus, nous sommes que des mottes de terre », ajoute un soldat du 360^e au cours de la même période. Une lettre d'un autre soldat du régiment montre que, si tout le monde déteste la boue, la

lutte contre l'élément naturel désarme les adversaires humains : « Je crois que l'on va bientôt quitter le secteur, je préférerais y rester car les Boches ne tirent pas. Il y a trois jours, je me trouvais en première ligne, les tranchées étaient pleines d'eau, tout le monde se promenait au-dessus du parapet. Les Boches ne tiraient pas – aucun coup de canon et aucun coup de fusil. » C'est une question de bon sens pour les fantassins de ne pas tirer de coup de fusil et de ne pas lancer de grenades, cela montre tout de même qu'ils ne sont pas aveuglés par la haine. L'artillerie, elle, n'a pas les mêmes réactions. Les artilleurs « font leur métier ». « Les deux infanteries restent calmes, mais le feu de l'artillerie est toujours vif », constate un artilleur, le capitaine Pastre, au printemps 17 en Lorraine. Auparavant, il avait reconnu la différence des conditions : « Quelle vie de sacrifice que celle de ces braves fantassins ! Nous autres artilleurs, avons certes de dures heures, le séjour d'une batterie marmitée manque de charme ; c'est égal, nulle comparaison n'est possible entre nos misères et celles de ces braves gens. »

Parle-t-on d'un « duel d'artillerie » ? « Ce sont les pauvres biffins qui reçoivent les coups », pourraient dire tous les fantassins avec Ladislas Granger. Le même sergent au 313^e écrit encore dans ses carnets que les artilleurs français « commencent à nous énerver avec leurs tirs », qu'ils « emm... les Boches sans relâche, aussi ils se mettent en colère et nous envoient de gros calibres ». Même hésitation à écrire certains mots dans les lettres d'Etienne Tanty à ses parents ; « Je n'ai toujours rien d'amusant à vous raconter. Les artilleurs n'ont cessé de nous emm... hier et cette nuit, sans doute chez nous pour fêter le 14 juillet [1915], et chez les Boches pour répondre à leurs politesses. » « Toute la journée le 75 n'a cessé d'emm... les Boches – et nous aussi, car, outre qu'il est énervant au possible d'entendre partir l'obus, siffler et éclater en déchirant l'air et que le feu attire le feu et provoque le tir ennemi, les rafales de 75 sont souvent mal réglées et viennent s'abattre sur nos propres lignes aussi bien que sur la tranchée boche[33]. »

« Quand les canons français tirent, écrit Léon Werth, les soldats [...] attendent la riposte. Ils ne sont que les figures du jeu de massacre. Et les beaux artilleurs jonglent par en dessus. » « Il n'y a que ces maudits artilleurs qui nous troublent », écrit un poilu du 247^e en octobre 16 : ils perturbent un épisode de fraternisation. « Dans cette mouise, quand les hommes entendent le canon tirer, de quelque côté que ce soit, ils tendent le poing », ajoute Pierre Champion, qui est loin d'être un contestataire. Le capitaine Rimbault rapporte que les Allemands disent aux Français : « Nos artilleurs... assassins. » « Le bombardement recommence ; ce sont les nôtres qui ont commencé, ces salauds ! » se plaint Léopold Noé.

Que les artilleurs suivent les règles de la guerre qui exigent de tuer l'ennemi, ou qu'ils aient reçu des ordres ponctuels, cela revient au même pour les fantassins. Les artilleurs obéissent aux chefs. Peu porté à la contestation par ses convictions religieuses et politiques, le sous-lieutenant Derville, du 33^e, note cependant en mai 1916 : « Secteur calme que notre général de division va bientôt animer. À tout prix il veut se signaler. C'est bien mauvais pour nous. » Beaucoup, avec le soldat Despeyrières du 14^e RI, ont écrit ou pensé ; « Si nos généraux, si nos officiers d'état-major venaient aux attaques, si le général chargeait à la tête de son armée et le colonel à la tête de son régiment, la guerre serait vite finie et la paix serait proche ; mais ces gens-là ne se rendent pas compte. » On est en juin 1915 ; Despeyrières était parti dans l'enthousiasme en août 14. « Fritz est plus près du Poilu que de son feld-maréchal. Et le Poilu est plus près de Fritz, en raison de la commune misère, que des gens de Compiègne[34] », note Gabriel Chevallier. Joseph Jolinon reproduit cette remarque d'un poilu dans la tranchée à propos de tous ceux qui sont moins exposés : « Ils sont plus loin de nous que les Boches d'en face, quand c'est qu'on chiale sous les obus. » Et même, le sous-lieutenant Madeline n'hésite pas à écrire à une femme aimable : « Il y a des instants où je suis beaucoup plus près de ces hommes en gris, que vous appelez Boches en pinçant les lèvres et qui sont morts superbement, que de vous qui venez sourire lorsque d'autres auraient envie de pleurer. »

Dans le carnet de Léopold Noé, en date du 27 janvier 1917, on lit le passage suivant : « Nous avons un bois à 5 ou 600 mètres d'ici, nous y sommes allés pour en chercher, mais nous nous sommes heurtés à une bande de sentinelles qui le gardaient et nous ont défendu d'en prendre. Ce bois appartient à un gros proprio d'ici, où sont logés nos officiers, et il nous est défendu de toucher à ce bois, nous qui allons exposer nos vies pour tout ce qui est en France. Nos officiers sont bien chauffés et nous, ni charbon, ni bois, c'est abominable. Ah ! si un avion pouvait venir laisser tomber une belle bombe, et bien placée, sur leur château, comme nous en serions fiers ! » Etienne Tanty allait plus loin, dès juillet 1915 : « S'ils passaient seulement quarante-huit heures dans une tranchée, tous ces salauds qui "tiendront jusqu'au bout" ! Quelque 120 longs, quelque 210 boches, une équipe de bombardiers qui pointeraient leurs pièces sur l'Élysée, la Wilhelmstrasse, les Parlements, les salons, les hôtels de journaux et cette vieille crapule de pape, ce serait un jeu pour les artilleurs et la délivrance pour tous ! » De son côté, le lieutenant Desaubliaux rapporte un dialogue au cours duquel un soldat du 129^e condamne le « tas d'huiles de l'arrière qui se gargarisent avec le sang des poilus ». D'après le même soldat : « Tous les poilus sont des gueux, qu'y soient amis ou ennemis ; ils portent tous la même vermine et la même

misère. Tiens ! j'parie une chose : mets cent Boches d'un côté et cent poilus d'l'autre, y crieront tous sur l'même ton : *Vive la paix !* »

Au cours d'une fraternisation en décembre 1915, le caporal Alfred Joubaire remarque que les Allemands adorent toujours leur Kaiser, « Toutefois, un a dit : *Guillaume, Poincaré, kapout !* » « Qu'ils se battent donc, Poincaré et Guillaume », s'exclame un soldat français devant Paul Cazin. La réprobation des hommes du front s'étend aux profiteurs, aux enrichis, aux gendarmes, aux « officiers qui sont trop propres », que le poilu Despeyrières ne veut plus saluer (19 janvier 1915)[35]. René Naegelen résume ainsi la pensée des hommes des tranchées ; « Les Allemands, en face, subissent le même sort. Ces hommes se sentent trop malheureux pour se vouloir du mal. Dans leur misère commune, ils sont plus près les uns des autres que de ceux qui, de l'arrière, les flattent, les glorifient, les encouragent et s'enrichissent. Et s'ils pouvaient se comprendre et se parler, ils se tendraient la main. »

Cette pensée a été celle de quelques-uns depuis le début ; chez d'autres elle s'est formée lentement ; pour certains, elle n'a été que ponctuelle, mais il faudrait connaître la durée du séjour de chacun dans les tranchées[36]. Le consentement à la guerre a été moins profond et moins généralisé que cela a été parfois affirmé, mais d'autres forces s'opposaient à la révolte[37]. Elles ne pouvaient cependant pas empêcher une extension de la sociabilité des hommes des tranchées françaises vers ceux d'en face.

Dans la plupart des cas, les premiers Allemands vivants que virent les combattants français furent des prisonniers. « Ils ont des figures à peu près comme nous », écrit Pierre Champion. « Ils n'ont pas une aussi sale bobine que j'aurais cru », dit un camarade de Paul Lintier. Près de Douaumont, en octobre 15, le sergent Granger assiste à un « triste défilé de blessés que les brancardiers ont tant de mal à transporter à travers ce bournier » : « Les brancardiers boches volontaires aident les nôtres et se serrent la main après. » En septembre 17, également devant Verdun, l'aumônier Lis-sorgues, du 287^e RI, note : « J'ai maintes fois considéré avec étonnement les rapports presque familiers que nos soldats consentaient à avoir avec les prisonniers. Ils essaient de se comprendre et pratiquent de menus échanges. » Parler avec les prisonniers révèle la désinformation à l'œuvre dans les deux camps. Émile Devoize, de Romans, soldat au 252^e, note dès le 11 septembre 1914 sur son petit carnet à dix centimes acheté à Nancy : « Hier, nous avons fait un prisonnier, très sympathique. Il nous apprend que nous, Français, nous torturons les prisonniers. Quelle déformation de la vérité ! C'est de même que si nous affirmions d'une façon générale qu'eux, Allemands, achèvent nos blessés. Un caporal français étant resté 4 jours blessé dans le bois,

n'eut pas à se plaindre de leurs mauvais traitements ; au contraire, il eut de l'eau donnée par eux, et le quittant lui serrèrent la main. » Sans doute pour remonter le moral des Français en leur prouvant que l'ennemi est affaibli, quelque chef fait lire, au rapport, des lettres de prisonniers allemands. L'effet obtenu est autre : « Elles sont les mêmes que les nôtres-La misère, le désespoir de la paix, la monstrueuse stupidité de toutes ces choses, ces malheureux sont comme nous. Les Boches ! ils sont comme nous, et le malheur est pareil pour tous » (Etienne Tanty, 28 janvier 1915). Ces lettres aussi ont contribué à faire prendre conscience d'une similitude de situation.

Quand l'eau et la boue obligent à sortir à découvert, on se regarde d'abord et on a l'impression de se retrouver devant un miroir. « On se regarde *comme* ça sans nous tirer ni eux ni nous car on est bien malheureux eux comme nous », écrit un homme du 52^e en octobre 17 à Verdun. À la même date, un autre, du 147^e, dont la lettre est à destination de Calais, utilise une expression imagée : « Si tu voyais les tranchées, c'est plein d'eau, on est obligé de monter au-dessus du parapet et les Boches aussi, cela fait que l'on se regarde comme des andouilles tous autant que nous sommes, c'est malheureux quand même. » Pour un camarade d'escouade de Jolinon, celui qui se trouve en face, c'est « l'autre con ». Les expressions plus banales de « pauvres bougres », « pauvres gars de l'autre côté », « frères de misère » ne manquent pas. On se plaint soi-même en découvrant sa propre image dans le miroir.

Traiter quelqu'un de « l'autre con » quand on pense en être un soi-même, n'est pas injurieux. Dire « les Boches », « si je parlais le boche », n'est même plus péjoratif. L'Allemand est aussi désigné par un prénom. « Fritz travaille comme nous », dit un poilu à l'officier Binet-Valmer qui aurait envie de tirer. « Je regarde Fritz, Otto et Wilhelm vaquer paisiblement à leurs occupations », écrit Jules Isaac. Un sergent anonyme du 366^e, dont la lettre a été lue par le contrôle du 17 mars 1917, joue sur le souvenir familial laissé par le populaire roman « alsacien » d'Erckmann-Chatrian [38] : « Les Boches ne sont pas méchants et ils nous laissent bien tranquilles, sans doute qu'ils en ont plein le dos aussi, [...] Nous avons de bons réseaux et nous n'avons rien à craindre car c'est une entente un peu avec l'ami Fritz, on les voit qui sortent de leurs tranchées à 2 ou 300 mètres de nous. »

Il est vraisemblable que, chez l'adversaire, on a commencé par reconnaître la valeur de soldat, le courage. Cela a contribué à lui donner figure humaine. Dans les trêves, on va respecter son repos et son repas, ses corvées et ses loisirs. Roland Dorgelès écrit à Mado, sa compagne, le 23 avril 1915 : « Hier soir, cette nuit plutôt, les Prussiens qui étaient en face de nous ont été relevés par des Saxons. À peine arrivés, ils se mirent à crier : *Kamarades français, dans les*

gourbis ! Ils indiquaient par là que nous pouvions dormir tranquilles, qu'ils ne songeaient pas à attaquer ; Saxons et Bavaois ne sont pas belliqueux pour un liard. » C'est un peu la même situation que décrit Philippe Barrés : « Quand on a été sonné toute la nuit... Croyez bien qu'en face ils dorment aussi. »

Le confort minimum que chacun essaie d'introduire dans sa tranchée sera respecté par l'adversaire, ce qui lui vaudra la réciprocité : « Le feu marche toute la journée, et même une bonne partie de la nuit. Il faut que les Boches ne soient pas méchants, car c'est en première ligne, il est vrai qu'ils font de même » (soldat du 297^e, février 17) ; « Nous faisons du feu en première ligne et les Boches en font autant de leur côté » (soldat du 92^e, février 18). Comme Barthas, un du 132^e remarque, en octobre 17 : « Il y a des endroits où nous sommes à 4 mètres des Fritz mais ils ne sont pas bien méchants et ce qu'il y a de bien c'est que nos cuistots viennent à 50 mètres de nous faire la croûte, alors nous pouvons toujours manger chaud. »

Le thème du point d'eau utilisé tour à tour par Français et Allemands revient fréquemment, dans les livres de Jacques Meyer, de Jean-Marie Carré, par exemple. La description de Roger Dantoine vaut pour l'ensemble : « Au centre, le *no man's land* où coule un ruisseau. L'eau alimente les deux adversaires. L'endroit où le ruisseau est le mieux accessible est devenu comme un lieu de fraternisation. Le jour tombé, nous allons à la corvée d'eau. En face, l'on en fait autant et réciproquement. L'on attend que le premier occupant ait fait le plein et on prend sa place. Chacun se dirige de son côté comme si rien n'était. »

D'autres corvées se font sans heurt : « Les hommes vont la nuit faire du bois entre les deux lignes. Quelquefois ils y rencontrent les Boches qui en font autant pour leur côté » (sergent Bec, mars 1917) ; « Heureusement les Allemands ne tirent pas et les corvées de soupe, paille et paillassons allant en première ligne ne sont pas inquiétées malgré le clair de lune » (sergent Brès, octobre 1914). Évidemment ce n'est pas toujours le cas, si les ordres donnés sont stricts.

Moins fréquentes sont les cultures dans le *no man's land*. Cette information est pourtant relevée par le contrôle postal du 2^e BCP, le 22 octobre 1917 : « On voit les Boches et ils nous voient, en première ligne on se balade, des jardins sont cultivés en avant des lignes. » Le carnet inédit d'Henri Charbonnier, en date du 2 avril 1916, pour un secteur des Vosges, ne confirme que partiellement le précédent : « Les hommes ne sont guère prudents non plus. On leur a dit que les Boches ne tiraient pas et ils partent cueillir de la salade entre les lignes. » De la salade sauvage ?

Il existe des cas où on respecte l'ennemi qui fait sa toilette ou qui

pose culotte (Pierre Chaîne), qui prend un bain dans le ruisseau, à condition qu'on ne vienne pas en groupe (Roland Dorgelès). N'est-ce pas un grand cadeau que de pouvoir sortir de terre et se promener à découvert ? Un soldat de la région parisienne affecté au 29^e tirailleurs sénégalais semble le penser, car il écrit : « Comme secteur c'est épatant, presque pas de coups de canon. On se promène en plein jour comme chez soi. Je ne m'en fais pas du tout, tu peux le croire. Je suis heureux comme un prince ; si on pouvait emmener des petites femmes, ce serait la vie rêvée car il ne nous manque presque rien[39]. »

De nombreuses mentions évoquent les trêves pour emporter les blessés et enterrer les morts. Elles impliquent l'acceptation par les chefs. Le brave commandant Bréant, officier de cavalerie de carrière, en refuse une en novembre 1914, après un combat : « Il n'y eut chez nous que deux blessés. Les Allemands, au contraire, eurent des tués et pas mal de blessés. Dans la matinée, deux sous-officiers et un soldat allemands s'approchèrent de la tranchée. Tous trois portaient le brassard et ils agitaient un drapeau blanc, très ample, avec la Croix Rouge. Ils demandèrent à ramasser leurs blessés. On les fit prisonniers. À un semblable adversaire on ne peut accorder trêve ni suspension d'armes. Aucun pourparler n'est possible. [...] Et les morts restent sans sépulture à 50 mètres des tranchées, et les blessés achèvent d'y mourir ; parfois on entend leurs plaintes. » Qu'aurait-il fait s'il y avait eu plus de Français blessés que d'Allemands ? D'autres officiers n'ont pas adopté cette posture, comme le montrent des exemples trop nombreux pour être cités ici[40].

Enfin il arrive que Français et Allemands, non seulement respectent le travail de l'adversaire, mais s'entraident, comme le feraient de bons voisins. Galtier-Boissière évoque de façon générale « ces trêves d'armes tacites grâce auxquelles les adversaires pouvaient se fortifier parallèlement, parfois même en se prêtant obligeamment leurs outils ». Henry Nadel en décrit plus précisément une : « Nous doublâmes en plein jour notre réseau de chevaux de frise. Les Allemands travaillèrent au leur en même temps que nous. Une de leurs équipes donna même un coup de main à l'une des nôtres et lui prêta sa paire de cisailles. » Même un capitaine, Paul Rimbault, a pu voir que, « la nuit, devant les postes, la pose des fils de fer se fait d'accord avec les deux adversaires, l'un passant parfois ce qui manque de matériel à l'autre ».

« Voici la neige, depuis ce matin elle tombe, tout est blanc », écrivait Marcel Papillon à ses parents, le 25 novembre 1914. « Pour la question du chauffage, petit à petit on s'est émancipé. [...] Je couche tout à côté du feu et comme il claire toute la nuit, je n'ai pas froid. Tout à côté de nous, au Bois-le-Prêtre, où les tranchées ne sont guère

qu'à 50 mètres les uns des autres, on devient sociable. Il paraît que les sentinelles se donnent des pipes de tabac. » « On devient sociable », a-t-il écrit, très tôt, avant même la trêve de Noël.

Célébrer une fête avec ses voisins fait partie de l'extension de la sociabilité au-delà des fils de fer. Et, en même temps, l'atmosphère religieuse, le souvenir nostalgique des traditions familiales apportent des éléments nouveaux, parfois spectaculaires.

LA TRÊVE DE NOËL

En temps de paix, les fêtes marquent des dates importantes de sociabilisation. En guerre, à l'intérieur de chaque camp, on s'efforce de les célébrer. Peuvent-elles apporter un moment de paix entre les ennemis ? Certaines fêtes ne s'y prêtent pas : le 14 juillet, l'anniversaire du Kaiser, l'annonce d'une victoire... Les Allemands ne vont se manifester, le 14 juillet, que par un bombardement accru. Dans les tranchées françaises, même si le menu du jour est amélioré, les fantassins restent sceptiques. « Je ne parle pas de la fête nationale que les artilleurs célébreront seuls, écrit Pierre Champion, Cela est trop officiel ; la vraie fête serait celle de la délivrance, qui amènerait la fin de nos misères. » Pour l'anniversaire de Guillaume, on entend les Allemands chanter (Maurice Genevoix), tandis que, plus en arrière, dans un village occupé, sonnent les cloches (Xavier Chaila)... Dans chaque camp (surtout dans les premiers temps), on pousse des cris de joie à l'annonce du succès d'une offensive, de la capture de milliers de prisonniers, de l'entrée en guerre d'un nouvel allié. Cela peut hâter la fin...

Par contre, les fêtes chrétiennes concernaient tous les belligérants sur le front occidental. Dans les secteurs tenus par les Britanniques, entre Saint-Eloi, au sud d'Ypres, et La Bassée, au nord de Lens, Armentières occupant une position intermédiaire, la trêve de Noël 1914 fut quelque chose d'extraordinaire en totale contradiction avec la haine que cherchait à développer la propagande et avec la violence des combats des jours précédents. Le livre de Malcolm Brown et Shirley Seaton en anglais, celui de Michael Jürge en allemand, et le présent ouvrage décrivent l'événement en s'appuyant sur une information considérable. Entre Français et Allemands, la trêve eut une plus faible ampleur : il était encore tôt pour fraterniser avec des ennemis qui occupaient une partie du territoire et qui avaient commis des atrocités. Il y avait cependant eu des contacts amicaux, des conversations et des échanges avant décembre. Et Noël apparaissait à tous comme une date sacrée. Sans doute, beaucoup pensaient comme Julien Arène : « On ne peut pas se tuer une nuit de Noël. »

L'atmosphère de trêve s'étendit de part et d'autre du front tenu

par les Britanniques, sans qu'on puisse parler toutefois de contagion. Au nord, près d'Ypres, le brancardier Retailleau n'en est que le témoin indirect : on lui raconte que Français et Allemands se parlent, que trois chasseurs à pied ont pris le jus avec les ennemis, que quelques-uns de ces derniers sont venus offrir des cigares dans la tranchée française, qu'un adjudant et un simple soldat en ont profité pour se constituer prisonniers.

Au sud de La Bassée, nous avons déjà lu les témoignages de Louis Barthas, du 280^e, et de François Guilhem, du 296^e, qui évoquaient des chants de part et d'autre, et pas de fusillade. À peine plus au sud, Gustave Berthier participe à une fraternisation dans laquelle il joue un rôle personnel, l'initiative étant venue des Allemands. « C'est moi, écrit Berthier, qui me suis rendu à 3 ou 4 mètres de leur tranchée d'où ils étaient sortis au nombre de trois pour leur parler. » Des deux côtés on tombe d'accord pour ne pas tirer de coups de fusil et on pratique quelques échanges. Un peu plus au sud encore, à Carency, des soldats français du 26^e RI auraient « chanté des cantiques allemands avec leurs ennemis[41] ».

Des témoignages font état de trêves dans d'autres secteurs. Dans la Somme, le facteur Marius Nublat n'est pas en ligne, mais il a entendu dire que « dans certaines tranchées, les Boches et les Français ont fumé des cigares ensemble. Les quatre Français qui avaient été chez les Boches sont revenus, mais nous avons gardé les Boches. Eugène me dit, sur sa lettre, que le soir de la Noël, ils chantaient, et les Boches les applaudissaient : *Bravo, Français !* » Dans l'Aisne, le territorial Victorien Fournet décrit une trêve qui semble avoir duré du 12 décembre jusqu'à la mi-janvier : « Car, d'ailleurs, les Allemands qui sont en face de nous, ils ne tirent pas. Et ils se font voir et nous font signe de ne pas tirer et même mieux que cela : hier, ils sont sortis un grand nombre sur la tranchée. Et, de chez nous, la même chose. Ils se sont fait des signes. Alors, l'Allemand a dit de faire la moitié du chemin, qu'il partait comme nous pour se toucher la main. Alors, en avant, les voilà partis. Ils se saluent, ils se parlent. [...] Et, l'après-midi, ils ont joué de la musique ; jusqu'au soir, ils dansaient entre eux, on les voyait jusqu'à la ceinture dans la tranchée. Maintenant, je ne sais pas s'ils voudraient nous jouer un rôle ou s'ils commencent à en avoir assez. Mais, en tout cas, je ne m'y fie pas, je ne les regarde pas longtemps. Mais, en revanche, l'artillerie ne flotte pas tant que cela, car, de temps en temps, ça tombe. »

En Argonne, le chanteur Kirchoff donna un récital au 130^e Wurtemberg. « Emballés, les soldats français de la tranchée opposée grimperent sur les parapets et applaudirent tant et si bien que Kirchoff bissa le morceau[42]. » Aux Épargnes, Eugène Lemerrier a entendu un ténor anonyme, lui aussi admirable : « Quelle nuit

unique ! – nuit sans seconde, où la beauté a triomphé, où malgré ses vertiges sanglants, l'humanité prouva la réalité de sa conscience. Sache que parmi les fusillades intermittentes, un chant n'a pas cessé de s'élever sur toute la ligne ! En face de nous, un ténor admirable disait le Noël ennemi. Beaucoup plus loin, derrière les crêtes, à l'endroit où nos lignes reprennent, la *Marseillaise* répondait. La nuit merveilleuse prodiguait les étoiles et les météores. Des hymnes, des hymnes partout. C'était l'éternelle aspiration à l'harmonie, l'indomptable revendication pour l'ordre dans la beauté et la concorde. »

Ailleurs, d'après Eugène Pic, les Français auraient pris l'initiative du chant : « À minuit, quelques belles voix ont entonné le *Minuit chrétiens*. Là-bas ils y répondent, et un chœur, splendide d'harmonie, monte : *Stille Nacht ! Heilige Nacht !* »

L'épisode dans lequel fut engagé le 74^e RI a été rapporté par Roland Dorgelès dans sa correspondance, par un autre soldat moins célèbre, Charles Toussaint, et par le JMO du régiment. Deux historiens l'ont étudié : Frédéric Rousseau a interprété les différentes versions données par l'écrivain ; Léonard Smith a inséré le témoignage de Toussaint dans son livre sur la 5^e DI dont le 74^e faisait partie[43]. Dorgelès ne raconte pas les faits de la même façon selon l'identité de ses correspondants. Curieusement, il n'a pas repris l'épisode dans *Les Croix de bois*. Le récit du soldat qui n'était pas un écrivain professionnel est plus sobre et plus précis. Cela commence par des chants religieux des deux côtés dans la nuit du 24 au 25. Le jour de Noël, un parlementaire allemand vient annoncer la décision de ses camarades de ne pas tirer et demander la réciprocité, ce qui est facilement accepté. Il se produit alors quelque chose qui ressemble aux bons moments de la trêve entre Allemands et Britanniques : des centaines de soldats des deux camps sortent et le *no man's land* devient le théâtre d'une sorte de foire au village où on échange divers produits arrivés dans les paquets de cadeaux, nourriture, tabac, bière, vin, etc. Les gradés laissent faire. Il faut que ce soit le chef du régiment, le lieutenant-colonel Brenot, qui prenne la décision de mettre fin à la trêve en faisant tirer l'artillerie, assez haut pour ne pas blesser ses hommes (ni les Allemands qui sont avec eux, par la force des choses). L'agent de liaison Charles Toussaint précise qu'il se trouvait au poste de commandement et qu'il a entendu l'ordre donné au téléphone. On peut remarquer que le JMO du 74^e, laconique sur la fraternisation elle-même, durcit la riposte officielle : « Dès que ces faits regrettables ont été rapportés au colonel, il a donné l'ordre de faire rentrer ces hommes et d'ouvrir immédiatement le feu sur les Allemands. »

La nuit du 25 au 26, on aurait cependant continué à chanter et à se rendre visite d'un camp à l'autre. Toussaint rapporte qu'un Français

ayant trop bu fut ramené à sa tranchée par les Allemands. Dorgelès reprend le thème en forçant un peu la note. Dans la journée, des photos avaient été prises, comme on fait entre amis, et comme le firent Britanniques et Allemands, plus au nord. La presse anglaise publia certains clichés. Le général Mangin, commandant la 5^e DI, ordonna de confisquer toutes les traces photographiques de la trêve et interdit les appareils dans les tranchées [44].

Si les Français ne pouvaient aller jusqu'à dire, comme certains Anglais ou Écossais, que les Allemands étaient des « types épatants », il est probable que, partout où se déroula une trêve, l'image de l'ennemi a fortement évolué : ceux d'en face ont des sentiments humains, ils ont les mêmes traditions, ils respectent les mêmes jours sacrés, ils savent s'élever au-dessus des contraintes de la guerre.

S'appuyant sur les documents allemands, l'historien Wilhelm Deist note que, dans l'armée du Kaiser, l'atmosphère était différente à la Noël de 1916 : le moral avait baissé [45]. De fait, la documentation sur la trêve de Noël est plus rare en 1915, 1916 et 1917 qu'en 1914. Ce qui s'était passé au premier Noël de guerre avait surpris les chefs ; depuis, ils s'étaient resaisis et avaient donné des ordres stricts. Entre les fantassins des deux camps, l'esprit d'entente ne s'était pas affaibli, mais les occasions s'étaient multipliées par ailleurs et la fête chrétienne avait perdu son caractère exceptionnel.

En 1915, on observe à nouveau des suspensions d'hostilités (Etienne Derville), des chants français applaudis par les Allemands (Gaston Soty). Peut-être parce qu'il ne se trouvait pas sur le front en décembre 14, Pierre Champion, sous-lieutenant au 28^e, donne une page émue sur la nuit de Noël 1915 : « Je me souviens, entre autres, du 25 décembre 1915. J'avais passé toute la journée dans nos boyaux remplis d'eau. La lune se montrait à travers de fuyants nuages : une grande paix descendait avec la douce lumière ouatée qui nous enveloppait. Quel silence ! Nul autre bruit que le vent dans les branches sèches. Nos hommes sifflèrent comme des appels d'oiseaux. Les Boches, mis en belle humeur, en firent autant. Et nos voisins de droite, des territoriaux d'Auvergne, chantèrent avec emphase le chœur de *Minuit chrétiens*, sifflèrent la *Marseillaise*. Accoudés sur la banquette de tir, nous entonnions à notre tour le Noël d'Adam, agrémenté de petits airs de flûte dont jouait le lieutenant mitrailleur. Les Boches crient : *Pravo !* Pas un coup de fusil. [...] Pensent-ils à leur Charlotte, à leur Catherine, à leur Minna, à leur Louise, ceux qui sont devant nous à quelques mètres ? Le cœur se fend en songeant aux imaginations de tant de pauvres hommes, qui, cette nuit-là, désertent en pensée. Et il me semble que je vois des larmes dans certains yeux de mes guetteurs, en cette veillée pleine de silence où aucune cloche n'a sonné dans nos camps. »

En 1916 et 1917, rien d'original. Les chants n'ont pas disparu du paysage sonore de ces journées. Deux soldats du 102^e vont réveillonner avec les Allemands au cours de la nuit de Noël 1916 et ne reviennent pas[46]. Un soldat du 2^e génie raconte à ses parents une scène sans surprise en 1917 : « La nuit de Noël, les Fritz ont gueulé toute la nuit, chez nous aussi. Si on voulait se tirer dessus l'un à l'autre, ce serait une corde sans fin. Les fantassins de chez nous y lancent du pain et eux de gros paquets de cigares et cigarettes. Il n'y a que l'artillerie qui donne. » S'il n'avait pas précisé la date et les chants, on pourrait croire à une trêve tacite banale. En fait, c'en est vraisemblablement une qui dure depuis quelque temps, et que Noël a rendue plus colorée.

Les autres fêtes religieuses ont moins de portée émotionnelle. Des trêves ont lieu à Pâques et à la Toussaint, mais sans revêtir la même ampleur. Quant à la « fête de la délivrance » tant attendue, le 11 novembre 1918, elle est peu propice aux fraternisations. Il y a, ce jour-là, des vainqueurs et des vaincus. Les Français ont reçu des consignes sévères : « on ne doit pas leur parler » ; « il est défendu toutes amitiés[47] ». Parmi les extraits de journaux de tranchées qui échappent à l'esprit de propagande et d'ironie envers l'ennemi, on peut citer celui-ci :

« Des musiques, brusquement, éclatent en force, et, de la tranchée allemande, comme d'une boîte à surprise, des Boches jaillissent, mains levées, ils s'en viennent vers nous en criant :

« Kamarades, la guerre est finie.

« Ils chantent, la joie éclate sur leur visage. Ma parole, ils semblent plus heureux que nous, ces vaincus. Mais je regarde ces visages penchés vers nous, où, comme sur les nôtres, il y a l'embrasement d'une délivrance. Après tout, nous sommes aujourd'hui sur la même pensée, nous sommes pareils, des hommes enfin délivrés[48]. »

LANGAGES ALLIÉS

Des Allemands et quelques Français connaissaient la langue de l'ennemi, sans oublier les Alsaciens présents dans les deux armées[49]. Cependant la différence des langues parlées fut parfois un obstacle à l'entrée en relations amicales : « Si je savais parler le boche », s'exclame un poilu du 201^e RI, en octobre 1916, alors que sa tranchée est à quelques mètres de l'autre. Mais cette barrière n'était pas insurmontable, Différentes formes de communication furent utilisées, successivement ou simultanément. Cela pouvait commencer par des échanges qui n'annonçaient rien d'amical.

Lorsque les armées ennemies se terrent, à l'automne 1914, elles

viennent de connaître plusieurs semaines de combats acharnés. L'esprit agressif n'a pas disparu malgré la fatigue et, d'une ligne à l'autre, on continue à échanger des coups. L'ennemi est à l'abri du tir tendu des fusils, mais à portée de voix : on alternera les fusillades pour l'empêcher de lever la tête, et les insultes pour le rabaisser et surtout pour s'affirmer soi-même. L'aumônier Birot l'a bien vu : « On s'injurie d'abord. » Mais il ajoute : « Puis on plaisante, on s'amuse, on se joue des tours. » Dans les tranchées à droite de celle qu'occupe Jules Isaac en mai 1915, les hommes « ont échangé avec leurs vis-à-vis boches des injures et des défis à la manière homérique qui reste moderne. Finalement, les Boches ont lâché le mot de Cambronne avec un bien mauvais accent. Rigolade générale ».

Les auteurs anciens avaient occupé une bonne place dans la formation de l'agrégré d'histoire ; il avait vécu avec Achille et Hector, les Achéens et les Troyens. Du contact avec les hommes des tranchées, il allait apprendre beaucoup, notamment cette propension au rire même dans les situations tragiques. Le tailleur de pierre drômois Louis Chirossel, titulaire du certificat d'études primaires, écrit à propos d'un de ses amis, comme lui sur le front : « Il travaille un peu à notre gauche et si près des Boches qu'ils ne font que s'engueuler, toute la nuit, avec les Boches. Il paraît que c'est rigolo. » « La plaisanterie ne manque pas, écrit Jean-Marie Carré. Un jour, nos troupiers virent arriver un bouc dans leurs tranchées. Les Boches lui avaient attaché aux cornes ce billet : *Meine Herren Franzosen, wie befinden Sie sich ?* [Messieurs les Français, comment vous portez-vous ?] »

Louis Hourticq décrit une conversation ponctuée de coups de fusil, interrompue par un bombardement : « Après la canonnade, les coups de gueule n'étaient pas finis, les munitions d'injures sont inépuisables. » Le cuisinier a une « volubilité de mitrailleuse ». Mais un autre soldat doit s'incliner : « Comme il lançait des injures avec un accent trop provincial, un Boche le pria brutalement en argot de Paris d'aller apprendre le français. » Maurice Genevoix rapporte un autre combat d'insultes à l'avantage des Allemands, au cours duquel un de ses camarades cherche désespérément de nouvelles munitions : « Qui est-ce qui connaît une injure boche, en vrai boche, en argot boche ? » Des deux côtés on rit, même si on continue à tirer des coups de fusil (dont on sait bien qu'ils n'atteindront pas leur but si l'adversaire ne se montre pas au-dessus de la tranchée).

Le cuisinier de Louis Hourticq se serait avancé sur le parapet, armé d'un grand couteau de cuisine, pour braver l'ennemi. Jules Puech, à Verdun en juillet 1915, a été témoin d'une scène de bravade qu'il décrit ainsi à sa

THE ILLUSTRATED LONDON NEWS

No. 3927. — VOL. 1915.

SATURDAY, JANUARY 9, 1915.

SIXPENCE.



THE LIGHT IS PLACED IN THE TRENCHES ON CHRISTMAS EVE: A GERMAN SOLDIER HELDS THE SPONTANEOUS TRUCE BY APPROACHING THE BRITISH LINES WITH A SMALL CHRISTMAS TREE.

La une de *The Illustrated London News* du samedi 9 janvier 1915.

« La lumière de la paix dans les tranchées lors de la veillée de Noël.

Un soldat allemand provoque la trêve spontanée en s'approchant des lignes britanniques avec un petit sapin de Noël. » © The Illustrated London News Picture Library



Des réservistes allemands se
préparent à fêter Noël, 1914.
© Bundesarchiv



Les soldats britanniques ont
cueilli le guai, Noël 1914,
© Collection Mansell, Londres



Soldats allemands chantant dans une tranchée autour d'un sapin de Noël illuminé, veille de Noël 1914, sur le front de l'Est. Il est peu probable que la photo ait été prise sous le regard de l'ennemi. Il s'agit plutôt d'un document de propagande allemande voulant montrer les bons côtés de la vie dans les tranchées.
© Süddeutsche Zeitung/Rue des Archives



Partie de cartes dans une tranchée de première ligne devant Prosnès (Marne), décembre 1914.

© Branger/Roger-Viollet



Officiers britanniques et allemands photographiés ensemble, Noël 1914.
© Imperial War Museum



Soldats britanniques et allemands dans le *no man's land*, 26 décembre 1914.
Photo prise par le sous-lieutenant Drummond, © Imperial War Museum



Les soldats Andrew et Grigg de la London Rifle Brigade posent avec des Saxons du 104^e et du 106^e régiment. © Imperial War Museum



Sous-officiers britanniques avec leurs souvenirs de la trêve de Noël 1914 : un livre de chansons allemandes, une baïonnette et plusieurs casques à pointe.
© The Illustrated London News Picture Library

THE SPHERE

AN ILLUSTRATED NEWSPAPER FOR THE HOME

NO. 2012 JULY 2 1915

Volume LXX. No. 2012

Published at 10, Abchurch Lane, London, E.C. 4

London, January 9, 1915

Price: 6d.



"WEIHNACHTSZEIT," THE CHRISTMAS TRUCE HOW BRITISH AND GERMANS FRATERNISED

It has been the Christmas story, it will surely go down in the history of the war, that on the night of the 24th, the British, French, and German soldiers of the Western Front, in the trenches, fraternized. They exchanged gifts, sang carols, and even, in some cases, played football. The story is a beautiful one, and it is a story that has been told in many ways. The story is a beautiful one, and it is a story that has been told in many ways. The story is a beautiful one, and it is a story that has been told in many ways.

La une de *The Sphere* du 9 janvier 1915. « Weihnachtszeit », la trêve de Noël : comment les Britanniques et les Allemands fraternisèrent.

© The Illustrated London News Picture Library



Soldats britanniques et allemands s'amusant à un exercice de tir entre les tranchées.
© The Illustrated London News Picture Library



Match de football improvisé
entre les soldats allemands
et britanniques.
© Mary Evans Picture
Library/Keystone

Qui sait ? Peut-être un jour sur ce
carré de l'Artois on élèvera un
monument pour commémorer
cet élan de fraternité entre des
hommes qui avaient l'horreur de
la guerre et qui on obligeait à
s'entre-tuer malgré leur volonté.

Portrait du caporal Barthas, et extrait de son
cahier n° 8, décembre 1915, après la
description d'une fraternisation entre Français
et Allemands : « Qui sait ? Peut-être un jour
sur ce coin de l'Artois on élèvera un
monument pour commémorer cet élan de
fraternité entre des hommes qui avaient
l'horreur de la guerre et qu'on obligeait à
s'entre-tuer malgré leur volonté ». © DR



Dearest Mother,
Christmas Day.
I am writing this in the trenches in my
'dug out' - with a wave fore going and
plenty of snow it is rather cozy although
it is freezing hard and real Christmas
weather -
I think I have seen one of the most
extraordinary sights today that anyone
has ever seen - About 10 o'clock this
morning I was peeping over the
parapet when I saw a German
waving his arms, and presently
two of them got out of their trenches
and came towards ours - We were
just going to fire on them when we
saw they had no rifles so one of our
men went out to meet them and in
about two minutes the gap between
the two lines of trenches was narrowing
into men and officers of both sides,
shaking hands and wishing each
other a happy Christmas - This continued
for about half an hour when most of the men
were ordered back to the trenches.

Lettre du sous-lieutenant Dougan
Chater (2/Gordon Highlanders)
à sa mère, le jour de Noël 1914 :
« Ma chère maman,
[...]

Je pense que j'ai assisté à l'une des
scènes les plus extraordinaires que j'aie
jamais vues. Ce matin, vers 10 h [...] un
Allemand agitant les bras, puis deux
autres sont sortis de leurs tranchées et
se sont dirigés vers les nôtres. On était
prêts à tirer sur eux quand on s'est
aperçus qu'ils n'avaient pas de fusils.
Alors l'un de nous est allé à leur
rencontre et en deux minutes, tout
l'espace entre les deux lignes de
tranchées grouillait de soldats et
d'officiers des deux camps, qui se
serraient la main en se souhaitant
joyeux Noël. [...] »

© Collection Shirley Chater

femme : « Hier soir, comme, à peine installés, nous regardions tomber la nuit avec un admirable clair de lune dans les arbres, le sous-lieutenant Parison est venu indiquer à un sergent quelques travaux de terrassement à faire. Puis, pour mieux préciser ses explications, il est *monté* sur le parapet, ce qui était déjà imprudent puisque l'obscurité n'était pas encore arrivée. En courant comme un lapin, il a été examiner les chevaux de frise qui sont en plein sous le feu éventuel de l'ennemi. Nous étions si près des lignes qu'à son retour nous avons entendu les voix des Allemands. Je n'ai pas distingué ce qu'elles disaient, mais on nous a assuré qu'un officier parlait français. Je ne sais si P. était excité par sa petite imprudence ou par telle autre cause, mais il s'est mis à interpeller l'ennemi en allemand, en s'installant à différentes places, puis il leur a tiré une dizaine de coups de fusil. J'ai nettement distingué : *Deutsche Kamarade*, et... *zurück*. J'ai aussi entendu qu'on répondait en français, quelque chose comme : *Vous êtes ridicule*, que mes camarades assurent avoir entendu. »

Les hommes dans leurs tranchées suivent le spectacle des combats aériens et applaudissent la victoire de leurs couleurs. Le 5 novembre 1914, alors que son enthousiasme n'est pas encore refroidi, Henri Despeyrières envoie à ses parents un récit suivi d'intéressantes remarques : « Je viens d'être très impressionné. Je viens de voir tomber un de nos avions frappé en plein vol par un obus allemand. Il a été touché à mort. [...] C'est le premier avion que je vois abattre depuis le début de la campagne. Le malheur a voulu que ce fût un Français. [...] À la douleur de voir tomber un ou deux des nôtres se joint en cette circonstance une sorte de dépit. L'obus qu'on nous tire à nous fait souvent plus de deux victimes. Mais les Allemands ne le savent pas ; ils ne le voient pas. Ce matin ils ont vu et on les a entendus, de nos tranchées de première ligne, applaudir frénétiquement. Ah ! Si on pouvait descendre les leurs ! » Et, deux jours plus tard : « On nous a annoncé hier au soir la nouvelle (sera-t-elle confirmée ?) de la déroute des Austro-Allemands. Par ordre du colonel, on a chanté la *Marseillaise*, crié *Vive la République* et poussé des hurrahs d'enthousiasme dans les tranchées de première ligne. Les Allemands ont répondu en faisant à leur tour un raffut formidable. Ils ont crié *À bas la France*, en français, et pas mal d'autres choses, tantôt en français, tantôt en allemand, et chacun accompagné des cris de la musique... des balles (pardon, les Allemands ont aussi joué de la flûte comme cela leur arrive assez souvent d'ailleurs). » Voilà une constante : chacun annonce à l'autre ses victoires et l'entrée en guerre de nouveaux alliés. À toute « information », on peut répondre : « On leur a envoyé un bout de billet disant que les Russes avaient 200 000 prisonniers, ça doit leur avoir fait plaisir. Le lendemain ils ont

répondu à nos camarades que les Autrichiens ce n'était pas eux et qu'ils nous attendaient » (contrôle postal du 247^e RI, 1916).

Mêmes thèmes sur des pancartes : « Venez-y, nous vous attendons » (Pastre) ; « Varsovie conquise » (Castex)... Les Français « ont tracé cette inscription sur un grand écriteau : *Mort aux Boches*. Et les Boches tirent dessus... » (Dorgelès). Le combat à coups d'injures et de vantardises se transforme en jeu. On a en main un fusil ; le jeu utilise le fusil. Il s'agit d'effacer une inscription ennemie, mais aussi de montrer son adresse au tir[50]. Lorsque l'on fait feu sur des pancartes de bois ou de carton, l'ennemi est seulement spectateur. Lorsqu'on tire sur des casquettes jetées en l'air au-dessus de la tranchée de l'adversaire, les deux camps participent au jeu[51]. Dans sa tranchée en face du Rutoire (secteur de Vermelles), le 23 novembre 1914, Valdo Barbey note que les Allemands agitent des pelles, dont on ne peut voir que l'extrémité, « pour nous indiquer le plus ou moins de justesse de notre tir ». Dans cette anecdote racontée par un poilu agenais, les Français ont attendu le retrait de la cible vivante pour tirer : « La neige tombe depuis deux jours et elle ne fond pas. Les Boches font des bonshommes de neige devant leur tranchée et cela nous amuse. On les démolit à coups de fusil[52]. »

D'une façon plus générale, la proximité et l'extension de la sociabilité fournissent des occasions de rire en commun, même, et peut-être surtout, à propos des plus dérisoires incidents. Un matin, au petit jour, le lieutenant Marcel Etévé apprécie le talent d'un « artiste boche » qui imite parfaitement la poule qui pond. On fait des concours d'imitation de cris d'animaux. Le capitaine Tuffrau observe un manège qui dure depuis « un grand quart d'heure » dans des tranchées peu distantes : « Le guetteur français sortait jusqu'à mi-corps, donnait un coup de sifflet, et le Boche apparaissait ; tous les deux riaient, faisaient des gestes comiques, puis disparaissaient. Puis c'était le tour du Boche de commencer. »

L'échange d'injures et de vantardises est déjà une conversation. Des deux côtés, il arrive qu'on se prenne au jeu et au rire, de façon ponctuelle et en évitant de s'exposer. Dans le cas des deux guetteurs se faisant rire par leurs grimaces, on ne sait pas qui a osé se montrer le premier, quels signes ont contribué à établir un climat de confiance. La situation décrite par le capitaine Tuffrau était d'ailleurs plus complexe. Il ne s'agissait pas seulement d'un intermède, d'un traité de paix fragile entre deux individus ; l'épisode trouvait sa place dans un ensemble de pratiques incluant la participation de la section entière et même la connivence du bataillon.

Jacques Roujon raconte un de ces épisodes, bref mais complexe : « Un intermède : les Allemands imitent des cris d'animaux, le coq, le chien, le veau, le cochon. On leur demande des nouvelles du Kaiser.

Ils répondent : *Il va bien, merci ; à bientôt à Paris*. Alors nous rétorquons un simple mot. En face, ils crient encore : *Bon Noël. Envoyez-nous du vin*. Et ils chantent la *Marseillaise*. » La chanson, la musique jouent un rôle que beaucoup ont relevé. Philippe Barrés rapporte qu'en janvier 1917, au bord de l'Aisne, les Français ont entendu un Allemand jouer de l'harmonica. Came-rad, lui disent-ils, sais-tu *Puppchen*, sais-tu la *Lorelei* ? Le musicien s'excuse en déplorant la pauvreté de son instrument. Cela ne fait rien, joue ! demandent les Français. Ailleurs, c'est un Français qui chante, et un Allemand écrit que cela lui fait oublier la guerre. « Dans une de nos tranchées, note Henri Despeyrières, l'un de nos soldats chantait, quand il a eu terminé son air, il est parvenu des tranchées prussiennes un vague bruit de battements de mains. Ces messieurs applaudissaient. » C'était en octobre 1914. En mai 1916, le contrôle postal a retenu cet extrait de lettre d'un soldat du 401^e RI : « Tous les soirs, nous nous faisons concert ; les Boches commencent, et nous, nous continuons ; cela dure depuis deux nuits ; ils nous chantent la *Marseillaise* et la *Brabançonne* (hymne belge) et toute espèce de chansons, ils jouent même de l'accordéon ; nous nous applaudissons les uns les autres. » On ne sait si l'usage, attesté pour deux nuits, a perduré ; l'intention était bien que le concert ait lieu « tous les soirs ». Roger Boutefeu a rapporté des situations identiques[53]. Gabriel Thivolle-Cazat a entendu les Allemands, en face de lui, chanter l'*Internationale* en français[54].

Une situation tout à fait particulière est décrite dans le contrôle postal du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, le 15 mars 1917. Dans le rapport de synthèse, on peut lire : « Ces cavaliers tiennent les tranchées à l'extrême droite du front, tout contre la frontière suisse, ainsi qu'en témoigne une photo saisie et envoyée à l'état-major. Cette situation particulière a donné lieu à un incident curieux : une musique suisse étant venue à la jonction des trois frontières, Allemands et Français seraient sortis des tranchées pour assister au concert. » Prudents face à la censure, les soldats n'en ont pas fait état dans leurs lettres, sauf un, du 3^e escadron[55] : « Dimanche matin une musique suisse est venue donner un concert sur la partie extrême de leur territoire qui dura près de trois quarts d'heure. Allemands et Français sortirent des tranchées pour écouter cette musique et applaudir les exécutants. C'était curieux. » Cependant nous en avons une confirmation indirecte dans une lettre un peu plus tardive (19 avril) d'un brigadier du 6^e chasseurs d'Afrique qui occupait un secteur voisin. Les Suisses auraient poursuivi leurs récitals, puisque les deux lettres n'évoquent pas la même « soirée » : « De loin nous avons entendu la fanfare suisse. Quel changement à si peu de distance ! Chez nous tout est calme. À 8 heures tout est fermé, tandis qu'à côté, les neutres font tapage, ont de la lumière et ne sont pas malheureux, tout

au moins par le cœur. » Il serait possible de trouver d'autres informations sur cette fraternisation au concert. Ce que l'on sait des combattants rend le témoignage de l'homme du 3^e escadron parfaitement acceptable.

D'après Maurice Gandolphe, les Bretons formant une escouade de sa compagnie se sont mis un jour à danser à découvert sur un air d'accordéon venant des tranchées allemandes. Henry Nadel raconte une vraie fraternisation, assez longue et complexe par ses aspects, née d'une valse parisienne sifflée par un sergent français et reprise par « un siffleur d'en face ».

« Merci, dit le Français.

— Y a pas de quoi, à votre service », répond l'Allemand, ancien garçon de café à Paris.

« Le lendemain, un envoi de cigares ne suffit pas à dissiper toute méfiance : sont-ils empoisonnés ? n'allons-nous pas recevoir ensuite une grenade ? Puis arrive un papier lesté d'un caillou : "Ne tirez pas, nous ne tirerons plus. -On pourrait essayer..." Une main apparut au-dessus de la tranchée ennemie, puis une tête, deux têtes, cinq têtes, des groupes de têtes sur une longueur de cinq cents mètres. Alors la curiosité l'emporta. Les nôtres se montrèrent à leur tour, se dressèrent jusqu'à mi-corps au-dessus du parapet, pour contempler ce spectacle étrange d'ennemis qui nous souriaient, nous faisaient des signes amicaux... [...] Il était convenu que, la nuit, personne ne devait circuler sur la plaine et que l'on avait le droit de tirer sur toute patrouille. Lorsqu'un officier passait dans la tranchée ennemie, les soldats disparaissaient, non sans nous avoir avertis. Nous échangeions des cadeaux. Les Boches nous ravitaillaient en tabac, nous leur envoyions notre surplus de pain... » Ils avertissent aussi de l'existence d'une mine... Mais le colonel français arrive à l'improviste et il exige que cesse « la mascarade » :

« Tu vas me faire le plaisir d'en tuer immédiatement ou je te fais passer en conseil de guerre... Attends ! Va dire à ton sergent de commander un feu par salve, ça en descendra davantage. »

Il faut deux minutes pour organiser la première salve, suivie de trois autres. Avant de tirer, le sergent a fait signe aux Allemands de se cacher, car cela aurait été « un abus de confiance » de les tuer [56].

Au point de départ d'une fraternisation, il peut y avoir l'envoi d'un message, des sifflements, un tir en l'air pour attirer l'attention. « Leur méthode était celle-ci, écrit un zouave : tirer en l'air pour nous voir debout à portée pour nous dire les amis nous commençons à nous comprendre, pourquoi allons-nous nous tuer, la guerre pour nous est finie, aux déclencheurs de la terminer. Nous nous voyons à 20 mètres le plus près et nous ne tirons pas. Si nous voulons la paix, les Boches la veulent » (contrôle du 1^{er} mixte zouaves et tirailleurs et 9^e zouaves,

6 février 1918). Éventuellement on agite un fanion blanc ou celui de la Croix-Rouge. Dans ce dernier cas, en dehors du fait que cela ne marche pas toujours, la trêve est limitée à l'évacuation des blessés ou à l'enterrement des morts.

Celui qui fait le premier pas prend un risque considérable, comme dans la scène décrite par Louis Pergaud : « On n'a pas voulu laisser, comme la première fois, les blessés mourir entre les lignes... et le major Mistarlet, un brave petit médecin, s'offrit hier, en plein jour, d'aller les ramasser. Ce fut pour nous une minute sacrément angoissante. Allaient-ils lui tirer dessus, et sur les brancardiers ? Tant pis. Il hissa le drapeau de la Croix-Rouge et, armé de son seul brassard de médecin, se leva sur la tranchée. Je ne respirais plus. Ce brave petit docteur est un si gentil et charmant camarade... Les Allemands furent très corrects. Ils se levèrent au-dessus du parapet, et l'on se regarda de part et d'autre. Mistarlet s'avavançait, suivi de ses hommes, il arriva auprès du blessé, à six mètres des Allemands, qu'il salua militairement, comme au grand siècle, puis ramassa son blessé, et pendant que les brancardiers l'emportaient, il resalua encore comme la première fois les ennemis qui lui rendirent son salut. Il rentra dans nos lignes ; les têtes disparurent derrière les parapets, le silence régna de nouveau et plus un coup de fusil ne fut tiré de la journée. » Dans les deux camps on a été impressionné, et le silence des fusils est un hommage au courage du médecin et, en même temps, à l'attitude observée des deux côtés.

De nombreux textes emploient le mot « culotté » pour désigner celui qui prend le premier risque. Cet exemple daté de mars 1917, 330^e RI : « Un Fritz culotté, ayant soupé des bains de boue, nous interpella et l'on vit peu après les Fritz et les Franzouses montés sur la plaine avec pour seules armes pelles et pioches, je t'assure que le boulot marchait et ce n'était plus la guerre, plus un coup de flingue, savoir ce qu'il va en résulter. » Lorsque, après échange de multiples signes avec l'adversaire, un soldat assez audacieux sort pour aller lui serrer la main au milieu du *no man's land*, les camarades de la section surveillent : « Plus d'un doigt, sans doute, était sur la gâchette du fusil, prêt à tirer si quelque mouvement des deux compères devenait trop brusque. » Si, comme dans ce cas rapporté par Antoine Redier, on a l'intention d'en arriver à de réels échanges, les signaux fonctionnent dans les deux sens et la fraternisation se produit.

Henri Robert décrit une scène semblable, le 2 avril 1915 : « Enfin, plus aventureux, deux soldats, après s'être fait des signes, passent sous les réseaux de fil de fer et s'avancent l'un vers l'autre. Ils sont méfiants tous les deux... Le Français est un petit enfant de troupe de 17 ans, le Boche un gros joufflu ; nous avons peur que ce grand gaillard n'entraîne notre petit troupier dans sa tranchée : les fusils sont prêts.

Cependant, arrivés l'un près de l'autre, tout en se regardant dans le blanc des yeux, ils échangent leurs cadeaux, se touchent la main et s'enfuient vers leurs tranchées respectives. Cela s'est passé très vite ; aucun officier n'est intervenu et tout a fini heureusement le mieux du monde. »

Pour avoir accès à l'eau de la source convoitée qui se trouve entre les deux lignes, là aussi il faut oser : « Un jour, écrit Jean-Marie Carré, un soldat du 147^e, torturé par la soif, s'en approcha au risque d'être abattu. Il avait laissé son fusil dans la tranchée, les Allemands le laissèrent venir. [...] Une heure après, un Boche sortit, lui aussi, de son trou, et s'avança vers la source, en balançant son bidon. Nos poilus s'interrogèrent : *Faut-il le démolir ? Belle occasion ! – Non, ce ne serait pas chic.* Même à la guerre, échange de bons procédés. »

« Si je savais parler le boche, je pourrais converser avec eux, car je les entends jacasser à côté de moi à chaque instant. Je n'ai d'ailleurs que cela pour distraction, car ici on est plongé dans le néant, » Ce poilu du 201^e en octobre 1916, n'a, semble-t-il, pas encore amorcé le rapprochement, mais il suffirait qu'un Allemand lui dise un mot en français, siffle ou lui adresse un signe amical pour que tout bascule. La fraternisation engagée, il arrive que manquent les mots (Élie Vandrand, 9 mai 1915 : « On se cause mais on ne se comprend pas beaucoup, on dit souvent Camarades, cigarettes, tabac, cognac »), qu'on utilise la langue apprise au lycée (Jean Pottecher), qu'un Allemand qui a travaillé à Paris s'exprime en argot (Maurice Genevoix)... Dans tous les cas, se serrer la main est un signe fort et les échanges de produits, qui se font sans monnaie, peuvent aussi s'effectuer sans beaucoup de paroles.

Le troc de pain français contre cigarettes et cigares allemands est la pratique la plus habituelle. Les Allemands n'ont pas de mal à se faire comprendre. Un sergent du 88^e écrit, à sa femme vraisemblablement, à Paris, le 19 juillet 1917 : « Je t'ai dit hier que j'étais de ronde de 2 h à 6 h du matin. Vers les 3 h, au petit jour, aux petits postes, les Boches après nous avoir salués ont essayé de nous causer. Ah ! ici ils ne sont pas loin, à peine à 25 mètres. Soit par leurs gestes, soit par quelques bribes de conversation, on est arrivé à les comprendre. Ils avaient la fringale, nous leur avons montré du pain, c'était bien ce qu'ils voulaient. » Quelques soldats évoquent des échanges de tabac français contre des cigarettes. Il est plus rare que les Allemands donnent de la nourriture. Alfred Joubaire signale, le 15 décembre 1915 : « Un Boche est venu apporter du rhum dans la tranchée française. Un Français et un Bavarois se sont fait photgraphier bras dessus, bras dessous. » Un gars du 29^e BCP reçoit du jambon : « On cause toujours avec eux, on fume du tabac boche et ils mangent avec nous du bon pain. Ils nous donnent du jambon et

bien d'autres choses. » Pourtant on est en octobre 17, et le blocus pèse sur l'alimentation des Allemands. Plus tard encore, le 11 novembre 18, un poilu du 163^e raconte qu'il a reçu du boudin et du saucisson. Pour ne pas vexer le voisin d'en face, il accepte aussi du pain allemand « que l'on prend pour faire voir, mais pas pour manger car il est pas bon et tout noir ».

La plupart des textes n'évoquent pas les équivalences : « On donne du pain aux Allemands et eux nous donnent du tabac », écrit Kléber Fauveau, du 52^e. « Aujourd'hui, les Boches nous ont donné des cigarettes et on leur a fait passer du pain », écrit Charles Ballet, du 75^e, en ajoutant cependant : « Pour un bidon de vin, ils nous donnent 6 paquets de cigarettes ; mais aujourd'hui il faisait chaud, on le leur a pas donné. » D'après une lettre de Paul Mascaras à sa famille, « pour une bille de chocolat, ils entonnent tous l'air de *Mariette* qu'ils jouent avec des harmonicas. C'est, je vous assure, assez rigolo ». Une lettre de Louis Chirossel introduit la notion d'échantillon : « L'avant-poste allemand envoie une pierre à l'avant-poste français avec un papier, attaché à la pierre, avec ces mots : *Envoyez-nous de votre pain et du vin, Kamarad*. Le 82 envoya au-dessus de leur tranchée un pain, puis une petite bouteille de vin avec dessus un papier et ces mots : *Voici du pain, pour quant au vin, voilà l'échantillon. Si vous en voulez en quantité, venez nous trouver*. Ils renvoient un autre billet, les Boches, disant ne pouvoir venir et les remercient, en même temps ils envoyaient un paquet de cigares. »

Les conversations plus élaborées portaient sur la nourriture, la famille, la vie en temps de paix. On propose aux Allemands de se rendre, on planifie éventuellement leur désertion (Léon Werth) : « Une nuit, un des Allemands, qui parlait français, annonça que quatre de ses camarades et lui-même en avaient assez de la guerre et désiraient se rendre. Le sergent qui commandait le petit poste français leur indiqua la tranchée où il serait le lendemain. On prit rendez-vous. Mais ils ne vinrent que trois. Ils racontèrent qu'ils avaient profité de la somnolence de leur guetteur. Ils excusèrent leurs deux camarades comme on excuse deux amis qui n'ont pu se rendre à une invitation acceptée. Au dernier moment, les deux absents avaient été commandés de corvée de soupe. »

Sur le même thème, mais sans succès dans la négociation, le témoignage oral enregistré de Jean Pouch est remarquable. À la question « Y a-t-il eu des cas de fraternisations entre les Français et les Allemands ? », le poilu corrézien répondait : « Oh, si, souvent. Il y en a qui comprenaient le français, et d'autres qui comprenaient le boche. [...] On était pas loin les uns des autres, les lignes étaient à quarante, cinquante mètres les uns des autres, et les Allemands nous disaient : *Venez ici, on ne vous fera pas de mai !* Les Français disaient pareil :

Viens, toi ! L'Allemand est venu, on lui a payé à boire, tant qu'il a voulu, mais il voulait repartir. On lui a dit : Ne t'en va pas car tu te feras tuer un jour ou Vautre comme tout le monde. [...] Il a bu un bon coup et il est reparti chez lui, sans que personne ne lui tire dessus[57]. »

Les espoirs fous qui revenaient dans les conversations de l'escouade française se retrouvent lorsque des camarades allemands participent aux débats : la paix, la fin des souffrances. En janvier 1917, par exemple, les Allemands et les poilus du 5^e RI ne peuvent se rassurer mutuellement : « Pour en finir, ils ne savent rien et nous non plus. » En juin, aux poilus du 75^e, les Allemands disent que la guerre finira en août. « La guerre va finir d'ici peu », écrit un soldat du 132^e, fin juillet 17. « C'est un tuyau boche et je crois que c'est la vérité. » L'abbé Lelièvre, aumônier, décrit un échange de messages dans lesquels chacun défend les positions de sa patrie (mars 1916). S'adressant aux Français avec des expressions telles que « valeureux camarades », « dignes camarades », les Allemands s'en prennent aux Anglais et surtout au « tsarisme russe qui est l'ennemi de toute liberté et de tout sentiment humain ». Et leur dernier envoi se termine par cet appel : « En tout cas, travaillez de toutes vos forces, avec nous, à l'établissement d'une paix durable. » On se met d'accord sur les responsabilités : « Hier soir, je parlai avec un qui parle le français. Il me dit : *Franzouse Camarade, guerre capitaliste*, » Sur le thème « ce sont toujours les petits qui sont dans les tranchées », les combattants des deux camps qui parlaient ensemble ne pouvaient que tomber d'accord.

Pour que les choses soient claires, on joint le geste à la parole. Lors de la fraternisation de décembre 1915 près de Neuville-Saint-Vaast à laquelle Louis Barthas a participé, les Français écoutent poliment le discours prononcé en sa langue par « un grand diable d'Allemand », mais leurs applaudissements éclatent lorsque l'orateur brise son fusil en un geste de colère. En septembre 17, le 350^e arrive dans les Vosges. Ceux du régiment relevé ont « passé la consigne de ne pas tirer ». En effet, à la pointe du jour, les Allemands affichent leurs intentions : « Nous avons aperçu les Boches qui agitaient leurs casques puis se sont montrés. Nous en avons fait autant, puis ils nous ont fait comprendre qu'ils nous serraient la main. Puis il y en a un qui a pris son fusil et l'a agité la crosse en l'air et il a achevé son geste en mettant son fusil en joue mais en nous tournant le dos et en visant vers l'arrière. C'était très explicite et nous en avons déduit que ce n'était pas vers nous qu'il faudrait qu'ils tirent mais vers ceux qui les menaient. »

Quand une menace plane sur la bonne entente, l'arrivée d'un officier ou l'ordre de reprendre le tir, on peut encore avoir recours à des signes explicites. Pour avertir un Allemand qui vient en visite de

faire demi-tour et de rentrer dans sa tranchée parce que, un officier étant présent, on serait obligé de le retenir prisonnier. Pour signaler un bombardement : « C'est ce qui est arrivé ce matin », écrit, par exemple, un sergent du 88^e en juillet 17. « Ils nous ont fait signe qu'à 7 h l'artillerie allait cracher et ça n'a pas raté, jusqu'à 11 h elle a craché. » De ce fait précis, confirmation nous est donnée par un homme du même régiment : « Quant aux voisins d'en face, nous n'avons pas à nous plaindre, ils nous ont prévenus de ce bombardement, cela fait qu'on s'est tiré à temps. »

LA RITUALISATION DU COMBAT

Si, d'un avertissement ponctuel, on passe à une pratique systématisée, on peut parler de ritualisation du combat. En tirant, en faisant sauter des mines, on se conforme en apparence aux normes imposées par le commandement. En réalité, le combat ritualisé est un langage implicite entre ennemis qui ont décidé de ne pas se faire de mal. Les combattants expérimentés savent que les armes peuvent être utilisées dans l'intention de tuer ou non, et les anciens l'expliquent aux bleus. Quelquefois, lorsque sautent les mines et que les armes à feu font un bruit épouvantable, ce que les observateurs extérieurs prendraient pour un vif affrontement n'est en fait qu'une communication entre adversaires se disant qu'ils n'ont pas l'intention de combattre réellement[58]. Les soldats n'ont pas toujours pris la peine de décrire de tels mécanismes, mais on trouve quelques éléments dans leurs textes, plus nombreux dans le cas de la guerre des mines. On dispose de témoignages de sous-officiers ou d'officiers subalternes. Pour un chef énergique et toujours prêt à casser du Boche, il est difficile d'admettre l'existence de telles pratiques : le livre du colonel Campagne, par exemple, ne contient pas de description de combat ritualisé.

Les tirs de fusils et de mitrailleuses peuvent être intenses, mais réglés pour passer très au-dessus, ainsi que l'explique un combattant britannique[59]. « À intervalles espacés, les mitrailleuses, pour empêcher la congélation de l'huile, expédient quelques giclées dans les décors », écrit un Français, Jean-Pierre Biseay. On peut citer encore Ernst Jünger[60] : « De brèves apostrophes, qui ne manquent pas d'un certain humour primitif, volent d'une ligne à l'autre. – *Hé, Tommy, t'es toujours là ?* – *Ouais !* – *Alors, planque ta tête, je vais tirer !* » Un « tir pour la forme », et perçu comme tel, est raconté avec force détails intéressants par le médecin Gaston Top, du 27^e d'artillerie. C'est le lieutenant Ségard, de ce même régiment, envoyé en observation dans la tranchée, qui parle :

« J'étais là, accroupi près de mon téléphone, ma jumelle braquée

à travers un créneau, quand tout à coup j'entends, d'en face, une voix qui crie : *Hep, hep, camarades, camarades français ! on peut sortir ?* En même temps un mouchoir s'agite frénétiquement au-dessus de la tranchée boche ! Un de nos fantassins agite le sien et immédiatement un grand corps se lève à 20 mètres, puis deux, puis trois, la pipe à la bouche et les mains dans les poches ; les nôtres en font autant... et l'on cause ! Le Prussien qui a crié le premier et qui parle avec le plus pur accent parisien, un ancien garçon de café de Paris, tient le crachoir – *Eh bien ! vous avez bien dormi, hein ? – Oui, pas mal ! – On vous a laissés bien tranquilles, on n'a tiré que pour la forme ! – Ça, c'est vrai !*

— *Regarde donc le vieux frère là-bas, il en est encore tout bouffi ! Un vieux fantassin "se poile" ! – T'as des enfants, vieux ? – Oui, trois ! – Ah ! moi aussi... Croyez-vous que nous aurons fini pour Noël cette garce de guerre ? – On ne sait pas. – C'est tout de même malheureux, pas vrai ? – Pour sûr ! – Dites donc, les Français, avez-vous encore du pain à nous passer ?*

« Ma parole, fait Ségard, ils allaient s'inviter à dîner, quand tout à coup un obus de 75 arriva en sifflant, détruisant l'armistice. »

Ce récit prend encore plus de valeur si on en donne la date, 15 novembre 1914, et si on précise que le docteur Top était un patriote sourcilieux portant le respect de l'armée jusqu'à retrancher de son livre paru en 1917 « les choses qu'il n'est point l'heure encore d'extérioriser », comme il le dit lui-même dans sa préface. L'entente et la ritualisation qu'il décrit sont précoces. Pour ces fantassins-là, elles paraissent aller de soi. Elles surprennent les artilleurs, et ceux-ci rompent la trêve. Mais les contacts existent entre les deux armes. Un jour, peut-être, les artilleurs participeront eux aussi au combat ritualisé. Le docteur Top évoque quelque chose de ce genre, le 1^{er} mai 1915, lorsque, à cheval, il passe en terrain complètement labouré par les obus. « Heureusement, écrit-il, ce n'est pas l'heure ; ils bombardent de 3 à 4, et il n'est que 2 heures et demie. »

Gabriel Chevallier a décrit un secteur où l'on reçoit très peu de projectiles. « Une fois par semaine, quatre pièces allemandes nous envoient une trentaine d'obus en tir d'arrosage. La distribution finie, nous avons la certitude d'être tranquilles pour huit jours. Nos tirs sont plus fantaisistes. De nos secondes lignes, serpentant en corniche, je vois parfois nos rafales de 75 entamer les talus allemands ou éclater dans la campagne. Mais, de part et d'autre, il y a peu d'acharnement ; les artilleurs font de simples démonstrations, parce qu'il est d'usage à la guerre de tirer le canon. » « Pour l'infanterie, ajoute l'auteur, elle se garde de troubler un secteur aussi paisible, aussi agréablement champêtre. Les provocations ne viendront pas de notre part, si des ordres de l'arrière ne nous imposent pas l'agressivité. »

Le capitaine Jean de D. décrit, en août 1916, à l'est de Pont-à-Mousson, « un secteur d'un calme ridicule : deux ou trois obus par jour sur nos premières lignes, auxquels répondent le même nombre de coups tirés par nos canons ». Le lieutenant Binet-Valmer en évoque un autre, où « on serait disposé à ne point se faire de mal ». Il ajoute : « Ne croyez pas que l'on fraternise. Ce n'est point l'habitude des cavaliers. Mais on se laisse aller à oublier la guerre, on fourbit les armes pour qu'elles brillent et non pour qu'elles soient prêtes, et le coup de fusil qui déchire le silence pourrait bien être le jeu de quelque braconnier. À des heures précises, connues, nos canons et les leurs envoient quelques obus sur les états-majors, projectiles qui n'atteignent pas ces messieurs, mais dont nous écoutons le fracas avec un sourire complice. »

Peut-être parce que la guerre des mines leur a paru particulièrement horrible, les soldats n'hésitent pas à la détourner et à dévoiler ce détournement. Nous en avons trouvé des exemples dans les *Carnets* du caporal Barthas, dans le contrôle postal, notamment des 2^e et 4^e génie. Ils fourmillent dans d'autres carnets inédits, ainsi dans celui d'Henri Charbonnier à la date du 30 novembre 1916 : « L'ennemi nous a prévenus qu'il devait faire sauter une mine. [...] Il existe une certaine connivence entre soldats allemands et soldats français qui fait que, lorsqu'il doit se produire quelque chose, ils s'avertissent mutuellement. Ils ne tiennent nullement à écoper pour le bon plaisir d'un Monsieur à qui, bien au chaud à 10 km à l'arrière, prend subitement l'envie de faire faire un tir de démonstration ou de destruction. »

C'est un thème récurrent des témoignages oraux enregistrés par Jules Maurin et Claude Marquié[61]. Le contrôle postal a noté bien d'autres cas. En février 1917, par exemple, au 85^e RI, dont trois soldats « signalent des conversations et des échanges qui se feraient dans les tranchées avec les Allemands ». L'auteur du résumé de synthèse préfère ne pas aborder l'autre point, mais quelques poilus, eux, n'ont pas hésité : « Ils nous font passer d'excellents cigares et, ce qui est mieux, nous avertissent chaque fois qu'une mine va sauter. » « Les Boches commencent à être dégoutés comme nous », ajoute un combattant du 85^e. Le contrôle de trois autres régiments à peu près à la même date, les 95^e, 107^e et 114^e, fait apparaître ces mêmes sentiments, exprimés sous la forme de la diffusion du texte d'une chanson qui allait, quelques mois plus tard, prendre le nom de *Chanson de Craonne*, après l'échec sanglant de l'offensive du 16 avril[62]. Les historiens qui avaient eu la curiosité de lire *La Guerre des soldats* de Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier, paru en 1919, savaient que cette plainte existait dès 1915 sous le titre de *Chanson de Lorette*. Le contrôle postal de février-mars 1917 en

reproduit trois versions, dans lesquelles le refrain évoque d'autres secteurs chauds. Le vers modifié a été : « C'est à Lorette {en Champagne ; aux Éparges ; à Craonne} sur le plateau... » Pour Verdun, autre modification : « C'est à Verdun, au fort de Vaux. » L'important est que cela rime avec « Qu'on doit laisser sa peau ».

Dans la guerre des mines, le maniement des explosifs est délicat ; la gestion de la trêve tacite l'est aussi. Des « entorses », des « accidents » peuvent se produire, sanctionnés par des représailles, à moins que des « excuses » ne soient présentées et acceptées. On trouve le premier cas dans le livre de Pierre Chainé : « L'hiver 1916-1917 se passa pour nous sans autre incident que les relèves périodiques. Des mines et des camouflets sautaient bien chaque matin, mais la tradition s'était peu à peu établie de n'y mettre le feu qu'entre 6 heures et 7 heures, moment critique pendant lequel chacun évacuait les abris. Il n'y eut qu'une seule fois malentendu et nous exprimâmes de telle sorte notre mauvaise humeur que les Boches ne recommencèrent pas. »

Un ancien du 96^e raconta à Jules Maurin une situation encore plus étonnante qu'il avait vécue en décembre 1916 : « À Vauquois, en général, les mines sautaient le matin alors que les avant-postes étaient évacués pour être réoccupés après l'explosion. Or, un jour, une mine sauta à midi. Un moment après, une pancarte sort de la tranchée allemande portant ce seul mot : *Accident*. Les Français en écrivent une : *Oui, beaucoup tués*. Et les Allemands répondent : *Nous aussi*. »

Des excuses ont été échangées également entre Britanniques et Allemands, comme on le ferait entre voisins de bonne volonté à propos d'une transgression involontaire des règles de la vie sociale. Quant aux représailles, elles sont le prix des transgressions. Mais les ententes et les fraternisations ne sont-elles pas elles-mêmes des déviations par rapport aux normes du temps de guerre, fixées et rappelées sans cesse par les autorités ?

NORMES ET DÉVIANCES

Le temps de la guerre introduit ses normes particulières. Pour contraindre la nation ennemie à se reconnaître vaincue, il faut lui faire le plus de mal possible. Cela peut passer par la propagande, le blocus, le bombardement des villes...

Sur le front, il s'agit de tuer, blesser ou capturer ses soldats. La structure hiérarchique forte de l'armée rend les choses encore plus claires : les chefs veillent au respect des normes ; ils punissent la déviance qu'est le contact de camaraderie avec l'adversaire ; ils essaient de l'empêcher. C'est leur rôle ; leur capacité à exercer leur autorité est engagée. Aussi, une façon particulière de faire en sorte que la déviance « n'existe pas » est de la nier, d'affecter de l'ignorer,

d'en minimiser l'ampleur.

D'un autre côté, les déviants, les soldats qui passent avec l'ennemi des accords tacites ou formels, sont confrontés à plusieurs problèmes. D'abord aux ennuis que leur attitude risque de leur valoir de la part de leurs chefs : déviants par rapport aux normes du temps de guerre, ils peuvent être punis. Autre difficulté : il faut que cette déviance soit reconnue comme une norme au sein du groupe, celui des fantassins, en obtenant l'éventuelle complicité des officiers subalternes et de l'artillerie, l'implication de la relève. La déviance devenue norme de comportement est plus facile à faire respecter par l'ennemi, au nom de la réciprocité.

En guerre, point d'entente avec l'ennemi, point de fraternisation. La règle, trop souvent tournée, est sans cesse rappelée, comme le montrent quelques situations prises à titre d'exemples. Dès le 5 décembre 1914, Etienne Tanty écrit qu'au rapport a paru une note condamnant les « familiarisations » : « Le général rappelle qu'on ne doit avoir de relations [avec l'ennemi] qu'à coups de baïonnette... » Cette phrase confirme la précocité des ententes entre soldats, bien avant Noël, et le retard intellectuel de ce général, encore englué dans le mythe de la baïonnette [63].

Surpris par l'importance des trêves de Noël 14, les chefs de toutes les armées ont donné des ordres stricts pour les empêcher à l'avenir. Mais il a fallu rappeler les interdictions. L'ordre du 8 janvier 1916 du général de Villaret, commandant la VIP armée, est particulièrement intéressant dans son avant-dernier paragraphe :

« Objet : relations avec l'ennemi.

« L'attention des Corps d'Armée et des Divisions de l'Armée a déjà été appelée sur les graves inconvénients des relations parfois établies, en certains points du front, entre des militaires français et allemands. Ces relations sont inadmissibles avec un ennemi dont les crimes ont souillé et ruiné une grande partie du sol national.

« De nombreux renseignements établissent que de telles pratiques, autrefois très rares, commencent à devenir plus fréquentes. C'est ainsi qu'entre les brancardiers des deux armées relevant leurs morts et leurs blessés, des ententes se sont parfois établies. Ailleurs, certains hommes ont averti les travailleurs ennemis de l'ouverture du feu de notre canon de 75 pour leur permettre de s'abriter en temps utile et ont obtenu en échange d'être prévenus de l'entrée en action des *Minenwerfer* allemands.

« Ces faits témoignent, de la part des chefs qui les ont tolérés, d'une faiblesse ou d'une connivence criminelle. Il importe de les faire cesser sans délai et d'une façon absolue. Les généraux commandants de Corps d'Armée ou de Division et les chefs de tous grades doivent, en conséquence, appeler l'attention de tous sur le caractère

extrêmement grave de semblables pratiques qui relèvent du code de justice militaire (articles 205 et 206).

« Dans leurs instructions aux troupes, ils n'auront pas, bien entendu, à entrer dans le détail des diverses formes que peut revêtir la violation du devoir militaire ; un tel exposé pourrait donner, à des hommes n'y ayant pas encore songé, l'idée trop précise de ce qu'il ne faut pas faire. [...]

« Ils prendront, d'autre part, les dispositions nécessaires pour qu'une surveillance rigoureuse soit établie en première ligne ; ils rendront compte de ces dispositions. »

Le général Pétain a donné de tels ordres, précisant, le 12 septembre 1916, que le crime d'intelligence avec l'ennemi entraînait la peine de mort[64]. Devenu général en chef de l'armée française, il est encore revenu sur la question, notamment par ses notes de décembre 1917, au terme d'une année particulièrement fertile en fraternisations[65].

Toutefois, dans la pratique, les sanctions furent assez légères. Des caporaux et des sergents furent cassés de leur grade ; des soldats furent punis de prison. En octobre 17, un soldat du 132^e fait part d'une autre forme de punition : « Je pense m'en aller bientôt en perme et j'en suis bien content car on vient d'attraper une punition : dix jours de plus à faire et le commandant de compagnie est actuellement aux arrêts. Je ne puis t'expliquer pourquoi dans cette lettre. » Mais il a ajouté, en travers des lignes : « pour avoir eu des doutes que l'on fraternisait avec les Boches. Une distance de 4 mètres seulement nous sépare d'eux par endroits ». Ailleurs, comme punition pour deux chasseurs du 29^e BCP, surpris à échanger du pain contre des cigares, leur lieutenant ne demandait que huit jours de prison, en novembre 1917. Certes, la peine fut portée à vingt-cinq jours par le colonel et à soixante jours par le général, mais il semble que l'on ait souhaité limiter la portée de l'affaire.

Nous savons déjà que la tendance des rapports de synthèse du contrôle postal allait en ce sens. En 1916, ces résumés emploient souvent le conditionnel (« de prétendues relations de tranchée à tranchée entre nos soldats et les Allemands qui échangeraient des vivres[66] »...). Puis on finit par reconnaître leur existence.

Sur le terrain, il y eut des accords tacites « que les officiers voulurent ignorer » (René Naegelen), des « histoires de poilus parlant avec les Boches » que l'on a préféré « enterrer » (sergent Giboulet). Des chefs repoussent toute accusation de fraternisation de leur unité. La langue de bois fonctionne à plein : « [...] au 288 % on fraternise avec les Boches à coups de fusil. » Pour faire disparaître de l'histoire les preuves de la trêve de Noël, en 1914, le général Mangin fait confisquer les photographies.

Lorsqu'il ne lui est pas possible de nier, l'officier mis en cause par le comportement de ses hommes se défend soit en condamnant un état de choses qui existait avant son arrivée, soit en mettant en valeur sa propre duplicité : il en a profité pour améliorer ses positions ; il a obtenu des renseignements sur l'adversaire ; il a hâté sa démoralisation...

Quelques affaires nous permettent d'entrer dans le détail des arguments de défense. Le récit du cas d'un soldat du 344^e, présenté par un de ses chefs, insiste sur toutes les circonstances atténuantes : c'était un jour de brouillard, le 26 janvier 1918, le soldat essayait de se réchauffer en battant la semelle ; il avait posé son fusil sur le parapet ; soudain, des silhouettes lui ont lancé un paquet ; il n'a pas eu le temps de saisir son arme ; le paquet contenait des cigarettes ; il en a offert à ses camarades. L'officier ajoute, pour se couvrir : ce n'est qu'un cas isolé ; le soldat est un « pauvre d'esprit »... Résultat : soixante jours de prison.

D'après son capitaine, un autre soldat, Victor B., du 121^e, n'aurait eu d'autre tort que de se faire apostropher par un Allemand qui lui demandait du chocolat. Bien sûr, le Français n'a pas répondu. Le commandant recouvre l'affaire sous un flot de paroles guerrières : « L'ordre de tirer sur tout Boche qui se montrerait avait été donné formellement. Cet ordre fut exécuté et, pour donner l'exemple, l'officier de quart au petit poste n° 6 abattit lui-même, d'un coup de fusil, le 17 au matin [novembre 1917], un sous-officier allemand qui se montrait ostensiblement sur la tranchée ennemie. Un soldat allemand était abattu, dans les mêmes conditions, quelques instants plus tard. À partir de ce moment, ce fut une lutte continuelle à coups de grenades VB et de fusils. Les Boches nous répondirent assez copieusement à coups de grenades à ailettes qui tuèrent et blessèrent de nos hommes. Le chef de bataillon peut affirmer qu'aucune conversation n'a eu lieu et n'aura jamais lieu avec les voisins d'en face tant que le régiment occupera le secteur. Nos hommes ont trop la haine de l'Allemand pour ne pas répondre à coups de fusils ou à coups de grenades à toute manifestation d'amitié de ces gens-là. »

L'affaire A., du 65^e RI, est née du contrôle postal. Ce soldat avait écrit à ses parents, en décembre 1917 : « Nous sommes toujours très tranquilles, on ne se dirait même pas à la guerre, ici les Français et les Boches parlent ensemble comme en temps de paix. Les Boches donnent des cigares et des cigarettes à ceux qui sont en première ligne, et de notre côté on leur passe du pain et du vin, cela fait que tout se passe à merveille. » On saisit la lettre, on lance une enquête au cours de laquelle A. se défend en disant que, ses parents ayant cinq fils sous les drapeaux et se faisant de la bile, il a voulu les rassurer sur le fait qu'il ne courait aucun danger. Il avait inventé cette histoire à

partir de paroles prononcées par d'autres soldats, non identifiés. Parmi ses camarades, certains n'ont rien vu, rien entendu ; d'autres font état de vagues propositions allemandes non acceptées, d'exemplaires de la *Gazette des Ardennes* lancés dans la tranchée ; un sergent dit avoir entendu, devant une section voisine de la sienne, un guetteur ennemi criant, après une rafale de FM : « Camarades Franz oses cochons, tirer beaucoup » (ce guetteur a reçu aussitôt plusieurs grenades)... La conclusion du lieutenant-colonel commandant le 65^e est claire : « Aucun échange n'a eu lieu. Du reste les nombreuses fusées éclairantes lancées la nuit par l'ennemi, les rafales de FM et de mitrailleuses tirées des deux côtés au moindre bruit, ne s'accorderaient pas avec un acte quelconque de fraternisation. »

Plus grave est le cas du sergent J. du 18^e BCP, dont la lettre du 7 novembre 1917 à ses parents dans le Doubs contient le passage suivant : « Nous avons la pluie tous les jours, chose qui n'est pas très agréable, surtout pour le secteur où nous sommes. Mais les Boches sont comme nous. On se promène à découvert, tous comme si ce n'était pas la guerre. Mais je crois que ça ne peut durer bien longtemps, ça commence déjà à grogner. Il faut que les hommes tirent à tout prix et ils ne veulent pas. Ce sont les officiers qui sont obligés de prendre le fusil. Mais ils sont comme les hommes, il faut bien qu'ils passent sur le parapet et je crois qu'ils vont se faire repérer par les Boches. Il paraît que les hommes de première ligne se sont passé la consigne avec les Boches que chaque fois qu'un officier se fera voir, d'un côté comme de l'autre, ils feront leur possible pour le descendre. Mais j'ai bien peur qu'ils se trompent. »

Le sergent sera cassé de son grade. Sa défense, lors de l'enquête, paraît peu convaincante. Il n'aurait raconté les faits que pour les critiquer. Il n'aurait rien vu de lui-même, mais aurait surpris une conversation, la nuit, entre des hommes de corvée qu'il n'aurait pas reconnus... Son capitaine a bien compris ce qu'il y avait de plus grave, l'idée que les soldats pouvaient à un tel point haïr leurs officiers ou ce qu'ils représentaient. Il traite les propos de J. de « tissu de racontars » et il insiste : « Au sujet de l'entente entre des éléments des premières lignes adverses pour ne tirer que sur les officiers, la chose paraît pratiquement impossible. Le guetteur sans jumelles peut très difficilement reconnaître un officier dont la tenue de tranchée diffère à peine de celle de l'homme. » Le commandant approuve : la lettre de J. est sans fondement et ne doit pas être prise au sérieux, cependant « il n'en est pas moins vrai qu'en narrant avec complaisance des faits dénaturés ou plus ou moins imaginaires, il n'a pas eu l'attitude qui convient à un soldat français et encore moins à un sous-officier ».

Mais la circulation à découvert, la trêve tacite et même formelle ?

Au niveau supérieur, on minimise l'affaire : « Il est incontestable que, dans les premiers jours de novembre, alors que des pluies continuelles avaient transformé parallèles et boyaux en sentiers de boue liquide impraticables, la circulation a dû se faire à travers champs, aussi bien du côté français que du côté des Allemands ; ceux-ci se sont abstenus pendant quelque temps de tirer espérant la réciprocité qu'ils ont obtenue machinalement ; mais cet état de choses n'a pas duré ; le commandant V., commandant le 18^e BCP, a donné l'ordre de tirer sur tout Allemand se montrant ; il a été obéi, je l'ai personnellement constaté à plusieurs reprises. » Conclusion : « La seule réponse au Boche qui veut causer, c'est le coup de fusil en pleine poitrine. »

Une merveille de langue de bois !

Telles sont les normes du temps de guerre. Visiblement, on ne les respecte pas bien. Comment les chefs peuvent-ils empêcher les ententes et les fraternisations ? Divers moyens existent, le plus sûr étant de créer des situations si agressives qu'elles entraînent des représailles, celles-ci provoquant un regain de violence.

TRÊVES ET REPRÉSAILLES

La tendance à nier, ignorer, minimiser les situations de camaraderie avec l'ennemi a ralenti la prise de conscience. Toutefois, dès que les faits sont avérés, la réaction est de déplacer l'unité coupable. « Dès que ça se savait, on nous changeait de secteur », dit un ancien du 142^e interrogé par Jules Maurin[67]. Dans l'autre sens, Henri Désagneux évoque l'arrivée de son unité dans un secteur trop tranquille, avec « ordre de faire cesser cet état de choses » car « on allait même jusqu'à fraterniser avec les Boches, on se passait des cigarettes de tranchée à tranchée, on faisait de la musique en commun ».

Le commandement tente de culpabiliser les poilus en affirmant que les fraternisations sont voulues par les Allemands pour affaiblir la France. En 1917, après la révolution et la désagrégation de l'armée russe, les textes officiels exploitent l'idée d'une opération programmée pour obtenir le même résultat avec l'armée française. Il est vrai que, lors du quatrième hiver de guerre, les Allemands ont jeté dans les tranchées françaises les appels de Lénine et Trotski « aux peuples des pays belligérants », textes imprimés, rédigés en français. Cette pratique est à la fois proche et éloignée de celle qui consistait, auparavant, à envoyer des journaux à l'adversaire. En effet, il ne s'agissait plus de vantardises et d'affirmation de supériorité guerrière, mais d'appel à la paix. Par contre, l'objectif d'affaiblir le moral de l'ennemi était identique. Il faut cependant ajouter que les conversations entre Français et Allemands portant sur la guerre voulue

par les capitalistes et sur la paix tant attendue étaient pratique courante depuis longtemps.

La réaction d'un poilu à cet égard est tout à fait intéressante. On la connaît par le contrôle postal qui a saisi une lettre écrite au crayon au dos d'une feuille imprimée portant la proposition d'armistice et de paix immédiate du gouvernement russe du 28 novembre 1917. La lettre du poilu anonyme est du 5 décembre : « [...] Ce n'est pas croyable comment on peut résister avec ce froid, jour et nuit dehors, rien de chaud à manger, les pieds morts de froid. [...] Nous sommes sacrifiés, exilés du monde entier. [...] On sera relevé quand on aura 60 % de pertes. Je vous écris cette lettre dans un trou d'obus et cette nuit je vous assure qu'il n'a pas fait trop chaud avec la gelée. Heureusement que la perme approche car cette fois je ne reviens pas ici. Allez je vous quitte pour danser un peu pour me réchauffer. Vous pourrez faire lire à tous ceux qui crient jusqu'au bout et qu'ils viennent un peu ici faire comme moi, laisser leur graisse et peut-être la peau. [...] Voici un prospectus que les Boches nous ont passé hier, je ne sais pas mais je crois qu'ils ont raison [68]. »

La méthode la plus efficace pour briser les trêves était de prendre l'initiative des hostilités. « Il ne faut pas que la haine s'apaise », écrit Gabriel Chevallier. Pour cela, on donnera l'ordre de tirer sur les travailleurs ennemis (et on obtiendra la réciprocité). Sermonné en haut lieu, un officier subalterne viendra au petit poste et tuera froidement un Allemand mis en confiance par l'atmosphère d'entente. Le tir de représailles fera alors des victimes : « Cela nous valut une dégelée de bombes à ailettes qui nous fit des morts et des blessés » (Jean Safon). Le philosophe Alain, artilleur pendant la guerre, a noté : « On voyait quelquefois dans les lunettes de l'artillerie les guetteurs de l'infanterie s'asseoir sur les parapets et engager une conversation d'une tranchée à l'autre. L'ordre était de commencer aussitôt le bombardement. Ce tir était contre la paix, bien plutôt que contre l'ennemi. »

La pratique des raids ou coups de main a elle aussi pour objectif de briser la paix, de détruire la confiance. Le colonel français Campagne, officier dont on ne peut contester le caractère énergique et combatif, n'était cependant pas dupe lorsqu'il remarquait que cette forme de guerre était promue « pour nous tenir et tenir l'ennemi en haleine ». Il critique l'organisation même du système : les hommes chargés des coups de main quittaient les lieux leur coup fait pour aller profiter d'avantages divers (repos, permissions, décorations) ; les simples poilus, « réduits au rôle de garde-tranchées et de travailleurs », subissaient les représailles. Pendant ce temps, le caporal Barthas notait des remarques identiques sur son carnet.

La menace des représailles était en effet importante dans la

conclusion des ententes. Chaque camp connaissait les moyens de destruction dont disposait l'autre. « Si nous embêtons Fritz, Fritz va nous casser la figure puisqu'il a ce qu'il faut pour ça », note Paul Vaillant-Couturier. « Les Boches sont devant, à cent mètres. Si tu ne leur dis rien, ils te foutront la paix », écrit Max Buteau. Et un poilu anonyme du 172^e : « Pour avoir la paix, on la leur laisse. »

La paix !

Si la paix est rompue par un des adversaires, il s'attire immédiatement la riposte. Quitte à s'expliquer ensuite, s'il y a malentendu. Ainsi en Alsace en août 1917, dans le secteur tenu par le 26^e BCP, un secteur calme. On pratique les échanges habituels. Puis, tout à coup, la trêve semble rompue :

« Jusqu'à présent le secteur était tranquille ; on causait avec les Boches, on posait nos fils de fer ensemble, on se serrait la main, enfin c'était épatant. Mais hier, nous ne savons pas encore pourquoi, nous avons été accueillis par une rafale de torpilles de 1 m 60 de haut ; ensuite le 75 s'en est mêlé, les 88 lui répondaient, après c'était les 120 longs, enfin pendant plus d'une heure nous avons eu un bombardement intense. On croyait à une attaque et nous nous tenions prêts mais il n'y a rien eu et tout est rentré dans le calme. Ce qui nous a fait le plus râler, c'est le 75 qui nous tapait en plein dessus. Par un heureux hasard, nous n'avons eu qu'un seul blessé et pas gravement. »

Le soldat qui écrit ce passage intercepté par le contrôle postal témoigne d'abord de sa surprise. Ensuite il évoque la réciprocité dans le bombardement avec, en plus, l'erreur des 75. Un autre soldat fournit l'explication dans une lettre à sa famille, à Nantes : « Ils nous ont balancé quelque chose l'autre jour car ils pensaient que nous allions attaquer, ils nous l'ont dit le lendemain. » Il s'est donc agi d'une fausse interprétation, et les bonnes relations ont pu reprendre : le lendemain, Français et Allemands ont à nouveau parlé ensemble. D'autres lettres de soldats du même bataillon, datées des jours suivants, confirment la reprise des bonnes relations de voisinage : « On travaille sur le parapet et on cause avec les Fritz » ; « Les Fridolins sont assez chics avec nous ; on reçoit d'eux cigares et cigarettes presque chaque jour ; ils viennent nous trouver presque dans nos tranchées ». Un des extraits évoque un troc inhabituel : « Hier, j'ai fait l'échange avec un Boche ; je lui ai donné trois savonnettes, il m'a remis aussitôt une pipe en porcelaine avec des cigares. Ce n'est pas croyable le trafic que nous faisons des deux côtés. »

Le lieutenant Morin raconte qu'au cours d'une trêve qu'il n'approuvait ni ne désapprouvait, un Allemand jetait parfois quelques grenades, qui ne causaient pas de graves dégâts. Mais, un jour, un de ses caporaux est tué d'un coup de fusil, « C'est sans doute le coup d'un officier », lui disent ses soldats. Morin organise les représailles. Elles

sont sanglantes. Puis les habitudes de bon voisinage reprennent, et l'officier français se demande si ses hommes n'auraient pas expliqué aux Allemands les raisons de la phase agressive. Toujours est-il que : « Ce rétablissement des bonnes relations se manifeste par de nouveaux échanges ; des objets recommencent à voltiger par-dessus le canal, des silhouettes surgissent à nouveau dans le petit jour, mais les armes ne parlent plus. »

Morin, encore sergent au printemps 1915, parle des crapouillots, « pas bien vus des fantassins qui les enguirlandaient copieusement et s'opposaient parfois à leur tir, parce qu'il attirait invariablement et presque instantanément des tirs de représailles des *minenwerfers* ou même de l'artillerie ». Car la négociation existe au sein de chaque camp en ce qui concerne l'agressivité à déployer ou à contenir, l'infanterie étant particulièrement vulnérable, tandis que les officiers subalternes sont pris entre leurs deux appartenances, au monde des chefs et à celui des combattants[69].

Pour rester dans le domaine des crapouillots, voici une anecdote éclairante ; « Dans ce secteur, écrit le brancardier Ormières, ce sont les crapouillots qui entrent dans la danse et ne nous laissent pas tranquilles. Un jour, j'étais en ligne au poste de secours comme d'habitude, quand se présentent pour la visite trois serveurs de crapouillots. Le major n'était pas là, et comme j'étais en bras de chemise, ces bonshommes me prirent pour lui. Je ne les dissuadai pas et les exemptai de service pour quatre jours. Quand le major revint, il en rigola et nous eûmes quatre jours de tranquillité : les Allemands, ne recevant plus nos obus, ne nous tiraient pas dessus. » Le problème de l'infanterie, en effet, est sa vulnérabilité. Elle ne peut lutter à armes égales contre le déchaînement des forces adverses. En conséquence, c'est elle qui est le plus sensible à l'entente avec l'autre infanterie. Un sergent du 366^e l'écrit en mars 17 : « Les Boches ne sont pas méchants et ils nous laissent bien tranquilles, sans doute qu'ils en ont plein le dos aussi et s'il n'y avait que des fantassins je crois que l'accord à l'amiable serait vite tranché. »

Pourtant, les trêves sont fragiles. « Il suffisait parfois d'une relève, d'un changement d'officier, pour que la vraie guerre recommençât » (Jean-Pierre Biscay). Le contrôle postal a révélé quelques fiers-à-bras parlant d'en découdre et affichant leur esprit guerrier. Ceux-là ont-ils calqué leurs actes sur leurs phrases ? On ne sait. Certains sont décrits en action (Raymond Escholier) ou empêchés de tirer et de rompre l'entente (Léon Werth). En face, aussi, il peut y avoir un « éner gumène » (Marcel Etévé). En pleine trêve, la tranchée occupée par la section du lieutenant Morin reçoit quelques grenades « sans doute lancées par un gradé en tournée qui trouve excessive cette camaraderie ». Pour échapper à l'éclatement, les poilus sautent sur le

parapet « sans même recevoir un coup de fusil », ce qui est un désaveu au lanceur de grenades.

Les officiers briseurs de trêve sont parfois retenus par d'autres officiers (Binet-Valmer, Genevoix) ou deviennent objets de réprobation ! (Louis Hourticq). Il peut arriver qu'un lieutenant se montre plus raisonnable qu'un caporal qui lui a suggéré de demander un tir d'artillerie pour disperser les Allemands au travail dans la plaine ; « Laisse donc les boches tranquilles. Nous avons besoin, nous aussi, d'avoir la paix quand nous travaillons aux fils de fer » (Antoine Redier). Ou qu'un capitaine se montre plus « pacifique » qu'un jeune et fougueux lieutenant, situation décrite chez les Britanniques par André Maurois.

Il n'y a pas de modèle de comportement chez les officiers. Il en est qui brisent volontairement les accords ; d'autres dorment dans leur gourbi et ne veulent pas savoir ce qui se passe aux petits postes ; beaucoup laissent faire, totalement ou jusqu'à un certain point. Pour le capitaine Rimbault, « la facétie » ne doit pas trop durer, cependant elle peut exister. Un capitaine du 88^e en juillet 17, d'après la lettre d'un soldat, ne tient pas à ce que ses hommes sortent de la tranchée pour des échanges, mais il ne les « empêche pas pour ça de converser ». Le lieutenant Calvet écrit qu'il ne peut « tolérer ces colloques », mais l'interdiction vaut seulement en sa présence, et sa description prouve qu'il a entendu pas mal de choses (mai 1916) : « C'est ainsi que, hier, ils nous ont annoncé le succès de l'offensive autrichienne contre les Italiens. Ils parlent aussi de leur lassitude et de la misère de leurs familles. Quand un des nôtres tousse, ils le plaignent : *Malade, Kamarade ?* Mais je ne puis tolérer ces colloques. Alors, quand je suis là, mes hommes se taisent ; et le Boche s'étonne. »

En octobre 1916, un soldat du 23^e RI rapporte une mésaventure arrivée à un Allemand : « Ici, c'est tranquille. On vit en bonne intelligence avec les Fritz. Tous les matins, en se levant, ils nous chantent une romance. Ils chantent bien, vous savez. Il y en a un qui venait nous apporter les journaux de Berlin tous les matins. Un beau jour, il est tombé nez à nez avec un officier, alors on a été obligé de le faire prisonnier. Ce matin-là nous n'avons pas payé les journaux. Depuis ils ne nous ont plus rien apporté. Ils reviendront peut-être plus tard. » Remarquons que cette mauvaise surprise a peut-être sauvé la vie du soldat allemand.

Le capitaine Tuffrau raconte une petite histoire riche d'enseignements, qui se déroule en juillet 17, du côté d'Orvilliers. Ayant entendu dire que des fraternisations avaient lieu, deux officiers se mettent en observation. Ils voient des poilus sortir à découvert et lancer quelque chose vers la tranchée ennemie. Un Allemand « vient tranquillement chercher l'objet ». À leur tour, les Allemands lancent

un message que lisent les Français. Puis, des deux côtés, on se fait des signes. Un des officiers en surveillance tire alors sur les Allemands. « Au coup de feu, Boches et Français disparaissent. Au bout d'un instant, les deux Français se redressent et, tournant carrément le dos à l'ennemi de qui ils ne redoutaient rien, ils cherchent à voir. De Gislain tire dans leur direction, mais haut. Ils disparaissent, » Le lieutenant T. qui commande la section coupable admet : « Oh, je vais te dire, on s'arrange. Quand ils sortent poser leurs fils de fer, on sort tranquillement poser le nôtre. Personne ne tire. C'est épatant. Et puis on a des renseignements... » Au bureau du colonel du 246^e, on est « empoisonné par cette affaire » qui va conduire un officier devant le conseil de guerre et envenimer les relations au sein du régiment entre les dénonciateurs et les dénoncés. On préférerait ne pas donner suite. Mais, dans l'armée, une autre règle est de toujours se couvrir. C'est d'autant plus utile que le régiment qui a relevé le 246^e a lui-même dénoncé les pratiques qu'il a trouvées : « Les Boches ont commencé par souhaiter la bienvenue au 317, puis ont déclaré qu'ils espéraient que le 317 les laisserait tranquilles comme le 246 avait fait... » Inculpé d'intelligence avec l'ennemi, T. se défend en disant que sa section n'a fait qu'envoyer aux Allemands des journaux signalant une victoire russe, comme elle l'avait fait précédemment sur ordre lors de l'entrée en guerre de la Roumanie... Au conseil de guerre, l'avocat de la défense « fait pleurer tout le monde, le jury compris », et T. est acquitté.

Dans ce cas, la connivence s'est étendue à toute la section commandée par T., et même au 4^e bataillon du 246. Elle n'est allée ni jusqu'à l'ensemble du régiment, ni jusqu'à la relève. C'est au sein des petites unités que peut s'effectuer cette alchimie complexe de récompenses (intégration dans le réseau de sociabilité et de solidarité) et de sanctions (mise à l'écart) décrite par Tony Ashworth pour l'armée anglaise. C'est là aussi que se transmettent les usages, des anciens aux bleus.

Les usages d'un secteur peuvent être communiqués à la relève. Le capitaine Dubarle, du 68^e bataillon de chasseurs alpins, constate, dans les Vosges, en décembre 1914 : « À cent cinquante mètres, la tranchée allemande ; à gauche, un bois ; à droite, la plaine de Cernay toujours occupée par les Allemands. Quelques Boches circulent ; mais une convention s'était établie, paraît-il, entre nos prédécesseurs et l'ennemi. On ne se fusille que si l'on s'attaque. S'il ne s'agit que de se ravitailler, de faire des travaux de tranchées, pas un coup de fusil. Et de fait la journée se passe paisiblement. » De simples soldats écrivent : « Un accord, une entente règnent entre les postes rapprochés français et allemands. On se passe la consigne aux relèves de ne pas tirer » (contrôle postal du 350^e RI, septembre 1917). Les Allemands font de

même de leur côté. Tony Ashworth signale les informations données par un officier français à son collègue britannique qui vient prendre son secteur, afin de « ne pas réveiller le chien qui dort [70] ».

Cela ne fonctionne pas parfaitement. Il y a des entorses, aussitôt punies de représailles. Il y a des moments de méfiance : « Nous ne savons pas le genre de Boches que nous avons devant nous, aussi on se tient sur nos gardes » (soldat du 132^e, lettre du 28 juillet 1917). Il arrive que les Allemands eux-mêmes informent les Français de l'état d'esprit d'une autre unité ; « Ils nous disent souvent : *Compagnie à côté, pas camarade..., mauvaise compagnie* » (capitaine Rimbault). Les documents français sur les ententes et les fraternisations indiquent parfois que l'on a affaire à des Bavarois. Mais Blaise Cendrars a rencontré des Bavarois plus combatifs que des Saxons : « Quand c'étaient les Saxons qui étaient en ligne, nous étions relativement tranquilles ; mais quand ils étaient relevés par les Bavarois, ils nous prévenaient que nous allions la chier dur... » Dans beaucoup de cas, il n'est question, indistinctement, que de Boches ou de Fritz.

Par contre, l'artillerie est un autre monde, qui peut être pris à partie par l'artillerie ennemie, mais qui reste hors de portée des armes de l'infanterie. Celle-ci ne peut user de représailles après un bombardement. Appartenant à un autre milieu, les artilleurs refusent d'abord de croire aux fraternisations. Le 8 octobre 1914 (date fort précoce), Ivan Cassagnau écrit : « Nous apprenons une étrange nouvelle que nous nous refusons à croire. Sur le front du X^e corps, des soldats français et allemands auraient fraternisé à plusieurs reprises. Échanges de douceurs, promesses de paix, etc. » Édouard Deverin met en scène un artilleur qui « rouspète » en assistant à une trêve pour enterrer les morts, et qui va se plaindre à la brigade¹ celle-ci ordonnant un tir de 75. « Il n'y a que l'artillerie qui donne », écrivent de nombreux soldats, décrivant un accord entre les deux infanteries.

Il arrive toutefois que les artilleurs tiennent compte de la situation insoutenable dans les tranchées, pour cause d'inondation, et suspendent leurs tirs. Parfois l'accord tacite englobe les artilleurs dans un combat ritualisé. Les relations ne sont pas toujours excellentes entre les officiers des deux armes[71], mais ils se considèrent tout de même comme camarades, ils se rencontrent et se parlent : cela peut être l'occasion pour le fantassin d'obtenir de l'artilleur une relative passivité. Le chef de section Biscay signale un cas fort intéressant puisqu'il évoque une action en trois temps : les relations cordiales et les échanges de produits entre Allemands et Français en première ligne ; la demande des fantassins allemands à leurs artilleurs d'allonger le tir, ceci pour épargner leurs camarades français ; l'information des fantassins allemands aux Français sur ce qu'ils venaient de faire. En scrutant les quantités de témoignages de toutes

sortes, on ferait apparaître la réalité concrète d'un phénomène d'une complexité extraordinaire, ce que le présent texte a essayé de réaliser, dans ses modestes dimensions.

UN ASPECT CONSTITUTIF DE LA GUERRE DES TRANCHÉES

La perspective d'une recherche systématique reste entière, mais elle ne pourra pas être exhaustive à cause du caractère fragmentaire et biaisé de la documentation. Dans cet ouvrage, le cadre général de réflexion et la construction progressive du phénomène des ententes et fraternisations reposent sur une longue fréquentation des sources de première main. Sur chaque thème, il a été possible de donner largement la parole aux combattants. Je suis de ceux qui souhaitent faire entendre le langage des hommes des tranchées, et qui pensent que les phrases écrites par les combattants eux-mêmes sont d'un grand poids. S'appuyer sur les textes permet de repérer les constantes et les nuances. Sur le plan quantitatif, on est frappé par l'ampleur du phénomène.

Une histoire de la Grande Guerre ne peut ignorer le déchaînement de violence qui l'a caractérisée. Pour s'en tenir au front occidental, il faut toujours rappeler le nombre considérable de tués et de blessés dans les larges mouvements de 1914, et les puissantes offensives qui ont marqué chacune des années suivantes. Il faut aussi faire ressortir l'originalité de cette guerre, les longues périodes de face-à-face à l'abri relatif du système de tranchées. Tandis que faisaient rage les combats de Verdun, on pouvait se reposer dans les Vosges. Un secteur tragique en 1915 n'avait plus les honneurs du communiqué l'année suivante. Un secteur tranquille pouvait s'embraser. Dans tous les cas, les soldats se trouvaient pris dans l'étau de la hiérarchie qui donnait les ordres, et dans les filets de la propagande qui diabolisait l'ennemi. Tout poussait à l'agressivité. Mais, lorsque cette pression se relâchait, d'autres forces jouaient. Le capitaine Rimbault a fait cette remarque, comme de nombreux combattants : « Un Français et un Allemand ne peuvent vivre ainsi côte à côte sans qu'une des deux hypothèses suivantes n'arrive : *se tuer ou s'arranger à l'amiable*. » Les soldats ont souvent choisi la deuxième formule et l'ont mise en pratique sous des formes diverses.

La trêve de Noël 14 a marqué parce qu'elle paraissait un phénomène exceptionnel. La date était un jour sacré, comme il n'y en avait pas d'autre. Mais rien d'officiel n'avait été décidé, ni par l'Église, ni par l'Armée. Ce fut un mouvement spontané des soldats. Plus réduite et plus fragile sur le front tenu par les Français que dans le secteur britannique, elle avait cependant été précédée d'actes qui sont décrits dès octobre. Les ententes sont apparues en même temps que se

mettait en place la nouvelle forme de guerre, tandis que la prise de conscience des exagérations du bourrage de crâne n'était encore qu'embryonnaire chez les poilus, et que la haine du « Boche envahisseur et tortionnaire » avait toute latitude pour s'imposer. Sans doute ces premières formes de camaraderie furent-elles limitées en nombre ; elles sont cependant attestées dans des formes élaborées avec « échanges de douceurs, promesses de paix, etc. » (Ivan Cassagnau).

Par la suite, les années 1915 et 1916 ont laissé de fréquentes possibilités d'entente, malgré les offensives d'Artois, de Champagne, de Verdun, de la Somme. L'hiver 1916-17, l'année 17 et l'hiver 1917-18 sont les périodes les mieux documentées par le contrôle postal. Les conditions étaient également favorables, en dehors de l'offensive Nivelle sur le Chemin des Dames. Le retour à la guerre de mouvement au printemps 1918 a rendu les choses plus difficiles mais n'a pas fait disparaître le phénomène.

Voici un secteur tranquille, en janvier 1918, comme bien d'autres, ailleurs et à d'autres dates. Un soldat du 202^e l'apprécie : « Le secteur est calme, les Boches nous fichent la paix, ils doivent être comme nous et en avoir assez. » Le contrôle postal livre cette phrase, mais ne permet pas d'en savoir plus. L'expression « nous fichent la paix », alors qu'on est en guerre, mérite d'être une fois de plus soulignée. Bien sûr, les Français fichent aussi la paix aux Allemands. Dans ce type de secteurs, on ne tire pas au fusil, ce qui paralyserait beaucoup de mouvements des deux côtés. On ne se lance pas de grenades, alors que la proximité rendrait théoriquement possibles de « beaux » combats avec cette arme ancienne remise en service. Des boyaux exposés ne sont pas mitraillés. « S'ils avaient voulu nous tuer, ce serait déjà fait », remarque le lieutenant Morin en arrivant à un nouveau poste. « Ils nous voyaient de la tête aux pieds, et s'ils avaient voulu, qu'est-ce qui les empêchait de nous envoyer un coup de fusil ? » écrit un soldat du 118^e en janvier 1918.

Dans certains secteurs tranquilles, on voit la tranchée ennemie, mais personne ne se montre. L'entente est tacite. Aucun des deux camps ne veut engager les hostilités. On ne profite pas des bons repères de tir que sont les fumées que nul ne songe à cacher puisqu'elles sont tolérées « de part et d'autre » (pour reprendre une formule très employée). Ailleurs, on sort à découvert et chacun travaille de son côté, sans se parler. Le terme « fraternisation » ne convient pas encore, même si la situation décrite est bien une suspension de la guerre : le tir sur cibles visibles n'est pas déclenché. Pour formaliser la trêve, il suffira de quelques signes, d'un message, parfois d'une vraie discussion si l'obstacle de la langue est levé. Alors s'installent les échanges : produits lancés d'un petit poste à l'autre (quand ils tombent sur le parapet, on sort pour aller les chercher) ;

déposés à mi-chemin dans le *no man's land* ; donnés de la main à la main (occasion de se serrer la main, puisqu'on a fait ces nombreux pas en avant et que l'on se trouve, depuis un moment déjà, dans une véritable fraternisation). On ira jusqu'à boire ensemble en copains, travailler ensemble en se prêtant les outils, « surveiller » ensemble en fumant et en discutant dans la mesure du possible.

Si la trêve est imposée par l'inondation des tranchées, cas assez fréquent, l'attitude des soldats est d'abord une réaction de bon sens, et non une prise de position pacifiste ou humanitaire. Toutefois il faut remarquer que ce bon sens l'emporte sur d'hypothétiques sentiments de haine. Sortir pour échapper à l'eau n'implique pas de fraterniser, pourtant cela se produit. En voyant l'Allemand recouvert de boue, devant lui, le Français se voit lui-même comme dans un miroir. Ils sont « logés à la même enseigne ». On en vient à employer l'expression « poilus boches ». Les sentiments de solidarité se manifestent après la sortie à découvert. Sans doute existaient-ils confusément auparavant. Sans doute une « obscure sympathie » s'était-elle mise en place pendant les mois de souffrances au cours desquels on avait compris la similitude des situations. Dans la fraternisation peuvent alors s'exprimer des aspects nettement pacifistes et antimilitaristes. Le contrôle postal des armées françaises permet assez souvent, malgré la crainte de la censure, de mettre en parallèle de tels propos et la description d'actes de camaraderie. Ceux qui osent exprimer leur hostilité à la guerre osent aussi raconter les fraternisations.

Les ententes trop fraternelles finissent par être découvertes et interdites, avec plus ou moins d'efficacité. Les accords tacites installent parfois la tranquillité pendant des semaines ou des mois : alors les habitudes sont prises, la trêve va de soi. Les relations peuvent aller s'améliorant au fil du temps. Elles risquent de se détériorer. Un soldat du 106^e, écrit en juillet 1917 : « Les Boches sont toujours assez culottés au petit poste ; ils nous ont fait voir un seau de bière ; on leur a dit de l'apporter à moitié chemin dans les barbelés (les postes sont à 30 mètres) ; aussitôt un grand diable de Fritz est sorti, est venu à moitié chemin et deux de chez nous sont allés chercher le liquide contre un paquet de "bleu", disant de ne pas tirer qu'ils ne tireraient pas non plus. Aujourd'hui la camaraderie est finie, on se contente de se lancer les journaux avec un caillou. » On ne saura pas pourquoi : à cause de l'arrivée d'un officier ? de quel côté ? Ici, les relations ne sont cependant pas rompues. Mais les ruptures existent, brutales parce que l'officier qui vient mettre le feu aux poudres le fait parfois en profitant de la confiance de ceux d'en face (à moins que les soldats aient pu les avertir par signes ou d'autre manière). Il arrive que les entorses à la trêve soient amnistiées après échange d'explications. Toutes sortes de langages sont utilisés, y compris l'agression ritualisée, que l'expérience

acquise permet de reconnaître comme telle et non comme un acte véritable de guerre.

Il ne sera jamais possible de donner l'exacte évaluation du nombre et de l'importance des ententes et fraternisations. Les sources sont insuffisantes. Malgré le regain des parutions, les carnets de combattants ont été parfois perdus ou sont encore ignorés. La peur de la censure a rendu beaucoup de lettres « sans intérêt ». Le contrôle postal a montré ses limites (faible pourcentage de lettres lues ; faible pourcentage de soldats osant s'exprimer). Beaucoup de chefs ont préféré garder le silence et ne pas en référer à l'autorité supérieure. En juin 1917, par exemple, en secteur le long du canal de l'Aisne à la Marne, le lieutenant Morin surprend ses hommes en pleine séance de troc : « Un matin, je ne sais pourquoi, avant de me coucher, je jette un coup d'œil par-dessus le parapet, et ce que je vois me cloue d'étonnement : tous les hommes de ma section sont debout sur le parapet ou sur le chemin de halage. J'en vois qui font de grands gestes, comme s'ils lançaient des grenades, d'autres se baissent pour ramasser quelque chose, d'autres enfin essaient d'attraper des objets au vol, en sautant. Je me précipite dans la tranchée : mes soldats lancent des quignons de pain, voire des boules entières, du chocolat, de l'autre côté du canal ! En échange les Boches envoient du tabac en paquets dans des grenades à manche, préalablement désamorcées et vidées de leur charge d'explosif. » Le lieutenant sermonne ses soldats, mais cela ne va pas plus loin : « Nul doute que si un officier supérieur était témoin de ces faits, il y aurait des sanctions. Bien que mon devoir serait de signaler le fait au colonel, je ne fais aucun rapport ; je crains que les sanctions soient trop sévères en cette période de trouble. »

Le même lieutenant exprime sa stupéfaction : « Cette situation imprévue, exceptionnelle, paradoxale me déconcerte, me désespère. » Un tel étonnement pourrait être utilisé pour défendre la thèse de la rareté de ces épisodes. Mais Morin ajoute aussitôt : « J'avais déjà occupé des secteurs où, par entente tacite, on n'en troublait pas la tranquillité, mais du moins restait-on invisible. » D'autre part, il n'a surpris le grand troc que par hasard, alors qu'on le croyait endormi dans son gourbi après une nuit de veille. Combien de ces situations ont-elles échappé aux officiers ? Combien de cas, ponctuels en apparence, réclamaient-ils de larges complicités et connivences ? Même incomplète, la documentation examinée laisse penser que les trêves formelles pour ramasser les morts et les blessés ont été plus nombreuses qu'on ne croit, bien qu'elles aient impliqué un accord à un niveau supérieur, milieu au sein duquel on ne réagissait pourtant pas comme les hommes des premières lignes [72].

Trêves et fraternisations sont décrites sur le front italien par Bruna Bianchi, pour le secteur anglais du front occidental par des

auteurs déjà cités[73]. Tony Ashworth estime que le tiers des relèves dans l'armée anglaise ont été concernées par le phénomène du *live and let live*, vivre et laisser vivre. John Keegan remarque : « À moins d'être harcelés par leurs officiers, les soldats ont toujours été prêts à s'entendre pour demeurer passifs, bavarder et échanger des produits de première nécessité, voire même conclure des trêves locales[74]. » Pour l'armée française, le phénomène des ententes et fraternisations durant la guerre des tranchées ne peut être considéré comme exceptionnel ou marginal. Une recherche, même très partielle, dans des sources dont les limites et la tendance à minimiser ont été montrées, laisse l'historien impressionné par les informations récoltées. Il s'agit souvent de petits faits, mais leur accumulation, la complexité de leur déroulement, l'adhésion des poilus laissent sérieusement penser que nous avons là un élément constitutif de la guerre des tranchées qui révèle une grande capacité de résistance au discours belliqueux.

Le commandant Hennes a résumé la situation en écrivant, en avril 1916 : « On ne se maintient plus pendant des semaines, des mois, des années, dans un état factice de colère ou d'exaltation, » Les petits groupes de soldats ont renâclé à s'intégrer complètement dans l'affrontement des nations et ils ont manifesté leur capacité à tourner les règles de la contrainte. Dans des conditions difficiles, ils sont arrivés à construire, tant bien que mal, un système social de régulation de la violence en s'appuyant sur des traits culturels profonds, dessinés sur le long terme dans la vie civile.

Qu'y a-t-il au fond de cette tendance à l'entente et à la fraternisation ? On peut penser à des sentiments chrétiens car la morale de ces hommes a une forte base religieuse. Mais la fraternisation dans la paix est rarement affirmée en référence à un dogme ou à une Église. D'ailleurs, les Églises se sont engagées dans le conflit en tenant un discours belliqueux et en prônant la soumission, vertu aimée de Dieu.

Aurait-on assisté à la mise en pratique de l'internationalisme prolétarien ? On sait combien cette position était minoritaire en France avant 1914 ; on connaît l'impuissance de la II^e Internationale à s'opposer à l'entrée en guerre. Les appareils du parti socialiste et de la CGT se rallièrent à l'Union sacrée. Beaucoup d'ouvriers des grandes usines métallurgiques, et autres, n'étaient pas sur le front. L'internationalisme n'a pas provoqué les fraternisations, mais celles-ci ont donné à ces sentiments l'occasion de reparaître et de s'exprimer. La réflexion restait cependant simpliste : les petits contre les grands et les gros ; l'extermination de la classe des travailleurs (ouvriers ou paysans) dans une guerre provoquée par les appétits capitalistes.

Concernant l'armée britannique, on peut mettre en avant les

valeurs culturelles forgées par le goût et la pratique du sport, la loyauté, le fair-play. Lors de la trêve de Noël 14, des Tommies ont noté avec approbation des sentiments identiques du côté allemand, remettant en question l'image des Huns. Les Français n'avaient pas la même culture marquée par le sport. Mais on peut examiner leur cas dans une approche plus générale, celle des normes morales, largement répandues. Tony Ashworth évoque les notions éminemment morales de réciprocité et de justice. Quand on se penche sur l'histoire des classes populaires, on découvre aisément la notion de « ce qui est juste » (justes droits, justes salaires), notion imprécise, mais fortement ancrée dans les esprits, à travers laquelle le travailleur essaie de préserver sa dignité. Une telle construction culturelle s'est effectuée sur le long terme, de génération en génération, dans la vie civile [75].

La guerre apporte un bouleversement considérable. Elle inflige des souffrances inouïes, elle dissocie les familles, elle tue les copains, les camarades de classe, de travail, de l'équipe de rugby [76], elle impose des voisins qui sont des ennemis. Les hommes des tranchées ont, pour la plupart, un idéal de « vie tranquille » (Georges Bonnet) ; lorsqu'ils trouvent un moyen de « s'enfuir » de la guerre, ils ont l'impression de « réintégrer la société » (Jean Bernier). Les fraternisations sont un de ces moyens : « Ici, écrit un soldat du 65^e RI en décembre 1917, les Français et les Boches parlent ensemble comme en temps de paix. » Paix, conversations entre bons voisins, camaraderie, famille sont des termes qui reviennent sans cesse dans le corpus des descriptions d'ententes et de fraternisations.

Relevé de la cote 304 à Verdun, en juin 1916, le soldat Joseph Bousquet écrit : « Complètement découragés par tout ce que nous venons de voir, qui semble invraisemblant en plein XX^e siècle, siècle soi-disant de lumière et de progrès où nous devons tous vivre comme des frères. Quel dégoût pour cette vie de misère et d'horreur. [...] Maudite guerre ! Maudite vie ! Quand donc reverrons-nous la vie de famille ? » Comme Marcel Papillon, Delphin Quey et tant d'autres, Élie Vandrand écrit à ses parents pour demander encore et toujours des nouvelles du « pays », des travaux des champs et des récoltes : « Je m'intéresse davantage à ce que vous faites au pays qu'à veiller le Boche. » Les fraternisations sont l'occasion de rencontrer des hommes qui, eux aussi, pensent à leur famille. On se montre des photos. Louis Barthas dit d'un capitaine allemand qu'il est un « bon père de famille », ce qui évoque non seulement un état de fait, mais des formes de comportement. « Ça nous arrive souvent de causer avec eux en fumant une vieille pipe, presque en famille » (5^e RI, janvier 1917). « Ceux qui sont maintenant devant nous passent des cigarettes tous les jours et nous faisons la guerre en famille » (29^e BCP, octobre 1917). « Il n'y a presque jamais de poilus d'amochés car ça se passe en famille

avec les Boches » (2^e génie, janvier 1918).

La mention de « bons voisins » est fréquente. « On parle avec les Boches, on leur envoie du pain et ils nous envoient des cigarettes et des cigares. Dans les secteurs de la section, il n'y a pas un coup de fusil de tiré. On parle avec eux comme on se parlerait d'une maison à une autre » (sergent du 42^e, juillet 1917). Le matin, les voisins se saluent et se demandent si le jus était chaud... Après une rupture provoquée, semble-t-il, par les Français, Henri Despeyrières écrit que « l'on est définitivement brouillés avec les voisins ». L'histoire est racontée dans une lettre du 25 janvier 1915 dont une phrase (« il paraît qu'autrefois on vivait même en assez bons termes avec eux, on causait, on se passait les journaux, on ne se tirait même pas dessus ») évoque encore une fois la précocité du phénomène.

Le 6 septembre 1915, le sergent Roumigières note : « Ce n'est pas la première fois que les Boches demandent ainsi à vivre en bons camarades avec nous. » « On a de bons types en face de nous », écrit un soldat du 172^e en octobre 1917. Et un Parisien du 143^e : « Ils sont bons types. [...] Hier soir ils m'ont envoyé une carte. Je la garde, je te la ferai voir quand j'aurai une permission. Ce sera un souvenir d'eux. » Léon Werth remarque : « Malgré la haine apprise, malgré les manuels scolaires et les journaux, les ouvriers de la boue, les terrassiers des deux lignes, sentent obscurément parfois qu'ils sont d'une même corporation. » Et qu'ils travaillent sur le même chantier. Or sur un chantier de travail manuel, dans la vie civile, à côté des formes d'estime et de solidarité, on n'hésite pas à se bousculer, à s'invectiver et à se lancer des quolibets. Digne professeur, Jules Isaac l'avait découvert au sein de son groupe, côté français. On « asticote » aussi les Allemands. Ajoutons deux exemples concernant des ennemis que l'on vient de faire prisonniers, hors de toute période de fraternisation, mais qui paraissent devoir être cités ici :

« L'officier observateur du tir a assisté dans la tranchée avancée à un incident curieux qu'il m'a conté dans la soirée : pendant le bombardement de l'ouvrage allemand, on a vu un ennemi en sortir vers nous, les bras levés, sans armes... *Allume, allume*, ont crié nos fantassins, *gare aux marmites !*

« Il est arrivé sain et sauf, très essoufflé, les bras toujours levés. On l'a entouré, on l'a plaisanté, on lui a fait boire un quart de vin, il a aussi mangé du pain » (lieutenant-colonel Bourguet).

Dans le livre de Galtier-Boissière, pendant la bataille de la Marne, un Allemand légèrement blessé est capturé et va être envoyé vers l'arrière : « Nous lui indiquons du doigt Villers-aux-Vents, et voilà notre gros bonhomme courant vers le village, en bondissant de droite et de gauche pour éviter les obus allemands, et joyeusement apostrophé par les tirailleurs français égaillés dans la plaine ! »

Camarade ! C'est le mot franco-allemand que l'on prononce lorsqu'on est pris, si bien que « faire camarade » a désigné la reddition[77]. Dans la vie civile, en temps de paix, on a des camarades de classe, de travail, de syndicat ; dans la guerre, des camarades de tranchée ou de combat ; dans les fraternisations, la camaraderie franchit les barrages de fil de fer.

En rappelant l'utilisation fréquente de ces mots du temps de paix, il faut souligner qu'ils ne sont pas neutres. Ils témoignent d'un état d'esprit qui rend possibles les fraternisations, puis qui est renforcé par la bonne entente elle-même. On passe des accords « à l'amiable ». Des usages s'installent, et de bons voisins se doivent de respecter les usages. Comme dans la vie civile, il y a « des choses qui ne se font pas ».

Voici, par exemple, un groupe décrit par Louis Hourticq : « L'autre soir, ils avaient reçu l'ordre d'aller renforcer le réseau de fils de fer de leur secteur et, tandis qu'ils enfonçaient des pieux, à grands coups de maillet, les Boches se mirent à tirer, ce qui est contraire aux usages. Quand on sort de la tranchée pour planter des piquets, il est de tradition que ceux d'en face opèrent de même. Pendant ce temps, les tiraileries s'arrêtent. Cette violation du droit des gens souleva donc une grande colère chez nos dragons, sans interrompre pourtant leur travail. Il fallait alors les entendre, dans la nuit, scander leurs coups de maillet de jurons sonores, proférant d'épouvantables injures contre la personne des Boches et contre celle de leurs ascendants. » On soulignera les mots : « violation du droit des gens », « tradition », « usages[78] ». « Ce n'est pas de jeu », écrit Pierre Masson lorsque « quelque artilleur grincheux » (sans précision de nationalité) brise une tranquillité acquise « par une convention tacite ».

Le poilu savoyard Fernand Lugand a, un jour, en ligne de mire, « un soldat allemand muni d'une pioche, creusant un trou à l'orée du bois ». Avant de presser la détente, le poilu se dit « qu'il serait lâche de tuer ainsi un homme qui peut-être travaille à ce trou pour donner une sépulture à un camarade ». Et il ne tire pas. Pour briser une fraternisation, un colonel ordonne de tirer sur les Allemands sans défense. Le sergent ne fait exécuter la salve qu'après leur avoir fait signe de se cacher : « Ç'aurait été un abus de confiance de les tuer » (Henry Nadel). « On ne peut pas tirer puisqu'on a donné sa parole de ne pas le faire » (adjudant Valéry Capot).

Un général britannique, tout en se refusant à encourager les situations de *live and let live*, remarquait que, parmi ses hommes, un meurtre de sang-froid n'était jamais bien vu[79]. Avec Modris Eksteins, on peut dire que ce ne serait pas fair-play ; avec Tony Ashworth, que ce ne serait pas moral ; avec beaucoup de soldats français, que « ça ne se fait pas[80] ».

Les ententes et fraternisations entre adversaires ne constituèrent pas seulement l'apport d'un peu de paix au milieu de la guerre. Elles participèrent de l'effort général de sociabilité pour échapper à l'ensauvagement. Elles mirent en avant les valeurs culturelles qui avaient résisté à ce qu'on appelle aujourd'hui la « brutalisation » des individus (leur transformation en brutes)^[81]. Quand la trêve était rompue, le soldat, comme celui-ci, du 147^e, en octobre 1917, avait l'impression qu'il retournait à l'état d'animal :

« Tous ces jours derniers l'on travaillait par-dessus le parapet, c'est-à-dire sur la plaine. Les Boches étaient à 200 mètres, ils en faisaient autant que nous. On ne tirait pas ni les uns ni les autres. Mais depuis hier soir tout a changé, il faut se mettre dans son terrier.

« Vivement la fin de toutes ces misères. »

« Brother Boche »

Engagé volontaire à dix-huit ans, en 1914, Carl Zuckmayer [82], futur adaptateur de *L'Ange bleu*, évoquait en 1966 dans son autobiographie diverses situations au cours desquelles les soldats allemands avaient établi des contacts directs et pacifiques avec leurs adversaires :

« Lorsqu'un détachement de prisonniers franchissait les lignes pour être ramené à l'arrière, l'attitude des soldats du front était en général empreinte d'une compassion amicale mêlée d'un léger sentiment d'envie : pour ceux-là, la guerre était finie. D'un autre côté, on ne savait jamais si on ne se retrouverait pas le lendemain dans la même situation ; qu'advierait-il alors ? Quand on le pouvait, on leur glissait quelques cigarettes et parfois, on recevait en échange du tabac brun "Caporal" ou une "Players" anglaise. Cela faisait longtemps que la haine de l'ennemi posté dans la tranchée voisine avait disparu. Pour nous tous, l'ennemi, c'était la guerre, pas le soldat en uniforme bleu acier ou kaki, contraint de subir les mêmes épreuves que nous. Les fraternisations débutèrent très tôt. Déjà vers Noël 1914, à l'ouest de Roye, les soldats des tranchées contiguës suspendirent de leur propre chef les tirs nocturnes, alors que ceux-ci étaient habituels, même sur les lignes de front calmes. Au lieu des grenades, on se lança par-dessus les barbelés des petits paquets contenant de la charcuterie ou du chocolat. Une patrouille allemande appartenant à un régiment de la Hesse se mit à discuter un jour avec une patrouille française. On se serra la main et on s'invita mutuellement dans les abris. Les Allemands apportèrent de la bière ou du schnaps, les Français du vin. Naturellement, les officiers n'étaient pas au courant de ce qui se passait. Jusqu'à ce qu'un soir, un jeune lieutenant en tournée d'inspection trouvât quelques Français festoyant gaiement dans l'abri d'une brigade allemande, le ceinturon enlevé et le fusil posé dans un coin. Par stupidité ou par sentiment du devoir, il mit immédiatement les hommes en état d'arrestation et les fit emmener comme prisonniers. Ainsi s'acheva notre brève fraternisation [83]. »

La panoplie des signes de non-agression comporte des gestes aussi simples que les cigarettes glissées aux prisonniers, au nom d'un sentiment général de solidarité né des épreuves endurées en commun. Selon un principe rudimentaire de « donnant-donnant^[84] », cette cigarette représente une sorte de prestation préalable : grâce à leur attitude amicale envers l'adversaire sans défense, les soldats pouvaient espérer bénéficier d'un même traitement s'ils étaient faits eux-mêmes prisonniers, éventualité très plausible. La « compassion amicale » supplantait la « haine » tout particulièrement lorsque la coexistence dans un espace géographique limité se prolongeait au-delà d'un certain temps. Ainsi, ces « tirs nocturnes » qui survenaient même sur les « lignes de front calmes » et pouvaient être totalement « suspendus » dans certaines circonstances.

Vient alors l'échange de nourriture (« à la place des grenades ») par-dessus les tranchées, et enfin ce qui s'apparente le plus à la fraternisation, lorsque les soldats allemands et français se rencontrent durant les patrouilles. En partageant les boissons typiques de leurs pays respectifs – le vin pour les Français ; la bière et le schnaps pour les Allemands –, les soldats boivent en quelque sorte le « verre de l'amitié ». Mais c'est alors qu'après avoir été temporairement contournée, l'autorité militaire réapparaît en la personne d'un « jeune lieutenant » particulièrement zélé qui fait arrêter les soldats français et met ainsi un terme à cette « brève fraternisation ».

Chez Zuckmayer, ces scènes surviennent presque simultanément, comme dans un mouvement accéléré, et surtout, elles semblent être aussi importantes les unes que les autres. En réalité, la fraternisation ouverte ne constitue que la forme extrême d'un large éventail de types de comportements subversifs plus ou moins banals. Les degrés divers de fraternisation décrits vont de l'aspiration commune à l'achèvement de la guerre, jusqu'au sentiment d'une égalité de principe avec celui que l'on est contraint de considérer comme un ennemi – sentiment favorisé notamment par la proximité géographique et par la certitude que les soldats de la tranchée d'en face luttent, eux aussi, pour leur survie dans des conditions épouvantables. Les conditions climatiques constituent alors souvent un facteur décisif pour la conclusion d'arrangements tacites. Mais les petits gestes de non-agression qui en découlent ne se transforment pas systématiquement en scènes de fraternisation. Au contraire, on peut affirmer que la suspension relative des hostilités avait d'autant plus de chances de durer que ces gestes étaient discrets. Cela signifie également que ces différentes formes d'arrangements tacites conclus à un niveau plus modeste que celui des fraternisations spectaculaires de Noël furent possibles et probables pendant toute la durée de la guerre, chaque fois que les circonstances extérieures s'y prêtaient. Le contact personnel avec

l'ennemi dans le *no man's land*, en dehors de la tranchée ou même dans la tranchée de l'adversaire, était, quant à lui, bien plus rare et bien plus difficile à établir. Dans les cas où l'échange atteignait ce stade, on a d'ailleurs peine à imaginer que les officiers n'aient rien su (nous y reviendrons).

Ce genre d'histoires suscitent aussitôt la sympathie. On songe aux *Aventures du brave soldat Sveijk*, au sergent Grischa d'Arnold Zweig ou à la noble attitude des officiers ennemis dans le film de Jean Renoir *La Grande Illusion*. Mais ces attitudes restent marginales, même si elles se manifestèrent sur presque tous les fronts et à presque toutes les périodes du conflit. Il n'y aurait pas eu ces millions de morts si ces hommes capables de s'entendre tacitement quand la situation se présentait n'avaient également été prêts à perpétrer les massacres les plus épouvantables dès qu'on leur en donnait l'ordre, voire par pure jouissance de tuer, comme le suggèrent les récits de soldats d'élites tels qu'Ernst Jünger.

En revanche, échapper au moins momentanément à l'horreur de la guerre de positions a peut-être permis à tant d'hommes de supporter plus de quatre ans de conflit et empêché toute résistance vraiment effective. De même, il n'est pas certain que les accords, souvent tolérés tacitement du côté des officiers, n'aient pas finalement « aidé » à prolonger le conflit. L'historien Christoph Jahr^[85] montre de façon convaincante que si celui-ci avait été mené d'un bout à l'autre conformément aux idées des différents états-majors, c'est-à-dire comme une guerre offensive implacable, il n'aurait probablement pas duré plus d'un an, car les armées se seraient mutuellement anéanties avant.

Ainsi les accords tacites de non-agression se situent-ils dans une zone floue au sein du système de diffusion des ordres qui ne sont en fait jamais parfaitement exécutés car, dans bien des cas, même le simple soldat conserve une petite marge d'autonomie. Cette dernière est implicitement acceptée par les militaires, des officiers comme des soldats, et elle contribue au bout du compte à la perpétuation de la logique militaire.

Les arrangements entre soldats étaient officiellement interdits, et les protagonistes avaient rarement la possibilité d'en parler ouvertement et directement. Les soldats allemands n'avaient pas non plus intérêt à les raconter car l'attention des officiers risquait de se porter en priorité sur eux dans les périodes d'accalmie prolongée. Concernant ces périodes justement, ou bien celles des échanges de tirs fortement ritualisés qui permettaient à tous de se mettre à l'abri à temps, on est contraint de supposer que les officiers en contact direct avec les troupes du front (c'est-à-dire les sous-officiers et les officiers, jusqu'au lieutenant et au capitaine) savaient pertinemment ce qui se

passait. Pour éviter eux aussi des sanctions, ils avaient intérêt à la discrétion, à l'exemple de Zuckmayer[86], si bien que leurs rapports sont peu fiables. Surtout, comme l'a découvert Bruna Bianchi, dans les dossiers de la psychiatrie militaire italienne, nombre d'officiers souffraient terriblement d'être responsables de la mort de leurs subordonnés. Ainsi cherchaient-ils souvent eux-mêmes à éviter les actions offensives. Il leur arrivait également de simuler celles-ci et de falsifier ensuite leurs rapports. Au bout du compte, cette attitude les plongeait dans un dilemme qui les rendait psychiquement malades[87].

Le fait que les officiers se soient sentis responsables de leurs soldats doit être bien compris. Il ne s'agissait pas simplement d'une relation paternaliste entre un supérieur protecteur et ses jeunes subordonnés. Dans beaucoup de cas les tensions émotionnelles naissaient précisément du rapport d'âge inversé entre un très jeune officier et son subordonné plus mûr. Cela faisait naître chez le premier des blocages qui l'empêchaient d'exercer sans limite son pouvoir de commandement. Un sous-lieutenant italien de vingt et un ans, étudiant issu d'une famille pauvre dans le civil, décrit très bien ses états d'âme dans une lettre adressée à sa fiancée pour le nouvel an 1918, ce qui lui valut d'être condamné à trois mois de cachot :

« Songe, Gina, que nous pourrions être aujourd'hui enfin ensemble dans ma maison, dans ta maison, dans notre maison. Au lieu de cela, je dois prendre une nouvelle fois sur moi-même pour donner à des gens plus épuisés que moi des ordres toujours identiques qui, comme d'habitude, ne seront exécutés qu'à moitié ou pas du tout. Je suis obligé de proférer les avertissements d'usage, les menaces d'usage à l'encontre de pères de famille. Ces hommes ne valent rien en tant que soldats ; ils mériteraient qu'on les traite comme des enfants alors que ce sont des pères, peut-être même de bons pères. Il y a dans cette situation une contradiction permanente, oppressante à laquelle il est impossible d'échapper[88]. »

Déjà en novembre 1914, quelques semaines avant sa mort, un jeune officier allemand avait évoqué dans une lettre à sa famille le poids des responsabilités qui l'oppressait jusque dans son sommeil :

« Je ne souffre nullement de fatigue physique. [...] C'est le sentiment de responsabilité qui est minant. La nuit, il empêche de dormir. On inspecte sans cesse les différents postes pour que tout le monde reste sur le qui-vive et cela continue même après la relève ; si bien qu'ensuite, on rêve de postes et de tranchées[89]. »

Quel comportement peut adopter un jeune homme mélancolique de vingt et un ans lorsqu'un petit groupe de pères de famille de quarante ans, à ses yeux piètres soldats, trouvent avec l'ennemi un arrangement qui leur permet de ne pas tirer et de ne pas être tués en

première ligne ? On imagine aisément ce sous-lieutenant résigné prenant acte d'un tel incident sans le faire suivre de mesures disciplinaires.

On imagine les problèmes d'évaluation que pose un comportement certes passible de sanction, mais aussi toléré dans certaines limites de façon tacite – parfois même officielle. Les témoignages sont en général cryptés, à cause de la censure, ou allusifs. Les sources juridiques sont presque aussi discrètes puisqu'on ne nomme pas en général le délit et qu'au surplus, en 1914, il n'existait aucun texte *ad hoc*. Ajoutons-y le poids des fraternisations imaginées. On peut affirmer sans exagérer que la pensée et l'action des représentants de l'internationale socialiste furent dominées durant la guerre par les souvenirs de juillet et août 1914, c'est-à-dire par le lamentable échec de la fraternisation prolétarienne depuis longtemps promise et censée prendre la forme d'une grève générale internationale capable d'empêcher le déclenchement des hostilités. Les publications clandestines sont elles aussi marquées par cet échec, tout comme les discussions lors des conférences internationales de Zimmerwald, Kienthal et Stockholm. On sait combien, en Allemagne en particulier, cet idéal de fraternisation au-delà des tranchées devint un objet d'attaque contre les antimilitaristes de gauche dans les débats sur la « Légende du coup de poignard dans le dos » ; il fut même présenté comme une preuve de ce « coup de poignard ». Naturellement, on trouve dans les sources françaises, anglaises et italiennes d'autres exemples du discours sur la fraternisation prolétarienne qui se développe à nouveau sur tous les fronts à partir de la révolution russe de février 1917.

Complication supplémentaire, les récits fournis après 1918 en ont rajouté dans les non-agressions. Dans tous les camps, le coût du massacre perpétré pendant plus de quatre ans apparaissait démesuré par rapport aux résultats obtenus. Par ailleurs, la guerre avait produit les effets qu'on avait précisément cherché à éviter à son ouverture, notamment dans les empires effondrés d'Allemagne, de Russie et d'Autriche-Hongrie. Afin de mieux faire apparaître l'aberration qu'avait constituée cette tuerie, on invoqua ainsi volontiers et ce dans tous les camps la grande sympathie entre les soldats de différentes nationalités, malgré l'impératif qu'ils avaient de s'entretuer. Les anciens combattants, par exemple, reconnaissaient qu'ils avaient plus de points communs avec les soldats de la tranchée d'en face qu'avec les civils de leur propre camp.

À l'inverse, à partir de 1933, les activités des vétérans allemands furent soumises à un contrôle étatique très strict pour servir la propagande nationale socialiste. La rhétorique apparemment pacifiste de la fraternisation entre les anciens combattants du front se trouva

ainsi instrumentalisée de manière à justifier, côté allemand, la revanche de 1918.

FRATERNITÉS ET FRATERNISATIONS

Le poète italien Giuseppe Ungaretti, qui fut l'ami de Guillaume Apollinaire, combattit dès 1915 sur le front austro-italien, puis fut transféré en 1918 sur le front ouest où il assista à la dernière grande offensive en Champagne. Ce fervent interventionniste fixa ses impressions de guerre dans de nombreux poèmes composés pour la plupart à proximité du front et publia son premier recueil en 1916. C'est de cette époque que date également un de ses textes les plus connus :

*Frères
De quel régiment
Frères ?*

*Frères
mot qui tremble dans la nuit*

Feuille à peine née

*Dans les spasmes de l'air
révolte involontaire
de l'homme présent à sa
fragilité*

*Frères
Mariano 15 juillet 1916*^[90].

En lisant ce texte, on peut facilement imaginer une scène au cours de laquelle un soldat montant la garde pendant la nuit rencontre d'autres soldats dont il ne peut reconnaître précisément les uniformes du fait de l'obscurité. L'espace d'un moment, il ignore s'il s'agit de membres de sa propre unité ou d'ennemis^[91]. En les appelant « frères », il se place lui-même, ainsi que ceux qui viennent à sa rencontre, dans une sphère supérieure, celle d'une communauté humaine échappant au hasard des uniformes et des nationalités. C'est là le sens général fréquemment attribué au poème, et dans ce cadre, la « révolte involontaire » apparaît comme une protestation intime contre l'inhumanité de la guerre. Cependant, appliquée à notre propos, ce que suggèrent les quatre répétitions du mot « frères », cette révolte prend tout à coup un sens précis, pertinent du point de vue

militaro-juridique et évident pour un lecteur ayant l'expérience du front. La sentinelle qui s'adresse au soldat éventuellement ennemi en l'appelant « frère » ne formule pas une protestation abstraite contre la guerre. Il enfreint avant tout la consigne, ce qui pouvait au minimum lui coûter une peine d'emprisonnement.

En juin 1918, un tribunal militaire italien n'y manque d'ailleurs pas. L'analphabète G. C., âgé de vingt-huit ans, originaire de la province de Messine, veuf, père de plusieurs enfants et cocher dans le civil, a été abordé en avril 1918, pendant son service de garde, par un Autrichien^[92] : « Italien, Italien, tu as peur de parler ? » ; ce à quoi G. C. répondit par la négative. Celui-ci demanda ensuite à l'italien comment il allait. L'Italien, qui connaissait manifestement son interlocuteur depuis longtemps, lui répondit : « Dis-moi plutôt comment tu vas car tu t'es plaint hier. *Comment s'est passée la nuit ?* » L'Autrichien répondit qu'elle avait été mauvaise et qu'en outre, il avait faim. Il demanda à G. C. s'il pouvait lui donner du pain et si les Italiens avaient des cigarettes. G. C. lui expliqua alors qu'il venait juste de recevoir sa ration de tabac. La discussion s'arrêta là.

Dans le dossier judiciaire, aucune autre charge n'est retenue contre G. C., qui ne donna apparemment ni pain ni tabac à l'Autrichien. Cependant le tribunal jugea approprié de condamner G. C. à cinq ans de prison. Dans les attendus du jugement, on reconnaît, certes, à l'actif de l'accusé, qu'il n'a pas quitté son poste ni négligé son devoir. Mais le simple fait d'avoir engagé avec un soldat de l'autre camp une *pacifica conversazione* est considéré comme grave car l'accusé avait « la délicate mission de monter la garde, là où les dommages provoqués par l'ennemi étaient directement tangibles et où il fallait défendre la patrie ». Après avoir attesté du patriotisme, par ailleurs irréprochable, de G. C., le tribunal fit un long commentaire qui montre à quel point on considérait cette transgression à la règle d'hostilité systématique comme une menace potentielle et quelle signification on attribuait dès lors au concept de « fraternisation » :

« Cet acte doit être imputé à la négligence et à la non-observation des ordres sans cesse réitérés qui interdisent légitimement toute conversation et toute fraternisation avec l'ennemi. Le soldat engagé pour défendre la patrie et repousser l'ennemi n'a pas le droit d'échanger pacifiquement des idées [*pacifico scambio di ideé*] avec celui-ci. C'est là un principe particulièrement évident. Ce type d'échange débouche en effet inmanquablement sur une fraternisation qui peut rapidement entraîner des conséquences dangereuses en facilitant les attaques destructrices de l'ennemi. On sait d'expérience que celui-ci tire profit de ces discussions. Au début anodines, elles servent en vérité à préparer un état d'esprit et une atmosphère favorables à la diffusion d'une propagande empoisonnée qui conduit à

l'affaiblissement des troupes ayant imprudemment fraternisé tout en continuant de remplir leur devoir de fidélité à l'armée. Comme nous l'avons déjà dit, les conséquences peuvent s'avérer funestes. Pour être en mesure de véritablement défendre la patrie, il est donc absolument nécessaire d'empêcher tout ce qui pourrait permettre à l'ennemi de se défendre plus facilement, de nous nuire davantage. » La justice militaire considère ainsi qu'une simple discussion avec l'ennemi est un acte de fraternisation. Charles Sorley, écrivain anglais et jeune officier, semble rejoindre cette interprétation dans une lettre adressée à sa mère en juin 1915. Il y raconte en effet que les soldats évitent le plus possible les Allemands, bien que ceux-ci soient postés à quelques mètres seulement des lignes anglaises :

« La semaine dernière, nous nous sommes emparés de quelques tranchées et avons été très occupés. Notre activité ressemblait plus à celle de terrassiers qu'à celle de soldats. Par ailleurs, même s'il se montre amical à notre égard, nous évitons toute relation avec notre "Brother Bosch" [y/c] posté à moins de 70 mètres. Nous ne "fraternisons" en aucune manière[93]. »

Avec une retenue ironique très britannique, Sorley reconnaît un frère dans la figure stéréotypée et caricaturale du « boche ». Cependant il fait clairement la différence entre la fraternité du point de vue général et la fraternisation qu'il se doit de rejeter avec véhémence en tant qu'officier. En le lisant, on comprend que, à l'instar de la justice militaire italienne, il définirait comme « acte de fraternisation » tout contact pacifique avec l'ennemi allant au-delà du simple fait d'ignorer sa présence. Certes, Sorley décrit dans la même lettre un arrangement qui semble avoir été établi avec l'ennemi allemand depuis un bon moment, mais manifestement, cela ne fait pas partie pour lui des actes de fraternisation :

« Nos ennemis principaux sont les orties et les moustiques. Toutes les patrouilles, les anglaises comme les allemandes, sont résolument opposées au principe de la mort glorieuse. Lorsqu'elles se rencontrent dans la luzerne haute et humide qui frémit, elles se comportent comme le lévite face au bon Samaritain et passent leur chemin sans dire un mot. Envoyer des bombes sur l'adversaire signifierait pour les deux camps une atteinte inutile aux usages instaurés. Chacun reste toujours à environ 100 mètres de l'autre car il est clair qu'en causant des désagréments à celui d'en face, on s'en attire uniquement à soi-même[94]. »

La fraternisation ne consiste donc pas simplement à éviter de tirer sur l'adversaire – ce que Sorley semble considérer comme une attitude relativement évidente. Elle signifie également un échange verbal, même si celui-ci se limite à des considérations sur le temps et sur la qualité de l'approvisionnement. Ce dernier point suppose en outre la

maîtrise d'une langue permettant de communiquer. Dans le cas de l'italien condamné, le fait est manifestement admis d'emblée, mais le dossier judiciaire ne dit pas si c'est l'italien qui parle allemand ou l'Autrichien qui parle italien.

Charles Sorley, lui, maîtrisait certainement assez la langue pour pouvoir discuter avec l'ennemi. Il avait séjourné à Schwerin de janvier à avril 1914, puis étudié la littérature et la philosophie allemandes à l'université d'Iéna jusqu'en juillet avant d'être arrêté en tant qu'étranger ennemi le 2 août 1914. Libéré le lendemain, il avait rejoint la Belgique, puis l'Angleterre le 6 août ; là, il s'était porté volontaire. Le 13 juillet 1915, il écrivait encore à sa mère depuis le front en lui demandant de lui faire parvenir son édition personnelle du *Faust* de Goethe[95]. Pour lui, les Anglais et les Allemands sont aussi coupables qu'innocents, à la manière des boxeurs qui se frappent mutuellement de façon aveugle et, pour désigner les soldats allemands, Sorley adoucit toujours le mot péjoratif français « boche » en lui accolant celui de « Brother ». Ainsi écrivit-il un jour à son ami d'études :

« Le vague et le fade partout : voilà où je suis, juste à 100 m de mon Frère le Boche, et cela n'a rien de romantique. Il y a quelque chose de pourri, dans cet état de quoi ? On le sent, mais on ne sait pas vraiment ce que c'est. On n'a même pas la prémonition de quelque chose d'important, qui s'assemble et s'apprête à éclater. Votre publicité ici, tarifs intéressants. Aucun de ces sentiments de confiance, d'esprit offensif, de self control, dont la description dans la presse ravit tant l'Arrière. Non, nous ne sommes que des égarés, las, comme quand deux boxeurs qui se sont déjà trop battus, titubent hébétés, attendant chacun que l'autre cogne[96]. »

L'ennemi est ici montré comme un frère, protagoniste d'un combat déjà ponctué de nombreux coups violents, et qui, sautant d'un pied sur l'autre, attend le prochain. Chez Sorley, les frères de tranchées existent bien, même si les soldats ne doivent pas fraterniser. Voilà qui contraste fortement avec le ton édifiant de la prose patriotique des correspondants de guerre. Dans un poème dédié à l'Allemagne (*To Germany*) et envoyé à ses parents dès avril 1915 (avant son arrivée en France), Sorley montrait déjà qu'il n'était pas prêt à interpréter le conflit selon les catégories définies par le discours officiel :

*Vous êtes aveugles comme nous. Vous ne blessez personne à dessein,
Et personne n'a conquis votre terrain.*

*Mais vous et nous à tâtons dans les champs de la pensée où nous
sommes confinés,*

Nous trébuchons, sans comprendre.

*Tu ne voyais que ton avenir, ses plans,
Et pourtant nous, dans les méandres faiblement éclairés de nos
consciences,
Nous sommes en travers de votre chemin, et vous du nôtre,
Et tous nous sifflons de haine. Et l'aveugle lutte avec l'aveugle.
Quand la paix viendra, nous pourrons voir à nouveau, Avec des yeux
neufs, nos formes véritables,
Et nous serons surpris. Devenus plus aimables et plus chaleureux,
Nous nous serrerons les paluches et rirons des douleurs d'antan,
Quand viendra la paix. Mais d'ici là, ce sera tempête, Ténèbres,
tonnerre et pluie[97].*

Le premier vers souligne d'emblée l'égalité de principe entre camps ennemis : tous deux sont aveugles, tous deux ignorent ce qui se passe réellement et perçoivent l'adversaire de manière déformée. Ainsi les instants de fraternisation correspondraient – pour rester dans l'esprit du poème de Sorley – à des apparitions éclairs, anarchiques de la paix dans l'obscurité de la guerre. Ce qui expliquerait pourquoi la hiérarchie militaire, soucieuse de se protéger, en traquait les moindres traces. Le simple fait de dire à haute voix que l'ennemi était lui aussi un être humain pouvait entraîner des mesures disciplinaires. Un soldat italien fut ainsi condamné en avril 1918 à deux ans de prison et à une amende de cent liras pour avoir écrit sur une carte postale qu'il en avait déjà assez du front, qu'il y régnait un désordre général, que les Autrichiens eux aussi n'en pouvaient plus et qu'ils ne tiraient plus les uns sur les autres car ils partageaient tous le même destin [98]. Ce qui représente une évidence en temps de paix devient pour la justice militaire d'une nation en guerre « une information susceptible d'affaiblir la force de résistance morale du pays [99] ».

Retraçant ses souvenirs de guerre, le dramaturge allemand Ernst Toller, volontaire en 1914, décrit le moment où, surgissant de dessous les combats, les valeurs refont surface dans son esprit : la « vérité de l'être humain », l'égalité de principe entre les soldats. Pour souligner cette prise de conscience, il emploie, à l'instar de Sorley, un vocabulaire adapté, celui de l'aveuglement (lié à la guerre) face à la lumière de la connaissance (la paix). Le choc initial a lieu lorsque Toller, creusant la terre, donne un coup de pioche dans des entrailles humaines :

« Un – homme – mort.

Et soudain, comme si la lumière se détachait des ténèbres, le mot du sens, je saisis

La vérité élémentaire de l'être humain.

Vérité oubliée, enterrée, enfouie ; je saisis le principe de

communauté

D'unité et d'unification.

Ce n'est pas un Français mort.

Ce n'est pas un Allemand mort.

C'est un homme mort. »

« Tous ces morts sont des hommes, tous ces morts ont respiré comme moi, tous ces morts avaient un père, une mère, une épouse aimée, un petit bout de terre où ils étaient ancrés ; ils avaient des visages qui parlaient de leurs joies et de leurs peines, des yeux qui voyaient la lumière et le ciel. Désormais, je sais que j'étais aveugle parce que je m'étais aveuglé. Désormais, je sais enfin que tous ces morts, ces Français et ces Allemands, étaient des frères, que je suis leur frère[100]. »

Même si Toller introduisit la scène *a posteriori*, celle-ci donne une idée du pathos subversif, de la « révolte involontaire » (pour reprendre Ungaretti) associés à ce terme de « frère » désignant le soldat ennemi sur le front.

LA JUSTICE MILITAIRE

Les actes de non-agression et de fraternisation ont placé les autorités face à un grave problème, au point de rester un sujet d'étude pour la littérature spécialisée même après la fin du conflit. On a vu paraître après 1918, en Allemagne, de nombreux ouvrages d'envergure destinés à fournir une explication prétendument scientifique de la défaite et de ses origines. Heinrich Dietz, juriste militaire, évoque ainsi, en 1923, le problème que posent en droit ces nouveaux comportements guerriers. En Allemagne, personne n'avait prévu l'évolution vers une guerre de positions, et la justice militaire elle-même n'était bien sûr pas préparée à traiter de délits commis dans un contexte inédit : celui d'une promiscuité avec l'ennemi dans un espace relativement limité et durant un temps assez long : « Le code pénal militaire était conçu pour une guerre offensive. Cependant le conflit mondial a introduit durablement un nouveau type de combat dont les formes étaient jusque-là inconnues : la guerre de positions, interrompue de temps à autre seulement par de vastes attaques dirigées contre des cibles précises[101]. »

La jurisprudence militaire allemande se fondait encore en 1914 sur le code pénal de 1872. Or celui-ci tenait compte de l'expérience de la guerre franco-allemande de 1870 conduite comme une guerre offensive classique. Ce code avait été complété par celui de 1898 qui prenait naturellement aussi peu en considération les conditions d'une guerre de positions. Dietz finit cependant par constater avec un soulagement manifeste que le code pénal de 1872 demeure applicable

en 14-18, en usant d'une image biologique. Il suppose en effet que le fonctionnement relativement normal de la justice militaire durant la Première Guerre mondiale prouve que la majorité de la population approuve les normes fondamentales de l'institution, c'est-à-dire la guerre offensive. Il fait alors semblant de croire que le fonctionnement de la justice est fondé sur un consensus social et non, comme tout le monde le sait dans le cas précis de la justice militaire, sur un appareil répressif : « Les normes du code pénal militaire sont demeurées inchangées, tout en s'adaptant aux nouvelles formes de la guerre. Cela prouve de manière significative que le code lui-même, élaboré à partir de l'expérience d'une campagne militaire victorieuse [celle de la guerre franco-allemande de 1870], était d'une qualité supérieure à sa réputation. Cela montre aussi que ses normes conservaient un ancrage de nature éthique chez la majorité de nos compatriotes[102]. »

Reste « une exception, peut-être, écrit Heinrich Dietz, l'appréciation du délit de lâcheté (défaillance subite, effondrement, psychose liée à l'épuisement, particulièrement pendant la guerre, avec ses pilonnages incessants d'artillerie lourde)[103] ». L'auteur semble limiter le concept de « lâcheté » uniquement à ces cas classiques que l'on a tenté de définir en les qualifiant de « névrose de guerre », de « trauma de bombardement » ou d'« hystérie de guerre », et que l'on a cherché à soigner par les méthodes les plus brutales[104]. Cependant, il montre ensuite que la guerre de tranchées a engendré des comportements requérant de nouvelles définitions juridiques. « La définition des circonstances dans lesquelles pouvaient se produire les actes de lâcheté « durant le combat » ou « durant la progression » (§§ 84-87 du code pénal militaire) devait être adaptée aux nouvelles exigences de la campagne militaire, avant tout, à la guerre de tranchées[105]. » La définition traditionnelle contenue dans le code pénal de 1872 n'envisageait que le cas d'un ou plusieurs soldats prenant la fuite : « Tout soldat prenant la fuite par lâcheté pendant le combat et incitant ses camarades par des paroles ou des gestes à faire de même, sera condamné à mort[106]. » Or, on ne pouvait constater un délit de fuite dans les cas de trêve tacite ou même de fraternisation. De plus, la question de la définition générale du terme « combat » quand il était appliqué à des secteurs calmes où les gestes de fraternisation devenaient possibles demandait à être reposée. Cette définition du code pénal était en effet tautologique car elle affirmait en effet que l'on se trouvait au combat « pendant la bataille contre l'ennemi[107] ». Ainsi, en déclarant de façon un peu vague qu'il aurait fallu revoir ce que signifiaient les expressions « pendant le combat » et « pendant la progression », pour les adapter « aux nouvelles conditions du conflit », Dietz exprime le dilemme de la justice militaire. On essaya néanmoins de faire entrer les nouveaux délits commis dans les

tranchées à l'intérieur du cadre conceptuel des paragraphes 84/87. La justice disposait aussi d'autres possibilités d'action grâce au paragraphe 92 sur « la désobéissance à un ordre de service se manifestant par sa non-exécution, par sa modification ou par sa transgression volontaire ». Ce paragraphe prévoyait seulement de prononcer une mise aux arrêts qui pouvait être prolongée suivant la gravité des conséquences entraînées et pouvait se transformer théoriquement en une peine de prison à vie. Il y avait également le paragraphe 94, définissant les mesures prises en cas de désobéissance « en présence de l'ennemi », acte correspondant forcément aux exemples de non-agression analysés plus haut. Pourtant, même mises toutes ensemble, ces définitions juridiques ne cernent pas véritablement le comportement qui nous intéresse ici.

La justice italienne se trouvait confrontée à un problème semblable, à une seule différence près : c'est que son système juridique de référence était encore plus ancien. En juin 1917, à l'occasion d'un jugement concernant un déserteur, il fut reproché au tribunal militaire d'utiliser le code pénal de 1859, c'est-à-dire le *Codice penale per l'Esercito* qui était « vieilli et inadapté à l'époque moderne [108] ». Dans ce cas précis, il était encore possible de se débrouiller avec la définition de 1859 car il s'agissait seulement de savoir si le délit avait été commis « en présence » ou « en face » de l'ennemi – question dont dépendait, il est vrai, la survie de l'accusé. Le premier cas prévoit un contact direct avec l'ennemi, la probabilité ou la possibilité éventuelle d'un assaut de la troupe contre l'ennemi. L'article 137 peut alors s'appliquer. Cet article prévoit des sanctions sévères telles que les travaux forcés ou une longue peine de cachot, mais ne va pas jusqu'à la peine de mort. En revanche, s'il est question d'une situation face à l'ennemi, si l'assaut contre l'ennemi a déjà débuté ou est en train de débuter, la désertion ou le refus d'exécuter les ordres entraînent la peine capitale (art. 92). On voit bien, encore une fois, que l'ensemble de ces définitions échouent à saisir véritablement le phénomène des accords tacites entre soldats et qu'il reste à la justice une certaine marge d'autonomie d'appréciation. Par nature, les arrangements entre soldats se négocient toujours en présence de l'ennemi, même face à lui, et ils conduisent dans l'idéal au non-déclenchement des combats.

Au sens strict, la peine de mort devrait alors toujours être requise, mais nous verrons que ce ne fut pas toujours le cas. En effet, même la justice militaire italienne, si cruellement avide d'exécutions, a accordé un statut d'exception aux différentes fraternisations – contrairement aux désertions. De sorte que seuls quelques rares soldats ont été fusillés pour s'être entendus avec leurs ennemis dans un moment de tranquillité interdite. Les peines d'emprisonnement excessivement sévères demeurèrent cependant la règle.

Les archives de la justice militaire italienne, datées de mars 1918, en offrent un exemple. La description détaillée du cas et les attendus du jugement montrent en effet combien les textes de loi existants s'appliquaient mal aux cas d'entente tacite entre soldats qui devaient par définition être ennemis. La justice disposait de ce fait d'une marge d'appréciation qu'elle utilisa en l'occurrence de manière plutôt favorable aux soldats, mais qui aurait pu tout aussi bien lui permettre de condamner à mort l'ensemble des personnes concernées.

Le procès a lieu en janvier 1918, dans la région de Monte Perizza, sur le front austro-italien. Les accusés sont trois soldats italiens et deux sous-officiers du 252^e régiment d'infanterie. Ils doivent répondre d'une *violata consegna*, soit d'une infraction aux ordres. Dans le dossier judiciaire, on peut lire ce qui suit :

« Le commandement du 252^e régiment d'infanterie a dénoncé le 31 janvier 1918 devant ce tribunal militaire l'adjudant L. A. et les soldats B. S. et P. O. Le 21 janvier 1918, ces derniers montaient la garde sur la partie de la ligne de front située à proximité du Monte Perizza et ils n'ont pas tiré sur les ennemis sortis des tranchées toutes proches. Ce faisant, ils ont contrevenu aux directives précises du commandement du régiment, revêtant pourtant un caractère impératif. L'enquête a révélé qu'au même endroit et au même moment, deux autres militaires, le soldat F. U. et le sous-officier D. T. G., ont lancé du pain à l'adversaire. Juste après, un soldat ennemi sortit à nouveau et jeta dans nos tranchées trois cigarettes enroulées dans du papier. Les deux soldats de garde, B. S. et P. D., ne tirèrent pas non plus à cette occasion. L'adjudant L. A. intervint pour remettre de l'ordre dans ce groupe de soldats et trouver les coupables ayant lancé le pain. Toutefois, il ne donna pas l'ordre d'ouvrir le feu sur les tranchées adverses.

« À la suite des interrogatoires individuels concernant les faits reprochés, l'adjudant L. A. chercha à se défendre. Il déclara qu'il n'avait pas vu le soldat ennemi lorsque celui-ci demandait du pain car il se trouvait alors un peu à l'écart de l'endroit où avait lieu l'échange. En revanche, dès qu'on l'avait informé de ce qui s'était passé, il était accouru et avait immédiatement remis de l'ordre. Concernant la deuxième apparition du soldat autrichien, le problème était différent : il n'avait pas eu le temps de donner l'ordre de tirer car le soldat avait été extrêmement rapide. [...] Les deux soldats de garde, B. S. et P. O., ont reconnu avoir vu le soldat autrichien demander du pain et lancer des cigarettes. Mais ils affirment avoir été tellement étonnés et surpris par cet acte qu'ils n'ont pas pensé à ouvrir le feu. Quant aux deux autres soldats, F. U. et le sous-officier D. T. G., ils ont avoué avoir lancé du pain, mais de manière irréfléchie.

« Le tribunal ne pense pas pouvoir honnêtement condamner

l'adjudant L. A. car il n'est pas entièrement prouvé qu'il ait été présent lors des faits et qu'il n'ait pas pris les mesures nécessaires. Il dit s'être trouvé à 100 mètres environ de l'endroit où les soldats ont jeté le pain, distance que les autres accusés n'ont pas été en mesure d'évaluer précisément. En revanche, ces derniers ont affirmé l'avoir vu quelques minutes après donner aux soldats les ordres et les directives nécessaires dans le cas où l'ennemi apparaîtrait une nouvelle fois. Compte tenu de cette incertitude relative au lieu et à l'heure de l'intervention de l'adjudant L. A., le tribunal ne peut être sûr qu'il ait manqué d'obéir aux ordres reçus et se voit obligé en conséquence de l'acquitter pour manque de preuves.

« Quant aux deux soldats de garde, B. S. et P. O., ils ont avoué leur faute. Le tribunal estime que celle-ci relève non de l'article 98, mais de l'article 94 du code pénal militaire et que les accusés doivent donc être condamnés selon les modalités prévues par ce dernier. En effet, ils comparaissent ici pour une faute commise pendant leur service de garde. Ils avaient pour mission d'ouvrir le feu sur l'ennemi (qu'il soit seul ou en groupe) dès que celui-ci se trouvait en mesure d'attaquer.

« Attendu cependant que les soldats n'ont pas compromis la sécurité de nos troupes en négligeant les ordres, le tribunal estime approprié de les condamner à sept ans de prison.

« En revanche, le soldat F. U. et le sous-officier D. T. G., ont commis une véritable infraction aux ordres en lançant du pain à l'ennemi. Les arguments qu'ils ont avancés pour se disculper ne peuvent être pris en considération. Une telle imprudence, déjà impossible à excuser chez un soldat ignorant le règlement, est encore plus impardonnable chez des gradés tels que F. U. (caporal au moment des faits) et le sous-officier D. T. G. Cependant, le tribunal estime approprié de reconnaître des circonstances générales atténuantes aux deux accusés et prononce au lieu de la peine de mort, une peine de prison s'élevant à vingt ans pour le soldat et à vingt ans et six mois avec dégradation pour le sous-officier D. T. G. [109]. »

Essayons de nous représenter les faits tels qu'ils se sont réellement produits et tels qu'ils apparaissent dans le dossier judiciaire. L'incident eut lieu le 21 janvier, moins d'un mois après les deux jours de fête qui, en de nombreux endroits, avaient offert aux soldats des occasions de trêves tacites. On peut supposer qu'à la fin du mois de janvier la zone située en montagne était encore enneigée, ce qui favorisait aussi souvent la disposition à la trêve [110]. Il y a donc fort à parier que les soldats étaient dans un état d'esprit pacifique depuis plusieurs semaines déjà et que l'accord conclu vers Noël ou pour le nouvel an était tout simplement resté valable après la fin des fêtes. Les tranchées d'où sortent les Autrichiens sont manifestement proches de celles des

Italiens. Or cette situation a souvent conduit à des arrangements entre soldats par-delà le *no man's land*. Les attendus du jugement apprennent également que le commandement du régiment a expressément donné l'ordre aux soldats de garde de tirer sur l'ennemi. Nous pouvons donc conclure de façon presque certaine que la partie du front en question était plutôt calme et qu'elle avait déjà été le théâtre d'actes de non-agression – au moins depuis Noël 1917. Le commandement du régiment avait réagi dans ce contexte en donnant de nouvelles directives destinées à rappeler aux soldats l'interdiction formelle de traiter l'ennemi de façon amicale.

À l'origine, seuls les soldats de garde étaient accusés, mais l'enquête engagée contre eux perturba l'arrangement manifestement établi entre Italiens et Autrichiens dans tout le secteur. Au cours des investigations, des officiers extérieurs, plus gradés, mais ne disposant pas forcément d'une grande expérience du front, durent examiner la situation et la jugèrent selon le règlement qui ne prévoyait pas le cas d'un arrangement pacifique avec l'ennemi. Les accusés arguèrent vraisemblablement pour leur défense qu'ils ne voulaient pas tirer sur l'Autrichien au moment même où quelqu'un lui jetait du pain depuis le camp italien (ce à quoi il avait répondu en envoyant à son tour des cigarettes). Ces propos attirèrent alors l'attention des enquêteurs sur d'autres acteurs de la scène : le caporal et le sous-officier qui se défendirent à leur tour en affirmant avoir jeté le pain de façon inconsidérée.

C'est au plus tard à ce stade que les enquêteurs prirent conscience de l'existence d'une forme établie de coexistence pacifique entre les camps ennemis, ce qui soulevait la question du devoir de surveillance des officiers responsables. Les soldats de garde n'avaient pas tiré sur l'Autrichien pour une raison évidente : ils étaient habitués depuis longtemps à voir les soldats quitter les tranchées d'en face et venir dans le camp italien pour faire du troc – fait qui au sens strict de la consigne jetait forcément un nouvel éclairage négatif sur l'autorité des officiers présents. Manifestement, tous les accusés s'efforcèrent de trouver une version permettant d'expliquer en quoi l'adjudant avait plus ou moins accompli son devoir, même si aucun coup de feu n'avait retenti. La version de l'adjudant qui prétend s'être trouvé trop éloigné pour pouvoir identifier immédiatement les faits n'est pas contredite par les déclarations vagues des gardes et des deux autres soldats. Cependant, parmi « les mesures qui durent être prises », ne figure pas la plus évidente du point de vue du code militaire : tirer sur l'ennemi. C'est là un indice supplémentaire prouvant qu'un accord existait depuis déjà longtemps entre soldats et que l'agression totalement inopinée d'un Autrichien aurait été forcément interprétée comme une trahison violant toutes les règles tacites instaurées. Ainsi l'adjudant

rappelle-t-il pour la forme leur devoir à ses soldats, sans donner aucun ordre de tirer.

On peut même aller plus loin. Les seuls à avoir été d'abord dénoncés sont les deux gardes coupables de ne pas avoir fait feu sur le soldat autrichien rencontré. Qui les a dénoncés ? La description de la situation faite par le tribunal laisse apparaître que l'ensemble des informations complémentaires proviennent uniquement des déclarations des deux soldats concernés. Ce qui permet de supposer qu'au départ seule cette scène fut observée, peut-être depuis un secteur italien voisin d'où l'on suivait avec envie le commerce pacifique entre les accusés et leurs adversaires autrichiens. Donc, si les informations complémentaires proviennent effectivement des seules déclarations des accusés, si aucune autre personne n'a témoigné, on peut imaginer que le contenu du rapport sur l'attitude de l'adjudant avait été convenu d'avance. Il est possible que celui-ci n'ait rien entrepris pour faire cesser le troc et qu'en échange ses soldats aient cherché à le disculper devant le tribunal par des déclarations extrêmement vagues.

L'acquittement de l'adjudant montre que les soldats sont parvenus à leurs fins. Mais les gardes eux aussi furent jugés avec une clémence relative, dans la mesure où le tribunal prit implicitement en considération l'existence d'un arrangement acceptable pour toutes les parties. Par ce choix en effet, les juges évitaient de recourir à l'article 98 prévoyant la peine de mort et se référaient à l'article 94 relatif à la violation des consignes pendant le service de garde. Toutefois, en examinant les textes de ces deux articles, on constate qu'en réalité aucun des deux ne s'applique vraiment aux faits décrits. L'article 98 dit très clairement : « Sont punis de la peine de mort les soldats qui, placés en présence de l'ennemi, abandonnent leur poste de garde ou de service sans en avoir reçu l'ordre ou l'autorisation, mais aussi les soldats qui enfreignent l'ordre donné[111] ! » La « présence de l'ennemi » était obligatoire dans le cas cité, et l'application de l'article 98 aurait donc entraîné la peine de mort.

Quant au texte de l'article 94 auquel le tribunal se réfère, il autorisait en vérité plusieurs solutions. Cet article dit : « Le garde placé à l'avant d'une position ou d'une section exposées aux attaques de l'ennemi est puni de la peine de mort s'il compromet la sécurité de la position ou des soldats en n'exécutant pas les ordres ou en abandonnant son poste[112]. » Or, les attendus du jugement rappellent de manière insistante que les soldats de garde ont agi contrairement à toutes les directives. Le tribunal savait donc manifestement qu'en l'occurrence les soldats italiens ne couraient aucun danger réel, compte tenu de l'accord tacite passé entre les tranchées ennemies. Aussi a-t-il finalement appliqué sans plus d'explications le deuxième

paragraphe de l'article 94 qui stipule : « Si la sécurité n'a pas été compromise, le garde est passible d'une peine de prison de trois à dix ans. » C'est en tout cas ce que laisse soupçonner la justification imprécise de la peine attribuée aux deux autres accusés. L'évocation des « circonstances atténuantes » signifie en effet forcément que les juristes présents en mars 1918 avaient parfaitement compris les circonstances dans lesquelles la *violata consegna* avait été commise.

NOËL ET JOURS DE FÊTE

Dans le nord de la France, vers le nouvel an 1914, les Anglais prirent l'initiative d'une trêve pour permettre avant tout d'évacuer les morts. Au bout de trois jours, celle-ci était toujours en vigueur, sans que personne pût en prévoir la fin. L'aspirant officier Karl Aldag raconte :

« La Saint-Sylvestre fut très étrange ici. Un officier anglais s'approcha avec un drapeau blanc et demanda une trêve de 11 heures à 3 heures pour enterrer les morts. (Peu avant Noël, nos ennemis avaient mené de violentes attaques qui leur avaient coûté beaucoup de morts et de prisonniers.) La trêve fut acceptée. Il était agréable de ne plus avoir les morts sous les yeux. Et puis la trêve se prolongea. Les Anglais sortirent de leur tranchée et s'avancèrent jusqu'à mi-chemin. Ils échangèrent avec les nôtres des cigarettes, de la viande en conserve et même des photographies. Ils déclarèrent qu'ils ne voulaient plus tirer. À présent, il règne partout un calme étrange. Nous nous déplaçons tous librement. Nous sommes sur le remblai, hors de la tranchée[113]. »

Les informations complémentaires livrées par l'auteur indiquent que, à cet endroit du front, une entente entre les soldats ennemis s'était développée et que celle-ci n'aurait pu être interrompue que par une agression subite venant de l'une des parties. Or une telle agression n'était plus envisageable, du moins du côté anglais. L'auteur ajoute en effet :

« Cela ne pouvait pas durer ainsi. Nous envoyâmes un message en face pour leur dire de rentrer dans la tranchée car nous allions tirer. L'officier répondit alors qu'il était désolé, mais que ses hommes n'obéissaient plus. Les soldats n'ont plus envie de combattre. Ils déclarent qu'ils ne peuvent plus rester dans la tranchée détrempée et que les Français sont fichus. Ils sont en effet beaucoup plus sales que nous ; ils ont plus d'eau dans leur tranchée et beaucoup de malades. En fait, ce sont des mercenaires et ils font tout simplement la grève. Naturellement, nous ne tirons pas car notre boyau (qui mène du village à la ligne de front) est lui aussi rempli d'eau en permanence et il est appréciable de pouvoir sortir des abris sans risquer notre

vie[114]. »

Ce que nous pouvions seulement supposer dans les Alpes est désigné ici explicitement comme un motif de « grève » : la situation difficile endurée par l'ensemble des soldats dans les tranchées inondées. Si l'on y ajoute la première scène où l'officier anglais demande une trêve afin de dégager les morts, et si Ton se souvient enfin que ces scènes se situent aux environs d'un grand jour de fête, on se retrouve en présence de trois facteurs regroupés dont chacun suffit souvent à justifier un arrangement. Du point de vue de la hiérarchie militaire, deux formes de trêves momentanées se confondent, dont seule la première, négociée par des officiers, peut être intégrée avec un peu de bienveillance par le système disciplinaire. Quant à la deuxième forme, qualifiée de « grève » par Aldag et née à l'initiative de simples soldats, elle ne peut être tolérée par principe car elle menace l'appareil autoritaire de l'armée. En fait, cette forme a pu devenir ouvertement l'objet d'un récit grâce à la perspective extérieure de l'Allemand qui pouvait même espérer tirer un avantage direct de la situation et se demandait par exemple « si toute l'armée anglaise n'était pas en grève et si elle n'était pas en train de contrecarrer les plans de ces Messieurs de Londres[115] ».

Les soldats anglais se refusant de leur côté à rompre la trêve, contrairement aux directives données, on sollicita l'artillerie française. Mais celle-ci se trouvait également dans un état d'esprit pacifique et cherchait avant tout à limiter les dégâts : « Un jour, un officier anglais se présenta et nous fit savoir que son état-major avait ordonné de tirer sur nos tranchées. Il nous invita donc à nous mettre à l'abri. C'est alors que l'artillerie (française !) commença à tirer de façon très intensive, mais sans nous infliger de pertes[116], » Il apparaît clairement que l'auteur allemand de ces lettres cherche à éviter toute allusion à une initiative personnelle allemande concernant ces arrangements. Or, on a de la peine à imaginer qu'avant l'initiative anglaise, les Allemands n'aient pas manifesté eux aussi leur désir d'interrompre les attaques. Lors de la description de la fête de la Saint-Sylvestre, l'auteur trouve cependant l'occasion de mentionner la participation allemande à la conclusion de l'accord :

« À la Saint-Sylvestre, nous nous criâmes l'heure et convînmes de tirer des salves d'artillerie à minuit. La soirée était froide. Nous chantâmes des chansons qu'ils applaudirent (nous sommes à 60-70 mètres d'eux). Nous jouâmes aussi à l'harmonica des airs sur lesquels ils chantèrent à leur tour et ce fut à nous d'applaudir. À un moment, je leur demandai s'ils n'avaient pas d'instrument de leur côté. Ils sortirent alors une cornemuse et jouèrent de belles mélodies élégiaques d'Écosse, sur lesquelles ils chantèrent également. À minuit, les salves crépitèrent des deux côtés. Notre artillerie tira quelques

coups dans une direction que j'ignore. Les balles traçantes, si dangereuses habituellement, éclatèrent comme un feu d'artifice. Les soldats agitèrent des flambeaux et crièrent hurra. Nous nous étions préparé un grog et levâmes notre verre à la santé de l'Empereur Guillaume et du Nouvel An. C'était vraiment la Saint-Sylvestre, comme en temps de paix. »

Nous reviendrons plus tard sur le caractère d'exception des grandes fêtes plus ou moins tolérées par la hiérarchie. Aldag s'efforce ici de faire apparaître les conditions préalables à la naissance de la trêve comme une question d'éthique nationale du travail. Il présente en effet les soldats de métier anglais comme des ouvriers de guerre faisant usage de leur droit de grève à l'instar des ouvriers civils. Les Allemands, quant à eux, semblent, d'après sa propre stylisation implicite, constituer une armée de volontaires qui ont peut-être perdu leur enthousiasme, mais demeurent conscients de leur devoir.

On a découvert depuis cette époque que les fêtes célébrées en commun à l'occasion de Noël 1914, ainsi qu'à d'autres moments, ne purent avoir lieu sans l'accord et la participation des officiers, et qu'elles firent même parfois l'objet de comptes rendus dans la presse[117]. Des journaux de l'armée allemande décrivent par exemple en détail des fêtes réunissant Allemands et Français sur le front ouest. Comment expliquer que de tels récits aient pu figurer dans des publications destinées à soutenir le moral des troupes et à idéaliser la réalité de la guerre ? Pourquoi les membres de la censure militaire ne voyaient-ils aucun danger pour la discipline dans ces descriptions de festivités mettant explicitement l'accent sur l'égalité de principe entre les soldats des camps ennemis ?

Examinons de plus près un de ces récits. Il s'agit d'un article paru le 1^{er} janvier 1918 dans le journal de guerre de la 1^{re} armée. On y relate la fête de la Saint-Sylvestre célébrée en Champagne par les Allemands et les Français réunis le 31 décembre 1916. Le fantassin Karl Adam raconte l'anecdote suivante, intitulée : « Bonne année ! Souvenir du 31 décembre 1916 » :

« Nous nous trouvons en Champagne, dans un endroit beau et calme. Les tranchées sont bien construites et pourvues de tout le confort moderne. L'artillerie tire de temps en temps en direction des lignes arrière. Mais dès l'après-midi, tout redevient calme. Aucun tir, aucune explosion ne vient troubler la paix – la trêve ? Il fait nuit très vite et il fait si froid, brrr ! Oui, c'est l'hiver ici aussi. Lorsque l'obscurité s'installe, les ravitailleurs vont à la roulante. Ordre a été donné de remplir la marmite de punch afin de nous réchauffer, mais aussi de nous mettre dans une humeur de fête. Enfin il est minuit ! C'est le Nouvel An. Conformément à une vieille coutume allemande, nous prenons congé de l'année écoulée en buvant une gorgée sans rien

dire, puis nous saluons le nouvel an en lançant un “Santé” retentissant. Peu nous importe que “l’ennemi” soit tout proche et nous entende. D’ailleurs, il lance des cris de joie lui aussi ! Et c’est ainsi que débute une véritable conversation entre les Allemands et les Français. Tous les soldats, qu’ils soient en service ou non, sont réunis dans la tranchée. Seuls quelques dormeurs allongés dans les abris manquent cette heure magnifique.

« “Tralala, on a du punch. – Vous en avez vous aussi ?

— Monsieur camerade, avez-vous une cigarette ? – Envoie-moi donc un bout de pain blanc !”

« Des cigares, des cigarettes, du chocolat, du pain, etc. empaquetés volent d’une tranchée à l’autre. Parfois un paquet tombe sur le remblai, devant le réseau de fils de fer barbelés. Alors deux ou trois soldats sortent de la tranchée qui les abrite et se précipitent sur le cadeau. Chacun veut être le premier à l’attraper. Ici et là, le punch et les quelques bouteilles de cognac mises à notre disposition ont déjà agi. Un soldat d’humeur très joyeuse franchit le remblai et va secouer les barbelés. Les Français s’amuse à ce spectacle et éclatent de rire. Des ennemis ? De l’autre côté, ils doivent aussi avoir de quoi boire ; une bouteille vide vient de tomber à mes pieds. Dans un premier temps, je crois que c’est une grenade et saute sur le côté. Cela déclenche des éclats de rire dans notre propre camp et dans le leur. Au bout de quelques minutes, notre magnifique combat de bouteilles bat son plein. Des pichets de Steinhager, des bouteilles de vin rouge, des gourdes, des pains blancs, des pommes de Noël, des petits paquets de tabac volent dans les airs au milieu des mottes de terre et des boules de neige. “Touché, ha, ha !” Tout le monde hurle, crie dans tous les sens, les officiers, les soldats. [...] Tout le monde est joyeux et fête le Nouvel An.

« Après les plaisirs de l’alcool et de la fête de ces dernières heures, la nature reprend ses droits. Les soldats disparaissent les uns après les autres pour dormir encore une petite heure. Le vacarme s’apaise. Finalement, les soldats de garde se retrouvent à nouveau seuls dans les tranchées et referment leur manteau en frissonnant. Au loin, à l’Est, l’aurore annonce un jour nouveau : le 1^{er} janvier 1917. Un coup retentit et une balle siffle au-dessus de notre position. C’est la guerre[118] ! »

Comment ce texte a-t-il pu être imprimé dans un journal destiné aux soldats du front alors qu’il contient la description détaillée d’une trêve spontanée ? Le caractère carnavalesque de la scène, c’est-à-dire le renversement ritualisé de l’ordre instauré, est souligné par les échanges de projectiles grotesques qui provoquent les rires et non la peur. Par ailleurs, la participation des officiers à cette agitation exubérante prouve qu’il s’agit ici d’une forme d’anarchie contrôlée,

qui s'achève d'ailleurs au lever du jour, comme les apparitions de fantômes. Le dernier mot montre clairement que la parenthèse est refermée et qu'au matin du 1^{er} janvier 1917 tous les soldats reprennent sans résistance les activités interrompues le 31 décembre 1916 à midi. Tout le monde suit la maxime populaire : « Le service d'abord ! » Le lecteur comprend alors que ces moments carnavalesques sont limités dans le temps et dans l'espace, qu'ils ne représentent rien d'autre qu'une distraction ritualisée et momentanée dans le quotidien de la guerre.

Aucun soldat n'apparaît ici à titre individuel, aucun contact direct et personnel n'est décrit. Les soldats demeurent des deux côtés dans un anonymat national et n'ont aucun échange susceptible d'entraîner des conséquences irréversibles pour leur combativité. C'est pourtant ce que provoquent souvent de telles rencontres, et les commandements respectifs des troupes réagissent alors généralement en changeant les hommes dans les secteurs concernés. Le soldat italien Alberto Recanatini raconte un cas de ce genre qui se produisit en 1916, après une fête de Noël célébrée entre Italiens et Hongrois. Le premier indice est ici également la diminution des bombardements pendant la journée de Noël. Puis un Italien se met à chanter sans que les Hongrois d'en face répliquent par des tirs. Un petit paquet contenant de la nourriture est envoyé et pris dans un premier temps pour une grenade : « Un objet atterrit dans notre tranchée. Nous pensâmes qu'il s'agissait d'une bombe à retardement, mais ce n'était qu'un paquet de cigarettes. Nous répondîmes en envoyant du chocolat [119]. » Les deux camps deviennent plus confiants ; les hommes se mettent à parler ensemble et se serrent la main : « Quelqu'un passa la tête au-dessus du parapet, mais les tireurs d'élite ne réagirent pas. Les visages de quelques Hongrois apparurent. Ils prononcèrent timidement quelques mots confus d'italien, les premiers qui leur passaient par la tête. Ils voulaient juste dire quelque chose. Les officiers ne s'interposèrent pas ; ils étaient eux-mêmes surpris et désarmés par cette atmosphère pacifique irréaliste qui régnait en cette deuxième année de guerre dans notre tranchée de première ligne. Nous nous fîmes des cadeaux à qui mieux mieux : un peu de vin, des fruits secs, des biscuits ; de pauvres choses à l'image de notre pauvre Noël, de notre propre pauvreté comme de la pauvreté des Hongrois dans cette guerre de riches. La trêve [*tregua*] dura jusqu'au soir. Le lendemain, notre commandement envoya la relève et affecta notre unité dans un autre secteur. Nous apprîmes que le commandement autrichien avait agi exactement de la même manière. Ils ont bien fait car après cette trêve de Noël, il est certain que nous n'aurions plus jamais tiré les uns sur les autres [120]. »

Ce récit non officiel contient certains détails qui, de façon significative, sont absents du texte allemand. L'auteur italien

comprend que, par leur situation sociale, les soldats italiens et austro-hongrois sont mutuellement liés par plus de points communs qu'avec leurs propres compatriotes responsables de « cette guerre de riches ». Contrairement aux soldats allemands faisant montre d'une discipline exemplaire, nous avons affaire ici à des êtres relativement sensibles qui, après la rencontre avec leurs adversaires, considèrent ces derniers en tant qu'individus et ne peuvent plus tirer sur eux.

En utilisant le terme *tregua*, Recanatini fait indirectement référence au langage juridique du Moyen Age qui parle de *treuga Dei*, dont dérivent le mot français de « trêve » et le mot anglais de *truce*. Le mot allemand correspondant est celui de *Waffenstillstand*, présent chez Adam. Ce vocabulaire fait référence à une tradition militaire remontant à l'époque de la chevalerie et donne à la *tregua* ou à ses équivalents un statut précis dans l'univers des soldats[121]. Voilà pourquoi, aussi, les récits de trêves peuvent figurer dans les publications officielles destinées aux troupes puisqu'ils traduisent, ainsi présentés, un « comportement courtois et chevaleresque[122] ». À l'inverse, la notion de « grève » employée chez Karl Aldag fait référence à une pratique sociale différente et directement opposée à l'ordre militaire[123]. Dès qu'il est question, non plus de « trêve » mais de « grève », cet ordre se trouve véritablement menacé.

Revenons à la question des jours de fête. La signification symbolique de Noël est indéniable ; elle est perçue par tous les camps, que ceux-ci acceptent ou refusent de conclure un arrangement. Dans *Orages d'acier*, Ernst Jünger évoque Noël 1915. Les Anglais comme les Allemands prouvèrent alors leur agressivité extrême en sabotant toutes les tentatives de célébrer l'événement :

« Nous passâmes le soir de Noël dans la position et entonnâmes, debout dans la boue, des cantiques de Noël, qui furent couverts par le vacarme des salves de mitrailleuses anglaises. Le jour de Noël, nous perdîmes un homme de la troisième section qui reçut une balle dans la tête. Juste après, les Anglais firent une tentative de rapprochement amical en hissant sur leur parapet un arbre de Noël, que nos hommes abattirent avec rage en quelques coups de feu. Les tommies répondirent alors en nous envoyant des grenades à fusils. Notre fête fut donc célébrée dans une atmosphère fort désagréable[124]. »

Les termes choisis par Jünger font apparaître que tous les soldats présents considéraient clairement le respect ostentatoire des jours de fête (les cantiques du côté allemand, le sapin du côté anglais) comme une invitation indirecte à établir un arrangement pacifique avec l'adversaire. Quant au refus conscient de ce type de rapports, il montre de façon tout aussi évidente que les règles de communication étaient familières aux deux parties. Nous savons que Jünger appartenait à une section d'élite ; aussi le comportement qu'il décrit

vient-il confirmer la remarque d'Ashworth sur la rareté des trêves entre les troupes spéciales[125]. De semblables incidents furent néanmoins observés dans des régiments d'infanterie normaux, comme le prouve la scène suivante dont se souvenait encore, à près de cent ans, un soldat allemand né en 1896 :

« Le jour de Noël 1914, les soldats de garde dans la tranchée chantèrent *Stille Nacht, Heilige Nacht*. Dès qu'ils entonnèrent les premières paroles, les Français se mirent à tirer comme des fous. Ils pensaient qu'une attaque commençait, bien que ce chant ne soit pas particulièrement guerrier. Peu de temps après, ils cessèrent les tirs car rien ne se passait. Ils devaient avoir compris que cela avait un rapport avec la fête de Noël et se tinrent tranquilles. Lorsque nous eûmes fini notre *Stille Nacht, Heilige Nacht*, ils chantèrent *La Marseillaise*. Ainsi se passa la fête de Noël 1914[126] »

Contrairement à la scène décrite par Jünger, les Allemands ne répondent pas ici à l'agression sans doute due à une méprise. Les Français avaient peut-être confondu le début du chant avec les hourras que lançaient souvent les soldats allemands en sortant des tranchées pour attaquer. Les Allemands réagissant par la passivité à cette erreur d'interprétation, les Français finissent par comprendre.

Si les fêtes de Noël ne déclenchaient pas automatiquement une trêve, celle-ci se produisait quand même plus qu'une fois par an. Nous avons déjà évoqué les trêves *ad hoc*, nées de la nécessité pour les deux parties de parer à des conditions climatiques extrêmes ou d'évacuer du *no man's land* les morts et les blessés. Il y eut également des accords tacites conclus lors d'autres fêtes religieuses ou certains dimanches. Giani Stuparich, intellectuel italien volontaire de guerre, décrit dans ses Mémoires une trêve d'un dimanche entre Autrichiens et Italiens. Celle-ci sembla d'autant plus exceptionnelle qu'elle intervenait dans un secteur par ailleurs très agité. L'action se passe en juin 1915, à Monfalcone, à une trentaine de kilomètres avant Trieste. Nous sommes dans un secteur qui faisait partie des objectifs majeurs de l'irrédentisme italien et qui fut en conséquence le théâtre de combats presque incessants pendant toute la durée de la guerre. Stuparich ne connaissait Monfalcone que sous le feu permanent de l'artillerie autrichienne. Aussi note-t-il avec un immense étonnement :

« Il règne une activité inhabituelle, pacifique dans les rues de Monfalcone et un calme absolu dans tout le secteur. On regarde étonné vers le ciel et l'on est surpris de n'entendre ni un tir de canon ni un tir de fusil. Autant que je m'en souviennne, c'est la première fois que l'atmosphère est aussi silencieuse ici. Nous sommes dimanche et tout est réellement très dominical. Je ne serais pas étonné de voir défiler notre fanfare. Avons-nous convenu avec ceux d'en face de célébrer ce jour ? [...] La soirée, l'obscurité montante, nous rendent

profondément mélancoliques. Il ne nous reste plus qu'à nous allonger et à profiter de la trêve [*tregua*] pour dormir[127]. »

Au cours de la nuit, les deux camps recommencent à tirer, et Stuparich conclut son récit du 27 juin par ces mots : « À nouveau, les tirs font rage partout. Cette nuit de dimanche est finalement semblable à toutes les autres nuits[128]. »

ÉTRANGERS ET FRÈRES DE COMBAT

Pour d'évidentes raisons économiques, nombre de soldats avaient développé, avant-guerre, des contacts réguliers avec le pays désormais ennemi. Ouvriers, représentants de commerce, garçons de restaurant ou employés d'hôtel y vivaient même parfois depuis longtemps. Une blague britannique raconte qu'un jour quelqu'un lança *Waiter !* depuis une tranchée anglaise et que cinquante soldats allemands postés dans la tranchée d'en face répondirent *Coming, Sir*[129] ! L'émigration d'ouvriers italiens vers les villes industrielles d'Europe centrale était tout aussi importante et a inspiré en 1924 à l'écrivain Carlo Salsa le récit d'une fraternisation pascal. Il met en scène le soldat Molon s'installant sur le parapet avec un fanion pour signaler sa présence. Non seulement, on ne tira pas sur lui, mais de l'autre côté, un soldat autrichien se leva et se mit à faire lui-même de grands signes :

« *Molon ! Eh, Molon !* Sacrebleu, les deux se connaissaient, ils étaient amis. Ils avaient travaillé ensemble dans une usine de Bohême et se retrouvaient le jour de Pâques face à face, en ennemis. Molon sauta tout naturellement du parapet et courut vers le haut de la colline. L'autre, voyant cela, se précipita comme un possédé à sa rencontre. D'un côté et de l'autre, les soldats commencèrent à sortir leur tête avec curiosité. Comme ces deux s'entendaient à merveille, ils osèrent franchir le parapet. Cela fit tache d'huile et peu de temps après, les Italiens et les Autrichiens étaient tous dehors, désarmés. Ils fraternisaient, tels deux groupes de randonneurs se rencontrant par hasard. Ce n'était pas tous les jours que l'on pouvait rester sain et sauf en dehors des tranchées. On fêtait Pâques, alors on ne pouvait que fermer les yeux sur ce qui se passait. Ceux de là-haut, de l'autre bord que l'on méprisait, semblaient tout à coup porter les mêmes habits élimés que nous. Dans leurs pauvres corps martyrisés, nous reconnaissions des souffrances et un destin identiques aux nôtres. Au début, les officiers tentèrent de nous retenir, mais finalement, ils sortirent eux-mêmes sous le prétexte de faire cesser le scandale et de remettre un peu d'ordre[130]. »

La conclusion mélodramatique de la scène laisse à penser que Salsa a conféré une touche légèrement romanesque à ses souvenirs. L'artillerie commence en effet à tirer sur les soldats en train de

fraterniser et les corps de Molon et de son ami sont déchiquetés par un obus, alors que les deux hommes se tiennent avec ferveur dans les bras l'un de l'autre. Cependant, ce passage prouve que l'importance de l'émigration ouvrière était si présente dans les esprits que cette histoire pouvait sembler plausible. Elle est en tout cas crédible pour l'essentiel car des cas semblables sont consignés dans divers documents officiels, dont les dossiers de la justice militaire.

Ainsi cet arrangement conclu en décembre 1916. À cette date, la couche de neige était si haute en montagne, entre les lignes autrichiennes et italiennes, que les soldats ne pouvaient plus tirer les uns sur les autres. Les Italiens décidèrent de creuser des marches dans les congères pour pouvoir regarder par-dessus. C'est alors qu'ils aperçurent de l'autre côté quelques Autrichiens à découvert, occupés eux aussi à dégager la neige : « Les Autrichiens crièrent quelque chose en allemand aux Italiens. Ceux-ci ne comprirent pas, mais leur firent des signes pour les saluer. Puis M. E. arriva. Il avait déjà été condamné pour avoir parlé avec l'ennemi et avait travaillé en Allemagne où une fiancée l'attendait. Il entama une discussion qui déboucha sur une sorte d'accord mutuel permettant à chacun de poursuivre les travaux de déblaiement sans être dérangé. Cela déclencha une série d'échanges amicaux ayant principalement pour sujet les fêtes de Noël. Tout à coup, une grande pancarte fut même brandie hors de la tranchée ennemie, avec "Joyeux Noël" écrit dessus. Puis, on nous lança des cigarettes. C. M. les ramassa et lança du pain en échange [131]. »

On remarque ici qu'aucune indication précise de temps n'est donnée. Pourtant, les événements décrits durent certainement s'étaler sur plusieurs jours, voire sur plusieurs semaines, car l'arrangement est manifestement bien établi lorsque arrive le jour de Noël. Jusqu'à ce jour précis, on a plutôt affaire à une trêve prolongée, favorisée par la présence du soldat italien M. E., ancien travailleur émigré ayant acquis une connaissance de la langue allemande suffisante pour pouvoir communiquer sans problème avec les Autrichiens. En lisant la déposition d'un déserteur autrichien, les enquêteurs italiens apprirent notamment que « le caporal M. E. avait déclaré au caporal autrichien S. avoir une fiancée en Allemagne (à Dresde). Il avait ensuite prié celui-ci d'écrire une lettre pour lui car il voulait faire parvenir de ses nouvelles à cette dame. La lettre fut envoyée et M. E. reçut une réponse, une lettre rédigée en allemand qui figure dans le dossier et porte l'adresse de l'intéressé ; M. E. 129^e Régiment d'infanterie, 6^e Compagnie. Ce dossier contient une autre lettre en allemand, envoyée à un soldat autrichien que la fiancée payait pour lui transmettre des nouvelles de M. E. [132] ».

En découvrant ce passage, les autorités militaires ne manquèrent sans doute pas d'être surprises. Les relations pacifiques entre les

tranchées ennemies étaient si bien installées que MM. et sa fiancée de Dresde avaient pu échanger au moins deux lettres et probablement même davantage. En outre ces lettres avaient dû faire l'aller-retour entre le camp italien et le camp autrichien. Cela laisse imaginer pendant combien de temps aucun coup de feu n'avait été tiré ! Par ailleurs, on apprend que M. E. avait déjà été condamné avant les faits pour *conversazioni* avec l'ennemi. Il est donc probable que, dans ce secteur, les unités (au moins les italiennes) n'avaient pas été relevées pendant longtemps et qu'elles en avaient profité pour lier connaissance avec ceux d'en face. Cette supposition est renforcée par l'allusion au fait que la fiancée de Dresde ait été en possession de l'adresse d'un Autrichien auquel elle pouvait écrire avec l'espoir légitime d'obtenir des nouvelles de M. E.

LE LANGAGE DE L'ARRANGEMENT

D'abord, c'étaient les signes. Les soldats se rendaient compte si les unités d'en face étaient prêtes à conclure un arrangement. Ils négociaient ensuite les conditions précises de celui-ci. Une forme simplifiée de rapprochement consistait à instaurer des heures et des intensités précises de tir. L'adversaire pouvait ainsi se mettre à l'abri au moment voulu, si toutefois les tirs étaient dirigés sur sa position. L'auteur français Gabriel Chevallier évoque le souvenir d'un de ces accords tacites remontant à son séjour dans les Vosges. L'endroit est connu pour avoir été le théâtre de longues phases de coexistence pacifique entre troupes ennemies pendant la Première Guerre mondiale.

« Nous recevons très peu de projectiles. Une fois par semaine, quatre pièces allemandes nous envoient une trentaine d'obus en tir d'arrosage. La distribution finie, nous avons la certitude d'être tranquilles pour huit jours. Nos tirs sont plus fantaisistes. De nos secondes lignes, serpentant en corniche, je vois parfois nos rafales de 75 entamer les talus allemands ou éclater dans la campagne. Mais, de part et d'autre, il y a peu d'acharnement ; les artilleurs font de simples démonstrations, parce qu'il est d'usage à la guerre de tirer le canon. [...] Pour l'infanterie, elle se garde de troubler un secteur aussi paisible, aussi agréablement champêtre. Les provocations ne viendront pas de notre part, si des ordres de l'arrière ne nous imposent pas l'agressivité. Tout se borne à un fastidieux service de garde, assez relâché le jour, plus rigoureux de nuit. Nous avons pris nos habitudes dans ce secteur[133]. »

Le langage des signes pouvait être complété par des mots simples, compréhensibles même par des soldats ne maîtrisant pas la langue en question : « Une section, écrit Chevallier, vivait en bonne intelligence

avec l'ennemi. Chaque clan vaquait à ses occupations sans se cacher et saluait cordialement le clan adverse. Tout le monde prenait l'air librement et les projectiles consistaient en boules de pain et en paquets de tabac. Une ou deux fois par jour, un Allemand annonçait : *Offizier* ! pour signaler une ronde de ses chefs. Cela voulait dire : Attention ! nous allons peut-être nous trouver dans l'obligation de vous envoyer quelques grenades. Ils prévinrent même d'un coup de main et l'information fut reconnue exacte[134]. » Chevallier, qui était pacifiste, désigne également de façon précise les raisons pour lesquelles le commandement militaire craignait ces trêves négociées par la base de la hiérarchie : « Puis la chose s'ébruita. L'arrière prescrivit une enquête. On parla de trahison, de conseil de guerre, et des sous-officiers furent cassés. On semblait craindre que les soldats se missent d'accord pour terminer la guerre, à la barbe des généraux. Il paraît que ce dénouement eût été monstrueux. »

Même si une « enquête » n'est pas immédiatement ouverte, le commandement pouvait déplacer les unités, avec pour conséquence des surprises désagréables pour le camp adverse s'il n'avait rien remarqué. Ernst Toller s'est souvenu d'un échange ritualisé de tirs avec les Français, tellement bien réglé que les deux camps s'en servaient pour mettre leurs montres à l'heure, et qui fut tout d'un coup modifié : « Chaque jour à onze heures, une douzaine de tirs de shrapnells s'abattent sur nos pièces d'artillerie avec une ponctualité mécanique. Nous y sommes habitués. Nous savons quels sont les engins ennemis qui nous ont pris pour cible et nous leur répondons une heure plus tard. À onze heures moins cinq, Josef déclare : “Ça y est, ça va tomber.” Nous lui répondons : “Allez, c'est pas pour tout de suite, on a encore cinq minutes.” Alors, nous disparaissions dans l'abri pour jouer au tarot. Les projectiles français n'endommagent pas nos canons et les projectiles allemands ne font rien non plus aux canons français. Nous tirons pour signaler que la guerre continue, que ceux d'en face sont bien là, que nous sommes bien là. Nous sommes toujours dans l'abri. Il est onze heures, onze heures deux, onze heures dix. “Sacré nom de nom, s'écrie [Josef], pourquoi qu'y tirent pas ? – C'est leurs montres qui retardent”, répond Aloïs. Nous continuons de jouer dix minutes sans dire un mot. Ce silence nous inquiète.

« Un obus explose à vingt mètres de notre canon. “Ah, enfin !” s'exclame Aloïs. “Atout !” À nouveau un obus explose. “C'est pas nos Français”, s'écrie Aloïs en jetant les cartes[135]. »

On tire pour communiquer, pas pour agresser : « Nous tirons pour signaler que la guerre continue, que ceux d'en face sont bien là, que nous sommes bien là. » Mais des deux côtés, on s'efforce de ne pas infliger de pertes à l'adversaire. Chaque camp connaît avec une telle précision le moment où doivent arriver les obus ennemis que les deux

soldats bavares continuent tranquillement de jouer aux cartes, sachant que l'heure habituelle des tirs n'a pas encore sonné. En revanche, ils deviennent nerveux lorsqu'ils remarquent que rien ne bouge à l'heure dite. Il faut que la menace se rapproche dangereusement pour que les soldats comprennent qu'il ne s'agit plus de « leurs Français ». Soit ceux-ci ont été relevés, soit un supérieur a fait en sorte que l'accord tacite soit rompu.

Toller raconte ici de façon burlesque un événement vécu souvent comme un choc émotionnel. Les soldats perdaient un sentiment réconfortant de sécurité qu'ils avaient rarement l'occasion d'éprouver au milieu de la folie guerrière et se voyaient confrontés à une incertitude absolue, psychologiquement insupportable. Giovanni Micheletti, paysan italien de la région de Bresda, pleurait encore, des décennies après, en racontant l'épisode suivant :

« Nous étions postés en arrière des premières lignes, à Cerovo, près de Gorz, où ils voulaient nous faire prendre la relève. C'est alors qu'une sorte de révolte se déclencha car nous ne voulions pas retourner dans les tranchées. Pour quelles raisons ? À cause de la peur ; un sentiment qu'il faut avoir éprouvé une fois pour comprendre ce qu'il représentait... Voilà ce qui se passa ensuite : nos tranchées étaient à quelques mètres seulement des Allemands (certains d'entre eux avaient en effet rejoint les Autrichiens). À mi-chemin entre les positions, il y avait un peu de barbelés et rien d'autre. Nous pouvions même nous entendre mutuellement parler. Lorsque nous étions engagés sur le front, nos officiers, qui étaient bienveillants, nous demandaient de ne pas tirer sur les ennemis sortant des tranchées pour accomplir des tâches quotidiennes. De leur côté, nos ennemis se comportaient de même. Par exemple, nous étions obligés de sortir pour faire nos besoins car, naturellement, il n'y avait pas de toilettes dans les tranchées. On faisait où on pouvait. Nous nous sommes donc un peu respectés mutuellement... Quant au régiment qui nous relevait tous les huit à dix jours, il était conduit par des officiers ordonnant de tuer tous les ennemis. Ainsi une fois qu'ils nous eurent remplacés, les Allemands ne nous respectèrent plus^[136]. » Micheletti raconte ensuite, avec des accents enragés, le simulacre de procès organisé contre les soldats accusés de refus d'obéissance. Deux d'entre eux furent fusillés, huit autres furent condamnés à sept ou huit ans de prison, et les soldats restants, parmi lesquels se trouvait Micheletti, contraints de retourner dans les tranchées. Leur révolte, comme l'appelle Micheletti, constituait bien un acte de protestation de la part d'une unité qui avait pu conclure avec l'adversaire un arrangement remis en cause par le comportement belliqueux de la relève. Cependant, les soldats italiens ne furent pas reçus par leurs ennemis avec autant d'agressivité qu'ils s'y attendaient. Les tranchées étaient

en effet si proches que l'artillerie autrichienne n'aurait pas pu tirer sur les Italiens sans mettre en danger ses propres hommes :

« Nous sommes ensuite retournés dans les tranchées, où, pour tout dire, nous nous trouvions davantage en sécurité. Ceux d'en face évitaient en effet de tirer pour ne pas toucher leurs propres hommes, [...] Au milieu, il n'y avait que des barbelés. Les autres étaient si proches que nous échangeions notre pain contre leur tabac et leurs cigarettes. [...] C'était grâce aux officiers du 57^e régiment d'infanterie. Ils étaient bons et ne nous obligeaient pas à tirer : "Ne tirez pas, disaient-ils, sauf s'ils attaquent [137]. » »

Micheletti décrit ici une attitude très semblable à celle des soldats français sur le Chemin des Dames, au début de l'année 1917. Après l'échec de l'offensive d'avril, ceux-ci refusaient de tirer sur l'ennemi s'ils n'avaient pas été attaqués. Ce que Micheletti qualifie de « révolte » et qui fut condamné comme acte de « mutinerie » dans le cas des soldats français apparaît dès lors avant tout comme l'expression d'une revendication. Les soldats exigeaient que l'on respectât un arrangement tacite existant depuis longtemps et remis en cause par des ordres d'attaque [138].

Durant la guerre, les états-majors de tous les pays belligérants savaient que ces arrangements étaient monnaie courante. Toutefois, après la fin du conflit, l'officialisation de ce chapitre de l'Histoire a été très différente suivant les nations. En Allemagne, cela se traduisit par une terminologie officieuse, tant l'engagement des soldats allemands sur le front revêtait alors un caractère héroïque qui ne laissait plus place aux fraternisations dans les récits [139]. À l'inverse, le rapport sur les causes de la défaite décisive de l'armée italienne près de Caporetto, en novembre 1917, offre un étonnant témoignage de traitement ouvert et dépassionné de la question. Ce texte fut présenté en août 1919 par une commission d'enquête gouvernementale composée de hauts gradés de l'armée et de parlementaires. La commission, présidée par le général Carlo Caneva, comptait notamment parmi ses membres le vice-amiral Alberto De Orestis, le procureur général des armées Antonio Tommasi, le sénateur Paolo Emilio Bensa ainsi que les députés Alessandro Stoppato et Orazio Raimondo [140].

« Les pertes qui venaient s'ajouter à la durée de la guerre, aux conditions d'existence démoralisantes dans les tranchées, à la certitude de l'inutilité des efforts et des sacrifices en vies humaines ; et, d'un autre côté, les mesures répressives, ponctuelles mais terriblement injustes : tout cela permet d'expliquer comment l'idée de la désertion pénétra effectivement certains esprits découragés ; comment d'autres virent dans leur captivité une libération ; comment enfin, une sorte de *modus vivendi* put s'établir là où les pertes étaient plus élevées et continuelles en raison de la proximité des deux camps ennemis (sur

ces positions, on évitait de tuer pour ne pas être tué soi-même, en vertu d'un accord tacite ne nécessitant aucune concertation préalable) [141]. »

À partir de 1922, on cherchera en vain des déclarations d'une telle sincérité en Italie, et il en alla de même en Allemagne où, peu après 1919, seuls les milieux de gauche antimilitaristes s'exprimaient aussi clairement. Dès 1922, le journal pacifiste *Weltbühne* manifestait par exemple son inquiétude à propos de la politique tendancieuse de publication des récits de guerre. Celle-ci était menée par le bureau des Archives du Reich qui s'était peu à peu transformé en hospice pour officiers impériaux en retraite éprouvant peu de sympathie vis-à-vis de la nouvelle démocratie. La *Weltbühne* était d'autant plus préoccupée que « les extraits insérés dans les livres d'école provenaient des petits ouvrages de cette institution ». Selon le journal, « cela laissait entrevoir ce que contiendrait le cerveau d'un gamin allemand des années 1940, et quelle belle image un homme de 1970 aurait de cette guerre, de cette ignominie, de cette catastrophe meurtrière avec ses faux survivants [142] ».

FRATERNISATION ET RÉVOLUTION

L'appel final du *Manifeste du Parti communiste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ne signifiait au fond rien d'autre qu'une incitation à la fraternisation internationale. Aussi, les gouvernements européens armant leurs pays pour la guerre craignaient-ils de voir parmi les futurs soldats des socialistes s'associer avec leurs camarades du camp adverse. L'affaire déclenchée en France par le *Carnet B* montre que cette crainte persista jusqu'à la veille de la guerre [143]. La politique d'union sacrée menée par les socialistes majoritaires au sein des parlements européens rassura tout d'abord les gouvernements et les états-majors. Cependant, chacune des nations belligérantes connut à divers moments critiques entre 1914 et 1918 des débats sur la propagande prétendument défaitiste des groupes pacifistes [144].

Juste après le début de la guerre, apparurent par exemple à Berlin des tracts raillant la volte-face patriotique de la social-démocratie et mettant l'accent sur l'échec de la fraternisation internationale. Dans une parodie au ton persifleur de la marche socialiste intitulée : « Debout, socialistes, serrez les rangs ! », on trouvait à la deuxième strophe :

Vous qui par millions

Venez des mines et des champs, de la ville et de la terre

Vous êtes désormais de la chair à canon

Canon fabriqué par la main des prolétaires !

*Désormais, nous tirons sur nos frères avec plaisir,
Car c'est là ce que nos maîtres suprêmes désirent,
Anéantir le plus de vies humaines,
Voilà le but vers lequel on nous mène,
Voilà ce qu'on nomme la guerre sacrée.
Avec nous, le peuple ! Avec nous la victoire assurée[145] !*

Le cercle qui entourait Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, et qui fut baptisé de manière significative « Groupe international », débuta en 1916 la publication clandestine des *Lettres spartakistes* appelant à la résistance du prolétariat contre la machine de guerre. Dans la troisième *Lettre*, de mars 1916, le groupe formula douze principes directeurs, dont le premier définissait d'emblée la guerre comme « fratricide » : « La guerre a ruiné les résultats de quarante années de travail du socialisme européen. Elle a réduit à néant l'importance politique de la classe ouvrière révolutionnaire et le prestige moral du socialisme. Elle a fait éclater l'internationale prolétarienne, conduit ses sections à un combat fratricide et arrimé dans les principaux pays capitalistes les aspirations et les espoirs des masses populaires au navire de l'impérialisme[146]. » Lors du congrès général du parti social-démocrate allemand, fin septembre 1916, la représentante du Groupe international tira de ce constat les conclusions suivantes :

« Les prolétaires vivant au-delà de nos frontières sont nos frères, nos camarades ; ils sont plus proches de nous que les classes dirigeantes de notre propre pays, et nous avons davantage d'obligations envers eux qu'envers celles-ci. Nous opposons l'idéologie de l'internationalisme à l'idéologie du nationalisme devant laquelle le parti a capitulé le 4 août. [...], Ma sensibilité d'être humain et de socialiste me fait éprouver autant de douleur et de colère lorsque des soldats français, belges et russes sont assassinés, que lorsqu'il s'agit de prolétaires allemands. Le peuple est en détresse – ce sont nos frères que l'on est en train de tuer ! » Lorsque la désagrégation des troupes tsaristes commença à se dessiner sur le front germano-russe, les soldats allemands furent tout d'abord encouragés par leur état-major à accomplir des gestes de fraternisation. On espérait ainsi accélérer l'effondrement de l'ennemi. Cependant, les Russes se servaient déjà depuis 1917 de cette méthode de fraternisation destinée à déstabiliser l'adversaire. Dans un compte rendu consacré aux cérémonies du 1^{er} mai 1917, qui, pour la première fois en Russie, put être légalement célébré comme fête du Travail, l'accent fut mis par exemple sur la participation des prisonniers de guerre allemands. Le représentant local des ouvriers d'Ascha, en Oural, exprima notamment sa joie extrême de voir les travailleurs réunis et sa « profonde satisfaction face à la fraternisation des prisonniers de guerre[147] ». Des comptes

rendus semblables parurent dans de nombreux journaux russes après cette date[148]. Au ministère de la Guerre allemand, on s'inquiéta de la fiabilité idéologique des prisonniers libérés de Russie, au point de notifier les mesures à prendre dans une annexe secrète à un décret de mars 1918 :

« Il est particulièrement important de veiller à ce que les prisonniers revenus de captivité retrouvent toute leur force morale et un esprit de discipline. Il faut encourager les marques positives et rigoureuses de respect vis-à-vis de la hiérarchie. Cela doit passer par un rappel des règles de comportement face aux supérieurs, des devoirs correspondants du soldat, des infractions à l'obligation de subordination militaire qui sont passibles de sanctions. Il est également nécessaire de stimuler le sentiment patriotique par des lectures appropriées, par un enseignement utilisant à la fois le texte et l'image, afin de contrecarrer de manière efficace les idées ayant pu être suscitées par les événements révolutionnaires[149]. »

Après la fin du conflit, un général devenu historien de sa propre expérience de la guerre, écrivit – probablement encore sous le coup des événements révolutionnaires qui débutèrent en novembre 1918 : « La conception marxiste du monde qui séduit tant l'esprit allemand actuel, représente un danger extrême. Tandis que dans les autres États, même en Union soviétique, un fort engagement national domine, on rêve en Allemagne et en Autriche de fraternisation mondiale, de citoyenneté mondiale ou de prolétariat mondial[150]. » En 1928, un autre historien militaire officiel, le général Hermann von Kuhl, considérait comme définitivement prouvé que « [durant la guerre], la social-démocratie indépendante avait accompli au sein de l'armée un travail de sape menaçant au plus haut point la discipline militaire[151] ». La propagande organisée depuis l'Allemagne afin de promouvoir la révolution et la fraternisation avait eu selon lui des conséquences désastreuses sur le moral des troupes, particulièrement au cours de la dernière année du conflit : « Selon les propres aveux des membres du parti social-démocrate indépendant, la subversion et la démoralisation des soldats engagés sur le front ont été programmées au sein même de l'armée depuis le début de l'année 1918. Les soldats ont été travaillés au corps et incités à désertir. » Cette image du soldat allemand combattant courageusement jusqu'au bout et encouragé à la désertion par les sombres intrigues de civils socialistes ou communistes a nourri la légende du coup de poignard dans le dos. En fait, la propagande antimilitariste influençait relativement peu les soldats du front, sauf les sympathisants de l'USPD. Certains soldats de gauche pensaient même qu'il « fallait vaincre les ennemis extérieurs de la patrie » avant de pouvoir engager le combat intérieur pour les droits du peuple[152]. Pourtant, le mythe du courageux soldat trahi

exerça –même chez les survivants – une influence tellement forte qu’au bout de quelques années il devînt impossible dans la république de Weimar d’évoquer publiquement les fraternisations ou toute autre forme de comportement non héroïque[153].

Dans la période d’après-guerre, le regard porté par la gauche française sur les fraternisations ne fut pas non plus dénué d’ambiguïté. Déjà en 1920, juste avant une réunion internationale d’anciens combattants, Henri Barbusse exprimait de fortes réserves quant aux fraternisations, sans toutefois préciser ce qu’il entendait vraiment par ce terme, ni d’ailleurs dans sa dernière phrase :

« Il y a eu des fraternisations partielles dans le chaos mécanique et déchaîné de la guerre. Mais ces rapprochements naturels de l’homme vers l’homme, ou plutôt du souffrant, qui est un cœur plus nu et un esprit plus pur, vers le souffrant – et que rien n’a pu empêcher parfois – ont été désordonnés et pires qu’inutiles. Ils n’ont servi qu’à ajouter des victimes aux massacres et qu’à aggraver la guerre[154]. »

Apparemment, Barbusse voulait surtout imposer un nouveau modèle de fraternisation institutionnalisée en participant à Genève à la fondation d’un regroupement des associations nationales de vétérans. Cette conception neuve semblait être la seule qu’il pût approuver, comme il tente de l’expliquer de manière peu convaincante en revenant sur ses déclarations : « Ce n’est pas pendant la guerre qu’il faut fraterniser, c’est avant. Nous nous sommes réunis pour fraterniser solidement et définitivement avant les guerres qui veulent recommencer. »

À l’inverse, une brochure communiste, protestant contre la guerre du Maroc, parut en 1925 sous le titre : *Fraternisation : esquisse historique de la tradition du prolétariat français*. L’auteur, Michel Marty, y racontait la fière histoire des fraternisations importantes depuis la Révolution, durant lesquelles des troupes françaises avaient refusé de tirer sur des innocents : « Au moment où la Fraternisation apparaît comme le seul moyen d’imposer la paix immédiatement à un gouvernement qui, avec son état-major avide d’avancement et de gloire à bon marché, n’est que l’agent d’exécution des banques colonisatrices du Maroc, il m’a paru intéressant de rappeler ici quelques exemples de fraternisation du prolétariat révolutionnaire français, » On trouve ensuite toute une série d’évocations : celle de l’union des troupes royales avec les révolutionnaires après 1789 ; celle de la fraternisation d’un régiment gouvernemental avec les Gardes nationaux et des membres du prolétariat parisien pendant la Commune ; celle du refus des troupes d’obéir à l’ordre de tirer sur les vigneron du Midi en 1907 ; celle des mutineries de la flotte française de la mer Noire qui refusa aussi de tirer sur des civils russes en 1917[155] ; celle des soldats français qui fraternisèrent avec la

population allemande pendant l'occupation de la Ruhr en 1923 ; et enfin, celle des marins français qui refusèrent de partir pour le Maroc en juillet 1925. Dans cette énumération, les fraternisations de la Première Guerre mondiale ne sont évoquées nulle part. On devine tout au plus qu'elles font partie de la foule des fraternisations politiquement « naïves », survenues avant l'affaire de la Ruhr :

« Pour la première fois, on appliquait la méthode de fraternisation, préconisée et réalisée par Lénine pendant la guerre. Jusqu'alors, on avait fait de la fraternisation comme, dans Molière, le bourgeois crétinisé faisait de la prose sans le savoir ! C'était la première fois qu'on faisait, avec conscience, de la fraternisation[156]. »

Marty jugeait donc les fraternisations antérieures à 1923 comme des actes instinctifs, spontanés, dénués de la conscience de classe nécessaire à toute action ; elles lui inspiraient un malaise manifeste. De la même manière, le concept de « fraternisation » apparaît uniquement au sens péjoratif dans les articles de l'*Association républicaine des Anciens Combattants*. Cet organe dirigé par des communistes cherchait en effet à discréditer le regroupement d'un grand nombre d'associations de vétérans non communistes, venant de France, d'Allemagne et de quelques autres pays européens. Selon la revue, la *Conférence Internationale des Associations de Mutilés et Anciens Combattants* (CIAMAC) n'était rien d'autre qu'une « institution destinée à entretenir chez les anciens combattants et dans les masses laborieuses les illusions du pacifisme locarnien et pan-européen afin de leur masquer les préparatifs, chaque jour accrus, de la prochaine boucherie impérialiste[157] ». Ainsi, le seul regroupement acceptable des vétérans internationaux ne pouvait-il s'effectuer qu'au sein de l'internationale des Anciens Combattants (IAC), dont le congrès de Berlin (du 30 mai au 1^{er} juin 1930) fait également l'objet d'un long compte rendu dans le même numéro. Dans ce climat général, le souvenir des arrangements et des fraternisations spontanés de la Première Guerre mondiale n'avait plus aucune place.

LE SOUVENIR DE LA FRATERNISATION

Comment se présentait le souvenir des différentes formes de non-agression dans les associations pacifistes de vétérans ? Quelle place était réservée aux trêves tacites et aux arrangements pacifiques avec l'adversaire dans la rhétorique officielle des démocrates parmi les anciens soldats du front ? Tandis que, du côté communiste, on considérait les fraternisations comme inutiles, voire nuisibles, les vétérans pacifistes semblaient trouver que celles-ci n'avaient pas été assez sanglantes pour pouvoir être intégrées à leur discours centré sur l'idée de martyre (dont ils tiraient leur autorité morale). Un article

publié en 1932 dans le *Reichsbanner*, organe de l'association des vétérans sociaux-démocrates allemands, semble tout à fait caractéristique du ton dominant alors des deux côtés du Rhin. Il évoque l'importance de l'expérience de la guerre pour l'État démocratique dans les termes suivants :

« Les masses populaires n'ont pas sacrifié autant de vies pour demeurer de manière arbitraire les objets d'un État autoritaire après la guerre. Ils voulaient devenir des citoyens émancipés. [...] Pour le peuple allemand, le droit de cogestion représentait une évidence après les immenses sacrifices consentis[158]. »

Si les soldats, auxquels on se réfère à des fins politiques profondément respectables, étaient représentés comme ayant souffert sans cesse pendant quatre ans, on comprend que le souvenir des trêves tacites ne pouvait plus être invoqué. C'est exactement l'idée qu'exprime par exemple Henri Pichot, un des dirigeants de la CIAMAC si violemment attaquée par *Le Feu*, lors d'une conférence sur le désarmement en octobre 1933 à Genève[159] :

« Combattants, nous qui avons souffert et saigné, nous qui avons marché, sans regarder en arrière, à l'ordre de nos patries, nous dont les mains ont porté les armes, nous ne renoncerons pas à notre idéal de paix, nous défendrons, quoi qu'il arrive, la paix[160] ! »

On pourrait citer encore d'innombrables exemples de ce genre. L'autorité politique et pédagogique que les anciens combattants tiraient de leurs souffrances avait besoin de l'image du soldat comme victime sacrifiée. Or cela n'était pas compatible avec l'évocation des arrangements et des fraternisations, au moins lors des occasions solennelles de commémoration publique. Certes, il s'agissait là d'une expérience commune à beaucoup de soldats, mais celle-ci ne leur permettait plus d'apparaître dans leur rôle de victimes héroïques. Elle les montrait comme des hommes agissant parfois de manière subtile, mais toujours très représentative. Après 1918, aucun groupement politique ne sut vraiment quoi faire de cette représentation. Les scènes de fraternisation sont même absentes des films d'inspiration pacifiste qui, à la suite de *À l'Ouest rien de nouveau*, montraient les horreurs de la guerre du point de vue du simple soldat. Seule exception, le film de Victor Trivas, *Niemandsländ* (1931), qui montre comment cinq soldats issus des différentes nations ennemies se retrouvent après une attaque d'artillerie loin de leurs unités, au milieu d'un *no man's land* momentanément paisible, et vivent dans une entente merveilleuse. Tout cela apparaît si clairement comme une utopie édifiante que l'on ne peut y voir une représentation des arrangements réels.

Après 1933, tout contact étranger avec les vétérans allemands était contrôlé par le parti national-socialiste. La poste allemande cessa

d'acheminer le bulletin de la CIAMAC (ainsi que nombre d'autres publications pacifistes), ce qui équivalait *de facto* à une interdiction de la revue en Allemagne[161]. Dans le langage officiel, on ne parlait plus de fraternisation, mais uniquement de respect militaire mutuel entre les anciens ennemis qui devaient demeurer dans leur rôle de soldats prêts à mourir pour la patrie. La politique nationale-socialiste du souvenir s'exprima également sous d'autres formes. Les nationaux-socialistes débaptisèrent par exemple la journée de « deuil national » pour en faire une journée de « commémoration des héros ». Le nouveau président du Comité d'assistance allemand aux victimes de guerre, au sein duquel la plupart des associations de vétérans furent réunies de force, s'exprima en février 1934 sur l'impact de l'image du combattant façonnée par l'idéologie belliciste dans le cadre des contacts des vétérans allemands avec l'étranger :

« L'Allemagne, que nos adversaires, français, anglais et américains, ont appris à connaître pendant la guerre mondiale, était l'Allemagne du front qui leur imposait le respect et qui les avait forcés, dans les grandes heures décisives de la guerre, à déployer toute leur énergie humaine, tandis que les représentants allemands, qui ont jusqu'à présent assisté aux réunions de la CIAMAC, prêchaient le pacifisme international et la soumission à tous les traités imposés[162]. »

La guerre n'était plus ce malheur que le soldat devait subir, mais une situation désirée, conforme à l'emploi du soldat. Elle offrait à ce dernier l'occasion de prouver son héroïsme ou de mourir glorieusement pour la patrie. La décision des associations de vétérans allemands de se retirer de la CIAMAC ne signifiait donc aucunement « que les soldats allemands du front et les victimes de la guerre refusent toute collaboration et toute conversation avec les anciens adversaires. Au contraire, cette circonstance veut dire qu'ils ont abandonné une façon d'agir qui n'était pas digne des exploits du soldat allemand du front[163] ».

L'historien Antoine Prost a décrit le désarroi des associations de vétérans français qui mirent longtemps à comprendre que tout contact officiel avec les organisations nationales-socialistes représentait un succès de propagande pour les Allemands et ne contribuait en rien à pacifier la politique internationale ou à rendre moins dangereux le régime de terreur allemand[164]. Ce désarroi atteint son paroxysme lors des cérémonies franco-allemandes de commémoration de la bataille de Verdun, à Douaumont, les 12 et 13 juillet 1936. Leur point culminant fut un serment de paix mutuel. Mais un compte rendu du journal officiel des vétérans allemands montre combien ces derniers réduisaient la possibilité d'entente entre les deux parties à sa forme minimale : « Il était visible qu'il n'existait entre tous ces hommes

aucun antagonisme, aucune trace d'inimitié. On a pu constater de manière claire et manifeste que *les soldats du front s'entendent parfaitement*^[165]. » Dans cette perspective, l'idée décisive qu'Ernst Toller et d'innombrables simples soldats avaient exprimée pendant la guerre ne pouvait plus exister. Et pourtant, il était fondamental d'affirmer, même de façon ponctuelle, que les combattants considéraient leurs adversaires non comme des soldats, mais comme des hommes endurant les mêmes souffrances qu'eux. Cela était nécessaire, si l'on voulait échapper à la logique militaire du « tuer ou se faire tuer » si l'on voulait lui opposer celle de l'arrangement, de la trêve tacite, du « *vivre et laisser vivre* ».

Russie : fraternisations et révolution

« Nous leur envoyons du saucisson, du pain blanc et du cognac ; les Allemands nous donnent des cigarettes. » Les soldats n'ont pas de mot spécifique, mais par l'accumulation de détails, à partir de la fin 1915, dans leurs lettres à la famille ils décrivent les fraternisations. L'expression elle-même, *Bratanie*, est employée très tôt pendant la guerre, mais plutôt par les officiers de tranchée. Dans ces lettres, il est fait allusion aux sentiments ressentis vis-à-vis de l'ennemi ; on les exprime seulement depuis que les forces adverses se sont immobilisées, que, face à face dans les tranchées, Russes et Allemands, ou Austro-Hongrois se voient, s'observent. Quelquefois, des dessins maladroits en témoignent, on y voit des combattants qui sortent de ces tranchées, échangent quelques gestes, des biscuits aussi [166].

Les hommes d'en face étaient des hommes comme eux ; ils vivaient la même tragédie. Il était peut-être possible de s'entendre, de paralyser la reprise des opérations actives en prolongeant les pauses comme celles-là. Autant d'espoirs qui surgissaient à l'occasion des fêtes, Pâques notamment.

Ces lettres traduisent également la rancœur des soldats contre les « planqués » et autres embusqués, mobilisés ou à l'arrière : « La guerre ? Ils se planquent pendant qu'on est dans le fumier, et reçoivent 500 à 600 roubles quand nous n'en avons que 75 [167]. » L'inégalité les obsède : « Et puis, alors que c'est pour les soldats que la guerre est la plus dure, il en est ailleurs, eux, qui sont recouverts de médailles, de croix, de récompenses ; mais ceux-là sont à plusieurs verstes des combats [168] » « Ici, écrit un autre, chaque motte de terre est rouge de sang... Prie Dieu, ma femme, que nos supplices prennent fin. Que s'achève cette guerre qui dure depuis deux ans. »

Les journaux de tranchée, tel *Soldat Grajdanin*, expriment ces sentiments avec plus de violence, et de façon plus politique. L'impudeur des partisans de la guerre à outrance exaspère lorsque l'appel vient de l'arrière. « Jusqu'au bout, croasse le corbeau, nettoyant les ossements humains sur le champ de bataille. Que lui importe à lui la vieille mère qui attend le retour de son fils ou l'octogénaire qui, d'une main tremblante guide la charrue ? » « La guerre jusqu'au bout », crie l'étudiant qui rassemble des milliers de

personnes sur la place publique et leur assure que tout malheur vient des Allemands. Pendant ce temps, son père, qui a vendu de l'avoine à seize roubles le pud, est assis dans un bruyant cabaret où il soutient les mêmes idées. « Jusqu'au bout », clament les agents des gouvernements alliés en faisant le tour des champs de bataille jonchés de cadavres de prolétaires. Peut-il crier « la guerre jusqu'au bout » le soldat assis dans les tranchées ? Non. La voix qu'il fait entendre est autre : « Camarade, celui qui crie "la guerre jusqu'au bout", qu'il soit envoyé bien vite en première ligne, on verra ce qu'il dira [169]. »

Il y a ce qu'on dit, ce qu'on écrit.

Et puis il y a ce qu'on cache.

Ces nombreux secrets et frustrations s'embrasent lors du soulèvement de Petrograd du 23 au 27 février 1917 (vieux style). À la suite des manifestations d'ouvrières, bien accueillies, puis des ouvriers, les officiers ordonnent de tirer sur les manifestants. Les soldats refusent et se retournent contre eux, ce qui assure le succès de l'insurrection puis de la révolution.

Aussitôt, plus ou moins en relation avec la section militaire du Soviet de Petrograd, des soldats rédigent le *Prikaze 1* qui mettait fin à la réglementation militaire et instituait un nouvel ordre disciplinaire. Outre l'élection de comités de soldats, seuls habilités à entériner les ordres venus d'en haut, ce *Prikaze* faisait surtout grief aux officiers des abus dont les combattants avaient été victimes : sanctions excessives et notamment fustigations pour un oui ou pour un non, voies de fait, langage grossier, injustices, arbitraire [170]. Tout cela, ils ne pouvaient pas le dire à leur femme, à leurs parents – quelle humiliation...

Aux archives de la guerre, à Moscou, figurent les milliers de textes que, par télégramme, les soldats ont fait parvenir à la section militaire du Soviet de Petrograd. La libéralisation de la discipline apparaît largement en tête de leurs demandes, avec toutes sortes de protestations contre les abus : brutalités envers les soldats, faire travailler nu-pieds des malades, coups et injures, abus d'autorité, etc. [171]. Le général Dragomirov raconte que le 3 mars, « à chaque ordre que je leur donnais, les soldats me répondaient : "Maintenant cela ne se fait plus." L'un d'entre eux, chaque fois, se référait à un texte imprimé qu'il avait à la main : "non, disait-il, cela ne se fait plus." Et quand je voulus voir ce, texte, il refusa de me le donner ». Dans ces textes, il n'était pas question de paix, au moins avant que le Soviet de Petrograd eût lancé son programme, celui d'« une paix sans annexions ni contributions ». Les soldats déclaraient qu'ils accompliraient leur devoir envers la patrie, et certains ajoutaient « les soldats aux tranchées, les ouvriers au travail », « pour que nous puissions défendre votre liberté ». « Il n'y a pas de conflit entre ouvriers et soldats », soutenaient d'autres, qui notaient pourtant qu'eux-mêmes, soldats, ne

pouvaient pas faire grève[172].

Les exigences ne portaient pas la marque de l'internationalisme, ni d'une appartenance « de classe » – peu de revendications sur la terre à cette date par exemple –, elles relevaient quasi exclusivement de leur statut de combattants. À l'heure de la chute du tsarisme, tous se tournaient vers le Soviet de Petrograd, perçu comme un contre-pouvoir, moins au gouvernement provisoire que face au commandement. Il est vrai que les ouvriers avaient d'autres instances représentatives – les syndicats, les comités d'usine –, tandis que les soldats devaient accorder leur confiance exclusive au Soviet et à son programme. En un sens, l'espérance de paix était désormais encadrée par l'action du Soviet.

Lorsque renaissent des fraternisations, au printemps, éclate leur signification politique. Jusque-là, elles étaient l'expression d'une sorte de balbutiement – qui, sans nécessairement l'expliciter, disait le vœu tout simple d'une cessation des combats, au moins d'une prolongation des trêves, sans receler une prise de position plus globale. Après février, ces fraternisations s'insèrent dans un dispositif à entrées multiples. Interfèrent avec elles une vive détérioration des rapports entre les soldats et une partie des officiers, une mise en relation des fonctions de la discipline et des ordres opérationnels, une mise en cause des vues du commandement comparées aux prises de position du Soviet de Petrograd. Fraternisations, mutineries et désertions sont bientôt confondues par l'ordre militaire alors que les premières sont collectives et les dernières demeurent individuelles.

La façon dont fut interprété le *Prikaze 1* modifia du tout au tout la situation au front. Dans l'esprit des soldats, il ne signifiait pas la négation de la discipline mais la condamnation de ses abus attribués à l'autocratie. Si l'on excepte les violences exercées contre les officiers qui s'étaient opposés à la révolution, les soldats n'avaient pas conscience d'attaquer les officiers sur le fond, ils voulaient seulement participer au mouvement. Or, la réaction de la plupart des officiers fit comprendre aux soldats que l'institution militaire était une des expressions de l'ordre renversé. Le *Prikaze 1* avait fait violence au corps des officiers, les rôles étaient renversés puisque les soldats leur avaient imposé une décision qui limitait leurs droits. En voulant perpétuer l'ancienne discipline, ils s'identifièrent à l'ancien régime[173].

Cette mise en cause indignait le corps des officiers. Admettre que de simples soldats étaient des citoyens comme eux, discuter d'égal à égal dans des « comités » leur semblait intolérable. Tout en jugeant les soldats incapables d'aborder les problèmes qu'ils estimaient relever de leur compétence, ils s'apercevaient avec inquiétude qu'eux-mêmes n'y avaient jamais réfléchi et qu'ils ne savaient pas comment aborder les

problèmes de la discipline ou ceux de la politique générale alors que certains subalternes les traitaient avec aisance. Leur incapacité risquait de remettre en cause leur compétence de chefs. Elle pouvait faire douter de la légitimité de leur droit au commandement [174].

Au moins comprirent-ils que l'institution militaire ne survivrait que pour autant qu'elle aurait une raison, à l'évidence la nécessité de combattre l'ennemi. En ce sens, toute opération militaire suscitée par les Allemands rendait service aux adversaires de la révolution car elle leur donnait l'occasion d'opérer une reprise en main de la troupe sous le couvert de la nécessité. La section militaire du Soviet de Petrograd avait alors parfaitement compris que, à l'occasion d'opérations offensives menées sous prétexte de mieux garantir ses lignes de défense, un processus pouvait être mis en marche, qui transformerait l'armée en un instrument docile. C'est ainsi que tout ordre opérationnel put devenir suspect.

Aux premières opérations qui avaient suivi la chute du tsarisme, à Stockhod, les soldats étaient passés à l'attaque pour « montrer à leurs officiers que ceux-ci n'avaient pas le monopole du patriotisme ». Ils craignaient néanmoins que les officiers ne livrent sciemment des positions à l'ennemi pour susciter la reprise d'opérations actives, ce qui permettrait « de ressaisir l'armée ». Bénéficiant de la complicité des artilleurs, l'état-major était jugé capable de créer un incident majeur, alors que le calme pouvait servir de prélude à la paix. Ainsi l'officier devenait peut-être un ennemi plus dangereux que l'Allemand. En multipliant les fraternisations à l'approche des fêtes de Pâques en avril 1917, les soldats n'exprimaient pas seulement leur volonté de paix, ils accomplissaient aussi un acte patriotique : la « trahison » des officiers risquait, à leurs yeux, d'ouvrir la route aux Allemands alors que l'absence d'opérations actives pouvait parer au double danger qui menaçait la Russie, l'invasion et la contre-révolution [175].

À lire les communiqués de la Stavka, l'initiative des fraternisations serait venue, sauf un cas, des Allemands. Voici comment elles furent annoncées dans la 5^e, la 10^e et la 12^e armée entre le 25 mars et le 29 avril.

« Dans le secteur de Kolodina-Stakhovtsy, au sud du lac Naroch, un groupe d'Allemands a abandonné ses tranchées deux fois en brandissant des drapeaux blancs en nous faisant des signes avec leurs mains ou leurs casquettes ; les deux fois, nos tirs à la mitrailleuse les chassèrent et les obligèrent à retourner dans leurs tranchées » (25 mars).

« Sur tout le front de la douzième armée, les Allemands ont tenté de nouer conversation avec nos troupes ; pour cela ils sont sortis de leurs tranchées avec des drapeaux blancs, mais notre artillerie les a obligés à retourner dans leurs tranchées » (le 30 mars).

« Dans le secteur Ushivtsy, au nord-ouest de Smorgon, les Allemands échangèrent du pain et des saucisses avec nos soldats tandis que dans le secteur du 16^e régiment de Mingrelie, les Allemands remirent des proclamations à deux de nos soldats. Tous ceux qui voulaient les ramasser furent dispersés par notre artillerie » (le 2 avril).

« Dans la région d'Antoniny, secteur de la 137^e division, un groupe d'Allemands qui essayait de lier conversation avec nos soldats fut dispersé par nos tirs » (le 22 avril).

« Dans le secteur du 21^e corps, trois de nos soldats du 129^e régiment se sont saisis d'une embarcation pour "rendre visite" aux Allemands – mais ont renoncé devant les remontrances et menaces de leurs camarades » (25 avril)^[176]

« Dans le secteur de Shal'duki-Kunava, nos soldats et les soldats allemands ont essayé de sortir [de leurs tranchées] et de se rencontrer mais ils ont été dispersés par le feu de nos batteries légères » (29 avril).

Au lendemain de la chute du tsar, le commandement entend clairement stigmatiser toute tentative de rapprochement. Au besoin, et pour l'édification propagandiste, il est précisé que l'artillerie se charge d'y couper court. L'attitude de la Stavka est conformé à sa position de principe : écarter toute initiative en faveur de négociations, a fortiori d'une paix, même sans annexions ni contributions comme la demandé le Soviet de Petrograd le 14 mars.

Ce fut le général Gurko qui, le 23 avril, lança un ordre contre les fraternisations. Il avait été le plus violent des membres du Haut Commandement, avec le général Alekseev, à stigmatiser le Soviet de Petrograd et ses slogans qui avaient « décomposé l'armée en reconnaissant des droits aux soldats », et à décortiquer le *Prikaze I*, charte des libertés et des droits du soldat. « La discipline est plus nécessaire à la victoire que la connaissance des buts de guerre », répétait-il. Il donnait en exemple la guerre sud-africaine où les armées régulières étaient plus stoïques que les contingents de volontaires qui savaient pourquoi ils se battaient.

L'ordre du jour du général Gurko stipulait que « des rapports concernant les pertes dues au feu de l'ennemi témoignent qu'apparemment dans certains secteurs du front, des relations amicales se sont établies entre nos troupes et l'ennemi ; c'est totalement inadmissible au moment où le sang de nos frères alliés coule pour libérer les petites nations subjuguées et ruinées... Les Allemands sont ainsi à même de repérer le dispositif de nos troupes, ce dont ne se rendent pas compte ceux qui conversent avec eux. Ayant réussi à susciter une accalmie sur notre front, les Allemands peuvent

ainsi libérer des troupes pour aller combattre les Français et les Anglais. [...] Après les avoir vaincus ils pourront ensuite se retourner contre nous.

« Trois divisions allemandes ont été transférées de notre front vers l'Ouest, d'autres doivent l'être ainsi que de l'artillerie et de l'aviation. Un front affaibli n'est plus une menace pour les Allemands ; ou bien ils suggèrent qu'on se rende comme ils l'ont proposé à la 75^e Division, tel le général York qui s'est rendu aux Russes en 1812 ; ou bien ils nous menacent d'une offensive si on ne signe pas la paix à temps. Avant tout, ils veulent nous séparer de nos alliés.

« Soldats, concluait l'ordre du jour, pour le salut de la liberté, et des nations soumises à l'ennemi, pour ne pas être soumis nous-mêmes, nous devons remplir notre devoir envers nos alliés ; marquons les premières pages de la Russie libérée. Elles le seront avec notre sang, qu'il demeure sacré pour les générations à venir [177] ».

De son côté, de retour en Russie depuis le début d'avril, Lénine avait lancé un mot d'ordre inverse : « Paix immédiate, tout le pouvoir aux Soviets. » Il avait déjà écrit sur les fraternisations avant la révolution, et fit le point sur ce problème dans la *Pravda* du 28 avril 1917 : « “Les capitalistes tournent en ridicule les fraternisations ou bien les attaquent furieusement avec mensonges et calomnies en insistant sur la façon dont les Allemands veulent tromper les Russes. Ils menacent, au travers de leurs généraux et officiers, de punir sévèrement tous ceux qui sont coupables de fraternisation.

« Du point de vue de la sauvegarde du droit sacré à la propriété du Capital et de ses profits, c'est tout à fait bien vu ; de fait, pour que la révolution socialiste prolétarienne soit détruite à ses débuts mêmes, il est nécessaire d'interpréter les fraternisations à la façon dont les capitalistes y procèdent.

« Or les ouvriers conscients, les semi-prolétaires et paysans pauvres qui guidés par l'instinct même des classes opprimées marchent dans les traces des ouvriers conscients, voient les fraternisations avec la plus vive sympathie ; il est évident que les fraternisations sont une voie vers la paix.

« Il est évident que cette voie ne va pas dans le sens des gouvernements capitalistes, mais va au contraire dans un sens opposé. Elle développe, renforce, consolide le sentiment de confiance fraternelle qui unit les travailleurs de différents pays. Elle commence à miner la discipline maudite de ces casernes-prisons, la discipline exigeant une soumission absolue envers “ses” officiers et généraux, envers leurs capitalistes, car les officiers et les généraux sont pour la plupart soit membres de la caste capitaliste soit ses défenseurs. Il est évident que les fraternisations constituent une initiative révolutionnaire des masses, qu'elle signifie l'éveil de leur conscience,

l'esprit de courage des classes opprimées ; qu'elles sont, en d'autres mots un des nœuds de la chaîne qui conduit à la révolution socialiste prolétarienne.

« Vivent les fraternisations. Vive la révolution socialiste mondiale prolétarienne.

« Pour accélérer l'effet des fraternisations, permettre d'atteindre le but de façon aisée et certaine, nous devons être attentifs à ce qu'elles soient bien organisées et qu'elles s'appuient sur un programme politique clair[178]. »

Dans les *Izvestia* du 2 mai, organe du Soviet des députés – chantre de la défense révolutionnaire –, apparaissait le troisième protagoniste de l'affaire avec le point de vue des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. L'argumentaire dénonçait la pratique des fraternisations, mais il ignorait l'appel lancé par Lénine dans la *Pravda*[179].

« Camarades soldats du front...

« Nous nous adressons à vous, dans cet ardent appel, au nom de la Démocratie révolutionnaire de Russie.

« Vous portez un terrible fardeau : vous payez du prix de votre sang les crimes du tsar qui vous a envoyés vous battre et vous a laissés désarmés, sans munitions, sans pain.

« Le peuple travailleur n'avait pas besoin de la guerre. Il ne l'a pas commencée. Elle a été le fait des tsars et des capitalistes dans tous les pays. Chaque jour de guerre en plus est un jour de deuil pour le peuple. Ayant détrôné le tsar, le peuple de Russie s'est immédiatement donné pour tâche de mettre fin le plus vite possible à la guerre.

« Le Soviet des députés ouvriers et soldats a lancé un appel à tous les peuples pour arrêter le massacre. Il a été adressé aux Français aussi bien qu'aux Allemands et aux Autrichiens.

« La Russie attend une réponse à cet appel. [...]

« Nos propres appels demeureront des feuilles de papier s'ils n'ont pas le soutien de la puissance du peuple révolutionnaire, ou si le triomphe de Guillaume de Hohenzollern s'instaure sur les ruines de la liberté russe. La destruction de la libre Russie sera un énorme désastre, irréparable pas seulement pour nous mais pour les travailleurs du monde entier. Camarades soldats, défendez la Russie révolutionnaire de toutes vos forces. Les travailleurs et les paysans de Russie mettent tout leur cœur à lutter pour la paix. Mais cette paix doit être une paix universelle, pour tous les peuples, et elle doit se conclure par une paix générale.

« Que se passerait-il si nous voulions la paix, une paix séparée pour nous seuls ? Que se passerait-il si l'armée russe mettait bas les armes et déclarait qu'elle ne voulait plus combattre, qu'elle n'était plus concernée par ce qui se passait dans le reste du monde ?

« Ce qui se passerait ? C'est qu'après avoir vaincu nos alliés à l'Ouest, l'impérialisme allemand s'abattrait sur nous avec la totalité de ses forces. Ce qui se passerait est bien que l'Empereur allemand, les propriétaires et capitalistes allemands mettraient leur lourde bride sur nos cous ; ils se saisiraient de nos villes, de nos villages ; de nos terres et feraient payer un lourd tribut au peuple russe.

« Nous sommes-nous débarrassés du joug de Nicolas pour tomber sous celui de Guillaume ?

« Souvenez-vous-en, camarades : au front, dans les tranchées vous êtes les gardiens de la liberté russe. Ce n'est pas le tsar ou les Protopopov, les Raspoutine ou les riches capitalistes que vous défendez, mais vos frères ouvriers et paysans. Ils assurent la défense de la cause et des sacrifices que vous avez endurés. Le front ne peut pas être défendu si on décide de ne plus bouger de sa tranchée, adienne que pourra. Quelquefois il peut advenir qu'une avance de l'ennemi soit empêchée simplement par une attaque préventive.

« Quelquefois, attendre une attaque revient à attendre la mort, s'y soumettre. Quelquefois c'est seulement en participant à une offensive qu'on peut se sauver, et vos frères d'un autre secteur avec vous. Rappelez-vous-le camarades. Vous engageant vous-mêmes à défendre la liberté, ne refusez pas de participer à une offensive si la situation tactique l'exige. La liberté et le bonheur de la Russie sont entre vos mains.

« En défendant la liberté, prenez garde aux provocations, prenez garde aux pièges. Les fraternisations qui se développent au front peuvent facilement en devenir un. Les troupes révolutionnaires peuvent fraterniser – mais avec qui ? Avec une armée qui est également révolutionnaire, qui est également décidée à mourir pour la paix et la liberté. Mais les armées allemande et austro-hongroise ne sont pas dans ce cas, indépendamment du fait qu'elles peuvent comprendre un certain nombre d'individus conscients. Il n'y a pas encore de révolution en vue dans leurs rangs. C'est l'armée qui suit toujours Guillaume et Charles, les propriétaires et les capitalistes, qui veut se saisir de territoires étrangers, pour les piller. Elle a ses chefs qui comptent sur votre jobardise mais aussi sur la soumission aveugle de leurs propres soldats.

« Quand vous allez fraterniser, vous partez avec votre cœur et alors vous rencontrez un officier qui vient des tranchées ennemies et est déguisé en soldat. Pendant que vous conversez avec lui, en toute sincérité, ses supérieurs sont en train de photographier le lieu où vous trouvez. Et quand vous vous arrêtez de tirer pour fraterniser, l'artillerie ennemie se déplace, des troupes ennemies aussi.

« Camarades soldats... Ce n'est pas par des fraternisations qu'on réussira à faire la paix, ni par des accords tacites entre groupes

individuels, entre unités militaires séparées. Ni une paix séparée, ni une trêve séparée ne sauveront la révolution, ou assureront le triomphe de la paix dans le monde. Ceux qui vous disent que les fraternisations constituent une voie vers la paix vous conduisent à votre mort et à celle de la liberté russe. Ne les croyez pas.

« La voie vers la paix est différente ; elle vous a été indiquée par le Soviet des députés ouvriers et soldats. Défendez-la. Balayez tout ce qui pourrait amener la désintégration de votre armée ou nuire à votre moral. Votre force combattive sert la cause de la paix. C'est sur vous que repose la sécurité du pays, grâce à vous qu'il ne sera pas militairement dévasté, de telle sorte que le Soviet puisse accomplir sa tâche révolutionnaire et mettre sa force au service de la paix.

« Camarades soldats, au nom de la fraternité des nations, montrez-vous dignes de la confiance que le monde a en vous ; faites votre devoir militaire avec une détermination inflexible. »

Mais après la fête du 1^{er} mai, où la force du pacifisme s'était affirmée au Champ-de-Mars, l'organe du Soviet des députés s'attaqua de front aux thèses de Lénine concernant les fraternisations :

« Au mépris de l'appel du Soviet des députés ouvriers et soldats pour que cessent les fraternisations sur les lignes du front, le journal la *Pravda* demande aux soldats de continuer à fraterniser. La *Pravda* tente de miner la confiance des soldats envers l'appel du Soviet. Et à cette fin, il décrit les motivations du Soviet, motivations que celui-ci n'a jamais exprimées.

« Le Soviet sait parfaitement que ceux qui vont fraterniser ne sont pas des traîtres [ce que le Haut Commandement pouvait laisser entendre –, *N. d. A.*], mais des soldats qui n'en peuvent plus des duretés de la guerre. Le Soviet sait parfaitement que les fraternisations ne sont pas le résultat de l'agitation des léninistes mais bien le résultat de l'épuisement dû à la guerre et des aspirations des soldats à la paix.

« Et la *Pravda* se trompe quand elle met en avant ces arguments contre le Soviet en défense des fraternisations.

« Le problème n'est pas de savoir ce qui est à l'origine des fraternisations, mais où elles mènent. Et cela mène à la décomposition de l'armée.

« Les fraternisations sont une trêve séparée dans des sections particulières du front. Avec les fraternisations, une puissante armée se désintègre en un ensemble de régiments et d'unités individuelles. Chaque unité commence à penser seulement à elle. Or le sang fraternel coule dans une section voisine ; une verste plus loin à gauche, une verste plus loin à droite la bataille continue alors qu'entre les deux des négociations de paix sont en route ; est-ce la voie à une paix universelle ?

« Non.

« Nous devons agir avec une armée unie, un peuple uni ; nous ne devons pas permettre aux ouvriers et paysans de France et d'Angleterre, de nous considérer comme des traîtres parce que des petits groupes séparés de soldats fraternisent avec l'ennemi. [...]

« La *Pravda* propose qu'on mette en place une "organisation des fraternisations". Cette proposition est une contradiction en soi. Des fraternisations organisées ne peuvent être possibles qu'après la conclusion de la paix. C'est exactement ce à quoi conduit le Soviet. Mais pour réussir à conclure cette paix générale, le front doit être défendu les armes à la main. Ceux qui fraternisent ruinent cette défense.

« Camarades soldats.

« C'est une mauvaise armée, celle où chaque soldat se fait sa propre opinion de ce qu'il doit faire, s'il doit fraterniser ou non.

« Si vous avez foi en votre Soviet que soit sacré pour vous son appel à mettre fin aux fraternisations. Le Soviet se tourne vers vous avec cet appel à sauver l'armée pour le salut de la révolution.

« Montrez que sur cette question comme sur toutes celles qui se présentent, vous suivrez comme un seul homme et unanimement votre Soviet[180]. »

Tous ces événements se situaient à la veille des opérations militaires imaginées sitôt la fin de l'hiver russe. Mais ils étaient en résonance aussi avec les changements politiques en cours.

En l'occurrence, une crise avait éclaté lorsque le ministre des Affaires étrangères Milioukov, du parti constitutionnel-démocrate – défini comme « bourgeois » –, avait maintenu les revendications russes sur les Détroits alors que l'autre instance du pouvoir, le Soviet des députés, avait préconisé une paix sans annexions ni contributions. En partie inspirée par Lénine, une « Journée » avait contraint Milioukov à la démission, et sur les banderoles de la manifestation on avait pu lire « tout le pouvoir aux soviets, paix immédiate ». Le nouveau gouvernement, toujours présidé par le prince Lvov avec à sa tête Kerenski, hostile à la *Note* Milioukov, avait fait triompher le mot d'ordre du Soviet, mais en échange il avait promis aux Alliés, inquiets, que la Russie demeurerait fidèle à ses alliances et qu'elle poursuivrait le combat à leurs côtés. L'enjeu en était l'offensive *simultanée* qui devait se mener à l'ouest et à l'est.

Cette fois, ce n'était plus seulement le Soviet mais également le gouvernement qui assumait la politique de paix sans annexions ni contributions ; en contrepartie, les dirigeants de la « démocratie », comme on disait, s'engageaient à assurer la défense du pays et à aider à la régénération de sa puissance militaire. Jamais l'entente n'avait été si étroite entre les deux pouvoirs nés de la révolution de Février, le

Soviet et le gouvernement provisoire.

Pour que cette politique[181] devienne opérationnelle, il fallait que, d'un côté, les socialistes de la II^e Internationale imposent à leurs gouvernements respectifs la politique proposée par Petrograd ; de l'autre, que ces gouvernements acceptent de mettre fin à leurs projets de conquête, ou de reconquête, ce qui n'était le cas d'aucun des belligérants. Quant aux socialistes qui devaient se mettre d'accord entre eux, leur conférence prévue à Stockholm fut un fiasco, parce que seuls des "internationalistes" russes ou neutres s'y retrouvèrent, que les socialistes gouvernementaux alliés refusèrent d'y aller pour ne pas avoir à rencontrer l'ennemi, de sorte que les socialistes hollandais et scandinaves, neutres et médiateurs virtuels, furent ainsi réduits à l'impuissance. Les bolcheviks avaient prédit ce fiasco, ce qui conduisit Lénine et Trotski, menchevik « unitaire » en voie de ralliement aux bolcheviks, à encourager toujours plus « l'action », c'est-à-dire les fraternisations [182].

Parmi leurs animateurs, se trouve Dimitri Petrovic Mikhaïlov, connu ultérieurement sous le nom de Frunze. Il fut chargé par le parti bolchevik d'effectuer une tournée aux armées pour stimuler la dynamique des fraternisations. Le général Tcheglov (Ceglov) signale son arrivée en organisant des réunions, puis des actions dans les 218^e et 220^e régiments. « Les arguments des officiers n'ont rien pu empêcher... Mikhaïlov a-t-il mandat pour agir ainsi ? » demande le général... « Il serait souhaitable de persuader le Comité de front d'arrêter Mikhaïlov », répond le général Gurko. « Il mène campagne maintenant pour qu'on se méfie des officiers, que ceux-ci soient désormais élus », signale un autre rapport. « Il faut absolument que le Soviet de Petrograd le fasse rappeler pour mettre fin à la décomposition qui commence dans certains corps d'armée [183]. »

De son côté, dans un rapport à son parti, Mikhaïlov témoigne :

« Le 1^{er} mai, soldats allemands et russes ont été réunis en grand nombre au milieu des tranchées ouvertes. À ce meeting les Allemands venaient avec leurs officiers et participaient directement à l'élaboration des motions sur la guerre ou sur la paix et sur les relations internationales. Cette réunion fit sur tous une très grosse impression. Officiers russes et soldats reconnurent l'utilité des réunions de ce genre, mais le Haut Commandement et l'état-major les interdirent, menaçant de fusiller les participants. Il peut s'ensuivre de très graves conséquences car cela sème la discorde entre soldats et officiers et la diffusion des mots d'ordre du Soviet rencontre une opposition opiniâtre de la part du Haut Commandement [184]. »

En signalant l'opposition du Haut Commandement aux ordres du Soviet, Frunze n'évoquait pas la résistance des soldats aux mots d'ordre bolcheviks. De fait, ces soldats considéraient le Soviet comme

l'autorité légitime, et si fraternisations il y avait eu, elles ne préjugeaient pas de l'attitude à adopter quand le pouvoir révolutionnaire les évoquerait.

Le gouvernement de coalition voulut réagir à l'argumentaire bolchevik, mais sur le terrain, comme procédaient les bolcheviks avec Frunze, Krylenko et quelques autres. Alexandre Kerenski décida de partir en campagne pour faire pièce aux orateurs bolcheviks. Il jouissait de l'aura qu'il avait acquise le 27 février en contribuant à la transformation des journées insurrectionnelles en une révolution, en figurant à la fois au Soviet de Petrograd et au gouvernement provisoire comme ministre de la Justice. Devenu ministre de la Guerre après la crise d'avril, il restitua au commandement les droits perdus depuis trois mois, mais promulgua les droits du soldat en référence explicite au *Prikaze I*. Au début de sa tournée, il avait contre lui à la fois le commandement qui voyait en lui l'incarnation de la révolution, et les bolcheviks, de plus en plus écoutés depuis que la politique de paix sans annexions n'aboutissait pas et que, par contrecoup, stagnaient les réformes attendues, car, pour le gouvernement de coalition, il n'était pas question de réunir une assemblée constituante tant que la masse des citoyens russes et non russes était au front.

Kerenski avait conscience des difficultés qui l'attendaient quand il lui faudrait convaincre les soldats de passer à l'offensive alors qu'à l'inverse se développaient les fraternisations : « Commander des troupes quand on avait perdu ses facultés de commandement ; les préparer à l'action quand l'action signifie pour elles trahison ou contre-révolution ; tolérer la propagande empoisonnée des bolcheviks [...] le tout après trois années de combats difficiles et malheureux[185] ».

Les fraternisations ne constituaient qu'un des éléments du comportement des soldats et officiers de tranchée. Kerenski évita de les stigmatiser. Sous le regard sceptique ou narquois des officiers supérieurs et des élus bolchevisés des comités de soldats, il s'élança dans l'arène où il gagna le surnom de « persuadeur en chef ». « Camarades, dit-il à un contingent mutiné, depuis dix ans, vous avez su souffrir et étiez silencieux. Vous saviez comment remplir les obligations que vous imposait un régime haï. Vous saviez tirer sur le peuple quand le régime le demandait. Et que se passe-t-il aujourd'hui ? La libre Russie est-elle devenue un État d'esclaves en révolte ? (Intenses mouvements divers dans l'assemblée de soldat.) Camarades, je ne sais pas, non, je ne sais pas mentir. Ah ! mes camarades. Quelle tristesse ! de ne pas être mort il y a trois mois ! Alors je serais mort avec le plus beau des rêves ; je croyais alors qu'une nouvelle vie allait commencer pour mon pays... qu'il n'y aurait plus besoin de fouet ni de canne pour se respecter.

« Oui. Il faut se battre car pour fraterniser, il faudrait qu'on fraternise aussi sur le front français. [...] Ah ! mes camarades : les destinées du pays sont entre vos mains et la patrie est en danger. Vous avez goûté au vin de la liberté et vous êtes un peu ivres... Ce qu'il nous faut, c'est de la discipline, que vous entriez dans l'Histoire et que sur vos tombes on puisse graver : ils sont morts mais ils ne furent jamais esclaves[186]. »

Orateur étonnant, pathétique, Kerenski réussissait à retourner son auditoire, même hostile. En témoigne sa rencontre avec Krylenko, cet autre leader bolchevik, âgé de trente-deux ans et donc rompu aux luttes politiques. À Kamenec-Podolsk, il avait l'assemblée des soldats bien en main. Le général Brusilov craignait même une issue fâcheuse pour le nouveau ministre de la Guerre : ne vaudrait-il pas mieux annuler la confrontation ? Mais lorsque Kerenski parla, l'assemblée fut subjuguée. Les malheurs de la Russie, la nécessité du sacrifice s'exprimaient par sa bouche avec une telle ferveur que Krylenko lui-même se mit à sangloter. Pour Kerenski, c'était gagné : « Je m'étais prononcé contre l'offensive », répondit Krylenko. « Mais si le camarade Kerenski nous en donne l'ordre, même si ma compagnie ne quitte pas sa tranchée, je marcherai et partirai à l'attaque, seul s'il le faut[187]. »

Trois semaines après le passage de Kerenski, après les injonctions des *izvestia* et les objurgations du Soviet et du gouvernement, la propagande bolchevik était contrecarrée et la guerre avait retrouvé une part de sa légitimité. À la veille de l'offensive qui devait s'effectuer au milieu du mois de juin, Krylenko, de retour du front, fit un rapport à la Conférence nationale des organisations militaires bolcheviks : « La masse des soldats est encore sans organisation quoiqu'elle tende au bolchevisme. De nombreux régiments déclarent qu'ils n'iront pas à l'attaque. Kerenski jouit d'une grande réputation même parmi les bolcheviks qui ont à lutter surtout contre les socialistes-révolutionnaires de mars (c'est-à-dire de droite). *Les fraternisations ont cessé*, mais les combats n'ont pas repris. On pense sérieusement à l'offensive et on forme des groupes de choc. Les désertions ont cessé mais les soldats ne rentrent pas de permission[188]. »

Alors qu'il était sans illusions sur la portée de son action, harcelé par les Alliés et par l'état-major, Kerenski donna enfin l'ordre d'offensive le 16 juin 1917. Son succès fut un feu de paille et l'offensive se transforma bientôt en désastre. Kerenski n'en garda pas moins sa popularité aux yeux des soldats. Il représentait la révolution, et le fait qu'il donnait des ordres aux généraux les confirmait dans leur gratitude. Par sa présence, il rappelait à tous qu'ils étaient des hommes libres.

Mais avec la faillite de l'offensive, les journées de Juillet à

Petrograd contre la guerre et bientôt le putsch du général Kornilov, son autorité s'évanouit, même s'il l'emporta sur le général rebelle.

Les fraternisations qui reprirent à la fin de l'été n'eurent pas l'élan de celles qui avaient précédé l'offensive, mais entre-temps l'armée s'était en partie décomposée, il y régnait une sorte de guerre civile.

Comme un certain nombre de régiments avaient refusé de partir en position, le commandement rejeta la responsabilité de la défaite sur les bolcheviks, ce qui scandalisa les soldats qui avaient participé aux opérations offensives, car ils se voyaient crédités d'un échec dont les causes étaient multiples. Ainsi la 506^e division d'infanterie qui avait été nommément mise en cause avait eu 2 513 morts ou blessés sur 3 000 hommes, alors que dans l'Annexe 3 au rapport des généraux Gavrilov et Gostov, il était indiqué que cette défaite avait pour origine la supériorité écrasante de l'ennemi en artillerie – 200 pièces contre 16. Mais le commandement s'en tenait aux termes de son communiqué. Cette querelle reproduite dans *Spartak*, le journal de Boukharine à Moscou, n'était qu'un exemple de la vigilance des soldats qui vérifiaient tous les dires de l'état-major.

Autant que l'Allemand, désormais, l'officier pouvait devenir l'ennemi principal "traître à la révolution". L'offensive et ses suites avaient permis de rétablir les contraintes, d'instruire les poursuites contre les mutins. En réponse, les soldats de la garnison de Luga demandèrent le désarmement général des officiers. « Ils étaient traîtres à la Russie, vendus à la France et l'Angleterre[189]. » N'avaient-ils pas applaudi au rétablissement de la peine de mort, au reste pas appliquée ?

Depuis l'offensive, les gradés avaient retrouvé sans peine leur tour de main traditionnel. Tout soldat rétif ou réticent aux ordres se voyait défini comme bolchevik ; et comme ce parti stigmatisait le comportement du commandement, son audience s'accrut considérablement après l'échec de cette offensive : sur les fronts du Sud-Ouest et sur le front roumain réunis, on comptait 74 groupes bolcheviks en juillet, 173 en septembre, 280 en novembre [190].

Dans ce contexte, les fraternisations n'étaient plus à l'ordre du jour, mais bien les désertions et plus encore les mutineries. L'évolution du sentiment des soldats vis-à-vis des déserteurs, des permissionnaires qui ne revenaient plus dans leur unité, était passée par plusieurs phases. En mars, ils les avaient condamnés ; en mai-juin, avant l'offensive, ils les avaient menacés ainsi que les embusqués ; après juillet, ils prennent leur défense, jugeant que les chefs contre-révolutionnaires méritent autant qu'eux de passer devant les tribunaux. Globalement, il y eut beaucoup moins de déserteurs que la légende l'a rapporté ; il y eut par contre beaucoup plus de mutineries.

Quant aux fraternisations, elles réapparurent dans un tout autre

contexte, lors des pourparlers de Brest-Litovsk. En suivant les mots d'ordre de Lénine et de Trotski, il s'agissait cette fois d'agir de telle sorte que, « de fraternisations en fraternisations, la Révolution passe de Russie en Allemagne ».

Mais ce furent les officiers allemands qui, semble-t-il, y mirent bon ordre.

CONTRÔLE POSTAL DES RÉGIMENTS ET AUTRES UNITES

(Au SHAT – Service Historique de l'Armée de Terre – une recherche systématique a été faite dans les liasses 16 N 1392, 1393, 1394, 1395, 1405, 1425, 1427, 1428 et 1529, mais tous les cas n'ont pas été retenus ; des compléments sont tirés du mémoire de maîtrise de Coralie Vermeulen ou ont été fournis par Nicolas Offenstadt et Denis Rolland que je remercie.)

5 ^e régiment d'infanterie (RI) – 16 N 1392 (janv. 17)	217 ^e RI – 16 N 1392 (janv. 17)	221 ^e RI – 16 N 1392 (janv. 17)
23 ^e RI – 16 N 1405 (oct. 16)	226 ^e RI – 16 N 1428 (oct. 17)	
25 ^e RI – 16 N 1393 (août 17)	247 ^e RI – 16 N 1405 (oct. 16)	
38 ^e RI – 16 N 1395 (janv. 18)	297 ^e RI – 16 N 1424 (févr. 17)	
42 ^e RI – 16 N 298 (juill. 17)	330 ^e RI – 16 N 1436 (mars 17)	
52 ^e RI – 16 N 1394 (oct. 17)	344 ^e RI – 16 N 1529 (janv. 18)	
59 ^e RI – 16 N 1405 (janv. 17)	349 ^e RI – 16 N 1394 (sept. 17, c. p. du 105 ^e)	
65 ^e RI – 16 N 1529 (déc. 17)	350 ^e RI – 16 N 1427 (sept. 17)	
75 ^e RI – 16 N 254 (juin 17)	360 ^e RI – 16 N 1428 (oct. 17)	
80 ^e RI – 16 N 1392 (avril 17)	366 ^e RI – 16 N 1392 (mars 17)	
85 ^e RI – 16 N 1405 (févr. 17)	367 ^e RI – 16 N 1427 (sept. 17)	
88 ^e RI – 16 N 1393 (juill. 17)	401 ^e RI – 16 N 1424 (mai 16)	
92 ^e RI – 16 N 1395 (févr. 18)	2 ^e bataillon de chasseurs à pied – 16 N 1395 (fév. et mars 18)	
95 ^e RI – 16 N 1405 (févr. 17)	17 ^e BCP – 16 N 1427 (sept. 17)	
105 ^e RI – 16 N 1394 (sept. 17)	18 ^e BCP – 16 N 1529 (nov. 17)	
106 ^e RI – 16 N 1427 (juill. 17)	25 ^e BCP – 16 N 1427 (juill. 17)	
107 ^e RI – 16 N 1405 (févr. 17)	26 ^e BCP – 16 N 1427 (août 17)	
114 ^e RI – 16 N 1405 (févr. 17)	29 ^e BCP – 16 N 1428 (nov. 17), 1529 (nov. 17)	
118 ^e RI – 16 N 1421 (janv. 18)	131 ^e territorial – 16 N 1405 (mars 17)	
120 ^e RI – 16 N 1394 (oct. 17)	52 ^e infanterie coloniale – 16 N 1394 (oct. 17)	
121 ^e RI – 16 N 1529 (nov. 17)	29 ^e tirailleurs sénégalais – 16 N 1427 (juill. 17)	
132 ^e RI – 16 N 1427 (juill. 17), 1428 (oct. 17)		
139 ^e RI – 16 N 1394 (oct. 17)		
143 ^e RI – 16 N 1392 (avr. 17), 1393 (mai 17)		
147 ^e RI – 16 N 1394 (oct. 17)	2 ^e chasseurs d'Afrique – 16 N 1425 (mars 17)	
154 ^e RI – 16 N 1405 (janv. 17)	6 ^e chasseurs d'Afrique – 16 N 1425 (avr. 17)	
163 ^e RI – 16 N 1431 (nov. 18)	2 ^e génie – 16 N 1395 (janv. 18)	
170 ^e RI – 16 N 1429 (févr. 18)	4 ^e génie – 16 N 1395 (janv. 18)	
172 ^e RI – 16 N 1427 (août 17), 1428 (oct. 17)	9 ^e zouaves – 16 N 1395 (févr. 18)	
201 ^e RI – 16 N 1405 (oct. 16)	1 ^{er} mixte zouaves et tirailleurs – 16 N 1395 (févr. 18)	
202 ^e RI – 16 N 1405 (oct. 16), 1395 (janv. 18)		

COMBATTANTS FRANÇAIS CITÉS

(Le numéro du régiment n'est pas toujours donné ; cela peut tenir à ce que le combattant a changé plusieurs fois d'unité ; pour certains d'entre eux, on consultera les notices de Jean Norton Cru – JNC.)

ALAIN (Émile Auguste Charrier), artilleur

Cité dans l'anthologie d'André Ducasse.

ARÈNE Julien

Les Carnets d'un soldat en Haute-Alsace et dans les Vosges, Paris, 1917. Ballet Charles, 75^e RI Contrôle postal, 27^e DI, juin 1917, communiqué par Denis Rolland.

BARBEY Valdo (1^{ère} éd. sous le pseudonyme de Fabrice Dongot) – JNC

Soixante jours de guerre en 1914, Paris, Giovanangeli, 2004 [1917].

BARRÉS Philippe, 31^e BCP, sous-lieutenant – JNC

La Guerre à vingt ans, Paris, Plon, 1924.

BARTHAS Louis, 280^e puis 296^e, caporal

Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, Paris, Maspero, 1978 [rééd. La Découverte].

BEC Jean, 96^e puis 122^e, sergent

« Campagne 1914-1918, notes journalistiques », dans *Bulletin des Amis de Montagnac*, oct. 2000 et févr. 2001.

BERNIER Jean, 117^e RI, sergent – JNC

La Percée, Paris, Albin Michel, 1920.

BERTHIER Gustave

Lettre citée dans *Paroles de poilus...*

BINET-VALMER Gustave, sous-lieutenant – JNC

Mémoires d'un engagé volontaire, Paris, Flammarion, 1918.

BIROT Louis, aumônier

Carnets, Un prêtre républicain dans la Grande Guerre, Albi, FSIT, 2000.

BISCAY Jean-Pierre, 413^e RI, sergent

Témoignage sur la guerre 1914-1918 par un chef de section, Montpellier, Imp. Causse, 1973.

BONNET Georges – JNC

L'Âme du soldat, Paris, Payot, 1917.

BOUIS Jacques, 18^e BCP – JNC

Notes d'un agent de liaison, Paris, Berger-Levrault, 1922

BOURGUET Samuel, commandant – JNC

L'aube sanglante, Paris, Berger-Levrault, 1917.

- BOUSQUET Joseph, 55^e RI
Journal de route 1914-1917, Bordeaux, Éditions des Saints Calus, 2000.
- BRÉANT, commandant de cavalerie, puis 90^e RI – JNC
De l'Alsace à la Somme, souvenirs du front, Paris, Hachette, 1917.
- BKÈS Othon, 273 RI, sergent
 Carnet inédit.
- BUTEAU Max, 56^e puis 134^e – JNC
Tenir, récits de la vie de tranchées, Paris, Plon, 1918.
- CALVET Jean, sous-lieutenant
À la sueur du front, Gaillac, Imp. Dugourc, 1920.
- CAMPAGNE commandant puis colonel, 107^e puis 78^e
Le Chemin des croix, Paris, Tallandier, 1930.
- CAPOT Valéry, adjudant
 Carnets inédits, Archives du Lot-et-Garonne.
- CARRÉ Jean-Marie, officier interprète – JNC
Histoire d'une division de couverture, Paris, La Renaissance du livre, 1919.
- CASSAGNAU Ivan
Ce que chaque jour fait de veuves. Journal d'un artilleur, 1914-1916, Paris, Buchet-Chastel, 2003.
- CASTEX Anatole, capitaine
Verdun, années infernales. Lettres d'un soldat au front, Paris, Imago, 1996.
- CAZIN Paul, 29^e RI, sergent – JNC
L'Humaniste à la guerre, Paris, Plon, 1920.
- CENDRARS Blaise, Légion étrangère
La Main coupée, Paris, Denoël, 1946.
- CHAILA Xavier
 « C'est à Craonne, sur le plateau », *Journal de route*, Carcassonne, FAOL, 1997.
- CHAÎNE Pierre, sous-lieutenant – JNC
Les Mémoires d'un rat, Paris, Payot, 1921.
- CHAMPION Pierre, 288^e RI, sous-lieutenant – JNC
Françoise au calvaire, Paris, Grasset, 1924.
- CHARBONNIER Henri, 229^e RI
 Carnet inédit.
- CHEVALLIER Gabriel, infanterie
La Peur, Paris, Stock, 1930.
- CHEROSSEL Louis, 119^e territorial, caporal
 Correspondance citée dans « *Je suis mouton comme les autres* »...
- CRU Jean Norton, caporal, puis sergent
 Auteur de *Témoins...* et *Du témoignage...*
- CUZACQ Germain, 234^e RI

Le Soldat de Lagraulet, Toulouse, Eché, 1984.

D. Jean de, capitaine

Cité dans *La Plume au fusil...*

DANTOINE Pierre, 272^e RI

La Guerre (recueil de dessins), Carcassonne, FAOL, 1987.

DANTOINE Roger, 267^e RI

Cité dans *Années cruelles...*

DERVILLE Etienne, 33^e RI, sergent puis lieutenant – JNC

Correspondance et notes, Tourcoing, Duvivier, 1921.

DESAGNAUX Henri, 359^e RI

Journal de guerre 14-18, Paris, Denoël, 1971.

DESAUBLIAUX Robert, 129^e RI – JNC

La Ruée. Étapes d'un combattant, Paris, Bloud, 1919.

DESPEYRIERES Henri, 14^e RI, caporal

« Lettres des tranchées », dans *Sous les arcades*, Montflanquin, MJC, 2002.

Déverin Édouard

R.A.S. 1914-1918, Du Chemin des Dames au GQG, Paris, Les Étincelles, 1931.

DEVOIZE Émile, 252^e RI

Carnet cité dans « *Je suis mouton comme les autres* »...

DORGELES Roland, 39^e RI

« *Je t'écris de la tranchée* », Paris, Albin Michel, 2003.

DUBAKLE Robert, capitaine de chasseurs alpins – JNC

Lettres de guerre, Paris, Perrin, 1918.

DUCASSE André, infanterie

Auteur de l'anthologie *La Guerre racontée par les combattants*, Paris, Flammarion, 1932.

ESCHOLIEK Raymond, 59^e RI – JNC

Le Sel de la terre, Amiens, Edgar Malfère, 1924.

ETÉVÉ Marcel, 417^e RI, lieutenant – JNC

Lettres d'un combattant, Paris, Hachette, 1917.

FAUVEAU Kléber, 52^e RI

Contrôle postal, 27^e DI, juin 1917, communiqué par Denis Rolland.

FOURNET Victorin

Correspondance citée dans « *Je suis mouton comme les autres* »...

GALTIER-BOISSIÈRE Jean, caporal – JNC

La Fleur au fusil, et *Loin de la riflette*, Paris, Baudinière, 1928.

GANDOLPHE Maurice – JNC

La Marche à la victoire, Paris, Perrin, 1915.

GENEVOIX Maurice, 106^e RI, lieutenant – JNC

Ceux de 14, Paris, Flammarion, 1950.

GIBOULET Justin, 343^e RI, sergent

Carnets inédits, étudiés par Solenne Boitreau (maîtrise Toulouse-II, 2000).

GRANGES Ladislas, 313^e RI, sergent
Carnets de guerre, Montpellier, ESID, 1997.

Guilhem François, 296^e RI
Correspondance inédite.

HENCHES Jules, commandant – JNC

À l'école de la guerre. Lettres d'un artilleur, Paris, Hachette, 1918.

HOURTICQ Louis, territorial, lieutenant – JNC

Récits et réflexions d'un combattant, Paris, Hachette, 1918.

HUDELLE Léon, 280 RI, capitaine

Photos inédites et articles étudiés par Marie-Pierre Dubois (maîtrise Toulouse-II, 1997).

ISAAC Jules, 111^e territorial, caporal puis sergent

Un historien dans la Grande Guerre. Lettres et carnets, Paris, Armand Colin, 2004.

JOLINON Joseph, 370^e RI – JNC

Le Valet de gloire, Paris, Rieder, 1923.

JOUBAIRE Alfred, sergent – JNC

Pour la France. Carnet de route d'un fantassin, Paris, Perrin, 1917.

LAPEYRE Louis, 143^e RI

Carnet inédit, cité en partie dans *Ennemis fraternels...*

LEFEBVRE Raymond, brancardier – JNC

La Guerre des soldats, Paris, Flammarion, 1919.

LELIÈVRE Pierre, aumônier, 19^e DI – JNC

Le Fléau de Dieu, Paris, Ollendorf, 1920.

LEMERCIER Eugène, 106^e RI, caporal puis sergent – JNC

Lettres d'un soldat, Paris, Chapelot, 1916.

LIGONNES Bernard de, 275^e RI, commandant

Un commandant bleu horizon, Paris, Les Éditions de Paris, 1998.

LINTIER Paul, artilleur – JNC

Ma pièce, et *Le Tube 1233*, Paris, Plon, 1916 et 1917.

LISSORGUES Marcellin, 287^e RI, aumônier – JNC

Notes d'un aumônier militaire, Aurillac, Imp, moderne, 1921.

LUGANO Fernand, 13^e BCA

Carnets de guerre d'un poilu savoyard, Montmélian, Fontaine de Siloé, 2000, 160 p.

MADELINÉ André, artilleur – JNC

Nos vingt ans, Paris, Calmann-Lévy, 1925.

MAIRET Louis, 127^e puis 8^e RI, sergent – JNC

Carnet d'un combattant, Paris, Crès, 1919.

MASCARAS Paul, 15^e RI, sergent

Correspondance inédite citée par Mathieu Fantin (maîtrise Toulouse-II, 2002)

- MASSON Pierre, 261^e RI, sergent puis lieutenant – JNC
Lettres de guerre, Paris, Hachette, 1917.
- MAUROIS André, interprète – JNC
Les Silences du colonel Bramble, Paris, Grasset, 1918.
- MEYER Jacques, 329^e RI, lieutenant – JNC
La Biffe, Paris, Albin Michel, 1928.
- MORILLON Gervais, 90^e RI
 Lettre citée dans *Paroles de poilus...*
- MORIN Émile, 60^e puis 42^e RI, sergent puis lieutenant
Lieutenant Morin, combattant de la guerre 1914-1918, Besançon, Cêtre, 2002.
- NADEL Henry, caporal
Sous le pressoir, cité dans l'anthologie d'André Ducasse.
- NAEGELEN René, 172^e RI, caporal puis sergent – JNC
Les Suppliciés, Paris, Baudinière, 1927.
- NOÉ Léopold, 280^e RI
Nous étions ennemis sans savoir pourquoi ni comment, Carcassonne, FAOL, 1980.
- Nublat Marius, Postes aux Armées
 Correspondance citée dans « *Je suis mouton comme les autres...* »
- ORMIÈRES Louis, brancardier
 Témoignage cité dans *Années cruelles...*
- PAPILLON Lucien, 174^e RI et PAPILLON Marcel, 356^e RI
 « *Si je reviens comme je l'espère* », Paris, Grasset, 2003.
- PARAF Pierre, 92^e RI – JNC
Sous la terre de France, Paris, Payot, 1917.
- PASTRE Gaston, artilleur, capitaine – JNC
Trois ans de front. Presses universitaires de Nancy, 1990 [1918].
- PERGAUD Louis
 Cité par Benoist-Méchin, *Ce qui demeure*, Paris, Albin Michel, 1942.
- PIC Eugène, 75^e RI, sergent – JNC
Dans la tranchée, Paris, Perrin, 1916.
- Pottecher Jean, infirmier – JNC
Lettres d'un fils, Paris, Émile-Paul, 1928.
- POUCH Jean
 Témoignage oral dans *La Grande Guerre*, Radio France, 1998.
- PUECH Jules, 258^e RI
 Correspondance inédite.
- QUEY Delphin, 22^e BCP
 Correspondance dans *Poilus savoyards*, Montmélian, Gens de Savoie, 1981.
- REDIER Antoine, 338^e RI, lieutenant – JNC
Méditations dans la tranchée, Paris, Payot, 1915.

RETAILLEAU Léopold, 77^e RI
Musicien-brancardier... Carnets de Léopold Retailleau, Le Chauffour, Anovi, 2003.

RIMBAULT Paul, capitaine – JNC
Propos d'un marmité, Paris, Fournier, 1920.

ROBERT Henri, 123^e RI, sergent – JNC
Impressions de guerre d'un soldat chrétien, Paris, Fischbacher, 1920.

ROUJON Jacques, 352^e RI – JNC
Carnet de route, Paris, Plon, 1916.

ROUMIGUIÈRES Alfred, 343^e RI, sergent
Cité dans *La Plume au fusil...*

SAFON Jean, infanterie
Cité dans *Années cruelles...*

SOTY Gaston, 43^e RI
Dans la mêlée, Paris, Les Carnets de route célèbres, s. d.

TAJLHADES Fernand, 343^e RI
Carnet reproduit dans *Ennemis fraternels...*

TANTY Etienne, 129^e RI
Les Violettes des tranchées, Paris, Éditions italiques, 2002.

THIVOLLE-CAZAT Gabriel, 13^e bat. de chasseurs alpins
Carnet cité dans « *Je suis mouton comme les autres* », en partie inédit.

TIREFORT Jean, 50^e RI
Roger Gau, Jean, classe 1915, Toulouse, Amis des Archives de la Haute-Garonne, 1998.

TOP Gaston, 27^e RAC, médecin – JNC
Un groupe de 75, Paris, Pion, 1919.

TOUSSAINT Charles, 74^e RI
Petites histoires d'un glorieux régiment, Montvilliers, Binesse, 1973.

TUFFRAU Paul, 246^e RI, capitaine – JNC
14-18. Quatre années de front, Paris, Imago, 1998.

VAILLANT-COUTURIER Paul, sergent, puis sous-lieutenant – JNC
La Guerre des soldats, Paris, Flammarion, 1919.

VANDRAND Elie, 105^e RI
« *Il fait trop beau pour faire la guerre* », Vertaizon, La Galipote, 2000.

VUILLERMOZ Léon, 44^e RI
Journal d'un poilu franc-comtois, Sainte-Croix (CH), Éditions du Balcon, 2001.

WERTH Léon, 252^e RI – JNC
Clavel soldat, Paris, Albin Michel, 1919.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

1. ANTHOLOGIES, RECUEILS DE TEXTES, LIVRES CONTENANT DE LARGES CITATIONS

BACONNIER Gérard, MINET André, SOLER Louis, *La Plume au fusil. Les poilus du Midi à travers leur correspondance*, Toulouse, Privat, 1985, 382 p.

BERNARD Jean-Pierre, MAGNAN Claude, SAUVAGEON Jean, SERRE Robert, SEYVE Claude, SEYVE Michel, « *Je suis mouton comme les autres* ». *Lettres, carnets et mémoires de poilus drômois et de leurs familles*, Valence, Éditions Peuple Libre et Notre Temps, 2002, 503 p.

BERNSTIEL Eckart et CAZALS Rémy éd., *Ennemis fraternels 1914-1918. Hans Rodewald, Antoine Bieisse, Fernand Tailhades. Carnets de guerre et de captivité*, Toulouse, PUM, 2002, 192 p.

BOUTEFEU Roger, *Les Camarades. Soldats français et allemands au combat, 1914-1918*, Paris, Fayard, 1966, 460 p.

CAZALS Rémy, MAUQUIÉ Claude, PINIES René, *Années cruelles 1914-1918*, Villelongue d'Aude, Atelier du Gué, 1998 [1983], 164 p.

CRU Jean Norton, *Du témoignage*, Paris, Gallimard, 1930, 270 p.

DUCASSE André, *La Guerre racontée par les combattants. Anthologie des écrivains du front (1914-1918)*, Paris, Flammarion, 1932, 2 vol., 296 et 250 p.

DUCASSE André, MEYER Jacques, PERREUX Gabriel, *Vie et mort des Français 1914-1918*, Paris, Hachette, 1959, 512 p.

GUÉNO Jean-Pierre et LAPLUME Yves, *Paroles de poilus. Lettres et carnets du front, 1914-1918*, Paris, Librio – Radio France, 1998, 192 p.

MEYER Jacques, *Les Soldats de la Grande Guerre*, Paris, Hachette, collection « La Vie quotidienne », 1966, 374 p.

NICOT Jean, *Les poilus ont la parole. Lettres du front, 1917-1918*, Bruxelles, Complexe, 1998, 592 p.

PROST Antoine, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977, 3 vol., 237, 261 et 268 p.

2. RÉFLEXION SUR LES SOURCES

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *14-18. À travers leurs journaux, les combattants des tranchées*, Paris, Armand Colin, 1986, 223 p.

CAZALS Rémy, « Éditer les carnets de combattants », dans CAUCANAS Sylvie et CAZALS Rémy dir., *Traces de 14-18*,

Carcassonne, Les Audois, 1997, p. 31-46.

CAZALS Rémy et ROUSSEAU Frédéric, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001, 160 p.

CRU Jean Norton, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Éditions, 1929, 728 p. [rééd. Presses universitaires de Nancy, 1993].

JEANNENEY Jean-Noël, « Les archives des commissions de contrôle postal aux armées (1916-1918) : une source précieuse pour l'histoire contemporaine de l'opinion et des mentalités », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1968, p. 209-233.

ROUSSEAU Frédéric, *Le Procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, Paris, Seuil, 2003, 319 p.

TURBERGUE Jean-Pierre, *1914-1918 ; les journaux des tranchées, la Grande Guerre écrite par les poilus*, Paris, Éditions italiques et Ministère de la Défense, 1999, 159 p.

3. ÉTUDES PARTICULIÈRES SUR LES FRATERNISATIONS

ASHWORTH Tony, *Trench Warfare 1914-1918 : the Live and Let Live System*, Londres, Pan Books, 2000 [1980], 266 p.

BARLUET Alain, « Les fraternisations de Noël », dans *L'Histoire*, n° 107, janvier 1988, p. 77-79.

BROWN Malcolm et SEATON Shirley, *Christmas Truce*, Londres, Pan Books, 1994 [1984], 262 p.

GALTIER-BOISSIÈRE Jean, « Fraternisations », *Le Crapouillot*, août 1930, p. 44-48.

PANTIN Mathieu, *Les Poilus parlent aux Boches, les Boches parlent aux Poilus*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-II, 2002.

JÜRGS Michael, *Der Kleine Frieden im Grossen Krieg*, Munich, Bertelsmann, 2003, 352 p.

VERMEULEN Coralie, *Les Fraternisations pendant la Grande Guerre*, mémoire de maîtrise, Université de Picardie, 2000.

4. QUELQUES OUVRAGES RÉCENTS POUR COMPRENDRE LA GUERRE ET LES COMBATTANTS

BACH André, *Fusillés pour l'exemple*, Paris, Tallandier, 2003, 617 p.

BIANCHI Bruna, *La Follia e la Fuga. Nevrosi di guerra, diserzione e disobbedienza nell'esercito italiano (1915-1918)*, Rome, Bulzoni, 2001, 566 p.

CAZALS Rémy, *Les Mots de 14-18*, Toulouse, PUM, 2003, 123 p.

CAZALS Rémy, PICARD Emmanuelle et ROLLAND Denis dir., *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, 412 p.

COCHET François, *Survivre au front, 1914-1918, les poilus entre contrainte et consentement*, 14-18 Éditions, 2005, 267 p,

FULLER John G., *Troop Morale and Popular Culture in the British and Dominion Armies 1914-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1990, 218 p.

OFFENSTADT Nicolas, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 2002 [1999], 350 p.

OFFENSTADT Nicolas dir., *Le Chemin des Dames, de l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004, 494 p.

PROST Antoine, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 81, janv. - mars 2004, p. 5-20.

PROST Antoine et WINTER Jay, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, 346 p.

ROUSSEAU Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 2003 [1999], 465 p.

SMITH Leonard V., *Between Mutiny and Obedience. The Case of the French Fifth Infantry Division during World War 1*, Princeton University Press, 1994, 274 p.

LES AUTEURS

Marc FERRO Codirecteur des *Annales*, directeur d'études à l'EHESS (École des Hautes Études en sciences sociales), spécialiste de la Grande Guerre, de la Révolution russe et de l'histoire du cinéma. Il a, en outre, dirigé et animé pendant dix ans le programme « Histoires parallèles » produit par la chaîne Arte. Reconnu dans le monde entier, il s'est fait remarquer auprès du public par ses grandes biographies (*Nicolas II, Pétain*), ses travaux sur la Révolution russe, mais aussi ses réflexions sur l'écriture de l'histoire et les colonisations.

Malcolm BROWN Historien indépendant, attaché au musée impérial de la Guerre à Londres, depuis 1989 ; est l'auteur de nombreux livres sur la Première Guerre mondiale, dont *Verdun 1916* (Londres, Tempus Publishing, 1999) et, avec Shirley Seaton, *Christmas Truce*, publié en 1984 par Léo Cooper et réimprimé trois fois par Pan Books. En 2002, il est devenu membre associé honoraire du Centre pour les études de la Première Guerre mondiale de l'université de Birmingham.

Rémy CAZALS Professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, il a édité les *Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier*, témoignage de référence sur les tranchées, et de nombreux autres récits de combattants. Il a organisé et publié plusieurs colloques d'histoire de la Première Guerre mondiale, et écrit *Les Mots de 14-18* (Toulouse, PUM, 2003).

Olaf MUELLER Chercheur allemand en littérature, il a participé à de nombreux ouvrages sur la Grande Guerre et sur l'histoire des pacifistes, notamment *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004.

[1] Maconochie : boîte de légumes employée dans les tranchées pour mesurer la ration standard.

[2] En français dans le texte.

[3] Extrait de Wyn Griffith, *Up to Mametz*, Faber & Faber, London, 1931

[4] Jean Norton Cru, *Du témoignage*, Paris, Gallimard, 1930, p. 117-253 [certaines rééditions récentes ne reprennent pas l'anthologie, ce qui réduit considérablement la portée du livre] ; André Ducasse, *La Guerre racontée par les combattants. Anthologie des écrivains du front (1914-1918)*, Paris, Flammarion, 1932, 2 vol. 295 et 249 p.

[5] Pour ne pas alourdir l'appareil de notes, les références aux carnets de combattants, publiés ou inédits, sont rassemblées en annexe. De même pour le contrôle postal des unités de l'armée française.

[6] Voir : Eckart Birnstiel et Rémy Cazals éd., *Ennemis fraternels 1914-1915, Hans Rodewald, Antoine Bieisse, Fernand Tailhades. Carnets de guerre et de captivité*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2002, 191 p. Également, les récits de Valdo Barbey, Pierre Champion, Henri Charbonnier, Léopold Retailleau, cités en annexe, etc.

[7] Photos découvertes par Marie-Pierre Dubois, déposées aux Archives de l'Aude. Voir *Annales du Midi*, n°232, oct-déc. 2000, « 1914-1918 », p. 428-430.

[8] Voir Leonard V. Smith, *Between Mutiny and Obedience. The Case of the French Fifth infantry Division during World War I*, Princeton University Press, 1994, p. 63 ; Tony Ashworth, *Trench Warfare 1914-1918, The Live and Let Live System*, Londres, Pan Books, 2000 [1^{ère} éd. 1980], p. 103 et 133.

[9] Deux JMO (SHAT 26 N 605 et 26 N 511) cités par Coralie Vermeulen, *Les Fraternisations pendant la Grande Guerre*, mémoire de maîtrise, Université de Picardie, 2000.

[10] Cité par Coralie Vermeulen, *op. cit.*, p. 40.

[11] *Ibid.*, p. 56.

[12] Jean-Pierre Turbergue, *1914-1918. Les journaux des tranchées, la Grande Guerre écrite par les poilus*, Paris, Éditions Italiques et ministère de la Défense, 1999, p. 82. Le (sic) figure dans l'original.

[13] *ibid.*, p. 82.

[14] Cité par Stéphane Audoin-Rouzeau, *À travers leurs journaux, 14-18, les combattants des tranchées*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 191.

[15] « *Nous crions grâce* », *154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916*, présentées par Thierry Bonzon et Jean-Louis Robert, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1989, p. 76-77.

[16] Jean Norton Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Étincelles, 1929, 728 p. [réédition : Presses Universitaires de Nancy, 1993].

[17] Voir Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, collection « Points », 2004, p. 135-134. Également : Rémy Cazals et Frédéric Rousseau, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001, p. 129-140.

[18] De même Fernand Tailhades, dans *Ennemis fraternels...*, *op. cit.*, p. 172. À propos des Allemands qui l'ont capturé, le Français écrit : « Pendant le trajet, ils m'appelaient tout le temps *Camarade*. C'est tout ce que je comprenais. »

[19] Présentation par André Minet de Louis Birot, *Carnets. Un prêtre républicain dans la Grande Guerre*, Albi, FSIT, 2000.

[20] Sur divers sens du mot « patriote », voir Rémy Cazals, *Les Mots de 14-18*, Toulouse, PUM, 2003, p. 85-86.

[21] Par l'abbé Émile Barthès, cité dans Louis Birot, *Carnets...*, *op. cit.*, p. 143.

[22] Le caporal Barthas a signalé de tels cas à plusieurs reprises.

[23] Il s'agissait ici de noter ce qui concerne notre sujet. Cela occupe quelques pages dans le livre de Léon Werth. Celui-ci, comme les autres combattants, a largement décrit les horreurs et la violence de la guerre.

[24] Dans *Témoins...*, op. cit., p. 274-276, Jean Norton Cru écrit : « Binet-Valmer a-t-il jamais questionné les poilus sur Barrés ? A-t-il lu, depuis que ses Mémoires ont paru, les souvenirs plus récents de Pézard, Paul Cazin, Léon Cathlin et tant d'autres, non seulement déçus, mais agacés, irrités par ce sacrifice par procuration que Barres faisait chaque jour en paroles, leur laissant le soin de le faire effectivement ? » À propos de Philippe Barres, fils de Maurice, Jean Norton Cru remarque : « Ce jeune aspirant, modeste et sympathique, a voulu juger les choses par lui-même et son expérience du front l'a bien inspiré dans ses jugements. Il est bon de signaler cette probité intellectuelle dans les cas où, comme ici, elle ne peut se manifester sans heurter de front les idées reçues à l'arrière dans la famille et chez les amis de l'écrivain. » Philippe Barres raconte un épisode de camaraderie provoquée par le goût de la musique.

[25] Binet-Valmer, *Mémoires d'un engagé volontaire*, Paris, Flammarion, 1918. Passages censurés p. 109, 122, 123, 124, 129, 153, 165, 177, 179, 180, 195.

[26] Lettre reproduite en fac-similé dans Mathieu Fantin, « *Les Poilus parlent aux Boches, les Boches parlent aux Poilus* », mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 2002, p. 181-182.

[27] Jean-Noël Jeanneney, « Les archives des commissions de contrôle postal aux armées (1916-1918) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1968, p. 209-233.

[28] Thème présent dans de nombreuses autres interceptions et lettres non contrôlées conservées par les familles.

[29] *Nous crions grâce...*, op. cit., p. 13.

[30] *La Chanson du 17^e*, de Montéhus, évoque la mutinerie de ce régiment à Béziers en 1907 lors de la « révolte des vigneron » : « Salut ! Salut à vous, braves soldats du 17^e... » Le refrain fut très populaire, bien que l'épisode ait ravivé les tensions entre le Nord et le Midi. Voir Jean Sagnes, Monique et Rémy Pech, *1907 en Languedoc et Roussillon*, Montpellier, Espace Sud Éditions, 1997, 283 p.

[31] Dans le Midi, on rencontre la conviction que les régiments de la région ont toujours été placés dans les secteurs les plus exposés.

[32] Frédéric Rousseau, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999, p. 130-135.

[33] On n'insistera pas ici sur les tirs d'artillerie mal réglés qui tuent les fantassins amis. Voir le livre du général Percin, *Le Massacre de notre infanterie en 1914-1918*, Paris, Albin Michel, 1921, 302 p.

[34] En 1918, le grand quartier général français se trouvait à Compiègne après avoir été longtemps à Chantilly. Voir Jean de Pierrefeu En 1918, le grand quartier général français se trouvait à Compiègne, après, *GQG, Secteur I*, Paris, L'Édition française illustrée, 1920, 2 vol.

[35] Le dessinateur carcassonnais Pierre Dantoine, combattant de 14-18, a illustré le thème : un officier impeccable, au monocle arrogant, interpelle un poilu crasseux et décoré qui attend le train des permissionnaires : « Dites donc ! On ne salue plus... je suis officier d'administration. » Assis, pipe au bec, le poilu répond, goguenard : « Ne t'en fais pas, tu as une bonne place ! » Dantoine, *La Guerre*, Carcassonne, FAOL, coll. « La Mémoire de 14-18 en Languedoc », 1987.

[36] C'est ce que Jean Norton Cru a essayé de faire. Voir les notices des auteurs dans *Témoins...*, op. cit.

[37] Voir dans R. Cazals, *Les Mots de 14-18*, op. cit., « Bourrage de crâne et censure », « Consentement et contrainte », « Désertion », « Patrie, Patriotes, Patriotisme », « Tenir ».

[38] *L'Ami Fritz*, publié en 1864.

[39] Contrôle postal du 3 août 1917. Un autre soldat du même bataillon, déjà cité, écrivait : « ... quand les nègres font du bruit, les Boches réclament le silence. »

[40] Opposer quantitativement tant de trêves refusées à tant de trêves acceptées n'aurait aucun sens. Ces pages ont seulement pour but de définir l'état d'esprit qui rend les trêves possibles.

[41] Modris Eksteins, *Le Sacre du Printemps, la Grande Guerre et la naissance de la modernité*, Paris, Pion, 1991, p. 135, d'après une lettre d'Émile Derobert.

[42] *Ibid.*, p. 135.

[43] Frédéric Rousseau, Introduction à Roland Dorgelès, « *Je t'écris de la tranchée* », *Correspondance de guerre 1914-1917*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 45-51 ; Leonard V. Smith, *Between...*, *op. cit.*, p. 91-93.

[44] Leonard V. Smith, *Between...*, *op. cit.*, p. 93.

[45] Wilhelm Deist, « Le moral des troupes allemandes sur le front occidental à la fin de l'année 1916 », dans Jean-Jacques Becker et al. dir., *Guerre et cultures 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 100.

[46] *La Paix par le droit*, juillet-août 1919, p. 353-354.

[47] SHAT 16 N 1431 et 1438, contrôle postal cité par Coralie Vermeulen, *Les Fraternisations...*, *op. cit.*

[48] Extrait de *L'Argonaute*, novembre 1918. Cité par S. Audoin-Rouzeau, *À travers leurs journaux...*, *op. cit.*, p. 193. Voir une fraternisation du 11 novembre 1918 entre un régiment bavarois, les prisonniers français et les civils belges, rapportée par Louis Lapeyre, autre tonnelier de Peyriac-Minervois, dans *Ennemis fraternels...*, *op. cit.*, p. 18.

[49] Mais Dominik Richert, paysan de Saint-Ulrich, ne parlait pas un mot de français. Il parlait l'allemand et le dialecte alsacien. Il écrivait en allemand. Voir Dominik Richert, *Cahiers d'un survivant. Un soldat dans l'Europe en guerre 1914-1918*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 1994 [édition en allemand en 1989], et Rémy Cazals, « Deux fantassins de la Grande Guerre : Louis Barthas et Dominik Richert », dans Jules Maurin et Jean-Charles Jauffret dir., *La Grande Guerre 1914-1918, 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, ESID, 2002, p. 339-364.

[50] Jacques Bouis signale la découverte d'une pancarte « accrochée en évidence par l'ennemi à un tronc d'arbre et sur laquelle nous lisons cette phrase en français : *Vive le Kaiser et honneur au 18^e bataillon de chasseurs français* ».

[51] Brown et Seaton, *Christmas Truce...*, *op. cit.*, p. 152.

[52] 26 novembre 1915, dans Josette Lavie, *La Guerre de 14-18 vue par les poilus*, Aiguillon, ATA, 1997, renseignement communiqué par Antonio Catarino. Modris Eksteins évoque une bataille de boules de neige entre Britanniques et Allemands.

[53] Roger Boutefeu, *Les Camarades, soldats français et allemands au combat 1914-1918*, Paris, Fayard, 1966.

[54] Lu sur le manuscrit à la date du 2 avril 1916. Une partie seulement des carnets de ce cultivateur ont été reproduits dans « *Je suis mouton comme les autres* ». *Lettres, carnets et mémoires de poilus drômois et de leurs familles*, présentés par Jean-Pierre Bernard et al., Valence, Éditions Peuple Libre et Notre Temps, 2002.

[55] Le récit figure peut-être dans des lettres que la censure n'a pas ouvertes.

[56] Le sergent aurait dit : « Je n'aime pas les Boches, je suis du Nord, ils pillent tout chez moi... Mais ç'aurait été un abus de confiance de les tuer. Alors, avant de tirer, je leur ai fait signe de se cacher. » Henry Nadel, *Sous le pressoir*, cité par André Ducasse dans son anthologie, *La Guerre racontée...*, *op. cit.*, p. 205-208.

[57] Témoignage de Jean Pouch enregistré en 1975. Il figure dans les CD *La Grande Guerre 1914-1918*, Radio France, Historial de la Grande Guerre, 1998. Cité par Mathieu Fantin, « *Les Poilus parlent...* », *op. cit.*

[58] Dans le livre de T. Ashworth, *Trench Warfare.*, *op. cit.*, voir le chapitre 5.

[59] W. Griffiths, cité par T. Ashworth, *ibid.*, p. 107.

[60] Ernst Jünger, *Orages d'acier*, Paris, Le Livre de poche, 1993 [1920].

[61] Jules Maurin, *Armée, guerre, société, soldats languedociens (1889-1919)*, Paris,

Publications de la Sorbonne, 1982, p. 654-655 : Rémy Cazals, Claude Marquie, René Piniès, *Années cruelles 1914-1918*, Villelongue d'Aude, Atelier du Gué, 1998 [1^{ère} édition 1983], notamment le témoignage de Jean Safon, p. 52.

[62] Voir l'ouvrage collectif dirigé par Nicolas Offenstadt, *Le Chemin des Dames, de l'enfer à la mémoire*, Paris, Éditions Stock, 2004.

[63] Sur le thème de la baïonnette, voir les ouvrages de Jean Norton Cru. Également Rémy Cazals, *Les Mots de 14-18*, op. cit., p. 15-16, et Cédric Marty, *La Baïonnette en 14-18, mythes et réalités*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le Mirail, 2003.

[64] Voir le texte dans Guy Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, Paris, PUF, 1967, p. 34.

[65] SHAT 16 N 1529, dossier n° 4 « Service du Moral. Fraternalisation avec l'ennemi ».

[66] SHAT 16 N 1405, contrôle postal de Troyes, 23 juillet 1916, à titre d'exemple.

[67] Jules Maurin, *Armée...*, op. cit., p. 654.

[68] SHAT 16 N 1529.

[69] La « négociation » entre les chefs et les combattants sur la manière de mener la guerre est un thème du livre de Leonard Smith, *Between...*, op. cit. Parfois efficace ponctuellement comme dans le cas des trêves tacites ou formelles, cette négociation ne porta ses fruits sur un plan plus large qu'après les mutineries de 1917, lorsque le haut commandement accepta ce que les soldats proposaient depuis 1914, l'arrêt des offensives (Smith, p. 205). Jusque-là, la force de l'obéissance l'avait emporté.

[70] T. Ashworth, *Trench Warfare...*, op. cit., p. 31.

[71] Sur ce point, le livre du général Percin, *Le Massacre de notre infanterie...*, op. cit.

[72] Il est vrai aussi que, souvent, on a laissé mourir les blessés et abandonné les cadavres dans le *no man's land*.

[73] Bruna Bianchi, *La Follia e la Fuga. Nevrosi di guerra, diserzione e disobbedienza nell'esercito italiano (1915-1918)*, Roma, Bulzoni, 2001, p. 359-381 ; ouvrages de Modris Eksteins, Tony Ashworth, Malcolm Brown et Shitley Seaton.

[74] John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2003 [édition anglaise 1998].

[75] Voir Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988 [1963].

[76] Voir E. Birnstiel et R. Cazals éd., *Ennemis fraternels...*, op. cit., 2^e photo du cahier, l'équipe du Quinze Avenir Castelnau-d'Aud, dont dix joueurs ont été tués à la guerre et un autre, Antoine Bieisse, grièvement blessé

[77] Voir Rémy Cazals, *Les Mots de 14-18*, op. cit., p. 26.

[78] Voir dans Sylvie Caucanas, Rémy Cazals et Pascal Payen (dir.), *Les Prisonniers de guerre dans l'histoire, contacts entre peuples et cultures*, Toulouse, Privat, 2003, les remarques sur la construction des usages envers les prisonniers de guerre à diverses époques.

[79] Cité par T. Ashworth, *Trench Warfare...*, op. cit., p. 144.

[80] Tuer en plein combat, nettoyer les tranchées, achever un blessé par sadisme ou parce qu'on est entièrement pris par la peur, ce sont des actes qui ont été commis pendant la Grande Guerre. Voir l'article de réflexion d'Antoine Prost, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 81, janv.-mars 2004, p. 5-20.

[81] Par extension d'une notion proposée par George L. Mosse pour le champ politique allemand de l'après-guerre, dans son livre *Fallen Soldiers, Reshaping the Memory of the World Wars* (1990), titre « traduit » en français par *De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

[82] Le célèbre dramaturge Carl Zuckmayer (1896-1977) était le fils d'un fabricant de la région de Mayence. Après avoir passé un baccalauréat spécial, il se présenta comme volontaire de guerre. Il fut soldat sur le front ouest jusqu'à ce qu'il s'effondre nerveusement en 1917. Ce lieutenant maintes fois décoré devint membre du conseil des ouvriers et des soldats pendant la révolution allemande. En 1925, il obtint son premier succès important avec la

pièce intitulée. *Le Vignoble joyeux*. On compte parmi ses autres succès théâtraux *Schinderhannes* (1927) et *Katharina Knie* (1928). En 1929, il adapta pour le cinéma le roman de Heinrich Mann *Le Sujet*. La version filmée, intitulée *L'Ange bleu* (1929), lança la carrière internationale de Marlene Dietrich. Zuckmayer exprima également ses convictions démocratiques à travers sa collaboration au tournage du roman de Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau* ; puis il fut contraint à l'exil à partir de 1933. Il se rendit alors en Amérique en passant par l'Autriche et la Suisse.

[83] Carl Zuckmayer, *Ah war's ein Stück von mir. Hören der Freundschaft. Erinnerungen*, Frankfurt am Main, Fischer, 1989 (première parution en 1966), pp. 195-196.

[84] Voir Tony Ashworth, *Trench Warfare 1914-1918. The Live and Let Live System*, London, Macmillan Press 1980, p. 19.

[85] Voir Christoph Jahr, *Gewöhnliche Soldat en. Desertion und Deserteure im deutschen und britischen Heer 1914-1918*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998, pp. 32-34

[86] Voir Carl Zuckmayer, *Einmal, wenn alles vorüber ist. Briefe an Kurt Grell, Gedichte, Dramen, Prosa aus den Jahren 1914-1920*, Frankfurt am Main, Fischer, 1981.

[87] Voir Bruna Bianchi, *La Follia e la Fuga. Nevrosi di guerra, diserzione e disobbedienza nell'esercito italiano (1915-1918)*, Roma, Bulzoni, 2001, p. 358.

[88] Extrait d'un jugement du tribunal militaire du 3^e corps d'armée italien Vestone, daté du 18.2. 1918, cité ici d'après Enzo Forcella/Alberto Monticone, *Plotone di esecuzione. I processi della Prima Guerra mondiale* [1968], Bari, Laterza 1998, p. 275.

[89] Karl Josenhans, Lettre du 9.11.1914 écrite au château Hindenburg. Citée ici d'après Philip Witkop, *Kriegsbriefe gefallener Studenten*, München, Albert Langen/Georg Müller, 1928, p. 33.

[90] Giuseppe Ungaretti, *Les Cinq Livres*. Texte français établi par l'auteur et Jean Lescure, Paris, Les Éditions de Minuit, 1953, p. 83.

[91] Ungaretti avait combattu dans plusieurs secteurs du front d'Isonzo, où les lignes ennemies se trouvaient à portée immédiate de vue et de voix. Voir une carte postale adressée en mai ou juin 1916 à Giovanni Papini (in Giuseppe Ungaretti, *Lettere a Giovanni Papini 1915-1948*. A cura di Maria Antonietta Terzoli, Introduzione di Leone Picdoni, Milano, Arnoldo Mondadori, p. 33), où il écrit : « À certains endroits, les ennemis sont à trois mètres de nous. Maintenant ils se reposent. Il règne ici un calme immense. »

[92] Forcella/Monticone, [Note 88], pp. 309-310 pour toutes les citations suivantes.

[93] Charles Sorley, *The Letters of Charles Sorley*. Avec un chapitre biographique, Cambridge, Cambridge University Press, 1919, Lettre du 10.7. 1915, p. 283.

[94] *Ibid.* (voir note 93).

[95] *Ibid.*, p. 273.

[96] *Ibid.*, p. 274, Lettre du 16.6.1915 adressée à son ami Arthur Watts depuis le front des Flandres.

[97] Première parution in *Marlborough and Other Poems* (1916). Cité d'après *The Collected Poems of Charles Sorley*, Edited by Jean Moorcroft Wilson, London, Cecil Woolf, 1985, p. 70.

[98] Forcella/Monticone, [Note 88], p. 277.

[99] *Ibid.*

[100] Ernst Toller, *Eine Jugend in Deutschland* in *Gesammelte Werke*, Hrsg. von Wolfgang Frühwald und John M. Spalek. Bd. 4, München, Hartser 1978, p. 66. (Première parution à Amsterdam, Querido 1933.) Toller (1893-1939) s'est engagé dans les mêmes circonstances que Sorley. Depuis le début de l'année 1914, il étudiait à l'université pour étrangers de Grenoble. Lorsque le conflit mondial éclata, il rentra en Allemagne et devint volontaire de guerre. En 1916, après treize mois de front, il s'effondra nerveusement devant Verdun. Il participa par la suite au mouvement pacifiste et à la République des conseils à Munich. Cet engagement lui valu d'être condamné à la prison de 1919 à 1924. Toller faisait partie des auteurs les plus importants de la république de Weimar. Il émigra après 1933 en Angleterre, puis aux USA, où il se donna la mort en 1939.

[101] Heinrich Dietz, « Das Militärstrafrechtswesen im Kriege » in Max Schwarte (Hg.), *Der große Krieg 1914-1918*. Bd. 10, Die Organisation der Kriegführung, Leipzig et alibi, Johann Ambrosius Barth et alii 1923, pp. 111-146, ici p. 129.

[102] Dietz [Note 101], p. 129.

[103] *Ibid.*

[104] Voir pour la psychiatrie de guerre allemande, Peter Riedesser/Axel Verderber, « *Maschinengewehre hinter der Front* ». *Zur Geschichte der deutschen Militärpsychiatrie*, Frankfurt am Main, Fischer 1996.

[105] Dietz [Note 101], p. 130.

[106] Voir Militärstrafgesetzbuch für das Deutsche Reich, S 84.

[107] Voir les commentaires du § 84 in *Militärstrafgesetzbuch für das Deutsche Reich nebst dem Einführungsgesetze. Handausgabe unter Berücksichtigung der Rechtsprechung des Reichsgerichts und Reichsmilitärgerichts, sowie der einschlägigen Gesetze, Verordnungen und Erlasse* erläutert von Karl Endres, Kriegsgerichtsrat bei der k. b. 4. Division, Würzburg, Stahl'sche Verlags-Anstalt 1903, p. 72, où il est écrit : « Pendant le combat : pendant l'affrontement avec l'ennemi (que ce soit contre ses troupes régulières ou contre des corps-francs, etc). L'approche des troupes destinées au combat, des sections acheminant les réserves de munitions, etc., est également comprise dans la notion de "combat". »

[108] « ... un codice antiquato e non rispondente più all'epoca moderna ». Voir Forcella/Monticone, [Note 88], p. 153.

[109] Traduit d'après la version originale italienne publiée chez Forcella/Monticone, [Note 88], pp. 281-283.

[110] Tony Ashworth utilise l'expression *bad weather truces* pour parler des accords passés dans des conditions climatiques extrêmes et donne toute une série d'exemples constatés sur le front anglo-allemand des Flandres.

[111] Voir pour le texte complet : *Codice penale per l'esercito del Regno d'Italia*, Edizione contenente la conferenza degli articoli del Codice fra loro, con quelli del Codice e Leggi vigenti e del Codice militare abrogato, con molte appendici ed un copiosissimo indice analitico-alfabetico. Compilazione dell'Avv. Prof. G. Saredo. Firenze, G. Pellas 1870, article. 98, p. 43.

[112] *Codice penale per l'esercito, op. cit.*, article 94, p. 42.

[113] Lettre de Karl Aldag écrite le 3.1.1915 à Fournes près de Lille, citée d'après Witkop, [Note 89], p. 30.

[114] Witkop [Note 89], p. 30.

[115] *ibid.*

[116] *ibid.*, également pour la citation suivante.

[117] Voir les illustrations des récits publiés en Angleterre en janvier 1915 par *The Illustrated London News*, le *Daily Mirror* et le *Daily Sketch*. Ces illustrations sont également reproduites dans Malcolm Brown/Shirley Seaton, *Christmas Truce, The Western Front 1914*. London, Pan Books 2001 ; Michad Jürgs, *Der kleine Frieden im großen Krieg. West Front 1914, Als Deutsche, Franzosen und Briten gemeinsam Weihnachten feierten*. München, Bertelsmann 2003, p. 230, évoque des récits non illustrés, publiés dans les journaux allemands, mais ne donne pas d'indications plus précises.

[118] Kurt Adam, « *Prost ! Neujahr ! Eine Erinnerung an den 31, Dezember 1916* » in *Kriegszeitung der 1. Armee. Die « Wacht im Westen » und « Champagne-Kriegszeitung »*, Nr. 119,1 janvier 1918, p. 5.

[119] Alberto Recanatini, « *Di che brigata sei ? Tamia ha i colori di Camerano.* » *Storia e racconti di soldati cameranesi nella Prima Guerra Mondiale*, Camerano, 1994, pp. 203-204, cité ici d'après Bianchi, *Follia*, [Note 87], p. 352

[120] Bianchi, *Follia*, [Note 85], p. 352.

[121] Pour un aperçu rapide, voir Thomas N. Bisson, « Peace of God, Truce of God » in Joseph R. Strayer (Hg.), *Dictionary of the Middle Ages*. Bd. 9. New York, Charles Scribner's

Sons 1987, pp. 473-475.

[122] Giuseppe Garzoni, *Diario della guerra del 1915* in Ludo Fabi (Hg.), *ha Gente e la Guerra. Documenti*, Udine, Il Campo 1990, p. 74, cité ici d'après Bianchi, *Follia* [Note 85], p. 356. Garzoni qualifie ici de *modi cortesi e cavalle-reschi* le comportement des Autrichiens. Ceux-ci aidèrent une unité italienne à évacuer ses morts et ses blessés après l'avoir contrainte à se rendre par des pilonnages d'artillerie.

[123] Wilhelm Deist a cependant montré que, pendant la dernière année de la guerre, la pratique de la « grève du zèle » était devenue un phénomène de masse du côté allemand. Voir Wilhelm Deist, *Verdeckter Militarstreik im Kriegsjahr 1918*, in Wolfram Wette (Hg.), *Der Krieg des kleinen Mannes. Eine Militärgeschichte von unten*, München, Piper 1992, pp. 146-167.

[124] Ernst Jünger, in *Stahlgewittern* [1920]. Ici d'après l'édition *Samtliche Werke. Erste Abteilung. Tagebücher. Bd. 1. Der Erste Weltkrieg*. Stuttgart, Klett-Cotta 1978, pp. 64-65.

[125] Voir Ashworth, p. 21.

[126] Récit du Dr Bernhard Lehnert, né en 1896, cité in Wolf-Rüdiger Osburg, « *Und plötzlich bist du mitten im Krieg...* », *Zeitzeugen des Ersten Weltkriegs erinnern sich*. Münster, Aschendorff 2000, pp. 218-219.

[127] Giani Stuparich, *Guerra del '15, (Dal taccuino di un volontario)*, [1931], Torino, Einaudi 1980, Notations du 27.6.1915, pp. 63-64. Stuparich (1891-1961), né à Trieste (alors ville autrichienne), avait déjà publié avant la guerre dans l'importante revue *La Voce* des articles sur les territoires occupés par les Autrichiens. En 1915 il devint volontaire de guerre. Voir à propos de son expérience de soldat : Fabio Todero, *Carlo e Giani Stuparich. Itinerari della Grande Guerra sulle tracce di due volontari triestini*, Trieste, Lint 1997.

[128] « Il fuoco è ormai vivo da per tutto e anche questa notte di domenica somiglia alle altre notti », Stuparich, *Guerra*, p. 64.

[129] Ashworth, p. 46. Forcella/Monticone, [Note 85], pp. 247-249 évoquent l'histoire d'un soldat italien né en Allemagne, travaillant comme steward sur les paquebots de la ligne Hambourg-Amérique. En 1915, il rejoignit l'armée italienne comme aspirant-officier, mais ses déclarations défaitistes le discréditèrent tellement auprès des autorités militaires qu'en novembre 1917 il fut condamné pour trahison d'après l'Art. 72 du *Codice penale per l'esercito* et fusillé.

[130] Carlo Salsa, *Trincee. Confidenze di un fante*, [1924], Préface de Luigi Santucci, Milano, Mursia, 1995, pp. 157-158.

[131] Forcella/Monticone, pp. 101-102, à propos de R. D. qui fut condamné en mai 1917 à un an de prison pour un délit commis en décembre 1916 (« Refus d'obéissance et conversation avec l'ennemi »).

[132] Forcella/Monticone.

[133] Gabriel Chevallier, *La Peur* [1930], Nantes, Le Passeur 2002, pp. 161-162.

[134] *Ibid.*, pp. 256-257 pour cette citation et la suivante.

[135] Toller, *op. cit.* p. 59.

[136] Texte élaboré par Giorgio Sbaraini à partir d'une interview de Micheletti. Voir *La Grande Guerra. Operai e contadini lombardi nel primo conflitto mondiale*. A cura di Sandro Fontana e Maurizio Pieretti. Milano, Regione Lombardia 1980 (Mondo popolare in Lombardia, 9), pp. 361-362.

[137] *Ibid.* [note 136], p. 363.

[138] Telle est l'explication proposée par Ashworth à propos des mutineries françaises de 1917. D'après les chiffres, les soldats italiens et austro-hongrois manifestaient le plus souvent leur refus de combattre en se constituant prisonniers. Sur 8 410 000 Français mobilisés, on compte 537 000 prisonniers et portés disparus, alors que du côté autrichien il y eut 2 200 000 prisonniers et portés disparus sur 7 800 000 mobilisés. Voir Ashworth, p. 205 et p. 255.

[139] Voir à ce propos Bernd Ulrich/Benjamin Ziemann (Hg.), *Krieg im Frieden. Die unumkämpfte Erinnerung an den Ersten Weltkrieg. Quellen und Dokumente*, Frankfurt am Main, Fischer 1997, sowie Markus Pohlmann, *Kriegsgeschichte und Geschichtspolitik, Der Erste*

Weltkrieg. *Die amtliche deutsche Militärgeschichtsschreibung 1914-1956*, Paderborn et alii, Ferdinand Schöningh, 2002.

[140] Bensa, Stoppato et Raimondo faisaient partie en 1915 des interventionnistes qui exigeaient l'entrée en guerre de l'Italie, Voir Giorgio Rochat, « L'inchiesta su Caporetto » in *Esercito italiano da Vittorio Veneto a Mussolini (1919-1925)*, Bari, Laterza, 1967, pp. 67-128, ici, p. 71.

[141] *Dall'Isonzo al Piave. 24 ottobre-9 novembre 1917*, Bd. II, *Le Cause e le responsabilità degli avvenimenti*, Roma, Poligrafico Ministero della Guerra 1919, p. 439.

[142] Paulus Blinziy, « Die Akten » in *Die Weltbühne* 18/2 (1922), pp. 126-127, cité ici d'après Ulrich/Ziemann, *Krieg im Frieden*, p. 72.

[143] Voir Jean-Jacques Becker, *Le Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, Klincksieck, 1973.

[144] Voir Catherine Slater, *Defeatists and their Enemies. Political Invective in France 1914-1918*, Oxford, Oxford University Press, 1981.

[145] Ernst Drahn/Susanne Leonhard, *Unterirdische Literatur im revolutionären Deutschland während des Weltkrieges*, Berlin, Verlag Gesellschaft und Erziehung 1920, p. 13, attribuent le tract au Mouvement (les jeunes socialistes de Berlin, très influencé par Karl Liebknecht).

[146] *Spartakusbriefe*. Herausgegeben vom Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands, Berlin, Dietz 1958, p. 27, ainsi que Drahn/Leonhard, p. 35.

[147] Extrait du journal *Wperjod*, cité d'après Lager, *Front oder Heimat Deutsche Kriegsgefangene in Sowjetrußland 1917 bis 1920*. Hrsg. von einem deutschrussischen Redaktionskollegium unter Leitung von Inge Pardon und Waleri W. Shurawl'jow. 2 Bde. München et alibi, K. G. Saur, 1994, citation vol. 1, p. 3.

[148] Voir le récit sur Satka, au sud de l'Oural, où des prisonniers de guerre allemands voulurent participer aux cérémonies du 1^{er} Mai : « Les prisonniers de guerre apparurent lors des cérémonies avec leur propre orchestre, marchant sous la bannière de l'internationale et de la social-démocratie. Le spectacle de ces cérémonies fut impressionnant. Pendant tout le défilé, on entendit de la musique, des chants révolutionnaires, des discours. Des hommes venus de l'est et de l'ouest, jetés hier encore les uns contre les autres par la main du capital dans une bataille meurtrière, se mirent à fraterniser. La ville lointaine de Satka tissa avec le front des liens vivants. Elle comprit de tout son "être" l'absurdité de la tuerie perpétrée au loin. Elle voyait les prisonniers de guerre sous les bannières rouges, sentait la force d'expansion de l'ennemi, mais n'éprouvait au fond de son cœur ni colère, ni désir de vengeance. Durant toutes ces minutes, elle prit conscience de manière aiguë de l'amour et de la fraternité entre les peuples. » Cité d'après Lager, *Front oder Heimat*, vol 1, p. 4.

[149] Décret du ministère de la Guerre du Reich, relatif au traitement des soldats de nationalité allemande revenant de leur captivité russe (Berlin, 19.3.1918), cité d'après Lager, *Front oder Heimat*, vol 1, p. 58.

[150] Generalleutnant Constantin von Altrock, « Das deutsche Volksheer » in Max Schwarte (Hg.), *Der Große Krieg 1914-1918. Bd. 10, Die Organisation der Kriegführung*, Leipzig et alii, Johann Ambrosius Barth et alii 1923, pp. 511-554, ici p. 546.

[151] General von Kuhl, « Entstehung, Durchführung und Zusammenbruch der deutschen Offensive von 1918 » in *Die Ursachen des Deutschen Zusammenbruches im Jahre 1918. Erste Abteilung. Der militärische und außenpolitische Zusammenbruch*, Dritter Band. Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte 1928, pp. 211-212 ; également pour la citation suivante.

[152] Voir à ce sujet Benjamin Ziemann, « Enttauschte Erwartung und kollektive Erschöpfung. Die deutschen Soldaten an der Westfront 1918 auf dem Weg zur Revolution ». In Jorg Duppler/Gerhard P. Grok (Hg.), *Kriegsende 1918. Ereignis, Wirkung, Nachwirkung*. München, R. Oldenbourg Verlag 1999, pp. 165-182, citation p. 171. Voir aussi Deist, *Verdeckter Militärstreik*.

[153] Voir Richard Bessel, « Die Heimkehr der Soldaten, Das Bild der Frontsoldaten »

in der Öffentlichkeit der Weimarer Republik. In Gerhard Hirschfeld/Gerd Krumeich/Irina Renz (Hg.): « *Keiner fühlt sich hier mehr als Mensch...* », *Erlebnis und Wirkung des Ersten Weltkriegs*. Frankfurt am Main, Fischer 1996, pp. 260-282.

[154] Henri Barbusse, « Le monde nouveau » in *Paroles d'un combattant*, Paris, Flammarion, 1920, p. 221 ; également pour la citation suivante.

[155] André, le frère de Marty, fut un des initiateurs de la mutinerie et fut condamné pour cela à vingt ans de travaux forcés. Une campagne spectaculaire de soutien lui permit d'être gracié en 1923. La même année, André et Michel Marty incitèrent publiquement les troupes d'occupation de la Ruhr à la fraternisation. En septembre 1925, Michel fut inculpé et condamné, par défaut, à huit mois de prison et mille francs d'amende pour incitation de militaires à la désobéissance dans un article publié par *L'Humanité* du 2 février sous le titre : « À bas la guerre du Maroc » ; voir les notices d'Andreu Balent, Jean Maitron et Claude Pennetier sur André et Michel Marty in *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, version CD-Rom

[156] M. Marty, *Fraternisation. Esquisse historique de la tradition du prolétariat français*, Paris, Librairie de l'Humanité 1925, pp. 35-36.

[157] *Le Feu. Organe de l'Association républicaine des Anciens Combattants*, troisième année, septembre 1930, p. 1.

[158] *Das Reichsbanner. Zeitung des Reichsbanner Schvartz-Rot-Gold-Bund der republikanischen Kriegsteilnehmer*, Nr. 38 vom 17.9. 1932, Beilage für die Gaue Berlin und Halle, cité ici d'après Ulrich/Ziemann, *Krieg im Frieden*, p. 113.

[159] Voir pour l'histoire de la fondation de la CIAMAC, Léon Viala, *Les Relations internationales entre les associations de mutilés de guerre et d'Anciens Combattants*, Paris, Les Cahiers de l'Union fédérale des associations françaises des victimes de la guerre et anciens combattants [vers 1930], ainsi que : Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, vol 1, pp. 103-113.

[160] CIAMAC. *Conférence Internationale des Associations de Mutilés de Guerre et Anciens Combattants/Mitteilungen der Internationalen Arbeitsgemeinschaft der Verbanne der Kriessopfer und Kriegsteilnehmer* 6 (octobre-novembre 1933), Cahiers 8-9, p. 196.

[161] Voir dans le cahier 6 de la CIAMAC, p. 206, le communiqué du 25.9.1933 de la Poste suisse, informant la rédaction de la revue de la décision du ministère de la Poste du Reich à Berlin.

[162] Article de Hans Oberlindober dans le Cahier de février 1934 de la *Deutschen Kriessopferversorgung*, cité dans le Cahier 7 de la CIAMAC (janvier-février 1934), H. 1, p. 15.

[163] CIAMAC, p. 15.

[164] Voir chapitre : « Le rapprochement franco-allemand, rêve et duperie » in Prost, *Anciens Combattants*, pp. 177-187.

[165] *Deutsche Kriessopferversorgung* 4 (1936), Nr. 12, pp. 12-16, ici p. 13, cité in Susanne Brandt, *Vom Kriegsschauplatz zum Gedächtnisraum, Die Westfront 1914-1940*, Baden-Baden, Nomos 2000, p. 222.

[166] *Carskaja Armija v period mirovoj vojny i febr'al'skoj revoljucij*, Kazan, 1922. *Passtm*, ainsi que Kal'nickii Ja, *Ot febr'alja k Oktjabrja*.

[167] *Ibid.*, p. 67, ainsi que *Vospominanija frontovnika*, Xar'kov, 1964.

[168] *Ibid.*, p. 75.

[169] Cité dans le *Bulletin de Presse de Petrograd* du 25 mai 1917.

[170] *Revoljucionnae dvizenie v Rossii posle sverzenija camoderzavija*, Moscou, 1957, p. 617.

[171] Nous en avons fait l'analyse dans « Le soldat russe en 1917. Indiscipline, pacifisme, patriotisme et révolution », *Annales (ESC)* 1971,1, p. 14-40.

[172] Cf note 170, p. 613

[173] Cf G. Wettig, « Die Rolle des Russischen Armée im Revolutionären Machtkampf

1917 », *Forschungen zur Osteuropäischen Geschichte*, 1967, p. 46-389.

[174] Cf note 172, *passim*.

[175] Cf note 171, p. 654.

[176] *Razložbenie Armii, v Rossii v 1917g*, p. 37-38.

[177] Browder R. P. and Kerensky A. F., *The Provisional Government 1917*, Stanford 1961, t. II, p. 903.

[178] Lénine, « La signification des fraternisations », *Pravda* du 28 avril 1917.

[179] *Izvestia* du 2 mai 1917.

[180] *Izvestia* du 6 mai 1917.

[181] Renvoyons à notre *Révolution de 1917*, rééd. Albin Michel 1997, p. 311-336.

[182] *Ibid.*, p. 347-372.

[183] *Revoljucionnoe Dvizenie v Rossii v aprile*, M. 1958, p. 481-565.

[184] *Revoljucionnoe Dvizenie v Rossii v mae i june 1917g*, p. 329-389.

[185] A. Kerenski, *The Catastrophe*, New York, 1927, p. 191.

[186] Cf note 177, p. 913-914.

[187] Cf note 185, p. 203.

[188] Dépêche N. J. dans *Le Bulletin de presse de Petrograd*.

[189] *Revoljucionnoe Dvizenie v Rossii v avguste, 1917g*, p. 263.

[190] Tkacuk, A. G., *Revoljucionnoe Dvizenie v armijax jugozapadnogo i rumins kogo frontov nakanune i v period velikogo Oktjabrja*. L'vov, 1968.